

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1909

THÈSE

N° —

2

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le mercredi 27 octobre 1909, à 1 heure

PAR

Jacques-Gilbert-Joseph MORNET

Né à Nérondes (Cher), le 28 août 1882
Externe des hôpitaux
Médaille de Bronze de l'Assistance publique

LA

PROTECTION DE LA MATERNITÉ

EN FRANCE

(Etude d'hygiène sociale)

Président : M. PINARD, professeur

Juges { MM. GAUCHER, professeur
BRANCA, agrégé
COUVELAIRE, agrégé

PARIS

LIBRAIRIE MARCEL RIVIÈRE ET C^e

RUE JACOB, 31

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT EN MÉDECINE

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1909

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le mercredi 27 octobre 1909, à 1 heure

PAR

Jacques-Gilbert-Joseph MORNET

Né à Nérondes (Cher), le 28 août 1882
Externe des hôpitaux
Médaille de Bronze de l'Assistance publique

LA

PROTECTION DE LA MATERNITÉ

EN FRANCE

(Etude d'hygiène sociale)



Président : M. PINARD, professeur

Juges { *MM. GAUCHER, professeur*
BRANCA, agrégé
COUVELAIRE, agrégé

PARIS

LIBRAIRIE MARCEL RIVIÈRE ET C^{ie}

RUE JACOB, 31

1909

Faculté de Médecine de Paris

LE DOYEN		M. LANDOUZY
PROFESSEURS		MM.
Anatomie.		NICOLAS
Physiologie.		CH. RICHET
Physique médicale.		GARIEL
Chimie organique et Chimie générale.		GAUTIER
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.		BLANCHARD
Pathologie et Thérapeutique générales.		BOUCHARD
Pathologie médicale.		BRISSAUD
Pathologie chirurgicale.		DEJERINE
Anatomie pathologique.		LANNELONGUE
Histologie.		PIERRE MARIE
Opérations et appareils.		PRENANT
Pharmacologie et matière médicale.		HARTMANN
Thérapeutique		POUCHET
Hygiène.		GILBERT
Médecine légale.		CHANTEMESSE
Histoire de la médecine et de la chirurgie.		THOINOT
Pathologie expérimentale et comparée.		CHAUFFARD
		ROGER
		HAYEM
Clinique médicale.		DIEULAFOY
		DEBOVE
		LANDOUZY
		HUTINEL
Maladies des enfants.		
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale		GILBERT BALLEST
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.		GAUCHER
Clinique des maladies du système nerveux		RAYMOND
		DELBET
Clinique chirurgicale.		QUENU
		RECLUS
		SEGOND
Clinique ophtalmologique.		DE LAPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.		ALBARRAN
		PINARD
Clinique d'accouchements		BAR
		RIBEMONT-DESSAIGNES
Clinique gynécologique.		POZZI
Clinique chirurgicale infantile.		KIRMISSON
Clinique thérapeutique.		ALBERT ROBIN

Agrégés en exercice

MM.			
AUVRAY	CUNEO	LAUNOIS	NOBECOURT
BALTHAZARD	DEMELIN	LECENE	OMBREDANNE
BRANCA	DESGREZ	LEGRY	POTOCKI
BEZANÇON (F.)	DUVAL (P.)	LENORMANT	PROUST
BRINDEAU	GOSSET	LOFFER	RENON
BROCA (A.)	GOUGET	MACAIGNE	RICHAUD
BRUMPT	JEANNIN	MAILLARD	RIEFFEL
CARNOT	JEANSELME	MARION	SICARD
CASTAIGNE	JOUSSET (A.)	MORESTIN	ZIMMERN
CLAUDE	LABBE (M.)	MULON	
COUVELAIRE	LANGLOIS	NICLOUX	

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que es opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MES GRANDS-PARENTS

A MES PARENTS

Témoignage de profonde affection

A MES AMIS

A MONSIEUR LE PROFESSEUR PINARD

*Je sais respectueusement gré du
grand honneur qu'il m'a fait en
acceptant la présidence de cette
thèse.*

A MON MAITRE

MONSIEUR LE DOCTEUR POTOCKI

Professeur agrégé
Accoucheur des hôpitaux.

*Témoignage de profonde et res-
pectueuse reconnaissance.*

A MES MAITRES DANS LES HOPITAUX

(Externat)

MONSIEUR LE DOCTEUR BARTH

(1904)

MONSIEUR LE PROFESSEUR POZZI

(1904-1905)

MONSIEUR LE PROFESSEUR LANDOUZY

(1905-1906)

MONSIEUR LE DOCTEUR BRAULT

(1906-1907)

MONSIEUR LE DOCTEUR WALTHER

(1907-1908)

MONSIEUR LE DOCTEUR VARIOT

(1908-1909)

MONSIEUR LE DOCTEUR POTOCKI

(1907-1908-1909)

A MADEMOISELLE BOULLE

Sage-femme des hôpitaux.

*Remerciements pour sa précieuse
collaboration.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA

Protection de la Maternité

EN FRANCE

PRÉFACE

La crise de la natalité en France. — Le néo-malthusianisme. —
Ses causes économiques et sociales. — Ses causes morales.
— La commission de la dépopulation. — Nécessité d'une protection de la maternité.

La natalité a diminué en France dans d'effrayantes proportions depuis une trentaine d'années. Les chiffres ci-dessous le démontrent hélas trop clairement.

En 1907 il a été enregistré 774.000 naissances au lieu de 927.000 en 1886 et 867.000 en 1893. Dans cette année, à marquer d'une pierre noire, le nombre des décès l'emporte de 20.000 sur celui des naissances. Notre mortalité est cependant faible si on la compare à celle des autres nations. Mais les naissances deviennent de plus en plus rares ; on

ne veut plus d'enfants. La moyenne des naissances a varié de 1816 à 1876 entre 960.000 et 1.000.000, la natalité s'élevait encore à 1.007.000 en 1866, elle s'est abaissée depuis progressivement jusqu'à n'être plus que de 774.000 unités en 1907.

En 1908 toutefois, on constate un excédent de 46.441 naissances, chiffre supérieur à celui de la période quinquennale 1902-1907 où l'excédent moyen des naissances sur les décès est de 34.802. Cet excédent de naissances est dû surtout à une diminution des décès dont le chiffre est inférieur de 48.226 à celui de 1907. En réalité le nombre des naissances en 1908 n'a été seulement que de 791.712 unités.

L'accroissement relatif de la population française pour 10.000 habitants s'élevait à 67 en 1821, à 24 de 1871 à 1880, à 18 de 1901 à 1905, il est tombé à 7 en 1906, pour se changer en 1907 en une diminution de 5, puis revenir à un accroissement de 12 en 1908.

En 1800 chaque ménage avait en moyenne 4,44 enfants ; en 1860, 3,6 ; en 1907, 2,07 ; cette moyenne est même fortement réduite 1,05 seulement pour les ménages de fonctionnaires

Les seuls points du territoire où la natalité l'emporte sur la mortalité sont les régions du Nord, de la Bretagne, des frontières de l'Est, du Limousin et de la Corse, départements frontières où le patriotisme est plus ardent ou provinces qui ont conservé leurs saines traditions.

En 1907 on ne constate d'excédents des naissances que dans 29 départements, au lieu de 42 en 1906.

Les départements où cet excédent est le plus élevé, par

rapport au chiffre de la population légale en 1907, sont le Pas-de-Calais 103 pour 10.000 habitants, le Finistère 89, le Nord 57, le Morbihan 54, le territoire de Belfort 49, la Haute-Vienne 44, la Seine-Inférieure 37, les Vosges 36, la Meurthe-et-Moselle 35, la Lozère 34, la Vendée 33. Ces départements sont ceux qui accusaient la plus forte natalité les années précédentes, mais pour chacun d'eux la proportion a diminué. Les arrondissements où l'on constate les plus forts excédents de naissances toujours pour l'année 1907, sont : Béthune (5.732), Lille (4.171), Quimper (2.696), Boulogne-sur-Mer (1.924), Valenciennes (1.610), Avesnes (1.709), Le Havre (1.465), Châteaulin (1.373). A Paris en 1865, le chiffre annuel des naissances était de 50.000 environ par an, il est resté le même en 1905 et cependant la population a augmenté d'un million d'habitants. Si depuis 1871, la France entière avait eu la mortalité et la natalité du Finistère, elle aurait gagné plus de 400.000 habitants par an et accuserait à l'heure qu'il est une population de 53 millions d'âmes au lieu de 39 millions.

En 1908, on constate un excédent de naissances dans 45 départements. Pas-de-Calais 110, Finistère 86, Morbihan 84, Nord 64, toujours pour 10.000 habitants. Il y a excédent dans 195 arrondissements sur 362. Béthune (6.284), Lille (4.276). Les arrondissements où le nombre des naissances l'emporte le plus sur le nombre des décès sont en 1908, toujours pour 10.000 habitants, Béthune 167, Quimperlé 147, Quimper et Briey 137, Pontivy 130, Châteaulin 118. On voit que ce sont les mêmes contrées qu'en 1907,

Les départements des bassins du Rhône et de la Garonne

accusent au contraire, chaque année, une diminution de plus en plus forte de la natalité, aussi les décès l'emportent-ils sur les naissances. Dans le Lot 101 pour 10.000, le Tarn-et-Garonne 95, le Lot-et-Garonne 87, le Gers, la Haute-Garonne 71, l'Orne 65, la Vaucluse 64, le Gard 56, l'Yonne 55, l'Hérault 52. En 1908, les arrondissements où il y a eu le plus fort excédent de décès pour 10.000 habitants sont Agen 76, Cahors 75, Auch 73, Lectoure 68, Villeneuve-sur-Lot 65, Auxerre 54. C'est principalement dans les villes ouvrières que la diminution de la natalité est plus sensible ; ainsi à Montceau-les-Mines en 1889 il y a eu 809 naissances ; en 1904, 584 ; en 1907, 405. Dans certaines communes le registre des naissances reste un cahier blanc pendant toute l'année !

Et pendant ce temps toutes les nations de l'Europe se surpeuplent ; l'Allemagne accuse en 1907 un excédent de 900.000 naissances sur les décès, l'Angleterre 400.000, l'Italie 360.000. Dans tous ces Etats la natalité est en progression décroissante comme en France, mais grâce à leur avance antérieure ils conservent de forts excédents de naissances, six à huit fois plus élevés à nombre égal d'habitants. Pendant la période quinquennale de 1901 à 1905, l'excédent des naissances s'est élevé dans notre pays à 18 pour 10.000 habitants, tandis qu'il atteignait le chiffre de 155 aux Pays-Bas, 149 en Allemagne, 121 en Angleterre, 113 en Autriche, 106 en Italie. Vers le milieu du XIX^e siècle, l'Allemagne était moins peuplée que la France, elle compte maintenant 65.000.000 d'habitants, contre 40.000.000 de Français. Sous Louis XIV la population française était à la

population européenne comme 35 à 100, elle n'en constitue plus à l'heure qu'il est que les 13/100.

Si l'on réfléchit aux conséquences de cet engourdissement, de ce manque de virilité, on se rend compte que nous assistons au suicide lent, tout au moins à la déchéance de notre pays. C'est la mort lente, mais c'est la mort quand même. Fatalement et par la seule force des choses, il y aura de moins en moins de soldats en France pour défendre l'intégrité du territoire, de moins en moins d'ouvriers pour alimenter les usines, de moins en moins de consommateurs pour faire vivre l'industrie, de moins en moins d'hommes pour peupler nos colonies et porter notre influence au dehors. Déjà la France est plus riche en vieillards et plus pauvre en adolescents que les autres Etats européens.

Plus d'un million et demi d'étrangers viennent maintenant travailler chez nous et s'introduire comme par endosmose sur notre territoire que nous ne sommes plus capables de peupler seuls. De Moltke a dit avec raison que chaque jour les Français perdaient une bataille et Messimy fait remarquer que, si pendant quinze ans notre natalité restait ce qu'elle a été en 1907, il nous faudrait supprimer à cette époque cinq corps d'armée.

La dépopulation appauvrit la France au dehors et la diminue au dedans. Et pourtant la puissance et la prospérité ne sont-ils pas l'apanage des peuples prolifiques au sang généreux et fécond.

La France cessera d'être en tant que nation, a dit de Foville, si elle ne réagit pas à temps contre le plus redoutable fléau qui puisse miner un peuple.

C'est cette crise de léthargie, de torpeur égoïste dont souffre la France que nous allons essayer en quelque sorte de disséquer, pour en déterminer les causes et chercher si possible les remèdes à y apporter, avant que la malade, notre mère commune, ne soit morte de consommation.

La faible natalité française actuelle ne tient pas à des causes physiologiques ; elle ne provient ni de la race, ni de la diminution de ses facultés prolifiques. L'alcoolisme, la tuberculose, a-t-on dit avec raison, augmentent la mortalité et diminuent la natalité. On a prétendu également, qu'il y a chez nous un affaiblissement certain des forces viriles, connexe à l'affaiblissement des caractères. Mais ce ne sont pas là les véritables causes de notre faible natalité ; notre pays est riche, notre climat excellent, la femme française n'est pas moins féconde qu'elle ne l'était autrefois et que ne le sont les femmes des autres pays (1).

La commission de la dépopulation a adopté, en effet, les conclusions suivantes des professeurs Pinard et Richet :

« 1° Les familles françaises stériles sont dans la proportion de 10 à 13 0/0 ; cette stérilité est involontaire, de cause organique, et elle n'est pas plus fréquente qu'ailleurs, de sorte qu'il ne faut pas faire intervenir les causes physiologiques dans la diminution de notre natalité.

1. En Algérie, d'ailleurs, la natalité parmi les éléments français est plus élevée qu'en France. Remarque encore plus évidente, quand il s'agit des Canadiens français.

« 2° La principale cause de cette stérilité des ménages, 12 0/0 en France, comme dans les autres pays, c'est l'extension des maladies vénériennes antérieures qui, quoique guéries en apparence, n'en créent pas moins des états pathologiques entraînant la stérilité.

« 3° Pour remédier à la diminution de la natalité en France, il n'y a à compter que sur les moyens qui changeront la volonté des familles françaises et les détermineront à vouloir avoir plus d'enfants qu'elles ne veulent en avoir aujourd'hui. » La diminution de la natalité en France, il ne faut pas se le dissimuler, est voulue. Elle résulte de la propagation des doctrines néfastes du néomalthusianisme. Les publications de certains docteurs, que nous ne saurions trop réprouver, les annonces et prospectus répandus par des ligues malhonnêtes, montrent que la plupart du temps, la stérilité n'est que le résultat d'une double volonté.

Devenu une règle pour les faux ménages, le mal a envahi les ménages réguliers ; il est si facile, aujourd'hui, de vivre tranquille sans enfants ou de n'avoir qu'un enfant.

Ne voit-on pas très souvent, lorsque cet unique enfant vient à mourir, un nouveau bébé le remplacer l'année suivante.

A quoi bon mettre des enfants au monde ? n'entend-on pas répéter trop souvent ; pour les faire souffrir ; pour que les patrons puissent avoir un plus grand nombre d'ouvriers, auxquels ils pourront ainsi donner un plus maigre salaire ; pour en faire de la chair à canon, et bien d'autres raisons tout aussi valables.

Mieux vaut la qualité que la quantité, disent encore les prophètes des temps nouveaux.

C'est ainsi que, méthodiquement, favorisée par le besoin toujours grandissant de jouissance et de luxe qui envahit toutes les classes de la société, la propagande néomalthusienne gagne chaque jour de nouveaux adeptes ; elle prend l'homme et la femme par leur côté faible, l'égoïsme, pour faire le plus souvent leur malheur.

Pas n'est besoin d'insister sur ces pernicieuses doctrines, elles ne sont que trop connues. Par des prospectus, des brochures, on indique à la mère les moyens d'éviter facilement la maternité ; on lui dit où elle devra s'adresser ; des médecins et des matrones sont même spécialement recommandés par les ligues malthusiennes.

Ainsi, ce n'est pas seulement la conception, qu'on engage à éviter ; si, par une inadvertance malencontreuse, l'enfant est conçu, des manœuvres bien anodines, disent les promoteurs de ces insanités, le feront facilement disparaître ; on trouvera des spécialistes pour pratiquer à peu de frais, voire gratuitement, des opérations inoffensives, sous le fallacieux prétexte de respecter la liberté de l'individu. Les journaux spéciaux des ligues et même quelques grands journaux quotidiens publient de leur côté des annonces dont l'objet ne saurait faire aucun doute (suppression des règles, retards, etc.).

Ces pratiques amènent fatalement une natalité très faible et un nombre d'avortements absolument exagéré (1). Bien

1. Professeur Pinard. Commission de la dépopulation, 2 juillet 1902.

mieux, et on a peine à le croire, il existe certaines assurances américaines contre la maternité ; moyennant une somme déterminée les médecins et sages-femmes de l'assurance vous garantissent des risques de l'enfantement.

Il y a quelques années encore, la propagande de ces doctrines se faisait discrètement et, pour ainsi dire, clandestinement. Actuellement, journaux et brochures sont distribués à profusion ; des conférences sont annoncées et faites publiquement, des maisons *ad hoc* sont ouvertes.

Le résultat est qu'hommes et femmes trouvent tout naturel de deviser entre eux à ce sujet, se donnent des conseils et de bonnes adresses. Des villes, la propagande a gagné les campagnes et à mesure que la vie morale et le sentiment religieux s'affaiblissaient dans notre pays, les théories malsaines des malthusiens prospéraient et faisaient de nouvelles recrues dans toutes les classes de notre société.

C'est à la diffusion, à la vulgarisation de ces sophismes malheureux, qu'il faut attribuer la faible natalité de la France, et jusqu'à présent, l'opinion publique reste indifférente.

Les pouvoirs sont impuissants ; de temps à autre, quand il y a des scandales trop évidents, quand des accidents mortels viennent émouvoir l'opinion, quelques mesures bénignes sont prises, mais le plus souvent, on laisse faire, bien heureux encore quand les dirigeants ne donnent pas eux-mêmes le mauvais exemple.

Il faut réagir au plus tôt pour enrayer la propagande meurtrière du néo-malthusianisme, et il est urgent de prendre les mesures nécessaires pour arrêter le développement

de ces doctrines immorales, pour faire voir à nos concitoyens leur fausseté, leur inanité, leur danger. Les mesures répressives ne sauraient seules y parvenir et ce ne sont pas elles qui auront le plus d'influence ; la lutte contre ce fléau doit, pour réussir, avoir une portée plus haute et faire appel au sens moral qui, s'il est quelquefois engourdi, subsiste encore heureusement dans l'âme de la plupart de nos concitoyens.

Si, en effet, ces sophismes ont pu se faire jour et si ils ont aujourd'hui de si funestes effets, c'est qu'ils correspondent à une crise économique et sociale et surtout à une crise religieuse et morale.

Bien rarement, des raisons d'ordre médical, des causes pathologiques peuvent être invoquées pour interdire la maternité. Les cas sont relativement peu nombreux, où le médecin conseille la stérilité, dans l'intérêt de la santé de la femme ou de celle de ses descendants. Bien rarement encore le médecin a-t-il l'occasion de recommander de ne pas avoir plusieurs enfants. L'opinion contraire, dans la majorité des cas, est plus voisine de la vérité, comme l'a fait remarquer le professeur Pinard : « Sur 100 femmes qui ont le ventre ouvert parce qu'elles ont des fibromes, il y en a 95 à qui il a fallu l'ouvrir parce qu'elles n'avaient pas voulu avoir plus d'un ou deux enfants (1). »

Au point de vue économique, la maternité dans toute l'échelle de la société est devenue un fait fâcheux et redou-

1. Commission de la dépopulation. Sous-commission de la natalité. Séance du 4 mars 1903.

table. Les conditions de la vie se font de plus en plus onéreuses, aussi l'arrivée d'un enfant dans un ménage ouvrier grève-t-elle souvent d'une façon écrasante le budget déjà trop maigre.

D'autre part, le surmenage, l'alimentation défectueuse, les habitations malsaines sont autant de causes de déchéance qui viennent affaiblir la famille ouvrière et la rendre presque impossible, surtout dans les grands centres.

Pour subvenir aux charges de leur intérieur, la femme chargée de famille, la veuve ou l'abandonnée ont dû quitter leur foyer pour aller à l'usine.

A mesure que l'industrie fait des progrès et pour parer à l'augmentation de la main-d'œuvre, les patrons attirent de plus en plus les femmes dans leurs ateliers. A la fabrique, l'ouvrière laisse bien souvent sa jeunesse, ses forces, sa santé s'altère ; et tout cela pour gagner un salaire à peine suffisant pour la faire vivre.

Les femmes, employées dans l'industrie, sont de plus en plus nombreuses ; dans certains métiers, elles sont même en nombre bien supérieur aux hommes, qu'elles arrivent à remplacer. Le salaire de la femme ouvrière est beaucoup moins élevé, aussi entre-t-elle partout en concurrence avec l'ouvrier. Celui-ci, par suite, verra son salaire diminuer et devenir insuffisant, pour lui permettre de subvenir aux besoins de sa famille.

« La femme, a dit Michelet, n'a plus été comptée pour l'amour et le bonheur de l'homme, encore moins comme maternité et puissance de race, mais comme ouvrière.

« L'ouvrière, mot impie, sordide, qu'aucune langue n'eût jamais, qu'aucun temps n'aurait compris avant cet

âge de fer et qui balancerait à lui seul tous les prétendus progrès... »

Le travail des femmes est l'une des plus tristes nécessités de cette impitoyable lutte pour la vie qui domine toutes les questions et toutes les revendications sociales, tous les problèmes économiques de notre temps. Ce que nous affirmons, c'est que le travail industriel des femmes est un mal économique et social, parce que la place de la femme est au foyer et non pas à l'usine et à l'atelier.

L'industrie fait des progrès, il est vrai, mais les conditions de l'existence deviennent plus difficiles et en conséquence la maternité est considérée de plus en plus comme un accident fâcheux et redoutable.

Très souvent aussi l'ouvrière est attirée à l'usine, au magasin, par une autre cause. L'amour du luxe, du bien-être et du plaisir, fait que le gain du mari ne peut faire face à des dépenses exagérées, alors la femme délaissera son foyer, pour aller gagner un supplément de salaire. Cette femme, qui, économe et raisonnable, aurait pu rester dans son ménage, fera une ouvrière nouvelle, qui viendra quelquefois prendre le travail d'un père de famille ou d'une femme nécessiteuse. Elle se contentera d'un faible gain, et pourra être une cause de diminution des salaires.

Dans les conditions actuelles, l'enfant étant une charge, un empêchement, pour la femme ouvrière, les mariages sont plus tardifs et les enfants plus rares.

Lorsque la femme de l'ouvrier devient enceinte, les charges du ménage augmentent ; tout va bien, si ces charges ne sont pas déjà trop lourdes, si le mari est valide, sobre, et gagne un salaire suffisant. Mais si la maladie ou des

accidents viennent grever le budget, c'est souvent la misère au moment où la femme a besoin de tranquillité et de soins.

Lorsqu'il s'agit d'une ouvrière, veuve ou abandonnée, qui doit subvenir seule aux besoins de son ménage, son travail deviendra moins productif, parce qu'elle travaillera plus difficilement tout en fatiguant davantage, et à un moment donné, elle sera même forcée de quitter l'usine ou le magasin, sera réduite à la misère et incapable de gagner sa vie, alors qu'elle aurait au contraire besoin de se trouver dans de meilleures conditions d'existence. Parfois aussi, son état de grossesse la fera congédier par son patron.

Ces conditions déplorables existent surtout depuis que l'industrie a fait désertier les campagnes. Elles sont une des causes de la déchéance de l'esprit de famille dans la classe ouvrière et de l'augmentation du nombre des adeptes de Malthus.

Nos lois françaises protègent bien peu, d'ailleurs, la maternité. On n'y trouve aucune disposition spéciale prise en faveur de la femme enceinte. Quant au Code civil, il réserve en général bien peu d'avantages à la femme.

D'autre part, l'interdiction de la recherche de la paternité et les facilités de plus en plus grandes apportées au divorce, peuvent être considérées comme deux causes exerçant une très fâcheuse influence sur la natalité.

Actuellement, les familles nombreuses, bien loin de profiter d'avantages spéciaux, ne sont exonérées d'aucune charge et paient relativement beaucoup plus d'impôts que

les autres. La courbe descendante de la population correspond, du reste, à la courbe ascendante de l'impôt.

Notre régime successoral n'est pas non plus sans avoir une certaine influence sur la natalité, même dans la classe ouvrière et surtout parmi la population rurale.

La question d'héritage à diviser, de quelques champs ou d'une petite maison à partager plus tard, est surtout envisagée avec crainte, elle empêche bien des ménages d'accomplir tout leur devoir.

Là où cette préoccupation n'existe pas, la natalité est prospère. Il nous suffira de rappeler à l'appui de cette théorie l'exemple de Fort-Mardick, près de Dunkerque. Dans ce petit coin de terre, encore sous un régime institué par Louis XIV, les mariages sont très nombreux, les naissances plus fréquentes et la proportion des enfants illégitimes infime, 1 0/0 (1).

La commune a reçu de Louis XIV en tout 125 hectares de terre. Les ménages concessionnaires « ne peuvent concéder qu'à leurs enfants seulement, les parcelles de terre qu'ils occupent. Dans aucun cas, la parcelle ne pourra être scindée ». Elle est inaliénable et inextensible. Dès que disparaît la préoccupation de la fortune à partager, la natalité prend un essor considérable.

Dans la province de Québec, où existe la liberté de tester et où le père choisit pour lui succéder le plus capable de ses fils, la natalité dépasse 48 pour 1.000 habitants, le double de la nôtre, elle dépasse même celle des pays les plus féconds de l'Europe.

1. Voir Lancry. Thèse, Paris, 1890. *La commune de Fort-Mardick près Dunkerque, étude démographique et médicale.*

Il faut espérer que la loi nouvelle sur le bien de famille apportera un remède à cet état de choses.

Nos lois fiscales ne sont pas plus favorables à la natalité. En effet, à l'heure actuelle, la base de l'impôt direct est l'habitation. Tandis que le petit loyer, suffisant pour un célibataire, est exempté d'impôt, le loyer du père de famille, nécessairement plus important et d'autant plus élevé que le nombre des enfants est plus grand, est taxé suivant sa valeur propre. Il en est de même pour les impôts indirects, qui, on le comprend facilement, grèvent proportionnellement beaucoup plus le budget des familles nombreuses. Comme on le voit, l'impôt progressif est appliqué à la fécondité ; ce n'est certes pas là un moyen de l'encourager et de lui venir en aide.

L'aisance est également une cause de stérilité. « Le couple vaut mieux que la douzaine ». « Désir de roi, garçon et fille ». « La fécondité est inconvenante et ridicule ». « Assez de veaux pour l'herbage, ma terre est assez divisée comme cela » ; telles sont les maximes qui traduisent cette mentalité. Les trois quarts des Français possèdent un bien quelconque, cette aisance entraîne une stérilité relative.

L'exagération de l'esprit d'épargne que produit cette aisance, n'est que la forme la plus répandue de l'individualisme excessif.

Comme nous l'avons vu, la diminution des naissances est presque toujours raisonnée et voulue.

L'amour immodéré des plaisirs, le besoin de jouissances, le luxe, le désir de paraître, de bien vivre avant tout,

causes de la déchéance morale, de la bourgeoisie, ont envahi les familles ouvrières, développé chez elles les sentiments d'égoïsme étroit et complètement changé les conditions de leur existence.

La vie, telle que la comprend l'ouvrier à l'heure actuelle, entraîne à plus de frais et devient beaucoup plus difficilement réalisable. Il s'ensuit que l'enfant possible représente presque toujours l'idée de sacrifice : au lieu d'être un sujet de désir c'est une véritable crainte, un malheur qu'on évite et les ménages ouvriers restent stériles ou ne comptent qu'un enfant.

Ainsi, par une aberration du sens moral, on sacrifie la venue d'un enfant qui aurait pu être la joie de la famille, à des jouissances matérielles, combien vides, passagères et factices et souvent aussi plus coûteuses.

Nous sommes loin du temps, comme le fait remarquer de Foville, où une abondante postérité était considérée comme un des éléments du bonheur terrestre et du devoir social.

Quelquefois, les parents ne désirent pas pour eux-mêmes la fortune et le bien-être ; ils aiment leur unique enfant d'un amour exclusif, insensé, le veulent riche et n'ont qu'un but, lui rendre la vie facile, travailler sans relâche pour lui laisser une belle fortune, lui permettre d'arriver à une situation supérieure à celle qu'ils ont, et par cela même s'arrangent de façon à ce qu'il n'ait pas à partager avec des frères et sœurs. Qu'arrive-t-il bien souvent, l'enfant chéri meurt encore jeune ou cette idole qui est gâtée (d'autant plus que la crainte de la perdre hante nuit et jour le père et la mère) devient un mauvais sujet,

et gaspille rapidement et malhonnêtement sa santé et la fortune, dont il ne saurait connaître le prix. Alors, ces malheureux parents comprennent trop tard la faute qu'ils ont commise, en manquant à leur devoir.

Le relâchement des mœurs, le vice, la débauche exercent également leur influence débilitante sur la diminution des naissances.

La vitalité matérielle diminue toujours proportionnellement à la vitalité morale et c'est encore dans la pratique de la vertu qu'il faut chercher le secret de la vie, de la fécondité et de la pérennité de la race.

Le professeur Gide, étudiant les effets que les mauvaises mœurs peuvent avoir sur la natalité, arrive aux conclusions suivantes approuvées par la sous-commission de la natalité.

« Toutes les causes énumérées : littérature, spectacles et iconographie licencieuse, prostitution, tendent à affaiblir la natalité dans la mesure même où elles surexcitent la recherche des jouissances sexuelles.

« Elles concourent à cet affaiblissement de la natalité :

« 1° En faisant de la volupté et non de la procréation le mobile unique de l'acte sexuel ;

« 2° En supprimant ou en retardant le mariage qui est le mode d'union sexuel le plus fécond ;

« 3° En stérilisant la puissance génératrice par les maladies vénériennes et les vices contre nature ;

« 4° En supprimant le fruit, soit volontairement par l'onanisme et l'avortement, soit involontairement par la procréation d'enfants impropres à la vie.

« Inversement, toutes les causes qui tendent à combattre

ou à enrayer l'immoralité, telle que nous venons de la dépeindre, doivent tendre à augmenter la natalité dans la mesure même où elles réussissent à réfréner l'instinct sexuel.

« Parmi ces causes, figurent certainement les commandements religieux et les doctrines morales qui érigent en devoir la chasteté pour les deux sexes jusqu'au mariage, la fidélité et le respect mutuel pour les deux époux dans le mariage. »

Comme l'a dit avec tant d'autorité le père Monsabré, en 1887, à Notre-Dame.

« Dès l'âge de dix-neuf ans, la plupart de nos jeunes gens n'ignorent rien des secrets de la débauche. Ils ont rencontré la fille de perdition... et n'ayant point à redouter les mépris d'un monde libertin qui pardonne facilement les fautes de jeunesse, ils se sont livrés aux plaisirs des sens jusqu'à corrompre, jusqu'à épuiser en eux les sources de la vie. Ils ne s'inquiètent pas de l'avenir. Quand ils seront las des voluptés d'une vie licencieuse, ils sont sûrs de rencontrer des parents complaisants qui leur donneront l'absolution du passé. Ils n'auront qu'à manifester l'intention d'en finir, de se ranger et on leur livrera une jeune fille, innocente peut-être, mais de son côté victime inconsciente des raffinements de la civilisation, anémiée, chlorosée, par une existence molle et sensuelle : déformée, atrophiée par des modes meurtrières, être délicat et fragile pour lequel la maternité deviendra un supplice quand ce ne sera pas une catastrophe.

« Et avec de pareilles unions, on s'étonnerait qu'il y eut des foyers déserts ? Et s'ils ne sont pas complètement

frappés d'impuissance, les malheureux que la débauche, la mollesse, la mondanité ont, en quelque sorte, exclus de la faculté de donner la vie, peuvent-ils en s'associant à l'action créatrice de Dieu, donner à leurs enfants une santé qu'ils n'ont plus et tirer de leurs entrailles malsaines autre chose qu'une race infirme, rachitique et défaillante. »

La maternité est fâcheuse, fatigante, nuisible à l'amour sensuel.

La grossesse, l'accouchement, la naissance, l'allaitement déplaisent à l'homme qui conseille parfois à sa compagne l'avortement ou l'infanticide. Si cette dernière résiste, l'homme, souvent le seul et vrai coupable, continue sa route sans être inquiété en quoi que ce soit, laissant sans scrupules à la malheureuse qu'il abandonne, toutes les charges et toutes les responsabilités de la maternité. Les femmes aiment, pour ainsi dire par intuition, les enfants, mais elles savent qu'à notre époque devenir enceinte, c'est s'exposer à l'abandon de celui qu'elles aiment, c'est quelquefois même la fuite du mari lorsque le ménage est régulier. D'autres fois, l'homme généralement plus pervers, fait taire la conscience de sa compagne, il parvient à la persuader par des sophismes mensongers et la rend complice de sa lâcheté.

En réalité, toutes ces causes morales se résument en une seule : l'égoïsme, l'individualisme. « Que chacun songe à soi et tout le monde sera heureux. »

Autrefois, en Grèce et à Rome, le père de famille avait droit de vie et de mort sur sa progéniture (1). C'est ce droit,

1. Loi des XII tables.

c'est-à-dire la toute-puissance de l'individu pouvant à son gré disposer de la vie humaine, que certains rhéteurs modernes voudraient rétablir. La Déclaration des droits de l'homme aurait dû avoir pour pendant la Déclaration des droits de la société. Avec l'individualisme, chacun n'a de devoirs qu'envers soi-même ; l'homme ne se sent pas plus de devoirs sociaux que de devoirs religieux et reste entièrement libre devant les suggestions de l'ambition.

V. Margueritte n'a-t-il pas proclamé le droit à l'enfant ; et, selon lui, la liberté de la maternité n'est-elle pas une liberté primordiale ? Le droit à la limitation des naissances, le droit à l'avortement deviennent principes respectables.

En raisonnant ainsi, on enlève à l'union conjugale et à la transmission de la vie, leur caractère de mission sacrée et obligatoire ; tout n'est plus que matérialisme et hypocrisie.

Ne voit-on pas certaines compagnies d'assurances belges, d'Utrecht, d'Anvers, donner une prime à la famille lorsque les enfants succombent et le Parlement obligé de promulguer la loi du 8 décembre 1894, qui défend d'assurer tout enfant de moins de douze ans.

Bien contraire est l'esprit du Décalogue, développé par le christianisme. La défense de détruire la créature humaine s'applique non seulement aux êtres sortis du sein de leur mère, mais à ceux qui sont en voie de formation, aux germes mêmes destinés à la fécondation.

Les conciles (Elvire, 305 : Aneyre, 314) et les pères de l'Eglise (saint Ambroise, saint Augustin, saint Basile) ne laissent subsister aucun doute à ce sujet. La vie est chose

sacrée et nul ne doit essayer de s'opposer à la volonté du Dieu tout-puissant.

Tertullien ajoute : « Empêcher de naître c'est tuer à l'avance, car celui-ci est homme qui doit le devenir ; tout fruit est dans le germe. »

Crescite et multiplicamini, dit l'Ecriture ; étant donné l'unanimité des préceptes religieux, étant donné l'enseignement constant de l'Eglise catholique, il est difficile de ne pas lier l'affaiblissement de la natalité, et l'affaiblissement parallèle de l'idée chrétienne (1).

Les sources de la vie se tarissent en même temps que les âmes défaillent.

Il suffit de rappeler la Bretagne et le Canada, et l'extraordinaire fécondité de la plupart des familles très pieuses.

L'abaissement de la natalité vient d'un manque de confiance et de volonté, l'irreligion entraîne avec elle l'abaissement de la confiance et du courage.

Si, dans certaines nations catholiques, tout au moins de nom, la natalité est peu élevée, ce n'est pas la religion qui en est cause, mais bien plutôt l'absence de religion.

D'ailleurs, dans les nations en majorité protestantes où la natalité est encore élevée, les enfants sont surtout nombreux parmi les familles catholiques (Hollande, Suisse).

En France, comme on l'a vu, la natalité est surtout élevée là où la foi religieuse subsiste encore.

De cette étude, on peut conclure que, parmi les causes de la diminution de la natalité, le facteur moral joue un rôle

1. Mgr Gibier. *Revue hebdomadaire*, 15 mai 1909.

prépondérant. Ce facteur relève de la conscience, il est solidaire en quelque sorte d'un idéal, d'une croyance.

Les mesures susceptibles d'enrayer ces causes morales ne sauraient donc être imposées seulement par des lois qui s'arrêteraient impuissantes au seuil de la conscience et ne sauraient contraindre l'âme humaine. A ces causes de déchéance morale, il convient d'apporter des reconstituants moraux qu'on s'efforcera de rendre assimilables par la persuasion, le raisonnement et surtout l'exemple. Nous demanderons seulement qu'aucune entrave ne soit apportée à la propagation des doctrines morales et que l'Etat, bien loin d'en proscrire le culte, favorise le développement de ces doctrines en toute liberté de conscience. Nous ne voulons pas dire cependant qu'il ne soit pas nécessaire de prendre toute une série de mesures d'aide et de protection en faveur des familles nombreuses. Il est évident, en effet, que la législation d'un peuple ne peut rester indifférente à sa natalité, c'est-à-dire à ce qui constitue sa vitalité et son espoir dans l'avenir.

Frappé du péril que faisait courir à la France la natalité de plus en plus en décroissance, Waldeck-Rousseau, alors président du conseil des ministres, eut la patriotique initiative de constituer, il y a huit ans, une commission extra-parlementaire de la dépopulation et y appela des hommes compétents, appartenant à tous les partis et à toutes les positions sociales. Cette commission se divisa en deux sections : natalité et mortalité. Les premières séances furent très rapprochées, très suivies, et la commission semblait devoir faire bonne besogne. Malheureusement, les minis-

tères passent vite, Waldeck-Rousseau fut renversé, le ministère suivant eut des préoccupations d'un bien plus grand intérêt, au moins pour lui, et ne se soucia sans doute point d'entendre certaines vérités. Les convocations s'espacèrent bientôt, l'impression des procès-verbaux dut cesser, faute d'argent. Un des membres de cette commission, très clairvoyant et très patriote, offrit la somme nécessaire pour lui permettre de continuer ses travaux. Le délégué du ministre déclara que la dignité de l'Etat ne permettait pas d'accepter l'argent d'un particulier et cette offre généreuse fut refusée.

Pendant plusieurs années, la commission de la dépopulation resta comme en léthargie; elle existait toujours, mais ne donnait plus signe de vie, n'étant plus convoquée.

En 1907, le gouvernement se rappela cette commission et la pria en toute hâte de rédiger son testament.

Dans les séances des 17 et 19 mars 1909, la commission a entendu la lecture du rapport général et dans la séance du 22 mars 1909, elle a décidé de réserver l'adoption des conclusions proposées jusqu'à l'impression et la discussion du rapport.

L'administration ayant refusé l'impression, la discussion et l'adoption définitive du rapport sont devenues par là même impossibles.

En présence de la diminution constante des naissances et du danger de dépopulation qui menace notre pays, l'Etat a le devoir de s'inquiéter et de s'efforcer par des

mesures législatives d'apporter un remède approprié au mal qui nous affaiblit de plus en plus.

Dans ce but, ne pourrait-on pas d'abord encourager, faciliter et protéger le mariage.

L'union consacrée par les lois est en effet plus favorable à la natalité que l'union libre.

Comme le fait remarquer Lyon-Caen, le taux de la natalité est dix fois plus élevé dans les mariages réguliers que dans les unions libres. Ajoutons que la mortalité est beaucoup plus élevée parmi les enfants nés hors mariage que parmi les autres, presque le double. N'y aurait-il pas lieu également de permettre la recherche de la paternité ?

Dans les pays où la recherche de la paternité a été autorisée, la mortalité infantile a diminué et il est facile de comprendre les raisons de cette diminution sans qu'il soit utile d'y insister. D'autre part, le divorce, que des tendances malheureuses popularisent, pour ainsi dire en le rendant de plus en plus facile à obtenir, enlève au mariage, en même temps que son caractère d'indissolubilité, une partie de sa dignité et des sentiments généreux qu'il inspire.

Le divorce amène un abaissement de la natalité et l'on a remarqué que là où les divorces sont les plus nombreux la natalité est la plus restreinte. Il y a donc intérêt, au point de vue de l'accroissement des naissances, à ce que le divorce, plus difficile à obtenir, devienne une exception, alors qu'on faciliterait au contraire, autant que faire se peut, les unions légitimes.

Les simplifications apportées aux prescriptions législatives du mariage augmenteraient le nombre des unions

consacrées par la religion et par la loi, seules vraiment durables et dignes de ce nom ; et par là même celui des naissances.

Déjà, les deux lois du 20 juin 1896 et celle du 20 juin 1907, dite loi Lemire, ont amené une augmentation sensible du nombre des mariages ; de nombreuses régularisations ont pu être effectuées, aussi parallèlement pouvons-nous constater une légère augmentation dans la proportionnalité des naissances en 1908.

Il serait également équitable qu'on diminue proportionnellement les charges légales du père de famille, que l'Etat lui réserve certains avantages (exemption de quelques impôts, exonération de partie du service militaire) en demandant un peu plus, si besoin était, aux célibataires et aux ménages sans enfants. Avant d'imposer une famille nombreuse, il serait naturel de tenir compte des dépenses obligatoires occasionnées par les enfants.

Des emplois de l'Etat, dont sont si désireux tous les Français, devraient être réservés aux pères de familles nombreuses. Tout fonctionnaire devrait toucher, outre un traitement fixe, une indemnité proportionnée à ses charges de famille. L'an dernier d'ailleurs, l'abbé Lemire a fait décider : que les allocations supplémentaires dans les ministères ne seraient plus données au choix, c'est-à-dire à la faveur des recommandations, mais suivant le nombre des enfants.

Le régime successoral et même la loi électorale devraient également tenir compte du nombre des enfants.

Le trop fameux projet d'impôt sur le revenu, déjà voté par la Chambre et actuellement au Sénat, ne prévoit

aucune différence, au point de vue de la taxation, entre le célibataire et le père de famille. Bien mieux, mari et femme paient davantage que s'ils vivaient en concubinage. La commission parlementaire avait cru devoir proposer un dégrèvement en faveur des familles nombreuses, comme cela a lieu dans les pays à forte natalité (Suisse-Allemagne). Le 6 février 1908, par un esprit de conciliation, cette commission concéda au ministère la non-réduction des charges de famille.

Des amendements furent présentés et le 1^{er} mars, l'amendement Magnaudé fut pris en considération. Mais dès le lendemain, la Chambre capitulait et approuvait une déduction de 8 francs par enfant 0 fr. 02 par jour.

Dans le même ordre d'idées, il est à souhaiter que dans l'industrie et même dans les grandes maisons de commerce, des indemnités spéciales et progressives soient réservées aux chefs de famille.

Enfin, il est quantité d'autres moyens de venir en aide aux chefs de familles nombreuses, soit en leur procurant des logements salubres à bon marché dont ils peuvent même devenir plus tard propriétaires, soit, comme l'a très bien compris l'œuvre des jardins ouvriers, en leur facilitant la location, puis, souvent l'acquisition, moyennant une très minime redevance, d'un coin de terre qu'ils auront plaisir à cultiver eux-mêmes ; heureux d'y récolter quelques légumes, d'y cueillir quelques fleurs, et d'y passer le dimanche au grand air, entourés de leur famille, bien chez eux, loin du cabaret et de toutes ses conséquences.

Pour faire cesser la diminution constante de la natalité, nous devons non seulement apporter aide aux femmes de la classe ouvrière qui ont le courage d'avoir des enfants, mais il nous faut mettre en lumière leurs mérites, faire qu'elles soient estimées.

Il nous faut les protéger contre cette sorte d'esprit superficiel et gouailleur qui ne craint pas de tourner en ridicule les actes les plus sublimes de l'existence.

Il faut, non seulement combattre l'indifférence de la société à leur égard, mais ne plus permettre que la femme enceinte soit exposée aux lazzis faubouriens, aux railleries et aux conseils malhonnêtes de compagnes qui ont su mettre un terme à leur fécondité.

La femme doit être entourée de respect et protégée à tous les moments de sa gestation ; sans être uniquement, suivant l'expression de Peter un « utérus qui pense », elle n'en est pas moins anthropologiquement chargée de la conservation de l'espèce, et pour remplir normalement sa fonction génératrice, il faut qu'elle puisse vivre dans sa famille et rester à son foyer. Ce sera peut-être un sujet d'étonnement pour nos arrière-petits-fils, que les mœurs et les lois aient pu laisser pendant un aussi longtemps la femme abandonnée à ses faibles ressources et presque sans protection pendant la crise de la maternité. Comme l'a dit avec tant de raison le professeur Pinard : « Quand les mères ne seront plus abandonnées, les avortements, les infanticides seront l'exception. »

Cette double protection morale et physique ne doit pas s'étendre simplement aux femmes mariées, mais à toutes les femmes.

Et puis, il y a heureusement encore dans la classe ouvrière de notre pays, un grand nombre d'exemples admirables de vertu stoïque, de fidélité conjugale, de dévouement et d'abnégation. Nombreux sont les pères de famille qui travaillent avec ardeur pour subvenir aux besoins de leurs enfants ; nombreuses les épouses qui acceptent courageusement les lourdes charges de la maternité, qui aiment, soignent et embellissent leur foyer. Ce sont ces familles, c'est cette élite saine en qui réside l'avenir de notre race que la société doit particulièrement honorer et protéger d'autant plus que laborieuse et tranquille, ce n'est pas cette catégorie de travailleurs qui réclame bruyamment des secours soi-disant obligatoires.

En présence du devoir accompli, la société doit venir en aide à la mère de famille au moment de son accouchement.

Cette assistance est encore plus nécessaire lorsque la femme est obligée d'aller travailler pour subvenir aux besoins de son intérieur ; il faut que cette femme puisse se reposer à temps, il faut qu'elle soit à cette époque dans les meilleures conditions d'existence.

Les lois de Lycurgue assimilaient la femme morte en couches aux « guerriers morts pour la patrie ». A Rome, la femme enceinte était particulièrement honorée ; elle n'était pas obligée de s'écarter sur le passage des magistrats et avait le pas sur les hommes les plus nobles. A Athènes, la maison où elle se trouvait devenait un refuge inviolable, car il fallait éviter à la gestation le spectacle des luttes et des émotions d'une arrestation. Enfin, à Haarlem, au siècle

dernier, l'entrée de la maison d'une femme enceinte était interdite aux créanciers.

Socialement et légalement, la femme enceinte ou nouvellement accouchée sort des conditions ordinaires de l'existence et sa situation biologique spéciale lui donne des droits absolus à un régime d'exception ; sa grossesse et sa maternité la privent, en effet, de la force physique et aussi de l'énergie dont elle a tant besoin pour faire face aux difficultés de l'existence.

Le devoir de protection au faible devient dans ces circonstances plus impératif ; d'abord, parce qu'il s'agit d'une femme, puis parce que cette femme va ou vient d'être mère. Les femmes enceintes doivent être respectées et aidées, car ce sont les véritables ouvrières de la ruche nationale, et ces ouvrières laborieuses si utiles à leur pays, seront d'autant plus robustes et plus vaillantes qu'on leur prodiguera plus attentivement les soins que nécessite leur état.

Il n'y a pas de plus noble mission que celle de la gestation, pendant laquelle la femme prépare la vie morale et intellectuelle de l'enfant qui sera toujours la joie, quelquefois la consolation de son foyer.

Ces diverses considérations nous ont engagé à examiner les raisons médicales et sociales qui doivent être invoquées en faveur de la protection de la maternité, à voir ce qui a été fait jusqu'à ce jour, enfin ce qui devrait être réalisé pour que cette assistance produise les bons effets qu'on est en droit d'en attendre.

HISTORIQUE

LA PROTECTION DE LA MATERNITÉ EN FRANCE AVANT 1840

En 1259, saint Louis ordonnait à certaines corporations de traiter, lors de leur grossesse, les femmes qu'elles employaient « en très grande douceur et repos ».

Au xv^e siècle, sous Louis XI, une lettre patente nous apprend que la cinquième salle de l'Hôtel-Dieu était réservée aux « femmes pauvres et gisans d'enffans ». Postérieurement, une lettre patente de François I^{er} déplore l'encombrement de cette salle.

A cette époque déjà lointaine, Paris était ce qu'il est bien encore un peu maintenant, le refuge des filles séduites. L'Hôtel-Dieu ouvrait ses portes à ces malheureuses, pendant les derniers mois de leur grossesse. Les Catherinettes recevaient l'hospitalité à l'hôpital Sainte-Catherine, mais seulement pendant trois jours et trois nuits.

Sous Louis XIV et pendant quelques années seulement (1663), l'hôpital Sainte-Marthe, connu sous le nom de la maison de Scipion (aujourd'hui boulangerie centrale des hôpitaux) fut désigné pour recevoir les femmes grosses, jusqu'à leur admission à l'Hôtel-Dieu.

Ces asiles furent créés plutôt pour servir de refuges aux filles séduites que pour protéger la maternité.

Au xvii^e siècle, la maison Saint-Denis, aujourd'hui la Salpêtrière, servit parfois également d'asile pour les femmes enceintes, ainsi que l'atteste Sauval, dans son *Histoire des Antiquités de Paris*.

A cette époque, on trouve consignée dans les registres d'entrée, l'admission des femmes enceintes, conjointement avec celle des enfants, des orphelins, des pèlerins, dans les hôpitaux Sainte-Madeleine, des Haudriettes, de la Charité, des Dames de Saint-Jean-Baptiste de la Charité.

Dans la liste des secours distribués par le Grand bureau des pauvres, il n'est rien prévu pour secourir et protéger la maternité.

Plusieurs confréries sont venues en aide aux femmes enceintes ; ainsi l'auteur anonyme du *Tableau de l'Humanité* rapporte que la confrérie de Notre-Dame-de-Bon-Secours érigée le 16 décembre 1679, pour le soulagement et l'assistance des pauvres honteux malades, assistait à Saint-Eustache les femmes en couches pendant quinze jours et plus si cela était nécessaire (1).

L'Hôtel-Dieu avait déjà à cette époque sa salle des accouchées, mais les malades y étaient plusieurs par lit. La mortalité était très élevée en raison de la promiscuité et de l'encombrement.

C'est également à l'Hôtel-Dieu qu'était l'office des accouchées, sous la direction d'une maîtresse sage-femme.

Au xviii^e siècle, les bureaux de charité, en réalité, sim-

1. J. Laurentie. *A travers l'ancien Paris*, 1896.

ples dépendances des paroisses, distribuaient des secours aux accouchées et assistaient les enfants ; ils intervenaient également dans le choix des sages-femmes (1). A cette époque, l'ignorance des matrones, leurs pratiques routinières et contraires aux principes les plus élémentaires de la propreté, déterminaient la mort d'un grand nombre de mères et d'enfants. Aussi, plusieurs intendants, suivant l'exemple de Ballanvilliers, intendant d'Auvergne, organisèrent-ils des cours destinés à instruire les matrones ; dans la suite, ces cours se multiplièrent, grâce à M^{me} Ducoudray (1767) (2).

A Paris, les femmes enceintes étaient admises dans les asiles avec les vagabonds, les mendiants, couchées à côté des autres malades et exposées à toutes espèces de contagions qui les décimaient au cours de leur accouchement.

Les paroisses intervenaient également dans la distribution des secours ; ainsi l'auteur du *Tableau de l'humanité* rapporte qu'à Saint-Eustache, certaines aumônes particulières étaient faites en vue de permettre au curé de distribuer des secours et quelquefois une layette aux nouvelles accouchées (3).

En 1770, le pape Clément XIV organisait à Rome l'asile Saint-Roch, ouvert uniquement aux femmes enceintes admises sans déclaration de domicile et dans le secret le plus absolu.

A cette même époque, Pierron de Chausannet, inten-

1. Lallemant. *Organisation de la bienfaisance publique et privée dans les campagnes au XVIII^e siècle*, p. 44.

2. Lallemant. *L'assistance médicale au XVIII^e siècle*. Paris, Imp. nat., 1895.

3. Laurentie. *A travers l'ancien Paris*, 1896.

dant général du roi, proposait la création d'un asile spécial pour femmes enceintes « ouvert, disait-il, aux femmes légitimes comme à celles que la faiblesse et le découragement conduisaient trop facilement au crime ; destiné à la fois à secourir la misère de ces malheureuses et à les détourner du suicide et de l'infanticide ». Ce projet n'eut pas de suite.

A l'hospice de Vaugirard, fondé en 1781, où étaient spécialement soignées les femmes atteintes ou suspectes de maladies vénériennes, on recevait les femmes grosses, présentant les symptômes de ces maladies et les femmes syphilitiques nourrissant leurs enfants (1).

Qu'il nous soit permis de signaler, en passant, la vogue dont jouit à cette époque l'allaitement maternel. Ce fut une véritable mode provoquée par l'apparition en France, de l'*Emile* et par l'enthousiasme qu'on eut alors pour son auteur.

Rousseau avait, sans doute, puisé lui-même, dans la lecture des philosophes de l'antiquité et surtout dans l'étude de la nature, les principes qu'il met en lumière dans cet ouvrage et qui démontrent avec évidence, la supériorité à tous les points de vue, de l'allaitement maternel.

La cour et le beau monde donnèrent les premiers l'exemple.

Il devint bientôt de bon ton de mettre en pratique les théories du célèbre philosophe, et les élégantes mamans tinrent à honneur de nourrir elles-mêmes leurs bébés.

1. *L'assistance publique à Paris, pendant la Révolution*. Imp. nat., 1895, p. LVII.

Le baron de Frémilly, dans ses Mémoires (1768), raille finement les pratiques ridicules de ces nourrices de salon, qui n'avaient rien voulu changer à leur futile existence : « J'ai vu, dit-il, après un souper, les dames se faire apporter leur nourrisson, au milieu de trente personnes et l'allaiter dans un coin du salon. Pauvres victimes de Rousseau, qui au lieu de téter en plein air le sein d'une robuste paysanne, en sont réduits à absorber dans une salle de fêtes, le lait échauffé de leurs sensibles mères ! » Morny, en 1771, fit représenter un drame intitulé la *Vraie Mère*, où, au troisième acte apparaissaient deux poupon, le premier sain, resplendissant de santé, grâce au lait maternel, le second rachitique et souffreteux, avec un bras atrophié, était confié aux soins d'une nourrice de campagne. Après la mort de Rousseau, les mères eurent un véritable culte pour sa mémoire. Les estampes du temps nous traduisent cet enthousiasme maternel pour l'ermite et jusqu'en 1830, le tombeau du philosophe et le banc des mères situé en face de l'île d'Ermenonville furent un lieu de pèlerinage très fréquenté par les âmes sensibles.

Vers 1784, Beaumarchais, dit Binet, demanda la création d'un institut de bienfaisance auquel toute femme reconnue pauvre (1) puisse s'adresser, son enfant au sein et avec l'attestation du curé, en disant : « Je suis mère et nourrice, je gagnais 20 sous par jour, mon enfant m'en fait perdre 42. » Vingt sous par jour font 30 livres par mois. offrez à cette femme 9 livres ; avec les 9 livres

1. Binet. *L'allaitement maternel considéré au point de vue de ses difficultés sociales*. Thèse, Paris, 1904.

qu'elle ne donnera plus à une nourrice étrangère, voici 18 livres retrouvées. La mère aura bien peu de courage si elle ne gagne pas 8 sous par jour, tout en allaitant son enfant ; voici les 30 livres retrouvées. » Beaumarchais avait grandement raison et lorsque nous demanderons une aide à la bienfaisance publique et privée, nous nous servirons de ces mêmes arguments.

La cinquantième représentation du *Mariage de Figaro* fut donnée le 2 octobre 1784, au profit de l'œuvre que l'auteur voulait fonder, il ne put malheureusement pas la réaliser.

Quelques années après, M^{me} d'Autremont Fougeret, aidée de la duchesse de Cosse, supérieure des Enfants-Trouvés, reprenait l'idée de Beaumarchais et fondait la Société de la Charité maternelle. Cette société n'a d'ailleurs pas cessé de fonctionner depuis cette époque, elle rend aujourd'hui comme depuis son origine, d'immenses services que nous rappellerons par la suite.

Jusqu'à la Révolution, les femmes enceintes étaient en somme peu secourues et les hôpitaux peu nombreux. Depuis Saint-Louis, il est vrai, les femmes grosses étaient reçues à l'Hôtel-Dieu où un quartier leur était réservé, mais elles s'y trouvaient dans les plus mauvaises conditions.

Mercier, dans son *Tableau de Paris*, publié peu de temps avant la Révolution, atteste bien que les « filles-mères pauvres et sans ressources vont faire leurs couches à l'Hôtel-Dieu où on les reçoit dès le sixième mois... » mais il oublie de dire combien leur situation y était misérable sous tous les rapports.

Tenon, dans ses *Mémoires sur les hôpitaux de Paris*, publiés en 1788, est plus explicite et raconte qu'on ne pouvait circuler entre les lits et que les accouchées étaient deux, trois et quelquefois quatre dans le même lit, les unes à une époque de leurs couches, les autres à une autre. Aussi demandait-il la suppression des dortoirs de femmes en couches et réclamait-il pour les femmes en gésine un hôpital spécial, isolé et bien aéré.

Dans les cahiers des charges de 1789, on trouve de nombreuses réclamations, demandant la création de maternités paisibles et discrètes, l'organisation de secours spéciaux pour l'accouchement et des plaintes qui n'étaient que trop fondées s'élèvent de toutes les provinces contre l'ignorance des matrones.

Tel est, vaguement esquissé, l'état de la protection de la maternité avant la Révolution. La période révolutionnaire fut féconde en projets généreux, en excellentes intentions, malheureusement, la plupart des vœux émis restèrent à l'état de projets.

Le citoyen Yvon présenta à l'Assemblée nationale un projet de réforme pour l'Hôtel-Dieu, dans lequel il fait valoir que : « Les femmes en couches seraient mieux partout ailleurs, car le mauvais air de l'Hôtel-Dieu est très nuisible aux femmes qui accouchent. »

Le 17 juin 1790, le citoyen Nicolsin demandait la suppression de l'Hôtel-Dieu « les femmes en couches, dit-il, y sont traitées avec dureté alors qu'elles ne devraient recevoir que des consolations. Plusieurs femmes couchent dans le même lit, si bien que parfois 6 ou 8 enfants sont étouffés, à l'hôpital, dans la même nuit et que très fré-

quemment les filles-mères détruisent l'être qu'elles avaient conçu » (1).

Le décret de la Convention du 7 ventôse an II, installa la maternité dans le couvent du Val-de-Grâce, situé sur les hauteurs du faubourg Saint-Jacques, pour y recevoir les femmes et filles au moment de leurs couches, jusqu'à leur complet rétablissement. L'année suivante, le Val-de-Grâce fut affecté aux militaires et la maternité fut transférée dans l'ancienne abbaye de Port-Royal.

Dans cet hospice de Port-Royal et à l'Oratoire, furent réunies deux institutions, jusque-là séparées, les Enfants-Trouvés qui dépendaient de l'Hôpital Général et l'Office des accouchées qui ressortait de l'Hôtel-Dieu. La maison d'accouchements occuperait les anciens bâtiments du noviciat de l'Institution de l'Oratoire.

Les femmes en douleurs étaient reçues dans une salle de travail puis passées, au moment de la dilatation complète, dans une salle d'accouchements ou chauffoir. Les femmes, une fois délivrées, étaient emportées sur un brancard et réparties dans les deux étages, dont les dix à douze pièces contenaient chacune de 4 à 8 lits ; il y avait au total 82 lits.

Les premiers furent des lits doubles à cloisons de planches, qui remplaçaient les anciens lits à 3 ou 4 places ; ce ne fut qu'en 1802, que le lit à une place avec alcôve fut définitivement adopté.

Le 1^{er} octobre 1814, la Maternité devint autonome ; elle

1. *L'Assistance publique à Paris pendant la Révolution.*
Impr. Nat. Paris, 1895.

abandonna l'Oratoire à l'hospice des Enfants-Trouvés et alla s'installer à leur place, rue de la Bourbe, à Port-Royal.

En exécution des articles 8, 9, et 10 du décret de la Convention nationale du 28 mars 1793, des secours devaient être distribués aux femmes en couches et aux nourrices.

Sous l'inspiration du représentant Maignet (Puy-de-Dôme), la Convention adopta une résolution d'après laquelle, dans chaque district, devait être établie une maison où la femme enceinte pût être reçue au moment de ses couches, et si besoin était, à toute époque de sa grossesse.

Quatre jours après la Déclaration des droits de l'homme, le 28 juin 1793, la Convention vota une loi qui proclamait le droit au secours pour tous les indigents et, parmi ceux-ci en premier lieu, pour les femmes enceintes et les nouveau-nés. Cette loi prévoyait des secours dès le sixième mois de la grossesse, l'allaitement obligatoire et la répartition uniforme des secours entre les filles-mères et les autres femmes. Les événements n'en permirent par l'application et, comme nous l'avons fait remarquer plus haut, l'effort généreux vers le progrès, qui fut certainement accompli à cette époque troublée, est demeuré malheureusement stérile.

Ainsi voit-on un décret du 24 brumaire an III, s'occuper de la consommation de viande des femmes accouchées à l'Hôtel-Dieu « 1 livre par jour pour les femmes accouchées et une 1/2 livre pour les femmes enceintes ».

Dès que la période révolutionnaire fut passée, l'assis-

tance privée dont, à tort, on avait cru pouvoir se passer, se réveilla de sa torpeur, et c'est la charité individuelle ou collective qui, comme nous le verrons, va progressivement, par les services rendus, occuper une place de plus en plus grande dans l'assistance à la maternité.

De Gérando (1) raconte qu'un jour du mois d'octobre 1796, alors qu'il visitait Lourcine, deux très jeunes convalescentes se jetèrent à ses genoux, se disant victimes de leur inexpérience, regrettant leur faute et résolues à vivre honnêtement. Elles allaient se trouver à la sortie de l'hôpital sans ressources, sans travail, et le supplièrent d'avoir pitié de leur détresse. Le baron de Gérando aurait voulu pouvoir leur indiquer un asile, comme il en existait un à Naples, fondé au xvi^e siècle par la comtesse de Tomalli. Il conçut dès ce moment le grand et généreux projet de combler cette lacune. Après avoir eu plusieurs conférences avec la supérieure de Lourcine et l'archevêque de Paris, le baron résolut d'adresser un appel aux femmes du monde, en faveur des filles-mères. Il put ainsi recueillir des fonds et ouvrir un asile, rue de l'Arbalète.

De Gérando signale, en 1820, la distribution de viande et de secours en argent aux femmes en couches, par des œuvres publiques et privées, la création d'œuvres pour les femmes enceintes. Une Œuvre de la Maternité fut fondée à la même époque à Lyon. Il signale en outre l'énorme mortalité, à la même époque, dans les maisons d'accouchements.

1. De Gérando, *Le visiteur à Paris*, 1820.

En 1837, de Gasparin, ministre de Louis-Philippe, fit voter des fonds pour secourir les filles-mères, parer aux abandons et permettre l'allaitement à domicile.

D'autre part, l'organisation des facultés et écoles de médecine en 1821 et 1841 amena la création de services spéciaux d'accouchements, destinés à l'instruction gynécologique pratique des sages-femmes et des étudiants. La mortalité y fut encore pendant longtemps, très élevée.

Enfin la loi de 1840 sur l'Assistance publique enjoignait de créer dans les hôpitaux et hospices de Paris des lits pour les femmes enceintes.

CHAPITRE PREMIER

AVANT L'ACCOUCHEMENT

Repos avant l'accouchement

Nécessité du repos. — Influence du repos durant les derniers mois sur le poids de l'enfant et la durée de la gestation. — Durée du repos.

L'organisme de la femme subit, du fait de la grossesse, des modifications physiologiques importantes.

Il est donc bien facile de comprendre que, le travail industriel et le surmenage qu'il occasionne bien souvent chez la femme, peuvent avoir une très fâcheuse influence sur elle, pendant la période de gestation.

Devenue plus lourde, moins habile dans ses mouvements, la femme enceinte est, d'autre part, plus exposée que toute autre aux accidents qui peuvent survenir au voisinage des machines et de tous les rouages d'un atelier ou d'une fabrique. En outre, elle est plus prédisposée aux refroidissements et cependant, dans certains ateliers de filature, par exemple, elle reste constamment exposée aux brusques changements de température.

Le nombre des femmes employées dans l'industrie tend de plus en plus à augmenter, et cela au détriment de leur

santé physique et, disons-le aussi, de leur valeur morale.

Les conditions du travail de la femme à l'usine, à l'atelier sont incompatibles avec le développement normal de la grossesse. Même travail exagéré et pénible, même salaire, la plupart du temps minime, même milieu malsain, même alimentation défectueuse et insuffisante, même fréquence dans le travail de nuit ; en un mot, comme le dit M^{me} Bérnson (1), pas plus de ménagements pour la femme enceinte que pour les autres. Les travaux les plus pénibles ne lui sont pas épargnés.

Et cependant, les femmes enceintes courent des risques professionnels provenant, tant de la nature que du travail lui-même, ainsi que des conditions du milieu.

La grossesse crée un état défavorable pour la femme, moins apte à résister à toutes sortes d'infections.

Il est clair que pour le même travail, la femme enceinte doit faire beaucoup plus d'efforts et qu'elle est beaucoup plus sensible aux différentes influences nuisibles du travail industriel ou commercial. Il s'ensuit que les accidents sont plus fréquents, qu'ils ont des conséquences plus graves, pour les femmes enceintes que pour les autres.

Aussi un repos relatif ou un travail plus modéré, est-il absolument nécessaire dès les premiers mois de la grossesse, si l'on veut éviter bien des avortements, des accouchements avant terme et permettre la venue normale d'enfants robustes et vigoureux.

1. M^{me} Bérnson. *Nécessité d'une loi protectrice pour la femme ouvrière avant et après l'accouchement*. Thèse, Lille, 1899.

Il ne faut pas oublier que, dans l'état de grossesse, l'organisme tendu au maximum d'effort et de résistance, aussi bien au physique qu'au moral, peut faiblir en quelques points, s'altérer et devenir tout à fait malade.

« En compromettant sa santé par un travail excessif, la femme ne nuit pas seulement à elle même, elle nuit aux enfants qu'elle doit procréer. Affaiblie par un labeur continu, au-dessus de ses forces, elle ne pourra tout au plus donner naissance qu'à des êtres mal conformés, ou débiles. »

Faute de s'être préoccupée de la réglementation du travail des femmes, une race, une nation, peuvent se voir plus ou moins vite menacées d'affaiblissement ; à une génération malade succédera une génération plus appauvrie encore dans ses forces vitales (1).

Le surmenage est nuisible à la grossesse ; combien de femmes, en effet, ne l'ignorent pas et s'adonnent à des exercices violents dans le but de provoquer un avortement. Cependant, rien n'a été prévu par la législation actuelle pour éviter ce danger. Certaines professions agissent directement sur l'utérus par les secousses qu'elles impriment à cette organe ; ainsi les trépidations provenant de machines ou de moteurs (2) et en particulier des machines à coudre à double pédale, ont pour effet de décoller partiellement l'œuf et de le faire glisser vers la partie inférieure de l'utérus ; ce déplacement provoque une hémorragie et

1. Paul Pic. *Lois ouvrières*. Paris, Rousseau, 1903, p. 596.

2. Congrès national scientifique d'hygiène ouvrière tenu à Lyon en 1894.

consécutivement un avortement (1). Leyboff a signalé de même l'influence analogue des trains ouvriers (2).

Suivant l'excellente comparaison de Gallien, l'évolution du fœtus se rapproche de celle du fruit : la fleur est fragile et se détache facilement, de même au début de la grossesse le fœtus est facilement expulsé.

Dans les raffineries, le travail des femmes enceintes est parfois excessif, les fardeaux trop lourds, d'où fréquence des avortements, ainsi que le fait remarquer Clapier (3).

Dans les fabriques de porcelaine, les couleuses et mouleuses travaillent toute la journée debout, les mains dans l'eau ; il en est de même pour les retoucheuses au tour ; on voit, par ces quelques exemples, à quel point certaines conditions du travail industriel sont mauvaises pour le développement de la grossesse.

Telle est cependant la situation de la femme dans la majeure partie des ateliers et des usines.

Dans les magasins, pour des raisons bien différentes d'ordre soi-disant moral, mais surtout économique, la situation de la femme enceinte est tout aussi fausse, tout aussi précaire. Très souvent, vers la moitié de la grossesse, la femme devient un objet de scandale, presque de répulsion, suivant les milieux ; elle ne peut plus plaire à la clientèle et sa mise à la porte est vite décidée.

1. Voir Bouchacourd. *Hygiène de la grossesse et puériculture intra-utérine*, Paris, 1905. — Voir Tarnier et Chantreuil. *Traité d'accouchements*, Paris, 1885, p. 571,

2. Leyboff. *Hygiène de la grossesse*. Thèse, Paris, 1905.

3. Clapier. *La puériculture avant la naissance*. Thèse, Paris 1901

Il faut encore ajouter à toutes ces causes professionnelles nuisibles à la grossesse, l'action déprimante d'une mauvaise nourriture et de logements insalubres, qui ne sont pas non plus sans exercer une fâcheuse influence sur la santé de la mère et de l'enfant.

Il y a cependant lieu de noter certaines dispositions législatives prises en faveur des ouvrières.

La loi de 1892 sur la protection des femmes dans l'industrie, complétée par la loi du 30 mars 1904 et les décrets qui ont suivi, protègent l'ouvrière à l'atelier ou à l'usine. C'est ainsi, par exemple, que certains travaux dangereux et insalubres qui excèdent leurs forces, sont interdits aux femmes, il en est de même du travail de nuit.

Les veillées sont malheureusement encore permises dans certaines industries ; leur suppression est désirable et s'imposera bientôt, nous voulons l'espérer, ainsi que l'a demandé la Convention internationale de Berne du 26 septembre 1906.

Il faut citer également la loi du 12-19 février 1902 sur la protection de la sécurité publique, la loi de 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, et les décrets qui l'ont accompagnée, et la loi du 29 décembre 1900, loi dite des tabourets.

Aucune loi spéciale, ni aucun décret ne s'occupent de protéger les femmes enceintes. Il serait cependant très désirable que certains travaux soient interdits aux femmes en état de grossesse. On objectera peut-être, avec raison, qu'écarter la femme enceinte de certains travaux, ce serait encore favoriser les avortements ; aussi semblerait-il plus

rationnel d'exclure la femme de certains métiers qu'elle soit ou non enceinte.

Il est bon de reconnaître, toutefois, que dans un grand nombre d'ateliers et de manufactures, les ouvrières enceintes sont employées par les industriels, à des travaux peu pénibles, qui ne sauraient entraver la marche régulière de leur grossesse.

Le fœtus se développe surtout pendant les deux derniers mois, cette augmentation est corrélative de la façon de vivre de la femme à ce moment ; de son travail ou de son repos. Elle devient encore plus importante dans les dernières semaines de la gestation, ainsi que le démontrent les travaux de Hecker.

Le professeur Pinard, dans sa communication à l'Académie de médecine du 26 novembre 1895, a démontré que les femmes qui se reposent, ont de plus beaux enfants que celles qui continuent à travailler. Ainsi, la plupart des femmes, recueillies et soignées au refuge de l'avenue du Maine, qui viennent ensuite accoucher à Baudelocque, ont de beaux enfants.

Letourneur, en 1897, a étudié à Baudelocque l'influence de la profession de la mère sur le poids de l'enfant (1). D'après lui, la femme qui se repose donne naissance à un enfant qui pèse en moyenne 3.320 grammes, tandis que sans repos, ce poids n'est plus que de 3.080 grammes, si la

1. Letourneur. *De l'influence de la profession de la mère sur le poids de l'enfant*. Thèse, Paris, 1897.

mère se fatigue et 3.130, si elle ne se fatigue pas. Les femmes qui se reposent mettent donc au monde des enfants qui pèsent 220 grammes de plus que celles qui continuent leur travail. Or, il n'est pas indifférent qu'un enfant pèse 3.100 ou 3.300 grammes au moment de sa naissance. Il aura d'autant plus de chance de traverser la période difficile de sa première enfance, qu'il sera mieux développé.

Bachimont, en 1898, aboutit à des conclusions à peu près semblables (1). Ses observations portent sur 4.445 cas à Baudelocque et à la Maternité de Tourcoing, et démontrent avec une rigueur mathématique l'influence du repos ou d'une moindre fatigue sur le produit de la conception.

Par des tableaux récapitulatifs, il tend à prouver que l'enfant d'une femme qui s'est reposée pendant les trois derniers mois de la grossesse, a un poids plus élevé que l'enfant de la femme qui a travaillé assise (couturières, fleuristes, brocheuses, brodeuses). Ce poids est lui-même plus élevé que celui de l'enfant dont la mère a travaillé debout (blanchisseuses, bonnes, cuisinières); et cela aussi bien chez les primipares que chez les multipares.

Le poids de l'enfant dont la mère s'est reposée deux ou trois mois est supérieur d'au moins 345 grammes au poids de l'enfant mis au monde par une femme qui a travaillé debout jusqu'à l'accouchement. Il y a lieu de faire remarquer que toutes ces observations portent sur des femmes de la classe ouvrière placées dans les mêmes conditions d'existence.

Le professeur Pinard, dans les *Annales de Gynécologie*

1. Bachimont. *Documents pour servir à l'histoire de la puériculture intra-utérine*. Thèse, Paris, 1898.

et d'Obstétrique (1) dit que sur 188.204 enfants nés de 1882 à 1899 à la Maternité et à Baudelocque, 52.626 pesaient moins de 3 kilos et 29.071 moins de 2 kgr. 500, et il attribue cette diminution de poids au surmenage maternel. Il termine en montrant quel sort attend les enfants nés prématurément, par l'énoncé du chiffre très élevé de leur mortalité, 66,5 0/0 en 1899.

Couvelaire cite à ce sujet les recherches faites dans les services de Schaute à Vienne ; Léopold à Dresde ; et Reniselli, à Ferrare (2). Les observations de Reniselli portent sur 2.054 femmes, les femmes ayant séjourné à la maternité deux semaines avant l'accouchement, présentant des enfants du poids moyen de 3.210 grammes, tandis que les enfants provenant des femmes venues au moment de l'accouchement pèsent en moyenne 3.040 grammes.

Eustache signale le cas des ouvrières de filature, à Lille, qui stationnent huit à dix heures debout devant leur métier, et sont souvent surprises par les douleurs à l'atelier. Aussi, leurs enfants n'atteignent-ils en moyenne que le poids de 2.800 grammes (3).

Langlois, dans son *Traité d'hygiène*, estime à 290 grammes la différence de poids existant entre les enfants des femmes qui ont travaillé jusqu'au dernier moment et les enfants de celles qui se sont reposées (4).

Péchin, dans sa thèse, note encore qu'à Baudelocque les

1. Professeur Pinard. *Annales de Gynécologie et Obstétrique*, 1900, p. 607.

2. Couvelaire. « Puériculture intra-utérine ». *Annales de Gynécologie et Obstétrique*, mai 1903, p. 467.

3. Eustache. *Puériculture*. Paris, 1903.

4. Langlois. *Traité d'hygiène publique et privée*. Paris, 1905, p. 432.

femmes qui se sont reposées à l'asile de l'avenue du Maine ont de plus beaux enfants que les autres.

En résumé, il paraît établi que le repos, surtout dans les dernières semaines de la grossesse, exerce une très grande influence sur le poids de l'enfant, 300 grammes d'après le professeur Pinard, 341 d'après Bachimont, 220 grammes pour Letourneur. Il y a donc encore, de ce fait, une raison qui doit nous inciter à faciliter le repos à la femme pendant la dernière période de sa gestation, pour lui permettre de mettre au monde de beaux enfants.

Le repos favorable à la grossesse, pendant tout le cours de la gestation devient réellement indispensable pendant les derniers mois. Il permet à cette gestation d'effectuer son évolution normale. Les enfants nés prématurément sont débiles, peu résistants, et la plupart succombent malgré les soins qui leur sont donnés. Aussi doit-on s'efforcer d'éviter ces déchets sociaux, par des mesures de protection appropriées.

Le surmenage et la station debout ont, comme nous venons de le voir, une très grande influence sur la durée de la grossesse et font souvent détacher de l'arbre le fruit encore vert, suivant la comparaison de Gallien.

Le fœtus se développe surtout durant les deux derniers mois et l'on conçoit bien la nécessité d'éviter tout surmenage à ce moment, comme le demandent tous les accoucheurs.

Séropian, dans sa thèse (1), a montré que la fatigue pro-

1. Séropian. *Fréquence comparée des causes de l'accouchement prématuré*. Thèse, Paris, 1907.

fessionnelle était souvent la cause des accouchements prématurés. Il y a très longtemps, vers 1855, Paul Dubois avait observé, chez les ouvrières occupées à porter du charbon dans de lourds paniers, pour ravitailler les locomotives à la gare du Nord, un très grand nombre d'avortements (1).

Mauriceau, en 1730, avait déjà remarqué que les exercices violents exécutés par les femmes, pendant les derniers mois de leur grossesse, faisaient détacher l'arrière-faix avant le temps de l'accouchement, causant des pertes de sang fort dangereuses à cette période et très souvent mortelles, pour la femme et pour l'enfant.

M^{me} Sarraute-Lourié, dans sa thèse, a démontré l'influence de la durée de la gestation (2). Ses observations, inspirées par le Dr Bonnaire, portent sur une série de 1.000 femmes accouchées à Lariboisière et 1.000 femmes ayant séjourné pendant un temps plus ou moins long à l'asile Michelet. Il y a une très grande différence entre la durée moyenne de la gestation chez les unes et chez les autres, aussi bien chez les primipares que chez les multipares. Une deuxième série d'observations porte sur 550 femmes, sur lesquelles la différence de gestation est en moyenne de vingt jours et plus. Langlois, dans son *Traité d'hygiène publique et privée*, insiste également sur la différence du temps de gestation entre les femmes qui se sont reposées et les autres.

1. *Gazette des Hôpitaux*, 1855.

2. Sarraute-Lourié, *Influence de la durée du repos sur la durée de la gestation*. Thèse, Paris, 1899.

Il faut éviter à la femme enceinte tout travail exagéré, car, ainsi que le dit le professeur Pinard : « l'utérus gravidé doit se développer dans la cavité abdominale, et toute cause qui tend à le faire pénétrer dans l'excavation aux derniers mois de la grossesse, expose à une expulsion prématurée ; or, la fatigue et la station debout ne peuvent que faire descendre l'utérus » (1).

Il est donc bien prouvé, que toute femme enceinte surmenée est exposée, plus que toute autre à un accouchement prématuré ou à l'expulsion d'un enfant mort (2).

Le nouveau-né a d'autant plus de chances de vivre, de devenir un être sain et vigoureux, qu'il est arrivé à terme. A la campagne, dit le professeur Pinard, on évite tout travail pénible à la femelle qui va mettre bas, on la laisse se reposer à l'étable. A plus forte raison, toutes dispositions doivent donc être prises pour éviter à la femme des travaux pénibles, dans les derniers mois de sa gestation et le devoir de la société est de lui procurer les moyens de se reposer, pour que les enfants naissent à terme.

Il n'est donc pas douteux, que le repos est nécessaire aux femmes enceintes de la classe ouvrière. Quelle doit être la durée de ce repos ?

Paul Strauss, dans sa première proposition sur l'assistance des mères, s'appuyant sur des considérations financières, demandait seulement un repos de quinze jours.

1. Pinard. « Notes pour servir à l'histoire de la puériculture pendant la grossesse. » *Annales de Gynécologie*, août 1898.

2. Pinard. *Ibid.*

Aux congrès internationaux d'hygiène de Turin (1882) et de La Haye (1884 et 1885) on se mit d'accord, pour fixer la durée de ce repos à six semaines avant l'accouchement.

Pour Mauriceau (1), Bonnaire, Bachimont, Thiroux, le repos doit être de deux mois. C'est ce terme qui fut adopté par l'Association nationale pour la protection des travailleurs, le 29 janvier 1902. Le Congrès national d'hygiène, tenu à Lyon en 1894, s'était également arrêté à cette période de deux mois avant l'accouchement, pendant lesquels le travail devait être interdit à la femme enceinte.

Au congrès des mutualités maternelles (novembre 1908) la commission médicale, composée de médecins et d'accoucheurs, proposa et adopta la résolution suivante, présentée par Bonnaire : « 3° Le terme de sept mois révolu, est la limite à partir de laquelle la cessation du travail devient nécessaire. Cette limite doit être avancée, lorsqu'il est médicalement établi que la continuité du travail est dangereuse pour la mère et pour l'enfant. »

Queyrel, au Congrès national d'assistance de Reims, (avril 1908) était arrivé à des conclusions identiques. Le professeur Pinard, au Congrès d'Obstétrique de Nantes, en 1901, fit voter à l'unanimité, la motion suivante : « Toute femme a droit à l'assistance nécessaire, pour se trouver dans les meilleures conditions hygiéniques pour elle et son enfant, dans les trois derniers mois de la grossesse. »

Le repos doit donc être fixé à deux ou trois mois avant l'accouchement et même plus, si cela est nécessaire.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de repos absolu, mais

1. Mauriceau. *Traité de la femme grosse*, 1740.

seulement de l'interdiction d'aller à l'usine, l'atelier ou le magasin, pour que la femme enceinte n'ait plus à s'occuper que des soins du ménage.

Pour nous résumer, il semble indiscutable que la femme ouvrière doive se reposer, au moment de sa grossesse. Sans doute, la femme a le droit de travailler, mais elle a aussi le droit de vivre et la mission de perpétuer la race.

Nous venons de voir ce que deviennent les enfants conçus et portés par les mères, qui travaillent jusqu'au dernier moment. Comme l'a dit Mauriceau, la femme enceinte doit gouverner ses exercices de telle sorte, qu'elle puisse pécher plutôt par l'excès de repos que par trop d'agitation.

Ce repos est même un droit et comme l'a écrit Jules Simon (1) « la liberté n'exige pas, de laisser mourir tous les enfants de France et de faire disparaître la race française ».

Aussi doit on blâmer, la négligence coupable de certaines administrations qui permettent le repos, mais ne l'imposent pas.

Ainsi, dans l'administration de l'Assistance publique, comme le signalent Leyboff (2) et Péchin (3), peut-on voir, même dans des services d'accouchements, ainsi que le dit le professeur Pinard, des infirmières enceintes, travailler pour un salaire infime, jusqu'à leur accouchement. A

1. Jules Simon *Préface de l'ouvrière*.

2. Leyboff. *Hygiène de la grossesse*. Thèse, Paris, 1905.

3. Péchin. *Contribution à l'étude de la puériculture avant la grossesse*. Thèse, Paris, 1908.

l'exemple de Rome et de Sparte, il faut honorer et protéger la femme enceinte.

Le travail forcé, pour les mères de familles, femmes besogneuses, créatures vaillantes et quelquefois trop courageuses, produit souvent des maladies incurables et des accidents, qui auraient pu facilement être évités. Dans l'intérêt de la femme et de l'enfant, dans l'intérêt de l'espèce humaine, la société doit donc faciliter le repos à la femme enceinte, pendant les derniers mois de sa grossesse.

II

Quelques intoxications nuisibles à la grossesse

Plomb. — Mercure. — Tabac

Un certain nombre de métiers, exercent une influence des plus fâcheuses sur la grossesse, non pas du fait de travaux trop pénibles ou de la durée trop longue des journées de travail, mais par suite de l'emploi de substances nocives, qui sont désastreuses pour la grossesse.

Ces intoxications professionnelles, empêchent la fécondation par atrophie ou vitalité insuffisante des cellules génératrices, ou déterminent l'interruption de la grossesse en tuant directement dans l'utérus le produit de la conception, ou encore en provoquant des contractions utérines intempestives, qui amènent son expulsion prématurée.

Ces intoxications sont particulièrement dangereuses, car elles agissent non seulement sur la mère, mais aussi sur l'enfant. L'analyse a permis de retrouver certaines substances toxiques dans le corps du fœtus (1), car pour

1. Plomb. *Gazette des Hôpitaux*, 1860, p. 6^e.

Mercure. Lizé. *L'Union*, 7, 1867.

Phosphore. Lendet de Rouen.

Cuivre. Clonet. *Journal de Chirurgie et de Médecine*, juillet 1869.

Iode. Schauestein.

V. également Fares. *Les Mutualités maternelles*. Thèse, Paris, 1908.

la plupart, ainsi que l'a démontré Porak, elles diffusent à travers le placenta (1).

Les intoxications professionnelles, sont donc particulièrement dangereuses dans ce cas ; elles provoquent, comme l'a démontré Hirt, de nombreux avortements ou accouchements prématurés, enfin lorsque la grossesse peut arriver jusqu'à son terme normal, les nouveau-nés sont plus chétifs et leur mortalité reste très élevée.

Le saturnisme a une très grande influence sur la grossesse, surtout lorsque c'est la mère qui est intoxiquée (Constantin Paul, Gallard, Lefour, Damet) (2).

Le plomb diffuse facilement à travers tout l'organisme du fœtus, son accumulation dans les tissus provient de leur puissance d'assimilation, de leur faiblesse de désassimilation et de la facile diffusion du poison.

Le plomb a pu être retrouvé dans le foie, le rein, le système nerveux, la peau du fœtus (Porak. Hyernaux, Legrand, Gallard). Le placenta ne fixe pas en effet le plomb, mais le laisse sortir en toute franchise, ainsi que le prouvent les expériences de Porak (3) et Balland (4) sur les cobayes.

1. Porak. « Du passage des substances étrangères à l'organisme à travers le placenta ». *Archives de médecine expérimentale et d'anatomie pathologique*, 1894.

2. Bar. *Pratique de l'art des accouchements*, 1907. — Chambrelent. *Saturnisme*, t. II, p. 32.

3. Porak, *Du passage des substances étrangères à l'organisme à travers le placenta*.

4. Balland. *Influence du saturnisme sur la marche de la*

Les travaux de Constantin Paul ont montré cette influence du plomb ; il semble y avoir action directe de ce métal sur le fœtus et sur les fibres lisses de l'utérus (1). Cette excitation particulière de l'utérus, provoque l'accouchement prématuré. Certaines femmes sont plus prédisposées que d'autres aux agents toxiques (2), souvent une intoxication, même légère, détermine des troubles (3).

Le nombre des avortements est considérable, chez les ouvrières des manufactures dans lesquelles on utilise les sels de plomb (4). D'après Fücks, cité par Frankenstein, 58 0/0 de ces ouvrières avortent. Tarnier et Budin rapportent le cas de 4 femmes, ayant eu au total 15 grossesses avec un seul enfant vivant et celui de 5 femmes, ayant eu 36 grossesses, dont 20 se sont terminées par des avortements. Au Congrès de Berlin de 1896, M^{me} Mentesson a évalué à 60 0/0 le nombre des avortements, parmi les ouvrières qui manipulent le plomb (5).

Constantin Paul donne la statistique de 123 grossesses, pour lesquelles 50 enfants seulement sont vivants.

grossesse, le produit de la conception et de l'allaitement. Thèse Paris, 1896.

1. Roger. *Protection de la mère dans l'industrie.* Thèse Paris, 1903.

2. Voir Balland. Thèse de Paris, 1896.

3. Tarnier et Budin. *Traité d'accouchements*, t. II, p. 30. — Constantin Paul, *idem*.

4. Voir Dagan. *De la condition du peuple au XX^e siècle.* Paris, 1904, p. 179.

5. Rapport de M^{me} Mentesson sur le travail des femmes en Italie.

Balland, dans sa thèse, cite le cas d'une imprimerie où sont employées 35 ouvrières, qui ont présenté 56 grossesses avec 26 avortements.

Séropian, dans sa thèse, rapporte ainsi la statistique de Balland à la clinique Baudelocque de 1890 à 1895 : Chez 138 femmes exposées à des accidents saturnins, on trouve 57 accouchements prématurés, 36 avortements et 9 mort-nés pour 56 enfants vivants (1).

Il suffit de jeter un simple coup d'œil sur les observations des services d'accouchements, pour se convaincre de l'influence du plomb sur la grossesse ; il est la cause de nombreux accouchements prématurés.

Le nombre des mort-nés est également considérable ; tel est l'exemple de ces onze familles, rapporté par Reuner (2). C'est aussi l'opinion de Tarnier et Budin et de Fücks, qui montrent que l'intoxication saturnine, souvent bénigne pour le père ou la mère, est désastreuse pour le produit de la conception (3).

Les enfants nés vivants sont, très souvent, d'un poids inférieur à la normale et meurent dans les premiers mois ou les premières années (4). Arlidge, en 1865, avait déjà remarqué, dans son étude sur l'état sanitaire des ouvriers

1. Séropian. *Fréquence comparée des causes d'accouchements prématurés*. Thèse Paris, p. 129.

2. *Archiv für Gynecologie*, 1881, vol. XVIII, p. 109.

3. V. Tarnier et Budin. *Traité d'accouchements. Pathologie de la grossesse*.

4. Balland. Thèse, Paris, 1896. — Thèses de Berger, Roques et Ganyaïre. — Bar. *Pratique de l'art des accouchements*.

et employés des fabriques de poteries du Straffordshire, qu'un quart des enfants succombe, pendant les premières années.

L'accumulation du plomb, dans le système nerveux central, amène la mort des enfants, qui présentent pour la plupart des phénomènes paralytiques (1). Les observations de Roques à Bicêtre démontrent, qu'il y a un grand nombre d'idiots et d'épileptiques, parmi les enfants des saturnins (2). Tel est également l'avis de M. Chamberlent (3).

Le nombre des ouvrières qui peuvent être intoxiquées par le plomb est considérable : « fleurs artificielles, jouets, industries textiles, lustrage et nettoyage des dentelles, crayons, etc. » Ainsi, parmi les compositrices d'imprimerie qui sont très nombreuses, on note beaucoup d'accouchements prématurés. Balland, dans sa thèse, évalue la proportion aux deux tiers ; telle est également l'opinion de Gallard.

Il est toutefois à remarquer, que l'influence du plomb ne s'exerce que d'une façon passagère et souvent les gros-

1. M^{me} Bérnson. *Nécessité d'une loi protectrice pour les femmes ouvrières avant et après l'accouchement*. Thèse, Lille, 1892.

2. Tarnier et Budin. *Pratique de l'art des accouchements*, t. II, p. 32.

3. Dans Bar. *Pratique de l'art des accouchements*. Paris, 1901, t. II.

sesses ultérieures seront normales, si l'ouvrière abandonne à temps sa profession (1).

Le mercure, comme le plomb, est également néfaste pour la grossesse. Suivant certains auteurs, le mercure s'accumulerait dans le placenta, de là son mauvais fonctionnement ; pour d'autres, au contraire, il y aurait passage du mercure chez l'enfant (Stef-Cathelineau). Il est bon de rappeler que jusqu'au ^{xviii}xvii^e siècle, le mercure fut considéré comme abortif (2). Lewin rapporte qu'en Lithuanie, les femmes usent du mercure pour se faire avorter (3).

Le Dr Lizé, du Mans, dans ses recherches faites sur les effets de l'hydrargirisme sur la conception, a cité toute une série d'observations, démontrant les funestes résultats de l'intoxication mercurielle ; même opinion chez Kusmaül et Colson (cité par Hirt).

Le mercure, dit Porak (4), fait avorter le cobaye, ou tue ses petits dans l'utérus.

Les avortements sont fréquents, chez les femmes maniant le mercure, disent Kusmaül et Keller (5).

1. V. Budin et Demelin. *Traité d'accouchement et d'allaitement*. — Proust. *Traité d'hygiène*.

2. Chambrelent-Bar. *Pratique de l'art des accouchements*, 1907, p. 53.

3. Royer. *Protection de la mère dans l'industrie*. Thèse, Paris, 1903.

4. Porak. « Du passage des matières étrangères à l'organisme à travers le placenta », 1894. *Archives de médecine expérimentale et anatomie pathologique*.

5. Cité par Proust.

Le nombre des mort-nés, est également considérable (Kusmaül et Colson). De plus, les enfants nés vivants, sont frappés de faiblesse congénitale, souvent atteints de rachitisme, ils succombent très facilement. Tardieu et Hirt ont évalué à 65 0/0 la mortalité, dans leur première année, des enfants dont les mères travaillent dans les amalgames. Nombre d'industries emploient le mercure (fabriques du vert de Schweinfurt, de dentelles, de papiers de couleurs, de fleurs artificielles, d'allumettes, amalgames, chapellerie : arsonnage, feutrage et foulage, dorures au feu, fabriques de lampes électriques, etc.).

L'action du tabac, sur la grossesse, a été diversement interprétée. La nicotine est un poison, comme l'ont démontré les expériences de Claude Bernard. Cependant l'influence du tabac sur la santé, a été envisagée de façons diverses ; pour les uns (Remazzini, 1882) le tabac a une influence néfaste sur la santé ; pour d'autres (Parent, Duchâtelet et Durut, 1824) son action est nulle ; enfin (pour Siméon, 1842, Mélier, 1845, Brief, 1845) elle est même bienfaisante (1).

La même divergence existe entre les auteurs, sur l'action du tabac dans la grossesse, ainsi que le témoigne la discussion à la Société de médecine publique et d'hygiène professionnelle du 24 décembre 1879 et 25 février 1880 (2).

1. M^{lle} Grimpet. *Influence du tabac sur la grossesse et la santé des ouvrières de la manufacture des tabacs de Lille*. Thèse, Lille, 1906.

2. *Revue d'hygiène publique*.

Le Dr Decaisne montre, dans les observations recueillies à la Charité, la fréquence des avortements, parmi les ouvrières de la manufacture de tabacs du Gros-Caillou (1).

Le Dr Jacquemart, de Paris, donne la moyenne de 45 avortements sur 100 grossesses (2). Cette action nocive du tabac, est encore affirmée par les Drs Goyard (3), Bordier, Delaunay, Thévenot, Sarre, Drysdale, Melur, Bousquet, Quinquand, Kostial, Brochard, Livon (4) Rochs et de Pradel (5).

Certains auteurs citent également de nombreux exemples d'ouvrières des tabacs qui, désireuses d'avoir un enfant, quittent les manufactures. (Dans les cas cités par le Dr Quinquand (6) et par Dagant (7). Les filles-mères, au contraire, entrent dans les manufactures, lorsqu'elles s'aperçoivent de grossesses intempestives.

Parmi les ouvrières, le tabac est considéré en général comme cause d'avortements, mais peut-être serait-il bon de tenir compte des conditions de vie de ces ouvrières et de ne pas perdre de vue, que souvent le tabac n'est qu'un

1. *Revue d'hygiène*, 1880, p. 228.

2. *Revue d'hygiène et police sanitaire*, II, p. 900, 1880. — V. également Congrès de Turin, 1880. — Voir également « Poisons industriels ». *Office du Travail*, 1901.

3. *Revue d'hygiène*, 1880.

4. *Revue française de médecine et chirurgie et Marseille médical*, n° 5, 1906.

5. *Journal de médecine*, 5 août 1888, et Société de médecine de Paris, 12 juillet 1881.

6. Quinquand. *Revue d'hygiène*, 1880, p. 90. — V. égal. *Revue d'hygiène*, 1880, p. 217.

7. Dagant. *Des conditions du peuple au XX^e siècle*. Paris, 1904, p. 169.

motif spécieux mis en avant, pour cacher un avortement provoqué.

Robinson, dans sa communication à l'Académie de médecine, à la suite d'expériences sur les animaux, pense que le tabac n'a aucune influence sur la grossesse (Académie des sciences, séances du 14 et 27 septembre 1908). Yvonnin, de Lyon, aboutit aux mêmes conclusions, dans une enquête faite en 1880 (1) (17 avortements sur 190 femmes), telle est également l'opinion du D^r Foissin de Nantes (2), du D^r Etienne de Nancy (3), du D^r Joire de Lille (4), du D^r Audigé de Lille (5), et du D^r Piasecki (6) du Havre.

Poincaré, dans son *Traité d'hygiène industrielle*, s'exprime ainsi : « Il ressort que l'intérêt démographique d'une nation, n'exige nullement que les femmes soient exclues des manufactures de tabac. »

Les observations de M^{lle} Grimpet (7) qui portent sur 600 ouvrières de la manufacture de Lille (1902-1903-1904) montrent que le nombre des grossesses interrompues est moins élevé parmi cette catégorie d'ouvrières que parmi la généralité des ouvrières de Lille.

1. *Lyon médical*.

2. *Annales d'hygiène publique et médecine légale*, 1881, 3^e série, VI, p. 385.

3. *Revue d'hygiène et de médecine légale*, 1896.

4. *Annales d'hygiène et de médecine légale*, 3^e série, t. III, p. 219, 1882.

5. *Mémorial des manufactures de l'Etat*, avril 1903.

6. *Revue d'hygiène et police sanitaire*, novembre 1881, p. 910.

7. M^{lle} Grimpet, *Influence du tabac sur la grossesse et la santé des nourrissons des ouvrières de la manufacture de Lille*. Thèse, Lille, 1906.

Peut-être pourrait-on expliquer la divergence d'opinions entre médecins, par la divergence même du travail de la femme (1).

Les auteurs ne s'entendent pas davantage, en ce qui concerne l'avenir des enfants ; ainsi M^{lle} Grimpet prétend que la mortalité est moins élevée dans la première année, parmi les enfants des ouvrières de tabacs.

Etienne, dont l'opinion est que le tabac n'a que peu d'influence sur la grossesse, pense au contraire qu'il a une action néfaste pour les nouveau-nés, et il évalue la mortalité infantile, dans cette catégorie, au double de la mortalité normale (2). C'est d'ailleurs l'opinion générale (3). Ce sont les chiffres également cités dans l'enquête faite par le D^r Thévenot avec le D^r Napias (4).

Les enfants sont plus débiles, moins résistants, disent Tarnier et Budin (5), plus maigres selon Delaunay et Quinquand. Kostial, dans un travail déjà ancien (1868), a noté cette mortalité plus élevée parmi les nouveau-nés d'ouvrières de tabac (206 enfants ont succombé sur 453 naissances à Yglau), telle est également la pensée d'Auvar (6).

1. V. Thèse de M^{me} Bérnson. — V. Tarnier et Budin. *Traité de l'art des accouchements*.

2. *Annales d'hygiène*, 1897, t. I, p. 526.

3. M^{me} Bérnson. Thèse, Lille. — V. le D^r Saire. — V. *Revue d'hygiène*, 1880, p. 220. — V. également *Journal officiel*: discussion du budget à la Chambre, 11 février 1898.

4. *Revue d'hygiène*, 1880, p. 225.

5. Tarnier et Budin. *Traité de l'art des accouchements*. Paris, 1888.

6. Auvar. *Traité pratique d'accouchements*. Paris, 1888 p. 377.

Au Havre, Piasecki compte 223 décès, pour 376 naissances.

Gy (1), dans son ouvrage récent sur le tabagisme, après avoir montré la prédisposition aux avortements, chez les animaux soumis à l'intoxication expérimentale, étant donné la diversité des opinions relativement à l'action de tabac sur la grossesse, ne conclut pas et se borna à réclamer des mesures d'hygiène et de propreté.

Comme autres intoxications pouvant agir sur la marche de la grossesse, il faut encore citer l'intoxication par l'oxyde de carbone chez les cuisinières et repasseuses (2) ; l'intoxication par le phosphore et par le sulfure de carbone (3) ainsi que le démontrent les travaux de Delpech en 1863.

Enfin, il est une autre cause d'intoxication, malheureusement trop souvent volontaire, mais qui n'en a pas moins une funeste influence sur la santé de la mère et de l'enfant ; c'est l'intoxication par l'alcool sous toutes ses formes.

Il y a évidemment des substances qui exercent une action absolument nocive sur la grossesse ; elles produisent des effets d'autant plus néfastes que les ateliers sont souvent mal aérés et que les ouvrières respirent les émanations toxiques d'une atmosphère incomplètement renouvelée pendant toute la durée de leur travail.

1. Gy. *Le tabagisme*. Thèse Paris, 1909.

2. Ribemont-Dessaignes et Lepage. *Précis d'obstétrique*, p. 147.

3. Bar. *Pratique de l'art des accouchements*, p. 35.

Hirt énumère un certain nombre de métiers desquels la femme devrait être éloignée, dans la deuxième moitié de sa grossesse :

Teinturerie, blanchisserie, imprimerie, fabrication de papiers peints, fabrication de dentelles (blanchiment, apprêt par la poussière de plomb), amalgame des glaces, fabrication du vert de Schweinfurt, fabrication des fleurs artificielles, fabrication d'allumettes phosphorées.

Peut-être le nombre des avortements, imputé aux industries toxiques a-t-il été exagéré, car le rôle attribué à l'intoxication cache souvent (comme le dit Brouardel) une autre cause d'avortements (1).

Il n'en est pas moins vrai que certaines substances, tels le plomb et le mercure, ont une action pernicieuse, occasionnant de nombreux avortements et accouchements prématurés.

La manipulation de ces substances détermine, chez les enfants des ouvrières, une mortalité très élevée. Il s'agit là d'un mal véritablement national (2). Il faut reconnaître du reste que, depuis quelque temps, beaucoup d'industriels ont adopté d'excellentes mesures pour préserver leurs ouvrières ; d'autre part, de nombreuses dispositions législatives ont été prises, mais n'ont pu aboutir à la suppression complète de l'emploi des femmes dans les industries toxiques.

Dans les industries où les substances toxiques sont employées (plomb, mercure, sulfure de carbone, phosphore),

1. Brouardel. *De l'avortement*. Paris, 1900.

2. M^{me} Milhaud. *L'ouvrière en France*. Paris, 1907.

l'emploi des femmes devrait être absolument interdit. En ce qui concerne le tabac, devant la divergence d'opinions des auteurs, une enquête approfondie semble nécessaire, pour légitimer les mesures qu'il y aurait ensuite lieu de prendre.

Il est des législations européennes qui interdisent l'emploi des femmes enceintes dans certains travaux ; par exemple la loi norvégienne (loi du 27 février 1892, art. 28 .

L'article 75 de la loi fédérale suisse est ainsi libellé : Le conseil fédéral désignera les branches d'industries, dans lesquelles les femmes enceintes ne peuvent pas être admises au travail. »

L'arrêté du conseil fédéral, mis en vigueur le 1^{er} janvier 1898, protège la femme contre les industries qui exercent une influence sur l'évolution de la grossesse. Ainsi, les femmes enceintes sont exclues de travaux, au cours desquels elles seront exposées à l'action nocive du phosphore, du plomb, du mercure, de l'acide sulfurique, de l'oxyde de carbone et de la benzine.

En France, certaines professions sont interdites (décret de 1893), d'autres sont autorisées sous certaines conditions (tableau C. décret 1893).

III

Consultations pour femmes enceintes

L'état de grossesse exige, dans la plupart des cas, des soins spéciaux, une surveillance éclairée de l'état local et de la santé générale, dont beaucoup de jeunes femmes ignorent l'importance (1).

Le rôle des consultations spéciales, dont l'accès doit être facilité aux ouvrières, dans toute la mesure du possible, est précisément de veiller à la façon dont s'accomplissent chez les femmes enceintes les grandes fonctions de l'économie, tout particulièrement l'assimilation et la désassimilation; quand ce ne serait que pour leur permettre de faire un choix plus judicieux et plus rationnel des mets, ainsi que le recommande Gilbert (2). C'est par les conseils éclairés des médecins et des sages-femmes, que les accidents, causés par les maladies survenant pendant cette période, pourront être écartés et que la grossesse aura toutes chances de suivre son cours normal.

1. Blain. *De la surveillance des femmes enceintes dans les villes et villages*. Thèse, Paris, 1906.

2. Gilbert. *Alimentation de la femme pendant la grossesse et l'allaitement dans la classe ouvrière*. Thèse, Paris, 1906.

C'est ainsi, par exemple, que les syphilitiques bénéficieront d'un traitement spécifique ; qu'un examen fréquent des urines fera connaître certaines albuminuries qui passeraient inaperçues et que par un régime approprié on évitera plus tard les accidents si redoutables de l'éclampsie.

Ces consultations permettront également de découvrir les placentas prævia, les rétrécissements du bassin, les présentations vicieuses, les grossesses extra-utérines, de façon à ce qu'il puisse être pris, en temps voulu, les mesures nécessaires, dans l'intérêt de la mère et de l'enfant.

Les éleveurs, dit le professeur Pinard, surveillent avec soin les femelles en état de gestation, mais par contre il arrive souvent qu'aucune attention n'est apportée à la grossesse d'une femme de la classe ouvrière.

Bien délicate sera parfois la tâche du médecin ou de la sage-femme dont la mission consistera, dans certains cas, à vaincre le mal moral, autant qu'à conserver la santé physique.

Consulté, par exemple, tout au début d'une grossesse intempestive, par une de ces pauvres créatures que la peur, et non le désir d'être mère, a fait venir à la consultation, alors qu'elle doute encore de son état ; le médecin saura, par son tact, et sans rien préciser, gagner la confiance de sa cliente improvisée, endormir ses préoccupations, l'engager à venir à la consultation et la faire patienter jusqu'à ce que les mouvements de son enfant ne puissent plus lui permettre de se faire illusion.

Combien il lui sera plus facile à ce moment, par des conseils autorisés, de lui faire comprendre les dangers d'un avortement, de la raisonner, de lui parler de ses devoirs et

cela, d'autant plus aisément, qu'il pourra lui affirmer en même temps qu'elle ne sera pas délaissée, que des secours, des consolations, peuvent lui être généreusement apportés sans qu'elle ait à subir l'humiliation de l'aumône.

Et il y aura toute chance pour que d'une malheureuse qu'une parole imprudente, une révélation maladroite auraient pu conduire tout d'abord chez une de ces matrones qui se chargent, pour un prix modique, de faire disparaître la cause de leur ennui, ce médecin éclairé fasse une mère aimant son enfant. Ainsi le but sera atteint, une vie sera sauvée.

Ces consultations devront être gratuites et largement ouvertes, elles devront également se faire à des heures où la femme pourra facilement s'y présenter sans quitter son travail. Autant que possible, les mêmes médecins devront suivre les femmes enceintes. Enfin ces consultations devront être annoncées par des affiches spéciales très apparentes.

Leur installation sera des plus simples : deux salles, pouvant être affectées à d'autres usages ; l'une servira de salle d'attente et l'autre de salle de visite. La consultation devra, en effet, être individuelle. Après l'organisation de ces consultations, bien facile à réaliser, un secours ne devrait plus être accordé à la femme, que sur le vu des certificats qui y seraient délivrés.

Comme nous le verrons d'ailleurs, quelques avantages sont déjà réservés aux femmes enceintes, qui viennent se faire examiner dans les consultations publiques ou privées.

Ces consultations sont de plus en plus suivies et, là où

elles existent, l'on a constaté une diminution des accidents durant la grossesse et pendant l'accouchement (1).

A Baudelocque, avant 1897, le pourcentage des éclamp-tiques était de 0,36. De 1900 à 1904, il a été seulement de 0,16. Le pourcentage des présentations de l'épaule est passé de 0,44 à 0,20.

A Villiers-le-Duc, le pourcentage des mort-nés qui était avant l'installation d'une consultation de 5,58 est maintenant de 2,04.

Ces consultations spéciales ont lieu dans la plupart des hôpitaux des grandes villes, qui ont des services d'accou-chements. Parfois encore l'organisation en est bien impar-faite et ressemble à celle de l'ancien Hôtel-Dieu en 1897, dont le Dr Champetier de Ribes signalait l'exiguïté, le manque de confortable et de convenance.

Par contre, dans un certain nombre de services, ces consultations sont très bien organisées ; elles fonctionnent très régulièrement et sont de plus en plus suivies ; ainsi à Baudelocque, en 1897, 5.451 consultations ont été don-nées et 11.948 en 1908.

Dans un certain nombre de départements, il n'existe encore aucun service d'accouchements, par suite, aucune consultation ; dans la plupart, d'ailleurs, ces consultations ne fonctionnent pas ou fonctionnent d'une façon tout à fait irrégulière et insuffisante.

1. Blain. *De la surveillance des femmes enceintes dans les villes et villages*. Paris. Thèse 1906. — Dr Ferré. *Fonctionnement de la Maternité de Pau, 1903-1904*.

Plusieurs municipalités ont installé des consultations dans des dispensaires. Ainsi, à Lille, elles sont organisées depuis 1907, dans 6 dispensaires du bureau de bienfaisance. Toute femme, pour obtenir les secours de l'assistance doit posséder un bon d'accouchement, délivré par le médecin de la consultation obstétricale. De la sorte on est arrivé à réduire le nombre des accouchements prématurés et à diminuer la morti-natalité.

A Wasquehal (Nord), la consultation est permanente et une intelligente progression de primes et d'avantages divers offerts aux intéressées, a pour effet de les attirer à la consultation obstétricale. Ainsi les femmes qui viennent s'inscrire dès les premiers mois de la grossesse, ont droit à un berceau et à une layette, au remboursement de leur salaire intégral pendant qu'elles sont à la maternité et à une prime supplémentaire de 10 francs si elles sont filles-mères. La charge des secours est supportée, partie par la commune, partie par un industriel (en ce qui concerne ses ouvrières), partie par un philanthrope (1).

A Séclin, les mêmes frais sont supportés par le bureau de bienfaisance, l'hospice, les industriels et la municipalité, chacun prenant un quart à sa charge.

A Villiers-le-Duc, grâce à l'initiative du D^r Morel, maire, toute femme enceinte, qui désire bénéficier des secours spéciaux de grossesse, doit être visitée par une sage-femme et déclarer sa grossesse avant le septième mois.

Plusieurs œuvres d'assistance ont également des consultations, ainsi, l'Œuvre d'Assistance maternelle et infantile gratuite de Plaisance.

1. *Jour. off.*, 2 août 1909, p. 850.

Enfin, plusieurs mutualités, et particulièrement des mutualités maternelles, ont des consultations ouvertes à leurs membres. Ainsi, la Mutualité Maternelle de Paris, a un dispensaire où les consultations sont données trois fois par semaine, des consultations sont également organisées dans diverses sections.

Toute femme qui vient consulter trois fois, au moins, pendant sa grossesse, touche une indemnité de 5 francs. 2.537 consultations ont été ainsi données en 1907.

IV

Asiles et refuges-ouvroirs

Assistance publique. — Assistance privée

Il est très souvent matériellement impossible à la femme ouvrière, de garder le repos qui lui est strictement nécessaire avant son accouchement. Ouvrière à la journée, employée dans une usine, un magasin ou un atelier, veuve ou abandonnée, ou encore mariée à un ouvrier malade ou débauché, il y a quantité de circonstances qui l'obligent à travailler jusqu'au dernier jour, pour subvenir à son existence, quelquefois même aux besoins de ceux dont elle a la charge. Il est absolument utile dans son intérêt propre et dans l'intérêt de la collectivité, que l'ouvrière enceinte qui se trouve dans ces conditions puisse se reposer et être reçue, au besoin, avec ses enfants, dans son asile ouvroir.

Il y a tout particulièrement une catégorie de femmes, pour lesquelles ce refuge s'impose, ce sont les filles-mères. Combien parmi celles-ci de jeunes filles séduites, endormies par de belles promesses, victimes de leur jeunesse, de leur isolement ou du milieu dans lequel elles vivent.

Un jour, la pauvre fille s'apercevra avec effroi qu'elle est enceinte, elle doutera d'abord, puis peu à peu ses craintes se changeront en certitude, malheureuse, désespérée, elle

confiera parfois sa peine à des compagnes plus âgées et celles-là coutumières du vice lui enseigneront trop souvent, le moyen de faire cesser ses ennuis ou l'adresseront à quelque matrone qui, moyennant une légère rétribution, s'empressera de faire disparaître la cause de son chagrin, quelquefois même lui offrira ses bons offices pour la guider dans la voie de l'immoralité et de la débauche. D'autres fois, au contraire, elle ira toute confiante, conter l'accident à celui qui en est l'auteur.

Qu'en résultera-t-il ? la plupart du temps, sinon l'abandon de l'amant en qui elle avait mis toutes ses espérances, qui ne songera plus qu'à se soustraire aux charges de la paternité et à tous les ennuis d'une grossesse intempestive.

Elle aura encore la ressource de demander aide et asile à ses parents, en admettant que cela lui soit possible. Bien souvent le foyer paternel, s'il existe, lui sera fermé ; soit que réellement le père et la mère ne puissent supporter cette nouvelle charge, soit que la colère et surtout la peur du qu'en dira-t-on soit plus forte que la pitié.

Qu'elle soit servante de ferme, journalière, domestique à la ville, demoiselle de magasin, fonctionnaire, ouvrière de l'usine ou de l'atelier, la fille-mère ne tardera pas à être chassée de sa place ; soit, parce qu'elle deviendra un objet de mépris, soit parce qu'elle ne pourra plus rendre les services qu'on attendait d'elle.

Et l'histoire de la jeune bonne, dont parle Michelet, qui, séduite par le maître de la maison, est mise à la porte lorsqu'elle devient enceinte, restera toujours vraie.

Dans presque tous les cas, la malheureuse ne devra plus compter que sur les ressources de son travail, alors que ce

travail lui sera de plus en plus pénible et qu'elle aura plus besoin de protection.

Que de fois, dénuée de tout, minée par le chagrin, repoussée par tous, la fille-mère n'en viendra-t-elle pas aux pires extrémités, à l'avortement, à la prostitution, ou au suicide.

C'est que, pour cette délaissée, à la misère physique vient souvent s'ajouter la détresse morale. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que la fille-mère soit souvent prête à tout pour se débarrasser de la cause de tous ses maux, et que pour une grossesse à terme, il y en ait autant qui soient arrêtées en voie d'évolution. Aussi la société, cause directe ou indirecte de sa faute, doit recueillir la fille-mère, lui tendre la main, pour lui permettre de donner naissance à l'enfant qu'elle porte dans son sein.

Encouragement au vice objectera-t-on, et la grossesse n'est-elle pas un moyen employé par la fille-mère dans le but de se faire épouser ? moyen extrême et qui ne sera évidemment qu'une bien rare exception, surtout si l'on considère tous les aléas, tous les ennuis et tous les dangers d'une grossesse. En présence des misères qui l'attendent, étant donné les facilités qu'elle a de faire disparaître la cause de son chagrin, la société qui, trop souvent, n'a pu protéger moralement la jeune fille, doit au contraire lui savoir gré de son courage, lorsqu'elle a le désir de mener à bien sa grossesse et d'accomplir jusqu'au bout un devoir, dont le résultat lui porte un préjudice absolu.

Comme le dit M^{me} Jullemier, dans ses *Mémoires d'une sage-femme*, publiés en 1830 (1) : « Dans le commerce des

1. P. 368.

faiblesses de l'amour, le triste résidu des non-valeurs, des faillites de la bonne foi comme de la fidélité, est toujours pour les pauvres femmes ». Quant à l'homme, il en sera quitte pour abandonner sa compagne. Tant pis pour la femme, elle se dit maintenant victime, c'était à elle de se garder et il est vraiment juste qu'elle porte la peine de sa faute et pâtisse de son dévergondage.

Ce raisonnement égoïste, est un déni de justice ; la loi laisse en effet le champ libre au séducteur, bien plus elle semble le protéger, l'opinion publique lui est favorable, la femme seule supportera la peine, elle sera seule déshonorée et honnie, alors qu'en la circonstance l'homme est le plus condamnable. L'homme, qui abandonne la fille qu'il a séduite est particulièrement malhonnête : si, plus tard, son ancienne compagne se laisse aller à commettre un crime, en supprimant son enfant, c'est lui qui doit être considéré comme responsable, puisqu'il en est la cause première et que, par son abandon, il s'en est rendu l'instigateur. Pour empêcher ce crime, pour pallier autant que possible cette lâcheté, la société doit être à même de recueillir celle qui est vraiment digne de pitié. Nous devons reconnaître du reste que la femme souvent se montre dans ce cas d'un courage et d'une endurance, qu'à bon droit on pourrait qualifier de virils.

Un exemple frappant en a été rapporté par le professeur Pinard : « Une pauvre fille séduite, puis abandonnée, fuyant de chez ses parents pour cacher sa honte, trouva l'énergie nécessaire pour venir à pied de La Rochelle à Paris, marchant tout le jour et couchant la nuit dans les fossés de la route. »

En résumé, la fille-mère est trop souvent injustement victime d'une société immorale, qui jusqu'à un certain point, doit être considérée comme responsable de la faute commise et dont le devoir est de protéger sa faiblesse, lorsqu'elle a le courage de vouloir être mère et de respecter cette chose sacrée qu'est la vie.

Aussi, est ce pour elle surtout, que nous demanderons que des refuges soient ouverts.

Ces refuges doivent présenter le double caractère d'asiles et d'ouvriers. La femme, si sa santé le permet, se livrera à un travail approprié lui permettant quelquefois d'amasser un petit pécule, qui l'aidera à sa sortie.

Le refuge-ouvrier, doit être également un sanatorium de la grossesse. Les chambres en seront aérées, propres et si possible même séparées.

La discrétion y sera observée, et le secret le plus absolu sera assuré à celles qui viendront s'y abriter.

Une surveillance médicale éclairée, permettra enfin aux pensionnaires d'arriver, dans les meilleures conditions possibles, au terme de la grossesse.

Mais les refuges ainsi organisés, ne permettront pas seulement à la mère dénuée de ressources, de se reposer et d'effectuer sa grossesse à l'abri du besoin, ils prêteront aussi assistance à sa misère morale.

A cet effet, la directrice aidée des dames visiteuses ou des religieuses, cherchera à gagner la confiance de ces pauvres femmes, à les consoler et à éveiller chez elles le sentiment maternel qui sommeille même chez les plus endurcies. C'est là le côté le plus délicat de cette assistance et non pas le moindre. Il y a une femme à relever, un enfant à sauve-

garder, des âmes à sauver ; cette belle mission est celle des personnes dévouées qui apportent leur concours à l'œuvre des refuges et, grâce à leurs affectueux conseils, la jeune fille séduite deviendra une femme vraiment digne de porter le nom de mère.

On voit quels sont les services rendus par ces refuges et combien s'impose la création d'asiles ouvroirs, ainsi que l'a demandé Bertillon, dans la séance du 28 juin 1893, à la Société de médecine et d'hygiène (1).

Déjà l'Académie de médecine, en 1891, avait émis le vœu suivant proposé par Tarnier : « Dans chaque département, doit être organisé un asile destiné à recevoir les femmes, pendant les derniers temps de leur grossesse ; dans ces asiles départementaux, les femmes devront entrer suivant certaines conditions, qui assureront le secret absolu sur leur entrée, leur séjour à l'établissement et leur sortie. »

Toute une catégorie de femmes mariées ou de filles-mères, serait à hospitaliser durant leur grossesse. On devra, en conséquence, organiser des dortoirs spéciaux dans toutes les maternités où il n'en existe pas encore, pour y recevoir les femmes enceintes atteintes d'une affection spécifique (syphilis, maladie de cœur, albuminurie), ou ayant besoin d'une surveillance spéciale (présentation vicieuse, rétrécissement du bassin, placenta prævia).

Ces services exigeront peut-être un sacrifice pécuniaire

1. V. également Flambard. *La femme enceinte dans la société moderne*. Thèse Paris, 1903.

un peu plus élevé, mais dont il ne faut pas exagérer l'importance, puisqu'ils ne seront destinés qu'aux femmes présentant des grossesses pathologiques.

Il y a lieu de faire remarquer que l'hospitalisation n'offre plus aujourd'hui, pour les femmes enceintes, les mêmes dangers qu'autrefois.

Cette hospitalisation présente même de grands avantages, pour les femmes dénuées de ressources ; car elles trouvent, dans les services hospitaliers, un asile confortable, une nourriture saine, l'hygiène qui leur convient, enfin le repos du corps et de l'esprit, qui leur est si profitable.

Nous ne pouvons mieux terminer ces quelques lignes en faveur des refuges pour les femmes enceintes qu'en rapportant cette belle parole de Maxime du Camp : « En recueillant ces pauvres femmes, vous ferez mieux que saint Vincent de Paul qui recueillait les enfants, vous sauverez les enfants avant leur naissance et cela en sauvant la mère (1). »

L'un des premiers asiles destiné à recueillir les femmes pendant le cours de leur grossesse, fut fondé à Rome, par un pape, en 1770.

Dans cet asile, ouvert sous le vocable de Saint-Roch, les femmes étaient reçues sans aucune formalité et désignées seulement par un numéro. L'entrée de ces refuges était interdite et l'asile était excepté de toute juridiction criminelle. Les femmes pouvaient y entrer longtemps

1. Maxime du Camp. *La charité à Paris*.

avant l'accouchement et étaient libres de partir, quand elles le désiraient (1).

Il y a quelques années encore, aucun secours n'était officiellement prévu, pour la femme enceinte. Les plus favorisées, en attendant le moment de leur entrée dans les dortoirs des maternités, arrivaient à se faire admettre dans des services généraux, plutôt grâce à la compassion que provoquait leur pénible situation, que pour y être traitées de maladies plus ou moins reconnues.

Actuellement, des dortoirs sont annexés à la plupart des maternités ; mais dans ces dortoirs on ne reçoit, avec juste raison, que les femmes dont l'état nécessite une hospitalisation toujours coûteuse. (50 lits à Lyon, 60 lits à Bordeaux.)

Certains hôpitaux admettent des expectantes, qu'on emploie à la lingerie.

Pour les autres, des refuges ont été créés, mais ces asiles n'admettent les femmes qu'à une époque avancée de leur grossesse ; en attendant, ces femmes ont la ressource de se faire admettre, comme malades, dans un service d'hôpital, pour aller ensuite, comme convalescentes, au Vésinet et cela plusieurs fois de suite, jusqu'à leur entrée dans un asile spécial.

L'asile George-Sand, 3, rue Stendhal, avec ses 96 lits et 20 berceaux, reçoit sans papiers, pour la nuit et la journée toute femme accompagnée de ses enfants au-dessous de douze ans. Beaucoup de ces femmes sont enceintes ; ainsi

1. Léon Lallemand. *Histoire de la charité à Rome.*

sur 26.721 hospitalisées de 1894 à 1904, 9.155 ont déclaré être enceintes. A la rigueur, les femmes peuvent y séjourner pendant trois jours.

L'asile Pauline-Rolland, 35, rue Fessard (175 lits et 40 berceaux), a des lits réservés pour les femmes enceintes.

Dans le courant du septième mois de leur grossesse, les femmes sont envoyées à l'asile Michelet. Elles sont nourries, habillées et occupées dans des ateliers, où elles peuvent toucher une légère rémunération de 0 fr. 20 à 0 fr. 60 par jour. La moitié de la population, est constituée par des femmes enceintes.

En 1876, sur le rapport de Métivier, le conseil général de la Seine avait émis le vœu, qu'un asile-dortoir pour femmes enceintes, fut créé par la municipalité parisienne. En mai 1890, sur la proposition de Strauss, le conseil municipal reprenant ce vœu, la création d'un asile fut décidée.

Enfin l'asile Michelet, 135, rue de Tolbiac (1), fut ouvert en décembre 1893 ; il contenait, au début, 100 lits qui furent bien vite insuffisants. De nouveaux pavillons furent créés et l'asile possède, actuellement, 200 lits. Ce refuge reçoit les femmes françaises, domiciliées à Paris depuis un an et arrivées à sept mois et demi de leur grossesse. Au terme de l'article 3 du règlement, les femmes ne sont pas obligées de fournir des renseignements sur leur état civil. Les quatre cinquièmes des femmes, ainsi hospitalisées, sont

1. Dépend de la préfecture de la Seine. Direction des affaires municipales.

des célibataires, la plupart, des domestiques, demoiselles de magasin, ou petites fonctionnaires, venues de la province pour cacher leur grossesse.

Les femmes sont reçues deux fois par semaine, les mardis et samedis, de midi à 1 h. 1/2 et sont examinées immédiatement à leur entrée.

Les hospitalisées, sont employées à de petits travaux faciles : ménage, lavage, mais ne sont astreintes à aucun travail régulier.

Elles peuvent s'occuper, si elles le désirent, à la confection d'une layette. Depuis 1896, elles peuvent également travailler à la lingerie ; dans ce cas, elles reçoivent un petit pécule, qu'on leur remet à leur sortie.

Les femmes sont surveillées médicalement et soumises à l'hygiène, que nécessite leur état. Les albuminuriques suivent un régime spécial et une infirmerie reçoit les malades. Les femmes enceintes, qui ont séjourné pendant quelque temps à l'asile, sont dans de très bonnes conditions, au moment de leur accouchement ; et le repos des derniers jours, leur permet de conduire leur grossesse à terme et de mettre au monde des enfants plus robustes.

Il a coûté 600.000 francs et a un budget de plus de 100.000 francs par an ; chaque femme revient à 1 fr. 90 par jour, chiffre bien inférieur au prix de revient d'une hospitalisée, dans un service médical.

La durée moyenne du séjour, est de vingt-six jours. En 1893, le chiffre des entrées était de 47 ; 2.115 en 1900 ; 1.791 en 1904 ; 1.546 en 1906.

La Société de l'Allaitement maternel et des Refuges-ouvriers, pour femmes enceintes, fondée il y a trente ans

par M^{me} Béquet, de Vienne, possède actuellement deux asiles, l'un, 203 avenue du Maine, et l'autre 9 rue Jean-Baptiste-Dumas.

Cette société reçoit gratuitement et sans aucune enquête préalable, toute femme célibataire, mariée, veuve ou abandonnée et la garde pendant quatre, cinq et six mois. Ce sont, pour la plupart, des jeunes filles venues de la province, institutrices, ouvrières ou domestiques ; toutes arrivent dans le plus complet état de dénuement, sur la recommandation d'un pasteur, d'un maire, d'un parent, auquel elles ont confié leur secret. Au bout de quelques jours, une détente physique et morale se produit, chez ces pauvres femmes, grâce à l'excellent régime matériel et intellectuel qui leur est appliqué.

Dans la matinée, elles sont employées aux soins du ménage, à l'entretien du linge et des vêtements.

À 1 heure, elles vont travailler à l'ouvroir (éventailage de corsets, encartage de boutons) ; le produit de leur travail leur est versé intégralement, à leur départ.

Aucune entrée d'aliments n'est tolérée ; la plus grande égalité doit régner entre toutes les pensionnaires, et lorsqu'il est offert quelques gâteaux, sucreries ou autres friandises, ces extra doivent profiter à toutes.

L'asile recueille ces malheureuses, les soigne, les console ; la bonté attendrie, avec laquelle elles sont accueillies et le bien-être dont elles jouissent, détendent leurs nerfs et leur esprit, et cette saine réaction est aussi profitable à l'enfant qu'elles portent dans leur sein, qu'elle est avantageuse à la santé physique et à la réhabilitation morale de la mère. Dans ces asiles, le tutoiement n'est pas toléré

entre les pensionnaires ; aussi les femmes vicieuses, habituées aux mauvais milieux, s'y ennuiant, en sortent et vont se réfugier dans des asiles moins austères et plus conformes à leurs habitudes.

Ainsi, la Société de l'Allaitement maternel et des Refuges-ouvriers, permet aux mères débilitées de recouvrer leur santé et, comme le fait observer le professeur Pinard (1), « leurs enfants viennent au monde dans de meilleures conditions, dépassant toujours le poids moyen et ils sont remarquables par leur développement... »

La femme mariée, peut venir également se reposer dans les deux asiles. Des secours de garde d'enfants, permettent à la mère de famille, de choisir autour d'elle une parente, une amie, qui lui inspire la confiance nécessaire pour la remplacer près de ses enfants. La société paie à cette parente, à cette amie, une indemnité de séjour. Ainsi, les mères de familles, au moment où elles ont le plus besoin de repos, peuvent venir dans les refuges de la Société d'Allaitement maternel, délivrées de tout souci, puisqu'elles seront assurées que leurs enfants seront bien soignés et à l'abri du besoin. Au moment de leur accouchement, les femmes sont transportées dans une maternité, ou soignées chez une sage-femme, quand des circonstances particulières l'exigent.

Des secours, dits d'allaitement, sont distribués aux femmes sortant des refuges de la société, après leur accouchement.

1. Communication à l'Académie de médecine sur la puériculture intra-utérine, 26 mars 1905.

Un dispensaire est annexé à l'asile, rue Jean-Baptiste-Dumas, un autre à Saint-Maur-les-Fossés ; la société a, en outre, des sections florissantes, à Joinville et à Saint-Maur.

Depuis sa fondation, jusqu'en 1908, la société a recueilli 12.641 femmes, 2.328 de Paris et du département de la Seine, 8.651 de province, 312 d'Alsace-Lorraine et 31 étrangères ; en 1892, 302 ; en 1898, 710 ; en 1902, 710 ; en 1904, 814. Sur 1.200 femmes reçues en 1907, on a compté 488 femmes mariées, 595 jeunes filles de toutes professions, 205 domestiques et 10 étrangères.

En 1908, 1.018 femmes ont été reçues dans les refuges, elles ont été suivies et assistées, après la naissance des enfants ; vingt-huit mille pièces de layette leur ont été distribuées.

L'avoir mobilier et immobilier de la société, atteint actuellement 5 millions. Les recettes ordinaires se montent à 131.000 francs et les dépenses à 128.000 francs. Le refuge de l'avenue du Maine, bâti sur un terrain de la Ville de Paris, a eu cette année 26.000 francs de dépenses, celui de la rue Jean-Baptiste-Dumas, 28.000 francs.

La Société philanthropique (15, rue de Bellechasse), reçoit les femmes dans ses asiles, pendant trois jours. Un dortoir spécial est réservé aux femmes enceintes, pendant les six derniers mois de leur grossesse, à l'asile de la rue Saint-Jacques.

Depuis 1895, une somme de 4.000 francs est affectée chaque année à cet objet ; jusqu'en 1902, l'asile avait ainsi recueilli 5.386 femmes.

Le Foyer Maternel (6 *bis*, rue de l'Abbé-Grégoire) (1) reçoit, dans son asile de Villepinte, les femmes enceintes, sans aucune enquête. Ce sont, pour la plupart, des jeunes filles abandonnées, venues, en grande partie, de la province chercher un asile dans la capitale et quelques mères de familles. Durant leur séjour à l'asile, elles aident aux soins du ménage, font quelques travaux de couture et préparent leurs layettes. Les filles-mères ne trouvent pas simplement à Villepinte le logement et la nourriture, mais encore un réconfort moral. Les pensionnaires de cet asile, sont l'objet d'une surveillance médicale très suivie, durant toute leur grossesse et sont soignées à l'infirmerie, elles accouchent à l'asile et peuvent ensuite y séjourner quelque temps, jusqu'à leur complet rétablissement.

L'asile de Saint-Raphaël, 29, rue Saint-Jacques, a été fondé sur le modèle de l'asile Saint-Roch. On y accueille, sur recommandation, les victimes d'une première faute. Tout est organisé pour rattacher la mère à son enfant. L'œuvre s'occupe d'assurer l'avenir des nouveau-nés et les recueille, moyennant une légère subvention, dans son asile d'Antony ; 15 0/0 des femmes sont reçues gratuitement, les autres moyennant une légère rétribution.

L'asile Sainte-Madelcine (impasse Robiquet, boulevard Montparnasse) fondé en 1866, reçoit les femmes enceintes, dès le sixième mois de leur grossesse, moyennant une pension de 30 francs par mois, dans la salle commune, et un prix variable dans des chambres isolées. Les indigentes

1. Voir chap. III. Secours après l'accouchement.

sont admises gratuitement, ou paient une partie de leur entretien par des travaux de couture.

Il existe encore un certain nombre de refuges, où les femmes peuvent cacher leur grossesse, moyennant une légère rétribution ; mais dans ces maisons, les femmes ne sont soumises à aucune surveillance médicale et souvent sont astreintes à des travaux fatigants et peu appropriés à leur état.

Par testament, M^{me} Boucicaut a légué une somme assez importante, destinée à créer, aux environs de Châlons-sur-Saône, Lille et Rouen, trois asiles pour recevoir les femmes en couches non mariées, de nationalité française, qui ont eu, pour la première fois, le malheur d'être séduites. Un refuge fut ainsi créé à Roubaix, puis deux autres à Mont-Saint-Aignan et à Châlons sur-Saône. Ces trois maisons contiennent 152 lits et sont tenues par les sœurs servantes de Marie-Immaculée. A leur sortie, les femmes touchent un secours de 20 francs.

L'asile bordelais de Saint-Raphaël, fondé en 1898, reçoit, à toute époque de leur grossesse, les femmes enceintes, victimes d'une première faute, ou délaissées, qui s'engagent à ne pas abandonner leur enfant. Les femmes font leurs couches dans la maison et y demeurent ensuite le temps nécessaire à leur complet rétablissement.

Avant les couches, les femmes travaillent pour la maison, mais on leur laisse toute facilité de travailler pour elles et de confectionner la layette de leur enfant.

La Samaritaine, fondée à Lyon en 1891, reçoit les filles-

mères; elles doivent reconnaître l'enfant et prendre l'engagement de ne pas se mettre en service, comme nourrices. L'œuvre continue à s'occuper de ses pensionnaires, après leur sortie. Plus de 600 femmes sont ainsi restées en relations avec le refuge. L'asile compte 400 lits.

Le but que se propose cette œuvre éminemment morale, est de permettre à la femme de racheter son passé, en ayant, comme mobile, le désir d'élever son enfant, comme moyen, son travail, comme soutien, l'amour maternel.

C'est encore pour arriver au même résultat, que l'Œuvre du Travail réparateur de Nantes, reçoit les jeunes filles séduites, pour la première fois, les admit à toute période de leur grossesse, les reçoit après leur accouchement et prolonge son action directe, pendant de longues années.

On peut, en tout cas, affirmer que ces refuges, rendent de très grands services.

Grâce aux refuges, les filles-mères n'ayant plus à redouter la maternité, puisqu'elles seront sûres d'y trouver aide et protection, on ne verra plus, comme le dit M^{lle} de la Tour du Pin (1), des infanticides d'amour maternel, la femme ne voulant pas que son enfant souffre comme elle a souffert. L'enfant, au contraire, sera son but dans la vie et c'est par lui, souvent, et à cause de lui, qu'elle ne tombera pas.

Il est donc à souhaiter, que toutes les filles-mères puis-

1. Congrès national des œuvres d'assistance. Séance du 20 juin 1900.

sent trouver place dans ces refuges. On a fait à ces asiles, ou du moins à un certain nombre d'entre eux, le reproche de n'ouvrir leurs portes qu'aux victimes d'une première faute.

Il est cependant bien naturel, qu'on s'efforce tout d'abord de venir en aide à ces pauvres filles, plus susceptibles d'avoir été trompées, et plus excusables : qu'on cherche à les sauver de la misère et du vice, pendant qu'il en est temps encore.

On a fait également grief, à quelques-unes de ces œuvres, de leurs tendances ; nous pensons, au contraire, que leur rôle moralisateur a beaucoup d'importance. Pour nous, les asiles ne doivent pas seulement mettre les pauvres mères à l'abri de la misère physique, leur détresse morale n'est pas moins intéressante et le secours intellectuel leur est tout aussi nécessaire, tout aussi profitable, que le secours matériel.

Aussi, bien loin de désapprouver ces tendances tout humanitaires, voudrions-nous, comme nous l'avons déjà dit, voir dans chaque asile, les directrices, les sœurs, les dames visiteuses, se faire, pour ainsi dire, les amies de ces pauvres femmes, gagner leur cœur, devenir leurs confidentes, leur faire sentir qu'elles ne sont pas des paria, que la société ne les a pas abandonnées et que si la maternité est la cause de bien des peines, elle est susceptible de procurer également des joies et du bonheur.

C'est de cette façon, que l'existence de la mère et de l'enfant sera le plus efficacement protégée, la santé de la mère assurant celle de l'enfant, la vie de l'enfant sauvegardant celle de la mère ; ainsi ces deux êtres de même chair, deviendront étroitement unis par le sacrifice et par l'amour.

Secours

Assistance publique. — Assistance privée

Dans la classe ouvrière, dont nous avons seulement à nous occuper ici, les femmes enceintes sont relativement très peu aidées pendant leur grossesse. Il serait véritablement désirable, que les pères de famille touchent des salaires suffisants pour permettre à leurs ménagères de rester à la maison, prendre soin de leur intérieur et y élever, elles-mêmes, leurs enfants. « Au Creusot, nous écrit la direction des usines Schneider, nous n'avons pas à régler les secours aux ouvrières au moment de leurs couches : en effet, nous n'employons dans nos chantiers qu'un très petit nombre de femmes, toutes veuves ou orphelines, à titre d'assistance. Quant aux femmes de nos ouvriers, les salaires sont calculés de façon à être suffisants, pour permettre aux pères de famille d'entretenir les leurs ; en cas de malheur, fonctionne notre bureau de secours, qui proportionne son assistance aux besoins. »

Parmi les femmes, et elles sont nombreuses, qui sont dans l'obligation de travailler pour vivre, au jour le jour ; il en est bien peu qui touchent des secours suffisants pour

leur permettre de garder le repos nécessaire, pendant les derniers mois de la grossesse.

Après l'étude que nous venons de faire, après l'enquête minutieuse à laquelle nous nous sommes livré, nous ne pouvons admettre l'avis contraire émis par Etienne, qui prétend (1) que l'assistance à la femme enceinte, est grandement suffisante et que Paris peut à bon droit s'enorgueillir de son œuvre.

Les secours, distribués par l'Assistance publique, sont relativement très peu élevés et ne sont donnés que dans la seconde moitié du septième mois. Les bureaux de bienfaisance de Paris, n'accordent des secours de 15 à 25 francs par mois, que pendant les deux derniers mois de la grossesse. Il serait à souhaiter que ces secours administratifs soient plus élevés, plus nombreux, et que pour prévenir toute complication possible de la grossesse, les femmes secourues soient rattachées à une maternité, chargée de distribuer périodiquement ces secours, après la sanction préalable d'une visite médicale (2). L'Assistance publique réaliserait ainsi une sérieuse économie.

Dans certaines administrations, les femmes peuvent prendre un repos pendant les derniers mois de leur grossesse, mais sans aucune indemnité. Ainsi, dans les ateliers de la marine, des circulaires ministérielles en date du 27 août 1900 et 14 nov. 1904 accordent aux femmes un

1. Etienne. *Maternité et misère*. Thèse, Paris, 1905.

2. Cury. *Hygiène de la grossesse chez les femmes de la classe ouvrière*. Thèse Paris, 1898.

congé avec salaires de malade pendant le dernier mois de la grossesse (1). Dans les manufactures d'allumettes et de tabac, l'ouvrière, que son état de santé oblige à interrompre son travail, reçoit l'indemnité journalière d'assistance, c'est-à-dire 1 fr. 40 ou 0 fr. 70, dans les établissements de la Seine, 1 franc ou 0 fr. 50 en province, pour chaque jour ouvrable de son absence, suivant qu'elle a droit au tarif plein ou au demi-tarif, en raison de ses chômages pendant les douze mois précédents (2).

A l'Assistance publique, les infirmières sont tenues d'interrompre leur service, dès que le médecin juge le repos nécessaire. Pendant ce temps, elles recouvrent le montant de leur traitement intégral (3). Dans les Postes et les Télégraphes, les employées ont droit à un congé de trente-cinq jours, avec traitement entier.

Dans l'Instruction publique, les institutrices ont trente jours de congé, avec traitement complet.

Le 27 octobre 1908, la Chambre a voté le projet de résolution suivante : « La Chambre invite le gouvernement à prévoir au budget de 1909, les crédits suffisants pour porter à un chiffre égal au salaire moyen, le taux de l'indemnité journalière, accordée aux ouvrières des manufactures de l'Etat, au moment de leurs couches. »

Certaines entreprises privées, consentent également un congé à leurs ouvrières et employées ; ainsi les usines Thiriez, à Nancy, accordent un congé, après avis du médecin, aux ouvrières qui ont besoin de repos ; ces ouvrières

1. Lettre du ministère de la Marine, 11 septembre 1909.

2. Lettres du ministère des Finances, 2 septembre 1909.

3. Lettre du secrétaire général, 7 septembre 1909.

touchent une indemnité, délivrée par la caisse de maladie, alimentée par le patron.

Plusieurs associations, viennent également en aide aux femmes enceintes. Ainsi l'Association des dames mauloises, dont il sera question plus loin, leur accorde un secours de 15 francs.

Enfin, certaines sociétés de secours mutuels, concèdent à leurs participantes, le droit de prendre un certain temps de repos avant leur accouchement et leur versent une indemnité journalière de 1 à 1 fr. 50, pendant un mois au maximum. Ainsi, la Société de Secours mutuel, dite des familles, de Nancy, accorde à ses membres, sur avis du médecin, le nombre utile de jours de repos, qui sont payés comme secours de maladie (indemnité de 0 fr. 75 par jour).

Il serait à souhaiter, que tous ces secours, officiels et autres, soient distribués par des mutualités maternelles, bien mieux à même de surveiller la femme, au point de vue médical, bien mieux organisées pour veiller à ce que le repos soit scrupuleusement observé. Ainsi, dans presque toutes les sections de la mutualité maternelle de Paris, des consultations obstétricales sont organisées et il y a nécessité, pour la mère, à un repos absolu avant ses couches ; dans la mesure du possible, une indemnité est accordée, cette indemnité n'est pas statutaire, c'est-à-dire obligatoire.

En résumé, à l'heure actuelle, les secours distribués aux femmes enceintes, sont insuffisants, les refuges vraiment bien organisés ne sont pas assez nombreux. L'idéal serait que la femme enceinte, puisse prendre le repos nécessaire et rester dans son foyer.

Malheureusement, les conditions de la vie moderne l'obligent à se rendre, jusqu'au dernier moment, à l'atelier et à l'usine. Tout doit être mis en œuvre pour lui permettre de quitter le travail, pendant les derniers mois de la grossesse.

Les industriels, les administrations, auront tout avantage à faire reposer leurs ouvrières, en temps utile, de façon à les retrouver par la suite, plus valides et plus aptes à fournir une certaine somme de travail. Quant à la société, elle ne devra pas hésiter, à protéger plus efficacement la femme enceinte ; l'argent qu'elle dépensera pour y parvenir sera bien placé, puisqu'il servira à économiser des vies humaines, qu'il aidera à en créer.

Législation

Législation étrangère et française

Nous croyons avoir démontré, que le repos est absolument nécessaire aux femmes enceintes, quelque temps au moins avant l'accouchement ; aussi l'étude des diverses dispositions législatives, qui ont été ou qui devront être prises, afin d'assurer ce repos aux diverses catégories d'ouvrières, en le rendant obligatoire, offre-t-elle une grande importance.

La concurrence, dont sont particulièrement victimes les petits et les faibles, ne doit pas entrer en jeu, lorsqu'il s'agit de la protection des mères, qui portent la génération de demain. L'Etat leur doit aide et protection. Il y a lieu de rappeler à ce sujet les vœux du docteur Fouquet, adoptés par l'Association internationale, pour la protection légale des travailleurs, dans sa séance du 29 janvier 1903. « Dans les établissements assujettis à l'inspection du travail, les femmes ne pourront être admises au travail, pendant les deux mois qui précéderont leur accouchement. »

« Les femmes enceintes pourront demander congé, pour cause d'accouchement prochain, sans qu'il y ait rupture de contrat de travail. »

Mais, le repos obligatoire, ne peut exister sans l'indemnité qui en est la conséquence. « Vous allez interdire à la femme de travailler pendant un mois, disait Yves Guyot..... Songez-y bien, vous prenez en même temps une obligation, car vous vous engagez, par cela même, à subvenir à ses besoins. »

Aucune législation ne sera efficace réellement, si elle ne procure pas des ressources de chômage, à l'ouvrière, privée de son gagne-pain (1). Peut-on forcer des industriels, à chasser de pauvres mères de leur atelier, si l'on n'a pas assuré auparavant leur existence, par des secours obligatoires. Il n'est pas de raison financière, qui puisse dispenser la loi, de ce devoir de justice et d'intérêt national. Cette question de l'indemnité sera, d'ailleurs, de nouveau traitée, au sujet du repos légal, après l'accouchement.

La conférence de Berlin, de 1890, ne s'est pas occupée des femmes enceintes, mais seulement des femmes accouchées.

La Suisse, par la loi fédérale du 23 mars 1875 (art. 15), interdit le travail aux ouvrières, pendant deux semaines avant l'accouchement. La loi d'assurance contre les maladies, assimile les femmes enceintes, à des malades.

La loi danoise, sur le travail des femmes et des enfants, impose le repos obligatoire, une semaine avant l'accouchement.

En Espagne, d'après la loi du 8 janvier 1907, la femme qui sera entrée dans le huitième mois de sa grossesse

1. Voir rapport du Dr Schuller, inspecteur du travail en Suisse.

pourra demander à cesser le travail, et y sera en effet autorisée, si le rapport du médecin est favorable : auquel cas, d'ailleurs, elle aura droit à ce que sa place lui soit réservée.

En France, comme le fait remarquer Teissier (1), il n'existe aucune disposition législative, spéciale aux femmes enceintes. La plupart des projets français, ne se sont d'ailleurs occupés que des femmes accouchées.

Cependant le projet de M. de Mun (1887), comprend l'interdiction du travail, avant l'accouchement.

Lors de la discussion de l'article 9, de la loi sur la réglementation du travail des femmes et des enfants, deux amendements furent présentés ; l'un du D^r Ferroul, qui prévoyait un repos de vingt jours, avant l'accouchement et l'autre de M. Brousse, qui limitait ce repos à une semaine.

Le 27 octobre 1892, la proposition de MM. Lafargue, Ferroul et Jourde, indique la suppression du travail dès le quatrième mois de la grossesse, avec création des caisses de la maternité, à l'aide d'un impôt spécial sur les industriels.

M. Dulau, le 7 mars 1899, dans son projet d'assistance maternelle, prévoyait une organisation départementale, d'assistance aux femmes enceintes, avec secours à domicile, maternités secrètes, asiles-ouvriers.

Le projet de M. Strauss, déposé le 14 novembre 1899, comprend l'interdiction du travail des femmes dans l'in-

1. Tessier. *La grossesse et la loi française*. Thèse, Toulouse, 1907.

dustrie, pendant la dernière quinzaine de la grossesse, avec secours de grossesse et hospitalisation. Un article dit même, que toute femme en état de grossesse, qui le réclame, peut être admise incognito dans une maternité secrète.

M. Engerand, dans sa proposition du 5 juillet 1906, stipule que le contrat de louage ne doit pas être rompu, du fait de la grossesse, dans les deux mois qui précèdent le terme.

Le Sénat s'occupa à nouveau, dans sa séance du 30 octobre 1908, de la proposition, de M. Strauss, modifiée. L'article 1 de cette proposition porte que la femme en état de grossesse apparent, peut quitter le travail sans avoir, de ce fait, à payer une indemnité de rupture. L'article 2 stipule, que certaines catégories d'ouvrières, arrivées à la dernière période de leur grossesse, auront, dans des conditions spéciales, droit aux secours indiqués à l'article suivant. Cet article fut renvoyé à la commission du travail, pour un nouveau rapport.

Mais, dans la même séance, le Sénat appelé à délibérer sur la proposition de M. Engerand acceptée à la Chambre des députés, a voté le contre-projet suivant de M. Poulle :

« La suspension du travail pour la femme, soit pendant le mois qui précède l'accouchement,... ne peut être à elle seule une cause de rupture, par l'employeur, du contrat de louage de service et ce sous peine de dommages-intérêts, au profit de la partie lésée... »

Ce contre-projet fut adopté par la Chambre des députés, le 28 novembre 1908, et renvoyé devant le Sénat, pour une deuxième délibération.

Tel est, en France, l'état de la question.

CHAPITRE II

AU MOMENT DE L'ACCOUCHEMENT

I

Maternités

Secours portés dans les hôpitaux. — Maternités de l'Assistance publique. — Maternités privées

Les moyens de transport des parturientes, dans les maternités, sont actuellement très insuffisants. Déjà, en 1900, M^{me} Caubet signalait cette lacune et demandait la création d'asiles, près des maternités (1). Au Congrès d'assistance de Reims, Maygrier a cité le cas suivant: « Dans une banlieue de Paris, une femme, arrivée au dernier terme de sa grossesse, est prise des douleurs de l'enfantement et fait venir une sage-femme. Celle-ci reconnaît, que la parturiente ne peut être convenablement soignée chez elle; elle fait venir l'unique ambulance de la localité pour

1. Congrès des œuvres et institutions féminines. Paris, 1900, p. 72.

la transporter à l'hôpital de la Charité, très éloigné. Elle monte avec elle dans la voiture, pour exercer son ministère, en cas de besoin. Chemin faisant, malgré les protestations de la sage-femme, le cocher arrête sa voiture pour recueillir un vieillard malade, qu'il a ordre de transporter à l'hôpital. Quand enfin la voiture d'ambulance arrive à la Charité, deux heures et demie après le départ, on en fait sortir, ou plutôt on en retire, le malade qui était mort en route, la pauvre femme qui était accouchée à côté du mourant et le nouveau-né. »

Ainsi, la voiture d'ambulance contenait cinq personnes : le mort et une personne qui l'accompagnait, l'accouchée, son nouveau-né et la sage-femme.

En banlieue, le fait peut malheureusement se renouveler et il faut souvent attendre très longtemps l'unique ambulance de la localité.

A Paris, les transports ne sont pas beaucoup mieux organisés et, comme en banlieue, il faut attendre longtemps la voiture de l'assistance.

Souvent, faute de place, les femmes sont conduites d'hôpitaux en hôpitaux. M^{me} Bequet, de Vienne, à l'Assemblée des Dames patronesses, en avril dernier, a déploré, dans les termes suivants, ces promenades peu hygiéniques : « Il est décevant de voir une femme que nous avons gardée quatre mois, pour la mettre dans une santé parfaite, de la voir haletante et épouvantée, transballée d'hôpital en hôpital, heureuse encore si elle arrive à temps. »

En décembre dernier, par une pluie battante, une femme en douleurs se présente à une maternité, accompagnée de ses deux enfants en bas âge. A cette maternité, on lui

répond : « Il n'y a pas de place ici, il faut aller ailleurs. » La malheureuse, sans aucune ressource, se dirige péniblement à pied, avec ses deux petits, vers une autre maternité ; enfin, après une longue marche, souffrant de plus en plus, harassée, les vêtements trempés, transie de froid et ses enfants grelottant à ses côtés, elle est heureusement recueillie dans un service où elle accouche peu après son arrivée.

Un autre jour, c'est une femme envoyée par une maternité chez une sage-femme agréée d'où, faute de place, on la conduit chez une seconde sage-femme, qui est absente ; enfin, ramenée à la maternité, elle accouche en entrant.

Un jour d'hiver, pendant lequel la neige était tombée en abondance, on téléphonait de la maternité d'un hôpital, à une autre maternité, pour savoir si on pouvait y recevoir des femmes sur le point d'accoucher, sans se rendre compte que les moyens de transport, rares et peu rapides en temps ordinaire, étaient devenus impossibles.

Actuellement, les quatre stations d'ambulance, 106, rue Falguière, 21, rue Chaligny, 102, rue Caulaincourt et 40, rue Bichat, dépendent du bureau d'hygiène de la ville de Paris ; elles sont absolument insuffisantes. Aussi en est-on réduit, quand une femme enceinte, doit être transportée dans une maternité, à recourir à un fiacre de la station la plus proche. Ce moyen de communication est le seul, d'ailleurs, qui soit employé entre plusieurs maternités.

Le service de transports des femmes enceintes, au moment de l'accouchement, est donc insuffisant ; il y a là une lacune à combler, un danger à faire cesser.

Au moment de leur accouchement, les femmes doivent être admises dans les maternités ; cette admission est surtout utile, lorsque les femmes présentent des dystocies. Au point de vue administratif, le régime de la loi de 1840, qui comprend les femmes enceintes, parmi les femmes pouvant être admises dans les hôpitaux, est toujours en vigueur. A signaler un paragraphe de cette loi de 1840, qui stipule que faute d'emplacement convenable dans les hôpitaux, les galeux, les teigneux, les femmes enceintes peuvent être traités dans les hospices. Cet accouplement singulier, dit Thiroux, existe encore aujourd'hui dans beaucoup de maternités, qui sont plus près du moyen âge que du xix^e siècle (1).

Bien que l'accouchement soit un acte physiologique et naturel, il nécessite cependant une assistance sérieuse, si l'on ne veut pas courir le risque, d'exposer la vie de la mère et de l'enfant. La femme, arrivée près du terme de la grossesse, souvent sans foyer, parfois même sans logis, est dans des conditions absolument insuffisantes d'hygiène et de bien-être matériel, pour recevoir chez elle, avec avantage les soins que comporte son état.

En quittant son domicile, où la plupart du temps, elle ne laisse réellement rien, la femme reçue et soignée à l'hôpital, en sortira physiquement guérie, plus capable de résister aux misères, qu'elle peut avoir à surmonter. Quant à la femme mariée et abandonnée, veuve ou encore avec un mari malade et quelquefois déjà chargée de famille ; sa

1. Thiroux. *La protection légale des femmes enceintes et accouchées dans la classe ouvrière*. Thèse, Paris 1900.

place, dans une maternité, sera tout indiquée. Il en est de même pour les femmes mariées, dont l'accouchement ne semble pas devoir s'effectuer normalement. Si le pronostic de l'accouchement est bon, et si la femme a un intérieur à peu près convenable et propre il faudra tout faire pour permettre à la parturiente d'accoucher chez elle, dans les meilleures conditions.

Dans un article de la *Revue médicale de Normandie*, comparant la mortalité puerpérale à Rouen, d'une part chez les filles-mères, et d'autre part chez les femmes mariées (0,67 0/0 et 5 1/2 0/0, l'auteur concluait : que les femmes mariées accouchées chez elles, étaient dans de très mauvaises conditions, et il ajoutait : « L'assistance à domicile des femmes en couches indigentes, a fait faillite et les secours ainsi donnés vont à l'encontre de leur propre intérêt. Il est cependant certains facteurs moraux et sociaux, dont il faut tenir compte, et si la mortalité est réellement plus élevée, parmi les femmes accouchées chez elles, il faut chercher à la diminuer, en en faisant disparaître les causes, c'est-à-dire en vulgarisant les notions d'hygiène et en venant plus souvent en aide à la parturiente (1). »

Il y a un certain nombre d'années, les maternités accusaient une mortalité très élevée, beaucoup plus élevée qu'en ville, car la fièvre puerpérale y régnait à l'état endémique ; ce qui en faisait parfois de véritables asiles de mort, et il valait mieux, à cette époque, accoucher chez soi qu'à l'hô-

1. « La mortalité puerpérale à la maternité de Rouen. » *Revue médicale de Normandie*, 23 février 1908.

pital (1). L'hygiène de la grossesse, au commencement du siècle, différait peu de celle recommandée par Sorances d'Ephèse, au commencement du ⁱⁱe siècle, et n'était autre que celle qui se trouve dans le livre de Mauriceau (2).

En 1857, dit Tarnier, la mortalité à la Maternité de Paris est de 5 0/0 au lieu de 0,55 0/0 en ville (3).

En 1861 et 1862, pour 100.199 accouchements dans les hôpitaux, il y a eu 1.169 décès ; pour 99.991 accouchées en ville, il y a eu 559 décès (4) ; ces chiffres n'ont pas besoin de commentaires et dépassent toute vraisemblance. En 1870, la mortalité s'élevait encore à Paris à 40 0/0 dans les maternités et à 5 0/0 en ville (5) (Bernier). Depuis 1870, grâce à l'isolement, la mortalité dans les hôpitaux, avait déjà baissé dans de notables proportions.

Depuis vingt ans, grâce aux découvertes microbiennes et à mesure que l'étiologie des maladies a été mieux connue, l'hygiène a fait de très notables progrès ; aussi la mortalité a-t-elle diminué d'une façon notable, dans les maternités, jusqu'à ce qu'elle soit devenue, moindre qu'en ville.

Et cependant, malgré les précautions prises, il arrive encore parfois que la fièvre puerpérale, nécessite la fermeture momentanée des services d'accouchements.

1. Eustache. *Puériculture*. Paris, 1900, p. 79.

2. Pinard. « Progrès réalisés en obstétrique. » *Annales de Gynécologie et d'Obstétrique*, p. 479, novembre 1900.

3. Tarnier et Chantreuil. *Traité des accouchements*, p. 801.

4. Tarnier. *Mémoire sur l'hygiène des femmes en couches*, 1864.

5. Langlois. *Précis d'hygiène publique et privée*. Paris, 1904, 8^e édition, p. 418.

L'ennemi des femmes en couches, c'est le microbe, et ce qu'il faut obtenir avant tout, c'est l'antisepsie obstétricale. La propreté est la condition primordiale d'une bonne antisepsie (1).

Les bâtiments d'une maternité, doivent être construits sur un terrain sain, convenablement orienté, aussi éloignés que possible des autres services. Les salles, en seront spacieuses, bien aérées et éclairées, les murs, ne présentant aucun angle ni saillie, seront revêtus de peintures lisses, facilement lavables et aseptisables. Ces salles devront contenir peu de lits, être disposées dans de petits bâtiments isolés et reliés les uns aux autres, par des galeries à jour.

Le mobilier des salles d'accouchements, devra être des plus simples et très facile à désinfecter. Quant aux chambres d'isolement, elles devront être en nombre suffisant et tout à fait séparées du reste de la maternité : elles devront avoir leur linge, matériel, instruments et personnel, absolument distincts.

Les maternités, recueillent les femmes au moment de leur accouchement ; elles leur offrent un asile approprié, où elles sont à l'abri de toutes les misères. Comme l'a dit de Gérando, « les personnes admises dans une maternité, seront libres de déclarer leur nom et leur domicile ; en tout cas, le registre des déclarations devra être tenu secret ».

1. *De l'asepsie et de l'antisepsie en obstétrique*, par Tarnier. Leçons professées à la Clinique d'accouchement recueillies par Potocki.

Depuis le xvi^e siècle, le vieil Hôtel-Dieu de Paris, servait de retraite inviolable aux mères, qui venaient y accoucher en secret.

Il ne s'agit pas, en l'espèce, de créer un droit d'asile et de mettre les malfaiteurs à l'abri des poursuites ; mais il y a obligation absolue, comme le dit Teissier, pour un directeur d'hôpital, de garder le secret (1).

L'administrateur de la Maternité de Bordeaux, fut condamné à 1 franc d'amende, pour ne pas s'être rendu à la convocation du juge d'instruction. Par arrêt du 14 mars 1895, la Cour de cassation cassa le jugement. « Si, en droit, dit l'arrêt, le directeur d'hôpital ne peut pas s'abriter derrière l'article 378, pour éviter de déposer en justice, il est tenu d'observer le secret professionnel, dans tous les cas qui concernent la sécurité des malades et l'honneur des familles. Ce secret est particulièrement imposé aux directeurs des maternités, à l'égard des femmes enceintes qui entrent dans ces établissements, pour recevoir les soins que nécessite leur état et cacher leur accouchement (2). »

Les femmes doivent trouver dans les maternités un asile sûr et discret ; c'est le moyen le plus efficace d'éviter la honte, l'infanticide et l'abandon. D'ordinaire les femmes sont invitées à consigner leur état civil, sous un pli fermé, confié à l'économe, qui le leur remet intact à leur sortie. Cette façon de procéder est la meilleure.

Loin de sa famille, seule et abandonnée, la femme souff-

1. Teissier. *La grossesse et la loi française*. Thèse de Toulouse, 1903.

2. Ferdinand Dreyfus. « Secret médical dans les hôpitaux ». *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1901, p. 271.

fre doublement, à l'hôpital, de sa misère physique et de sa détresse morale ; victime bien souvent ou de l'égoïsme de l'homme ou de cruels préjugés. La bonté et la charité doivent intervenir, pour assister cette femme et remplacer la famille qu'elle n'a pas : « Grâce à cette assistance, dit Pares, on pourra, d'une malheureuse à qui la grossesse semble une catastrophe, d'une pauvre fille exposée à toutes les fatales suggestions de la misère, faire une femme réconfortée qui reprendra avec courage sa place dans la société, le front aussi haut, l'âme aussi belle ; une mère dévouée, attachée à son bébé, heureuse d'un sein fécond où l'enfant puisera des forces pour les luttes futures (1). » Ce ne sont pas seulement les filles-mères, qui ont besoin de sentir près d'elles une âme charitable, qui vienne les consoler et leur prodiguer des paroles d'encouragement ; bien souvent aussi, une mère de famille, retenue malade loin des siens, écoutera volontiers les conseils dictés par la bonté et verra avec bonheur un visage bienveillant, se pencher sur le berceau de son nouveau-né. Les dames visiteuses des hôpitaux, peuvent, dans ces cas, rendre de réels services.

Les maternités de Paris ont été réorganisées depuis quelques années. En 1900, il y avait 870 lits d'accouchements, dont 441 pour femmes accouchées. Actuellement la Maternité a 393 lits, Tarnier, 212, Baudelocque, 188, Beaujon, 75. Saint-Antoine, 65, Lariboisière, 62, Tenon, 63,

1. Pares. *Considérations sur l'Assistance maternelle*. Thèse Paris, 1908.

Saint-Louis, 50, Boucicaut, 32, la Pitié, 21 (1). Il n'existe pas de circonscriptions hospitalières et les malades peuvent être admises, indistinctement, dans l'une ou l'autre de ces maternités. Cependant, le nombre des lits disponibles n'est pas encore assez élevé et à certaines époques de l'année, on est obligé d'ajouter des lits supplémentaires. Enfin ces maternités, sont inégalement réparties dans les différents quartiers. Si, certaines maternités, récemment installées, offrent tout le confort moderne et toutes les garanties hygiéniques désirables, il n'en n'est malheureusement pas de même, pour quelques-unes plus anciennes, dont les salles sont continuellement encombrées par des brancards, et où il n'y a pas le nombre d'infirmières voulues pour assurer le service dans de bonnes conditions.

Une maternité-type est celle de Baudelocque.

Elle comprend un pavillon central, avec deux salles de travail et de nombreuses petites salles. Les enfants sont soignés, comme dans les autres hôpitaux, par des nourrices qui les pèsent, les baignent et les allaitent même provisoirement, dans certains cas. Toutes les femmes doivent nourrir leur enfant, pendant la durée de leur séjour. La maternité comprend encore, un service de gynécologie, un service d'isolement avec des chambres absolument séparées du reste du service et ayant un personnel spécial. Le matériel très simple permet une facile désinfection.

Un parallèle instructif serait intéressant à établir, au

1. Billaudet. *Encombrement dans les hôpitaux de Paris*. Thèse Paris, 1908.

point de vue des résultats obtenus, entre ce service modèle de Baudelocque et les conditions déplorables dans lesquelles a fonctionné pendant trop longtemps la maternité de l'ancien Hôtel-Dieu. Ce service de la maternité de l'Hôtel-Dieu, fermé pendant vingt ans, fut réouvert le 1^{er} juin 1895 dans les vieux bâtiments annexes situés sur la rive gauche, rue de la Bucherie. Il fut organisé à la hâte, pour parer à des besoins pressants. Comme le signalait M. Champetier de Ribes, chef de service, la plus grande promiscuité régnait entre la salle de travail et le service d'isolement ; aussi demandait-il la modification ou la fermeture de cette maternité. Les suites de couches y étaient, en effet, plus fâcheuses qu'ailleurs et la mortalité plus élevée. La salle de travail ne contenait que trois lits et le service d'isolement était absolument insuffisant. Les locaux affectés aux services annexes, salles de consultation, logement du personnel, etc., étaient également défectueux et en très mauvais état (1). L'Hôtel-Dieu annexe a été démoli, mais il y a encore certaines maternités, installées dans des conditions presque aussi défectueuses. Une simple visite à la maternité de la Pitié, suffirait pour qu'on soit édifié à ce sujet. On assure, il est vrai, que la création d'un service modèle de la maternité est prévu et sera installé dans quelques mois, à la Nouvelle Pitié.

Aux maternités des hôpitaux, sont rattachées depuis 1882 un certain nombre de sages-femmes agréées qui reçoivent chez elles les femmes, au moment de leur accou-

1. Rapports de la Maternité de l'Hôtel-Dieu par Funck-Brentano.

chement. Chaque sage-femme a en moyenne six lits ; elle reçoit les malades que lui envoie l'hôpital et les garde pendant six jours. Elle touche à cet effet, une indemnité de 10 francs par accouchement et 6 francs par jour ; elle est soumise au contrôle administratif du directeur de l'hôpital et à la surveillance médicale de l'accoucheur de cet hôpital. Ces petites maternités, offrent de réels avantages, au point de vue du bien-être et de la tranquillité des parturientes, mais elles ont l'inconvénient de coûter fort cher. Elles ont été organisées, dans le but d'éviter l'encombrement des services hospitaliers et les dangers de la contagion. Ce service est destiné, semble-t-il, à disparaître au fur et à mesure de la construction de nouvelles maternités.

En province, il y a beaucoup à faire ; des maternités sont à organiser ou à créer dans bien des localités et, à part dans quelques grandes villes, les services d'accouchement sont installés plus mal que bien. Très souvent, ils ne comprennent qu'une seule salle, sans chambres de bains, sans services d'isolement. Presque partout, la majorité des accouchées est constituée par des filles-mères, qui restent le moins longtemps possible à l'hôpital et sortent souvent dès le huitième jour.

L'admission des femmes en couches dans les maternités est parfois facile, quand il s'agit de personnes domiciliées dans la localité, mais les parturientes, venues du dehors, n'y sont pas facilement acceptées.

Ailleurs, c'est le contraire qui se produit. Les femmes qui viennent des communes rurales, entrent au compte du service départemental, en vertu de l'article 8 de la loi

de 1893, tandis que l'on admet plus difficilement, celles qui se présentent en invoquant la loi de 1851.

Les répartitions des fonds provenant du pari mutuel, réservés aux œuvres de bienfaisance, ont servi à améliorer considérablement, les services d'accouchement. Mais il reste encore beaucoup à faire.

Certaines maternités sont très bien installées, par exemple à Nîmes, Mâcon, Brive, Autun, Cognac, la Rochelle, Montpellier, etc. (1) ; beaucoup d'autres n'ont subi aucune transformation, depuis un long temps.

A l'hospice de D... la même salle sert de dortoir pour les expectantes, de chambre de travail et de salle pour les accouchées.

A F..., dans la salle des expectantes, on trouve également des enfants assistés, âgés de moins de cinq ans, parfois des enfants malades, de la ville. Les expectantes, sont dans de très mauvaises conditions d'hygiène. La deuxième salle sert de chambre de travail et de dortoir pour les accouchées. Une troisième salle, il est vrai plus propre et mieux aérée, reste inutilisée.

A D... il n'existe aucune salle pour les expectantes.

A S... le service d'accouchement, ressemble à une ferme abandonnée, ce service est constitué par deux petites pièces au plafond très bas.

A M... la maternité est située au-dessus du service mortuaire.

1. La maternité de Montpellier est située tout à la fois à la campagne et à peu de distance de la ville et est desservie par les tramways suburbains. Elle comprend trois pavillons distincts et est très bien installée. Elle reçoit les femmes indigentes, de la ville et du département.

A C... il y a une superbe salle d'accouchements, mais elle n'est pas utilisable, car elle n'est pas chauffée.

A D... il y a deux salles, mais l'une reste vide et l'autre reçoit à la fois les expectantes et les accouchées (1).

A l'hôpital de Saint-Denis, il y avait seulement deux lits avant 1885, quatre lits en 1892, huit lits en 1899 plus deux lits de travail et cependant il y a eu 202 accouchements en 1904, on voit combien ces quelques lits sont insuffisants ; de plus cette maternité, comme beaucoup d'autres en province, n'a ni salle de bains, ni service d'isolement (2).

On peut citer, en parallèle, le nouvel hôpital de Honfleur, dont l'installation bien conçue, comprend trois lits et plusieurs chambres séparées, avec salle de bains et service d'isolement, le tout situé dans un pavillon bien spécial (3).

Un certain nombre d'asiles, ont attaché à leur service des médecins et des sages-femmes et peuvent ainsi conserver leurs pensionnaires, au moment de l'accouchement.

Ainsi, le Foyer Maternel, dans son asile de Villepinte ; l'Œuvre de Saint-Raphaël ; les Maternités Boucicaut, etc., etc.

Plusieurs maternités privées, sont également ouvertes aux femmes indigentes, dans le département de la Seine. L'hôpital Rostchild, 76, rue de Picpus, possède une salle

1. *J. off.*, p. 851 et 852, 2 août 1909. Rapport des services administratifs.

2. Renardet. *Maternité de l'hôpital de Saint-Denis*. Thèse Paris, 1905.

3. Elthavinoff. *L'hôpital de Honfleur à travers les âges*. Thèse Paris, 1904.

d'accouchements, où les parturientes sont reçues gratuitement.

La Maternité Sainte-Félicité (47, rue Saint-Rambert), œuvre locale des XIV^e et XV^e arrondissements, dispose de neuf lits pour femmes indigentes et mariées et leur donne à la sortie un secours et une layette.

La Maison de Convalescence, 3, rue Chauveau, à Neuilly-sur-Seine, a plusieurs lits avec berceaux pour les mères-nourrices protestantes qui y sont reçues gratuitement, pendant trois ou quatre semaines.

A ces maternités se rattachent, le Dispensaire-hôpital d'accouchements et la Maternité Ambroise-Paré, créés tout dernièrement, dans le quartier de Plaisance, à Paris-XIV^e 170 *bis* et 172, rue de Vanves, par le Foyer Maternel.

Entre les indigentes, à qui doivent être réservés les services d'accouchements des hôpitaux et les dames de la classe riche ou aisée, qui constituent la clientèle des accoucheurs et des sages-femmes, il est toute une catégorie de femmes, dont les ressources sont un peu trop restreintes pour qu'elles puissent recevoir, chez elles, tous les soins nécessaires et qui, d'autre part, pour diverses raisons qu'il est facile de concevoir, ne veulent pas et ne doivent pas aller à l'hôpital où, du reste, elles prendraient une place qui revient exclusivement à la classe pauvre. Femmes d'employés, de petits commerçants, institutrices, etc... trouvent un refuge approprié à leur condition, dans la petite maternité de la rue de Vanves, où moyennant une indemnité peu élevée, elles peuvent profiter d'une installation conçue suivant les données les plus récentes de l'hygiène, dans une atmosphère plus intime, plus familiale, plus discrète, que ne peut être le milieu de l'hôpital.

Les mutualités, les grands magasins, les industries, qui distribuent des primes de la maternité, seraient assurés, en envoyant les femmes à la Maternité Ambroise-Paré, que leurs secours seraient réellement efficaces, et leurs protégées trouveraient là des garanties suffisantes de sécurité physique, de bien-être matériel et de paix morale.

Pour bénéficier de l'hospitalisation, les femmes enceintes sont tenues, à partir de leur première visite, de se présenter une fois par mois, pendant les six premiers mois; tous les quinze jours, pendant les septième et huitième mois et chaque semaine, au cours du dernier mois.

Un pavillon isolé, dans le jardin, est réservé aux femmes enceintes. Celles qui sont encore valides, sont occupées aux soins et à la toilette des nouveau-nés; ce qui a le double avantage, de leur apprendre leur futur métier de mères et de leur faire connaître et aimer les enfants.

La Maternité, proprement dite, située au milieu d'un jardin, comprend la salle d'accouchements, les salles d'accouchées et les chambres d'isolement.

Les salles d'accouchées, sont au nombre de trois, deux de six lits, la troisième de quatre lits, séparés par des cloisons en bois.

Deux chambres d'isolement ont été ménagées dans un petit pavillon, qui possède une entrée particulière sur le jardin.

Toutes les pièces sont largement éclairées, bien aérées, et l'ameublement en est facile à nettoyer et à entretenir.

Une consultation de nourrissons est réservée, après leur sortie, aux enfants nés dans cette maternité modèle.

II

Accouchements à domicile

Les femmes de la classe ouvrière, ne viennent pas toujours accoucher dans les hôpitaux. Ainsi, celles qui ont un intérieur, désirent souvent ne pas le quitter. Beaucoup, déjà en famille, ne veulent pas abandonner leurs enfants et préfèrent, avec raison, rester près d'eux. D'autres ont peur de trouver, en rentrant, un ménage abandonné, elles craignent que le mari ne reprenne ses habitudes de garçon. Livré à lui-même, l'homme après son travail, rentre au logis vide où il ne trouve plus la table prête, l'ennui le gagne, il va au cabaret chercher des distractions, retrouver des amis, et contracte des habitudes d'intempérance. Quelquefois même le mari, laissé seul, peut être gagné par les tentations malsaines de la rue ou de l'atelier et remplacer sa femme par une nouvelle compagne. Les enfants, de leur côté, abandonnés ou confiés à des voisines, pendant que le père est à son travail, vagabonderont dans la rue et les fillettes seront exposées, loin de la protection maternelle, à toutes les promiscuités. D'autre part la mère de famille que la nécessité a contrainte à entrer à l'hôpital, à se séparer des siens, tourmentée par l'inquiétude, ne jouit pas du repos qu'il lui faudrait, n'attend pas son entier rétablissement et retourne à son foyer, dès que

cela lui est possible ; s'exposant ainsi à tous les accidents inhérents à la vie active, reprise trop vite après l'accouchement. Il en est enfin que leur éducation, des idées préconçues, des préjugés, éloignent de l'hôpital et qui préfèrent être plus malheureuses chez elle et rester entourées de tout ce qui leur est familier.

En thèse générale, il y a lieu de préférer l'assistance hospitalière à l'assistance à domicile.

Cependant ces considérations et bien d'autres qu'il serait trop long d'énumérer, ne sont pas négligeables. La femme mariée peut du reste à la rigueur, recevoir à son logis, si on lui prête assistance, les soins suffisants pour que son accouchement se fasse dans d'excellentes conditions, au point de vue médical. Il est souvent assez facile de procéder à une certaine asepsie et d'opérer dans de bonnes conditions, dans les ménages ouvriers ; exception faite pour les cas de dystocies ou autres situations pathologiques, pour lesquels l'hôpital seul, avec son matériel perfectionné et ses opérateurs, permettra certaines interventions.

Mais il ne s'agit pas seulement, lorsque l'accouchement a lieu au domicile de l'ouvrier, d'apporter aux accouchées les soins médicaux ; il faut faire en sorte que le ménage soit confié à une garde, de façon à permettre à la jeune mère de se reposer aussi longtemps qu'il sera nécessaire. L'assistance, dans ce cas, devra pourvoir à tout, être intelligente et discrète et se modifier suivant les besoins. A l'une, on donnera surtout l'aide matérielle, une autre, nécessitera seulement des secours médicaux, une troisième, aura particulièrement besoin de bons conseils et d'appuis

moraux. Il y a là évidemment, une œuvre très délicate que l'assistance privée, bien comprise, est seule susceptible de remplir.

Depuis 1894, le conseil municipal de Paris, accorde 100.000 francs de secours à domicile, ces secours sont surtout utiles aux femmes mariées, dont l'absence du logis est préjudiciable à l'existence matérielle et morale du ménage, malheureusement ils ne sont pas suffisants. Les femmes nécessiteuses peuvent demander, au bureau de bienfaisance de l'arrondissement, la gratuité de leur accouchement à domicile. Cette gratuité est accordée, après enquête faite par la délégation spéciale du bureau. Les bénéficiaires, peuvent choisir elles-mêmes leur sage-femme, sur la liste de celles qui sont domiciliées dans l'arrondissement. La sage-femme ainsi choisie, doit à partir de ce moment donner ses soins, jusqu'au quinzième jour après l'accouchement. Cette sage-femme, reçoit une indemnité de 15 francs pour l'accouchement et les suites de couches. En 1891, 11.805 accouchements ont été ainsi effectués gratuitement à domicile. Plusieurs fondations, comme la fondation Coutieur et la fondation Rubin, permettent de donner quelques secours aux accouchées.

La loi du 17 juillet 1893, sur l'assistance médicale gratuite, assimile les accouchées à des malades et leur assure les soins médicaux et les objets de pansement nécessaires. Les bureaux de bienfaisance, sont chargés de ce service, avec ou sans subvention de la commune. Dans beau-

coup de communes rurales, aucun secours n'est prévu. Heureusement de charitables voisines, viennent toujours en aide aux parturientes et si cette assistance primitive était médicalement surveillée, elle serait très souvent suffisante, au moment de l'accouchement.

Les secours médicaux sont, d'ailleurs, seuls prévus par la loi, aucune aide pécuniaire n'est obligatoire.

A Lille, en 1900, le bureau de bienfaisance a assisté 1583 femmes. Le service a été assuré par 38 sages-femmes à qui il a été alloué 6 francs par accouchement, à chaque accouchée il a été remis 3 francs. Les frais de ce service se sont montés à 14.519 francs.

A Méry-sur-Seine (Aube) il a été organisé, depuis quelques années, une armoire municipale avec draps, couches, layettes, pelisses et tous les objets nécessaires, pour que les naissances s'effectuent dans les conditions hygiéniques. L'armoire a servi à 67 femmes, depuis sa fondation.

Certaines sociétés de bienfaisance et d'assistance viennent en aide aux femmes au moment de leur accouchement.

Les Infirmières Mutualistes (5, rue Veronèse) procurent de bonnes gardes à leurs sociétaires malades et accouchées. Pour une modique cotisation de 2 francs par an, la société assure à ses membres les soins nécessaires au moment de l'accouchement et durant les jours suivants. Les infirmières sont payées par la société et viennent quelques heures par jour ; elles sont aidées par des sociétaires, recrutées parmi les anciennes malades, qui moyennant sa-

laire, viennent remplacer la mère dans son ménage. La société s'est constituée en mutualité, de façon à éviter les mendiants de profession. Des conditions spéciales sont accordées aux mutualistes qui, moyennant une légère cotisation de 0 fr. 50, peuvent faire inscrire leurs membres et éviter par suite bien des dépenses. La société vient également en aide, à un certain nombre d'extra-statutaires. Elle rend de très grands services et il serait à souhaiter, que beaucoup de mutualités y fassent inscrire leurs membres.

Comme on le verra, quand nous parlerons des mutualités, quelques sociétés de secours mutuels, accordent les soins médicaux à leurs membres et y ajoutent un léger secours, au moment de l'accouchement.

Certaines mutualités maternelles assurent également à leurs membres les secours médicaux et pharmaceutiques, de plus elles fournissent, parfois, aux adhérentes nécessiteuses, une garde qui donne chaque jour à la mère les soins réclamés par son état, soigne les jeunes enfants, veille à la propreté du logis, prépare la nourriture, en un mot remplace la mère, dans les soins de son ménage.

L'Assistance maternelle et gratuite de Plaisance (68, rue de Vercingétorix), vient en aide aux femmes, au moment de leurs couches. La société procède à la désinfection avant l'accouchement, fournit une sage-femme et procure le linge, les médicaments et les objets nécessaires ; en cas de complications, la femme est dirigée sur un hôpital. Cette société fournit également aux accouchées, des gardes

choisies parmi les femmes du peuple, auxquelles on a donné quelques leçons d'asepsie et d'hygiène. Ce ne sont pas précisément des gardes-malades, mais des ménagères qui, moyennant une faible rémunération, se sont mises à la disposition de l'œuvre pour donner les soins nécessaires à l'accouchée et au bébé et remplacer la mère dans ses diverses occupations. L'accouchée, tranquille au milieu des siens, n'a plus de raisons pour commettre l'imprudence de se remettre trop tôt à son travail de ménagère.

L'œuvre de Notre-Dame de l'Assistance (35, rue de Vaugirard), fondée par l'abbé de Missol vers 1860, fait soigner gratuitement les femmes indigentes en couches des XIV^e et XV^e arrondissements, par des sœurs de Notre-Dame qui s'occupent du ménage, soignent les enfants et distribuent des secours en nature.

L'Allaitement maternel fournit, dans certains cas, une sage-femme et prête des sacs qui contiennent tout ce qui est indispensable pour l'accouchement.

L'œuvre des femmes en couches (Bienfaisance israélite) secourt ses protégées admises à l'hôpital ou accouchant à domicile. Dans ce dernier cas, elles sont soignées par des sages-femmes et reçoivent même les objets de pansement nécessaires.

La Ligue Française des Mères de famille (6, rue-Olivier de Serres) vient en aide aux mères de famille, à leur domicile, au moment de leur accouchement. La société prête du linge (draps, serviettes, chemises, objets de panse-

ment, bassins, douches, et exceptionnellement des objets plus coûteux, tels que matelas d'eau, gouttière, etc. Elle envoie des infirmières diplômées, pour aider la sage-femme. Elle a dû adjoindre à ses deux services du début, des bons de premiers secours, qui sont donnés par les inspectrices dans les cas tout à fait urgents. Depuis octobre dernier, des layettes de bébés sont disposées dans les coffres des différents arrondissements. L'an dernier, 600 familles ont été ainsi secourues.

Depuis quelque temps les sociétés de secours aux blessés ont été sollicitées, de différents côtés, pour fournir des infirmières et des aides volontaires, aux femmes de la classe ouvrière, au moment de leur accouchement. Beaucoup de bonnes volontés trouveraient là une occasion de déployer utilement leur zèle et, tout en accomplissant un grand devoir de solidarité sociale, travailleraient d'une façon efficace à l'avenir de la patrie.

Enfin, il ne faut pas oublier que de nombreuses communautés religieuses, à Paris et en province, envoient des sœurs près des jeunes accouchées de la classe pauvre. Ces sœurs rendent de grands services ; nous nous bornerons à rendre ici un hommage général à leur dévouement, ces religieuses, par esprit de modestie, nous ayant demandé à taire leurs noms.

A Maule (Seine-et-Oise), l'Assistance des dames mauloises, fondée par le Dr Pecker, s'occupe tout spécialement de venir en aide aux mères de famille, au moment de leur

accouchement. Les Dames mauloises envoient à cet effet les objets de pansements et les antiseptiques nécessaires, un sac plein de linge, ainsi qu'une layette complète. Des gardes-malades volontaires, sœurs de la maternité, viennent donner leurs soins aux accouchées. En dehors des membres actifs de bonne volonté, des gardes-malades payées, remplacent, dans le ménage, la mère alitée. Ces ambulancières maternelles rendent de très grands services, grâce à elles, le jour de la naissance de l'enfant n'est pas un jour de tristesse et d'inquiétude mais un jour de bonheur sans nuages. Les Dames mauloises donnent également un secours pécuniaire, dont la totalité se monte à 65 francs dont 15 francs pendant la grossesse, 20 francs au moment de l'accouchement, 30 francs après ; de plus elles assurent les soins médicaux, remplacent la mère dans son ménage et réconfortent son moral par d'affectueux conseils. Cette association essentiellement philanthropique, fondée dans une petite localité, peut servir de type ; et il serait à souhaiter que des sociétés semblables, dues à l'initiative privée, soient créées un peu partout.

D'autres œuvres ont été organisées dans le même but, l'Assistance maternelle de Longwy, l'Assistance maternelle à domicile de Saint-Rambert, la Solidarité des mères françaises de l'Isle-Adam, l'Assistance de Fabrègues (Hérault). A Briey, l'Association des dames de Briey, constitue une œuvre véritablement utile et méritoire et depuis sa fondation le nombre des naissances a augmenté dans de notables proportions (1).

1. Leyboff. *Hygiène de la grossesse*. Thèse, Paris, 1905.

Au Havre, l'Œuvre maternelle, fondée en 1898, vient en aide aux femmes en couches, qui ont déjà au moins trois enfants. Cette aide n'est apportée qu'au moment de l'accouchement. Dès les premières douleurs, la femme fait prévenir la garde-malade qui lui a été désignée et celle-ci accourt avec un sac de linge et tout ce qui est nécessaire pour les soins à donner. La femme en couches a auprès d'elle une auxiliaire qui, au moins pendant dix jours, lui donne les soins nécessaires, la remplace à son foyer, s'occupant de ses enfants et de la propreté du logis. Les membres de la société viennent visiter la famille et lui apporter les secours dont elle peut avoir besoin. Inutile de dire que dans ces conditions, presque toutes les mères nourrissent leurs enfants. Le budget annuel de cette œuvre qui vient en aide à 350 femmes par an est de 13.000 francs, 2.720 femmes en couches ont été ainsi secourues depuis le début de la société (1).

A Belfort, un service analogue existe, entretenu personnellement par une dame charitable.

A Remiremont, l'Œuvre du lait maternel, met à la disposition des sages-femmes le matériel nécessaire pour donner des soins aux accouchées.

Enfin la Société de la charité maternelle de Reims, prête du linge et des draps, qui doivent être rendus quinze jours après l'accouchement, la sage-femme est payée par la société.

1. Communication du Dr du Fasquier, médecin des hôpitaux du Havre au Congrès national d'assistance de Reims (22 avril 1908).

Le département de l'Oise, a inscrit à son budget départemental un crédit de 3.000 francs sous la rubrique « trousseau maternel » afin de subventionner les communes et les œuvres qui distribuent des secours au moment des couches.

Le département de Seine-et-Marne a voté également des secours spéciaux, pour les femmes accouchées à domicile.

CHAPITRE III

APRÈS L'ACCOUCHEMENT

I

Repos après l'accouchement

Nécessité et durée.

Après l'accouchement, le repos est nécessaire, il s'impose; les accoucheurs sont unanimes à le reconnaître. D'une part, l'accouchement, même physiologique, retentit sur la santé générale de la mère; d'autre part, d'après les constatations anatomiques de Varnier, l'utérus n'a repris ses dimensions qu'à la fin de la troisième semaine. Il y a donc nécessité d'un repos absolu, pendant une période plus ou moins prolongée.

En France, d'après une coutume fort ancienne, nombre d'accouchées se lèvent au neuvième jour. Et cependant, le neuvième jour des suites de couches, même quand tout s'est passé d'une façon normale, le mouvement de régression de l'utérus n'est pas achevé. A ce moment, l'utérus est encore volumineux, pesant, gênant et susceptible de s'infecter; la muqueuse utérine n'est pas encore reconstituée.

Il est, au contraire, utile et désirable, que la jeune mère puisse attendre jusqu'à la fin de la troisième semaine ; alors que l'utérus est revenu à son état normal, que la muqueuse paraît reconstituée ; avant de reprendre ses occupations journalières. A ces avantages, il convient d'ajouter celui d'avoir laissé passer l'époque pendant laquelle apparaissent, le plus souvent, les accidents de la phlébite et de l'embolie. Ce repos, de trois semaines au moins, sera indispensable aux femmes qui ont présenté des élévations de température, même légères, et surtout une fréquence persistante du pouls.

Il est avantageux, pour une femme accouchée, de garder le lit et la position horizontale, quinze et même vingt jours.

Il suffit, pour justifier cette précaution, de se rappeler la lenteur avec laquelle l'utérus revient sur lui-même, dans un certain nombre de cas. Sans doute, les femmes de la campagne, très souvent ne prennent pas les précautions que nous venons d'indiquer ; mais si elles ne paient pas toujours de leur vie les imprudences qu'elles commettent ainsi, il n'en est pas moins vrai, qu'elles contractent assez souvent de ce fait, malgré leur vigoureuse constitution, des infirmités qui les tourmentent pendant de longues années et les gênent dans l'accomplissement de leurs travaux (1).

Ce n'est, en moyenne, que du dix-huitième au vingtième jour, lorsque la femme ne perd plus de sang, que l'utérus est redevenu organe pelvien, que la femme peut se lever sans

1. Tarnier et Budin. *Traité d'accouchement*, t. I. *Pathologie de la grossesse*, p. 799.

grands inconvénients ; vers le vingt-huitième jour, on peut l'autoriser à sortir et à reprendre ses occupations (1).

Normalement, la femme ne doit reprendre son travail que cinq ou six semaines après son accouchement, alors, que l'utérus est revenu sur lui-même ; quant aux exercices fatigants, ils ne doivent être repris, que trois mois après l'accouchement (2).

Dans une consultation, demandée par le Dr Napias et signée par Budin, le professeur Pinard, Maygrier et Porak, il est dit que : « la femme ne doit se lever que quand l'utérus est redevenu organe pelvien, du quinzième au vingtième jour, et qu'elle ne doit pas sortir avant la fin de la quatrième ou cinquième semaine » (3).

La femme accouchée est une blessée, ou plutôt une convalescente, qui a besoin de soins ; aussi les sociologues affirment-ils, comme les médecins, que le repos pendant les premières semaines, est d'une nécessité primordiale (4).

Ce repos est, d'ailleurs, généralement observé par les riches, c'est-à-dire par les femmes souvent inoccupées, ou dont les occupations demandent peu d'efforts ; mais n'est-il pas aussi utile, n'est-il pas même beaucoup plus nécessaire, aux femmes du peuple, aux ouvrières surmenées parfois jusqu'à la veille de l'accouchement, fatiguées, épuisées ;

1. Ribemont-Dessaignes et Lepage. *Précis d'obstétrique*, p. 147.

2. Pozzi. *Manuel pratique et théorique d'accouchement*, p. 189.

3. Napias. « Note sur un point d'hygiène et d'assistance intéressant les nouvelles accouchées et les enfants du premier âge. » Extrait de la *Revue d'Hygiène*.

4. Strauss. Congrès des assurances sociales à Rome.

déjà moins susceptibles, par conséquent, d'un prompt rétablissement, moins aptes que les premières à quitter leur lit, et cependant obligées de se lever pour reprendre immédiatement un labeur journalier pénible et, comme conséquences, devenir trop souvent des estropiées ou des invalides.

Si le repos est absolument nécessaire à l'ouvrière, il serait désirable que, toutes les fois que des secours publics ou privés doivent lui être distribués, ces secours soient assez élevés, pour permettre à la femme de garder le repos qu'on pourrait, dans ce cas, rendre obligatoire. On éviterait ainsi de longues et pénibles maladies ; les patrons auraient dans la suite des employées plus valides et plus fortes ; quant à l'assistance publique, elle aurait évidemment grand avantage, à assurer le repos obligatoire, par des secours largement distribués ; elle délesterait ainsi son budget, des lourdes charges causées par les multiples et longs accidents, provenant d'un lever forcé, trop prématuré.

Déjà ce repos obligatoire est organisé, d'une façon sérieuse dans les mutualités maternelles ; aussi les industriels, les œuvres d'assistance, les pouvoirs publics, auraient-ils grand intérêt à distribuer leurs secours, en passant par leur intermédiaire.

Quant à la durée du repos, si l'on s'en rapporte au Congrès de Berlin, elle devra être de quatre semaines. Déjà le Lévitique, dans son chapitre XII, disait : « La femme accouchée d'un enfant, gardera la maison pendant quarante jours. »

La Société d'Obstétrique, chargée d'examiner la proposi-

lion Brousse et Dron sur le repos des femmes enceintes, après l'accouchement ; a adopté, dans sa séance du 3 avril 1891, la conclusion suivante : « La Société obstétricale déclare, à l'unanimité, qu'il est dangereux pour une femme de reprendre son travail, avant un délai minimum de quatre semaines après l'accouchement (1). »

M^{me} Bernson était d'avis, que deux mois de repos étaient nécessaires (2).

Il est certain que la femme, devra garder un repos effectif minimum d'au moins quatre semaines, que dans certains cas il y aura lieu d'étendre à six semaines et plus.

D'après l'enquête faite par le Dr Napias, dans les hôpitaux de Paris et des grandes villes, les trois cinquièmes de l'ensemble des sorties, se font du septième au onzième jour et ces sorties prématurées ont lieu, dans les villes industrielles et principalement par les filles-mères (3).

Dans sa communication, à la Société d'Hygiène professionnelle et de Médecine publique en 1890, le professeur Pinard s'exprime ainsi : « Sur 495 femmes accouchées dans mon service, presque toutes l'ont quitté avant le douzième jour et cependant je n'en ai renvoyé aucune. Malgré tout, elles ont voulu partir. J'ai demandé à toutes ces femmes pourquoi elles partaient ; certainement je n'ai

1. Ch. des députés. Doc. parl., n° 2027. *J. off.* du 26 juillet 1892.

2. M^{me} Bernson. *Nécessité d'une protection de la femme ouvrière avant et après ses couches*. Thèse Lille, 1899.

3. Communication à la Société d'Hygiène professionnelle et de Médecine publique annexée au rapport de M. Dron. Loi de 1892 sur le travail des femmes.

pas toujours su la vérité, mais on m'accordera bien que sur ces 495 réponses, toutes ne sont pas fausses et que beaucoup de ces femmes n'avaient pas intérêt à mentir. Or 130 sont sorties, pour reprendre leur travail, 41 par crainte de perdre leur place, et 89 pour payer le mois de nourrice de leur enfant ; 401 pour aller reprendre et soigner leurs enfants, ces derniers étaient en garde ou soignés par le mari, 9 pour reprendre leur enfant, 26 pour aller au Vésinet... Enlevez à ces femmes la préoccupation du lendemain, bien plus encore pour leur enfant que pour elles-mêmes, et alors seulement elles resteront, après leur accouchement, le temps nécessaire à leur complet rétablissement. »

Sortie souvent le neuvième jour, la femme en effet est obligée presque aussitôt, si elle est chargée de famille, de retourner au travail ; si elle est veuve ou seule, cette rentrée à l'atelier ou au magasin, sera presque toujours immédiatement obligatoire : il lui faut vivre. Par conséquent, s'il est question d'imposer à ces femmes, l'obligation d'un repos, faut-il leur procurer en même temps, les ressources nécessaires pour leur permettre d'observer ce repos.

Chez beaucoup d'ouvrières, c'est encore moins la nécessité immédiate du salaire, que la peur de perdre leur place qui les fait retourner au travail, avant le temps voulu pour la conservation de leur santé.

M. de Mun a rapporté à la Chambre des députés, le 8 juillet 1880, le cas suivant :

« Une femme du monde, en visitant à Paris les familles ouvrières signalées à sa bienfaisance, soigna tout récemment une femme, accouchée le matin, dans de terribles

souffrances et dans des conditions qui avaient mis sa vie en danger. Comme elle s'informait de ses ressources et du temps de repos que lui laisserait son travail, pour réparer ses forces, elle apprit que la jeune accouchée était employée chez une fleuriste en renom, et qu'elle devait y retourner le lendemain, sous peine d'être renvoyée. Ne pouvant croire à une exigence si cruelle, la dame charitable se rendit au magasin, où d'ailleurs elle se fournissait parfois ; elle dit quelle était exactement la situation de la malade et demanda avec de vives instances, qu'un délai plus humain lui fût accordé. Mais on lui répondit ; qu'on ne voulait pas savoir si elle accouchait, ou si elle n'accouchait pas ! Que la jeune vendeuse plaisait à la clientèle par sa figure agréable, qu'elle faisait faire ainsi de bonnes affaires et qu'on ne pouvait se passer de ses services, à moins qu'elle ne fût aussitôt remplacée. »

Et ce n'est malheureusement pas là un cas isolé. Souvent, en visitant des familles ouvrières, des faits semblables sont relatés ; l'interrogatoire des accouchées dans les maternités, permet de se convaincre très facilement, que la menace de la perte du travail est, pour la plupart, un très grand tourment et qu'elles désirent s'en aller, le plus tôt possible, pour retrouver leur place à leur magasin ou à leur atelier.

Aussi est-il à souhaiter, que la loi Engerand soit définitivement votée, le plus tôt possible (1).

1. La loi française du 10 juillet 1901 garantit leur travail et leur emploi aux réservistes appelés à faire leur période d'instruction militaire. (*Journ. off.* du 10 juillet 1901.)

Du fait du travail à l'usine, la femme ne peut pas chômer ; il y a là un vice dans notre organisation industrielle, qui fait de l'être humain, une machine sans pensée qui ne doit pas s'arrêter, et qui tue chez la femme, la maternité. De sorte que l'enfant, au lieu d'être une joie pour la mère, devient une cause de misère et de déchéance. L'enfant, dans ces circonstances, c'est le pain qui manque à la maison et souvent le dénuement complet, la place prise à l'atelier et la misère, pendant une convalescence pénible.

Il n'est pas inutile de rappeler, à ce propos, le jugement du tribunal de commerce de Calais, qui a condamné un industriel pour avoir renvoyé une ouvrière, momentanément absente, à cause de ses couches (1).

La 7^e Chambre vient récemment, juin 1909, de rendre un arrêt très intéressant en cette matière. Une employée de commerce, avait dû abandonner son emploi, pour faire ses couches ; lorsqu'elle voulut reprendre sa fonction, elle trouva sa place prise, il lui fut seulement accordé une indemnité de congédiement.

La 7^e Chambre, jugeant sur un appel d'une décision du tribunal des prud'hommes, a donné gain de cause à l'employée et lui a accordé des dommages-intérêts pour cause de renvoi arbitraire.

Les patrons, qui emploient des personnes mariées, dit en substance le jugement de la 7^e Chambre, doivent s'attendre à ce qu'elles deviennent mères ; ils ne sauraient donc être autorisés à les renvoyer, par suite d'une absence motivée par un accouchement, sans être tenus de les indem-

1. *Démocratie chrétienne*, 8 décembre 1905, p. 506.

niser, pour le préjudice immérité qui leur est ainsi causé.

A ce point de vue, les Liges sociales d'acheteurs, peuvent exercer une très heureuse influence.

Quant à la fille-mère, à sa sortie prématurée de l'asile où elle se sera réfugiée quelquefois le plus tard possible ; elle se trouvera seule, sans appui, un enfant dans les bras. Affaiblie moralement et physiquement, elle abandonnera le plus souvent son nouveau-né à l'Assistance publique et trainera une existence des plus lamentables. Si, cependant, elle veut élever son enfant, elle se trouvera dans la nécessité, pour payer le mois de nourrice, de chercher et de prendre immédiatement une situation bien payée, mais par là-même trop pénible pour son état de faiblesse.

Enfin, il est des ouvrières, qui s'empressent de rentrer aussitôt après leurs couches à l'atelier et s'en font une sorte de gloriole ; celles-là ne peuvent vivre dans leur intérieur ; elles désirent à tous prix retourner dans un milieu qui les annihile, au point de leur faire oublier complètement leur rôle de femme et de mère. Un repos obligatoire, leur montrera peut-être quel est leur devoir et ne peut en tout cas que leur être utile.

Le repos, après les couches, n'est pas seulement utile à la santé de la mère, il est la sauvegarde de la vie de son enfant.

Avec le repos de quatre semaines, c'est la santé du nouveau-né plus surveillée, le départ à la campagne retardé et bien souvent l'allaitement artificiel écarté. La femme vivant plus longtemps au contact de son enfant, s'y attachera davantage et elle sera plus portée à le nourrir elle-

même. La mortalité, si élevée jusqu'à présent dans le premier mois, pourra être ainsi, en partie tout au moins, diminuée, comme on l'a constaté déjà dans les cantons de Suisse, où existe le repos obligatoire de quatre semaines (1).

Le repos obligatoire, n'est pas seulement nécessaire à la santé de la mère et de l'enfant ; son influence est également utile au point de vue moral ; grâce à lui, bien des femmes comprendront mieux leur devoir, elles deviendront très souvent de meilleures mères.

1. Cette influence du repos sur l'enfant sera étudiée au chapitre de l'allaitement.

Secours

Asiles de l'Assistance publique. — Secours des grandes administrations de l'Etat, des grandes compagnies, des grands magasins et des industriels. — Asiles de l'Assistance privée. — Œuvres d'assistance.

Ainsi, le repos après l'accouchement, est absolument nécessaire à la femme qui vit de son travail. Ce repos doit être accompagné d'une indemnité suffisante, se rapprochant de son salaire intégral, et être contrôlé, comme nous avons essayé de le démontrer. Il nous reste à examiner maintenant quels sont, à l'heure actuelle, les secours apportés par l'Assistance publique et privée, par les industriels et par les administrations de l'Etat. Nous verrons ensuite ce qu'ont fait les mutualités maternelles, pour le repos après l'accouchement, et les dispositions législatives qu'il serait utile de prendre.

Dans les maternités, lorsqu'il n'y a aucune complication, les femmes sortent d'ordinaire vers le neuvième jour. A leur sortie, à Paris du moins, elles peuvent bénéficier des légers secours qui sont accordés par les directeurs : en moyenne 15 francs, ainsi que des maillots et des layettes.

Il y a bien encore, en province, certains règlements archaïques stipulant que « la femme ne pourra séjourner plus de dix jours à la maternité, à moins de circonstances spéciales » ; d'autre part, l'encombrement de certains services tend, quelquefois, à abréger irrégulièrement le séjour à l'hôpital, mais, en général, les règlements hospitaliers n'interdisent plus le repos plus ou moins prolongé des hospitalisées, après leurs couches.

La plupart du temps, la responsabilité des départs prématurés, incombe tout entière aux intéressées elles-mêmes, qui demandent à sortir le plus tôt possible de la maternité.

A Paris, les femmes peuvent également être admises à se reposer à l'Asile Ledru-Rollin (à Fontenay-aux-Roses). Cet asile fut organisé, le 10 juillet 1890, dans la maison de campagne léguée, dans ce but, par Marc Ledru-Rollin ; il fonctionne depuis le 4 août 1892 et dépend de la préfecture de la Seine. Une mauvaise voiture vient prendre, deux fois par semaine, des accouchées aux maternités, pour les conduire à cet asile. L'asile est très bien situé dans un superbe parc, sur une hauteur ; il comprend un beau pavillon à un étage, avec galeries, et compte quatre dortoirs bien installés, en tout cinquante lits et cinquante berceaux. Les femmes qui arrivent à l'asile sont en général très fatiguées ; elles peuvent y rester quinze jours et parfois plus, suivant leur désir ; mais la plupart du temps, les cinquante lits ne sont pas occupés, les convalescentes restent à peine quinze jours, car elles ont peine à se

soumettre à la discipline, qui règle d'une façon très hygiénique, la nourriture et les soins à donner aux enfants. L'Asile Ledru-Rollin est, en effet, une école de puériculture, mais certains articles du règlement sont un peu rigoureux ; ainsi, les femmes sont obligées de se lever à 7 heures du matin et restent inoccupées une partie de la journée, mais ne peuvent pas se coucher.

Tel qu'il est, l'asile n'en rend pas moins de très grands services. Il a reçu en 1900, 929 femmes avec 751 enfants ; en 1903, 1.137 femmes avec 929 enfants ; en 1908, 629 femmes avec 536 enfants.

Malheureusement, le budget est assez élevé (50.000 fr.), l'entretien de chaque femme revient à 5 francs par jour, dont 1 fr. 25 seulement, pour la nourriture et le logement.

La directrice s'efforce de trouver des places à ces pauvres femmes, quand elles sortent de l'asile ; elle a réussi à placer 262 femmes en 1900.

L'Asile du Vésinet, admet un certain nombre de femmes nouvellement accouchées, qui peuvent y séjourner vingt et un jours ; de 1873 à 1891, il a ainsi reçu 12.000 femmes. En 1901, sur 5.429 réceptions, il y a eu 670 femmes nourrissant elles-mêmes leur enfant.

M^{me} Arcessus a laissé, en 1890, un titre de rente de 317 francs, pour être distribués aux femmes les plus dignes d'intérêt, qui sortent de l'Asile Michelet.

L'assistance publique, en France, n'assure à domicile, aux femmes en couches, que les soins médicaux ; elle ne

leur fournit, obligatoirement, aucun secours pour leur permettre de garder le repos, avant et après l'accouchement (1).

Les secours accordés par les bureaux de bienfaisance, sont le plus souvent infimes et absolument insuffisants.

Ces secours, varient avec les localités et n'existent pas partout.

A Paris, les bureaux de bienfaisance, viennent en aide aux mères de famille reconnues nécessiteuses, après enquête, au moyen de secours une fois donnés, dans les huit ou quinze jours qui suivent l'accouchement. Ils accordent également des secours de mère nourrice, au ménages réguliers ou non, (généralement à partir du troisième enfant) qui consistent en des allocations mensuelles 10, 15 et 20 francs, continuées jusqu'au dixième ou douzième mois du nouveau-né.

A ces allocations, dont l'insuffisance a été reconnue, viennent s'ajouter celles qui sont distribuées à l'aide d'une subvention municipale, sous le nom de « secours d'allaitement » et dont le montant s'élève à 217.600 francs. Ces secours d'allaitement, sont également délivrés aux ménages réguliers ou irréguliers, par allocations mensuelles de 10, 15 et 20 francs et par opposition à ceux que délivre l'administration centrale (service des enfants secourus) aux filles-mères délaissées, aux femmes veuves, etc.

Les revenus provenant de la fondation Bettina de Rothschild, faite en 1882 par M. J. de Rothschild, permettent de

1. Goiraud. *De la protection et de l'assistance légale des femmes salariées avant et après l'accouchement*. Thèse Paris, 1906.

distribuer, chaque année, pour 36.000 francs de secours de 10 à 50 francs, aux accouchées nécessiteuses des hôpitaux de Paris, inscrites au bureau de bienfaisance, quels que soient leur religion, leur état civil et leur situation sociale.

Dans les grandes villes qui ont inscrit cette dépense à leur budget, les sommes affectées aux secours à distribuer aux accouchées, sont absolument dérisoires. Quelquefois même, elles sont nulles. C'est ainsi qu'à Lyon, nous écrit-on du bureau de bienfaisance, il n'y a aucun secours spécial, en faveur des femmes enceintes ou accouchées ; enfin dans les campagnes, ces secours n'existent pour ainsi dire pas.

A noter toutefois la tentative du D^r Morel, maire de Villiers-le-Duc (Côte-d'Or). Toute accouchée assistée reçoit, pendant dix jours, une indemnité de 1 franc, à condition de garder le repos.

Certains départements interviennent également, directement ou indirectement. Ainsi, le conseil général de Seine-et-Oise, a inscrit à son budget départemental, depuis 1900, une somme destinée à venir en aide aux sociétés, prenant à leur charge, une partie des frais occasionnés par l'accouchement.

En 1906, 326 mères ont reçu 4.800 francs, soit une moyenne de 15 francs par accouchée.

Plusieurs administrations, donnent également des indemnités spéciales, qui permettent aux jeunes mères de garder le repos.

Ainsi en 1900, M. de Lanessan, ministre de la Marine

et médecin, institua un repos de la maternité de vingt et un jours, payé intégralement à toute ouvrière des arsenaux.

Une gratification de 50 francs est concédée à toutes les ouvrières toutefois qu'elles accouchent après 7 mois de gestation (1).

Dans les autres ministères et sous l'influence de M. Millerand, ministre du Commerce, le repos de maternité de trente-cinq jours, avec paiement intégral de leur salaire, fut accordé de droit à toutes les femmes, et cela sans confusion avec les quatre-vingt-dix jours de maladie, pendant lesquels, tous les ouvriers des deux sexes, ont droit à leur solde entière.

Par une circulaire du 15 janvier 1903, les dames employées à l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones, ont droit à un congé de maternité de trente-cinq jours, à partir du jour de l'accouchement, avec intégralité de traitement pendant cette période et sans que le congé puisse être imputé sur le congé annuel.

A Paris, les infirmières de l'Assistance publique, ne peuvent reprendre leurs fonctions que vingt et un jours après l'accouchement et reçoivent, pendant cette interruption, le montant de leur traitement intégral.

Celles qui, après ce repos, se trouvent dans l'incapacité physique de prendre leur service, sont considérées comme malades ordinaires et reçoivent, comme telles, leur traitement intégral pendant une période de trois mois, y com-

1. Ministère de la Marine. Lettre du sous-secrétaire d'Etat du 11 septembre 1909.

pris le repos accordé pour l'accouchement ; et la moitié du traitement pendant les trois mois suivants.

Elles peuvent en outre, lorsque leur situation est nécessaire, obtenir l'allocation d'un secours une fois donné, sur un crédit spécial « secours à des agents en fonctions » et être signalées aux services des enfants secourus (1).

Dans les manufactures d'allumettes et de tabacs, l'ouvrière touche, au moment de ses couches, une indemnité de 30 francs. Après ses couches, elle reste au repos pendant un mois, à moins qu'elle ne produise, avant ce délai, un certificat médical constatant qu'elle peut, sans inconvénient pour sa santé, reprendre son travail à la manufacture.

Pendant ce chômage, elle est considérée comme malade et a droit à l'indemnité journalière d'assistance (1 fr. 40 à Paris, 1 franc en province) et dans ce cas toujours à plein tarif, quelles qu'aient été ses absences pendant les douze mois antérieurs.

L'ouvrière, qui nourrit elle-même son enfant, touche une prime mensuelle de 10 francs, pendant les quatre mois qui suivent les naissances (2).

L'administration de la Guerre, accorde aux ouvrières faisant partie du personnel civil d'exploitation des établissements militaires, un secours de 50 francs, lors de leur accouchement survenu au bout de sept mois au moins de grossesse, que l'enfant arrive vivant ou non. En cas d'accouchement gémellaire, le secours est doublé.

1. Lettre du secrétaire général, 7 septembre 1909.

2. Lettre du ministère des Finances. Direction générale des manufactures de l'Etat, 2 septembre 1909.

En outre, les accouchements sont assimilés aux maladies et par suite, les ouvrières commissionnées ou auxiliaires, reçoivent, pendant leurs couches, les mêmes allocations que pendant les maladies proprement dites : (salaire moyen pendant six mois au plus et dont le taux est égal à la moitié du salaire pendant trois mois, et au quart pendant les trois mois suivants). Elles ont également droit, aux soins du médecin et de la sage-femme, à titre gratuit, ainsi qu'à la fourniture des médicaments.

Les ouvrières, qui désirent nourrir leur enfant au sein, peuvent obtenir un congé de trois mois, avec salaire renouvelable jusqu'au sevrage de l'enfant ; celles qui placent leur enfant dans des crèches ou des asiles maternels, bénéficient des plus larges tolérances pour les heures d'arrivée aux ateliers.

Deux crèches ont été ouvertes à Toulouse, sur l'initiative de l'administration militaire et la question de l'organisation des crèches, dans les établissements militaires, est actuellement à l'étude. Mais, étant donné que cette question intéresse tous les départements ministériels occupant des ouvrières, elle est subordonnée à la solution qu'adoptera le gouvernement, sur les propositions qui lui ont été soumises par la commission interministérielle, chargée de l'examen comparatif de la situation des ouvriers de l'Etat relevant des divers ministères (1).

1. Renseignements envoyés par le sous-secrétaire d'Etat à la Guerre. — Direction du contentieux et de la justice militaire. — Questions ouvrières. — Lettre du 27 août 1909.

Au cours de la discussion du budget, le 27 octobre 1908, la Chambre, sur l'initiative de M. Engerand, a voté le projet de résolution suivant :

« La Chambre invite le gouvernement, à prévoir au budget de 1910, les crédits suffisants pour porter à un chiffre égal à leur salaire moyen, le taux de l'indemnité journalière accordée aux ouvrières des manufactures de l'Etat, pendant leurs couches. »

Certaines grandes compagnies, donnent également des secours après l'accouchement ; ainsi, depuis janvier 1906, la Compagnie des chemins de fer de l'Est, accorde aux femmes de ses agents et employés, dont le traitement ne dépasse pas 2.000 francs, une prime de 50 francs d'accouchement, qui est versée dans les trois mois qui suivent la naissance de l'enfant.

Aux femmes employées, dont le traitement ne dépasse pas 2.000 francs, la même allocation est accordée ; elles ont droit aux soins médicaux et leur traitement est payé intégralement (1).

La Compagnie des chemins de fer d'Orléans accorde un congé de six semaines avec salaire payé intégralement.

A la Compagnie P.-L.-M., aucun secours n'est prévu, mais une allocation est volontiers donnée aux agents, lorsqu'ils en ont besoin (2).

1. Renseignements donnés par la Compagnie des chemins de fer de l'Est.

2. Renseignements donnés par la Compagnie P.-L.-M.

La Compagnie du chemin de fer métropolitain de Paris, fait bénéficier les receveuses et autres femmes employées de la compagnie, des soins médicaux et pharmaceutiques gratuits ; cette mesure est du reste imposée par la convention de concession. Pour l'accouchement, trois sages-femmes attachées au service médical de la compagnie, assistent les femmes et leur donnent gratuitement tous les soins nécessités par leur état. La femme employée, malade des suites de couches, a les soins assurés et le salaire payé, jusqu'à complète guérison et au besoin pendant une année.

De plus, l'ordre du jour n° 32 du 8 juin 1903, accorde une allocation de 25 francs, au moment de ses couches, à toute femme dont le mari est employé à la compagnie et dont le salaire fixe est inférieur à 2.400 francs (1).

Au Bon Marché, toute employée accouchée, touche une indemnité de 100 francs et sa place lui est réservée pendant son absence ; c'est ainsi que les mères peuvent quitter, pendant un an, le magasin, pour élever leurs enfants. L'allocation est de 60 francs pour les ouvrières (2).

Aux Grands Magasins du Louvre, les employées ont droit à un repos rémunéré pendant six semaines, laps de temps considéré comme suffisant par les autorités médicales.

1. Renseignements envoyés par la Compagnie du chemin de fer métropolitain.

2. Renseignements communiqués par les G. M. du Bon Marché.

La direction du Louvre se préoccupe, en effet, de l'intéressant problème de la maternité et donne ainsi une marque de sa sollicitude, pour le développement de l'esprit de amille.

L'allocation octroyée, est au moins égale au montant du traitement, de sorte que les employées les moins rémunérées peuvent, pendant cette période de repos, améliorer leurs conditions d'existence.

Cette mesure a été prise en octobre 1892.

L'ordre du service du 26 octobre 1892, porte en effet que les femmes mariées, ouvrières ou auxiliaires, ayant plus d'une année de présence continue dans la maison, obligées d'interrompre le travail pour accoucher, recevront une allocation de 75 francs, à condition d'être restées six semaines au repos.

Les employées titulaires qui reçoivent leurs appointements fixes dans les mêmes conditions, pour la même période de six semaines, toucheront une allocation qui ne sera pas inférieure à 75 francs, dans le cas où leurs appointements fixes n'atteindraient pas cette somme.

Les sommes distribuées jusqu'à ce jour, s'élèvent pour 484 accouchements, à 44.161 francs. En 1906, 2,000 francs ont été ainsi alloués, représentant le montant de 20 allocations, ce qui fait une moyenne de 100 francs par allocation (1).

Les Grands Magasins des Galeries Lafayette, accordent à leurs employées en couches, un congé de trois mois et un

1. Renseignements communiqués par la Société des Grands Magasins du Louvre.

secours de 100 francs par mois, pendant cette durée. Si la situation est particulièrement intéressante, la durée du congé et l'importance du secours sont augmentés.

En plus, la caisse de secours, fait un don de 50 francs au moins aux employées, au moment de l'accouchement ; elle accorde également ce secours de 50 francs aux employés dont les femmes, même non employées dans les magasins, sont en couches. Ce secours supplémentaire, est porté à 100 francs, lorsque le mari et la femme sont employés dans la maison (1).

Les Grands Magasins du Printemps, accordent une allocation de couches de 200 francs, aux employées qui sont dans la maison depuis un an au moins et dont les émoluments annuels ne dépassent pas 3.000 francs (2).

Aux établissements J. Thiriez père et fils, à Lille et à Loos, les femmes accouchées reçoivent, pendant six semaines, les mêmes secours que si elles étaient malades. Ces secours varient suivant l'ancienneté, de 0 fr. 60 à 4 fr. 20 par jour. Dans leur intérêt et dans celui de leur enfant, il ne leur est pas permis de reprendre le travail avant six semaines. Sur leur demande, elles peuvent rester chez elles pendant six semaines encore, mais elles ne touchent plus l'indemnité de maladie. A l'âge de trois mois, les enfants sont admis à la crèche de l'établissement, où les mères peuvent les allaiter plusieurs fois par jour.

1. Renseignements envoyés par les Grands Magasins des galeries Lafayette.

2. Renseignements envoyés par les Grands Magasins du Printemps.

Si, après les six semaines qui suivent leur accouchement, les ouvrières sont malades, les secours leur sont continués sur le vu d'un certificat médical.

Enfin, si la maladie se prolonge, les camarades d'atelier peuvent être autorisés à faire une collecte, pour venir en aide à leur compagne.

Pour encourager cette bonne camaraderie, l'établissement double la somme (1).

Aux cristalleries de Baccarat, les ouvrières touchent une indemnité de couches de 40 francs, pour un repos obligatoire de six semaines.

A la manufacture Looven, à Tracy-le-Mont, la direction paie l'accouchement, si l'enfant est conduit à la crèche Sainte-Suzanne et la mère de famille touche 10 0/0 de salaire supplémentaire.

La Société des soieries de Besançon, a institué un service de secours pour ses employées ou ouvrières malades ou accouchées et leur donne, dans ce dernier cas, les frais médicaux et pharmaceutiques, une indemnité fixe de 15 francs et une indemnité journalière de 40 0/0 du salaire ; elle ne permet en outre de reprendre le travail, qu'au moins trois semaines après les couches.

1. Renseignements communiqués par MM. J. Thiriez père et fils (art. 6, 7, 8 et 9 du règlement des secours aux malades et aux femmes enceintes).

Terrible est trop souvent la misérable situation des veuves, des femmes abandonnées ou des filles-mères, à leur sortie de l'hôpital, sans aucune ressource, sans gîte et sans place, elles se trouvent littéralement sur le pavé.

La plupart du temps, elles seront dans la dure nécessité d'abandonner leur enfant à l'Assistance publique, ou de le confier à une nourrice de la campagne ; quant à elles, encore fatiguées, elles devront chercher immédiatement du travail ou reprendre aussitôt leur place à l'atelier, pour ne pas mourir de faim.

Heureusement, plusieurs asiles ont été créés, pour recevoir ces pauvres mères, à leur sortie de la maternité.

L'asile sera, pour beaucoup, la réhabilitation morale, pour la plupart, la fibre maternelle à jamais touchée et développée. Grâce à l'asile, en effet, la mère allaitera presque toujours son enfant, et si l'allaitement maternel assure et garantit l'espèce, il crée pour toujours des liens familiaux ; il est le grand rédempteur de la femme et le sauveur de l'enfant.

La Société philanthropique, offre aux femmes, dans ses trois asiles, l'hospitalité de trois nuits avec distribution de soupe le matin et le soir ; de plus, elle possède, 201, avenue du Maine, un asile maternel fondé en 1886 par le baron Roze, agrandi en 1897 et dirigé par les Sœurs auxiliaires de l'Immaculée-Conception. Au début, il y avait dix-huit lits ; puis vingt-cinq en 1892, et trente-trois en 1897. Cet asile est une maison de convalescence pour les femmes indigentes, mariées ou filles-mères, principale-

ment pour celles qui sortent de l'hôpital de la Maternité.

L'asile les garde pendant quinze jours, leur assure pendant ce temps des soins éclairés et le bienfait d'une nourriture substantielle, leur donne des vêtements, et si elles sont sans place, cherche à leur en procurer une qui leur permette de vivre et de pourvoir aux besoins de leur enfant.

La société n'offre pas seulement l'assistance matérielle, mais l'assistance morale ; elle s'efforce de les remettre dans le droit chemin en les engageant à légitimer leur union, en les recueillant avec leur famille, ou simplement, en éveillant dans leur cœur, l'amour maternel.

En 1886-1887, 204 femmes ont ainsi été recueillies ; en 1879, 750 ; en 1901-1902, 737.

Les dépenses se sont montées en 1908 à 44.000 francs ; du 1^{er} mai 1907 au 30 avril 1908, 636 femmes et 618 enfants, représentant 9.000 journées de nourriture et ayant touché 2.700 vêtements. Depuis sa fondation, l'asile a reçu 13.500 femmes (1).

L'asile-ouvroir de Gérando (82, rue Blomet) fut fondé en 1839 (25, rue de l'Arbalette) par le baron de Gérando, et reconnu d'utilité publique. Il est dirigé, sous la surveillance d'un conseil, par les sœurs de Marie-Joseph. Il recueille, au sortir de l'hospice, les filles-mères sans place et sans ressource, de préférence celles qui par leur jeu-

1. Renseignements communiqués par la Société philanthropique, 15, rue de Bellechasse.

nesse, de seize à vingt-cinq ans, semblent les plus accessibles aux bons sentiments. Elles sont admises à l'ouvroir et y restent plus ou moins longtemps suivant les circonstances, quelques semaines, plusieurs mois, parfois un an et plus. Elles sont ensuite rendues à leur famille, ou placées.

Le baron de Gérando, visitant en 1836 l'hospice de Lourcine, fut frappé d'y voir des jeunes filles, victimes de leur inexpérience, résolues à vivre honnêtement et réduites, au sortir de l'hôpital, au plus complet abandon, sans asile et sans ressources. Cet homme de grand cœur, dans le but de porter aide à cette misère physique et morale, résolut de créer un refuge comme il en avait organisé un au ^{xvi}^e siècle, à Naples ; telle fut l'origine de l'asile actuel.

Le Foyer maternel (6 *bis*, rue de l'Abbé-Grégoire) conserve après son accouchement, dans son asile de Villepinte (Seine-et-Oise) son ancienne pensionnaire ; la loge, l'entretient et lui permet de garder son nourrisson pendant six semaines. La mère, admise au Foyer maternel, n'aura plus à redouter la misère et la faim. L'œuvre s'efforce de faire naître et de développer ainsi, chez elle, l'attachement naturel et moral de la mère à l'enfant. Toute femme doit en effet reconnaître son enfant et le nourrir pendant six semaines. Le petit être, à peine entrevu dans une crise de douleur et de larmes, au lieu de partir en nourrice, c'est-à-dire les trois quarts du temps vers le tombeau, sera nourri par sa mère. La mère qui souvent, à la veille de son accouchement, était chez un patron ou en garni, institutrice, employée, ouvrière ou domestique

abandonnée par les siens, aura ainsi un gîte sûr pour y abriter sa faiblesse.

Le Foyer maternel qui, avant l'accouchement, s'était déjà préoccupé de développer, chez la femme, le sentiment maternel, en lui faisant confectionner sa layette, lui fera élever méthodiquement son enfant; et la mère, sans souci du lendemain, ne sera plus uniquement préoccupée que de sa mission naturelle.

L'asile de Villepinte est situé au milieu d'un parc très aéré. Les salles des accouchées sont spacieuses, propres, éloignées des dortoirs des femmes enceintes : des salles d'isolement permettent de tenir les malades à l'écart. Les accouchées jouissent du repos le plus complet. Lorsqu'elles peuvent se lever, elles aident aux menus soins du ménage et travaillent à la layette de leur enfant. Les enfants sont gardés, durant la journée, dans une crèche, sous la surveillance d'une des mères.

L'asile conserve les femmes six semaines après leur accouchement et plus si cela est nécessaire. Des chambres sont mises à la disposition des plus fortunées, moyennant une légère rétribution.

L'asile constitue, par cette organisation, non seulement un refuge au point de vue matériel, mais il procure aussi des soins moraux à ses protégées. C'est cette assistance morale qu'on a, dans certains milieux, reprochée bien à tort au foyer maternel. C'est ce qui pour nous, au contraire, fait la valeur de cette œuvre et la rend bien supérieure à d'autres asiles. En effet, les femmes ne se trouvent pas isolées à Villepinte, elles n'ont pas hâte de quitter cet asile bienfaisant; mais grâce à la sollicitude vraiment mater-

nelle et au-dessus de tout éloge dont elles sont l'objet de la part de la présidente et des dames auxiliaires, elles reprennent courage et deviennent la plupart du temps de bonnes mères et d'honnêtes femmes.

Ce qui nous a, en effet, tout particulièrement frappé dans cet asile, c'est la bonté avec laquelle les femmes sont traitées ; celles-ci pour la plupart semblent heureuses des égards qui leur sont prodigués, reprennent vite confiance et n'ont plus qu'un but : l'avenir de leurs enfants.

Il s'ensuit, que la clientèle de Villepinte est un peu spéciale, la mentalité des pensionnaires paraît relativement élevée et bien supérieure à celles des mères des asiles municipaux, la plus grande politesse y est toujours observée. L'asile reçoit également des mères de famille, dont le mari est malade ou le salaire absolument insuffisant.

Deux fois par semaine, les mères et sœurs des protégées peuvent les visiter. Inutile de dire, que l'œuvre s'efforce de porter remède à la situation de bien des filles-mères, les réconcilie avec leur famille et met tout en œuvre pour régulariser leur situation.

On comprend que toutes les pensionnaires conservent un excellent souvenir de leur séjour à Villepinte et la meilleure preuve en est fournie, par les lettres de touchante reconnaissance, qu'après leur sortie, elles adressent à l'œuvre.

Le Foyer maternel, après avoir recueilli les parias, les déshéritées de la vie dans son asile de Villepinte : après les avoir soignées et guéries moralement et physiquement, ne rend la femme à la société qu'après lui avoir mis entre les mains, au moins pour quelque temps, ses moyens d'exis-

tence, après lui avoir inculqué l'amour maternel et la force morale nécessaire à son relèvement. Il fait encore plus, il s'occupe de placer ses protégées, de leur trouver une situation et reste en relation avec elles, longtemps après leur sortie de l'asile.

La société maternelle, la Pouponnière (116, rue de Grenelle) fondée en 1890, offre aux mères en détresse un travail rétribué dans l'asile d'allaitement de Porchefontaine (Versailles); tout en se portant garant de leur moralité et des soins donnés à l'enfant.

Pour assurer un gain aux mères hospitalisées, la Pouponnière a songé à les employer comme nourrices. Chacune d'elle élève, moyennant un salaire de 35 francs par mois et une prime d'allaitement de 50 francs, partie au sein, partie au biberon, son propre bébé et un autre enfant. Ces derniers sont mis en pension par des mères, que des nécessités inéluctables empêchent de nourrir. L'entretien complet, de la mère et de l'enfant, sont à la charge de l'établissement; de sorte que les salaires et les primes permettent à la mère de se constituer un petit avoir.

La Pouponnière s'efforce, en même temps, de donner aux mères, pendant les huit ou dix mois qu'elles passent à l'asile, des notions d'économie domestique et d'hygiène.

La Pouponnière procure ainsi, à la femme abandonnée par son séducteur, chassée par ses parents, réduite à battre le pavé et à coucher dans des taudis, un asile où elle pourra élever son enfant. L'épargne, que les mères ont pu réaliser durant leur séjour, leur donnera le temps de chercher l'occupation qui leur permettra de gagner leur vie, au

lieu de se trouver, à la sortie de la maternité, absolument dénuées de ressources, sans aucun appui contre les misères et bien souvent d'être contraintes à l'abandon de l'enfant. Grâce à une entente avec l'Assistance publique, la Pouponnière a reçu 50 mères accouchées dans les hôpitaux.

Quant aux ménages modestes, dont la mère est incapable de nourrir, ils s'éviteront la nourrice mercenaire et pourront être assurés des bons soins donnés à leurs enfants jusqu'à l'âge de trois ans. La pension de ces enfants est de 45 francs par mois, plus 5 francs pour la layette. Les parents peuvent venir voir les enfants, deux fois par semaine.

En 1907, le nombre des mères hospitalisées a été en moyenne de 44, celui des enfants de 48. Les dépenses se sont élevées à 92.000 francs, en réalité 65.000 francs, si l'on déduit 27.000 francs versés par les parents. L'entretien des nourrices revient à 450 francs par an et chaque enfant à 500 francs (1).

La Société du travail réparateur, fondée en 1879, à Nantes, dispose de 30 lits dans son établissement : reçoit les filles-mères au moment de leurs couches et consent à les garder, elles et leur enfant, gratuitement si elles sont indigentes. L'œuvre leur fournit du travail à leur sortie ou les aide à se placer si elles sont domestiques. Elle reçoit également des filles-mères payantes, à raison de 3 francs par jour. L'établissement est tenu par des religieuses (1).

1. *J. Off.* Annexes, 2 août 1909, p. 853.

Nombreuses sont les œuvres d'assistance et de bienfaisance qui viennent en aide, après leur accouchement, aux mères qui n'ont pas quitté leur domicile.

L'une des plus importantes et plus anciennes, de ces sociétés de bienfaisance, est la Société de la Charité maternelle (1). Vers la fin du ^{xviii}^e siècle, en 1784, une femme de bien, M^{me} Fougeret, fille d'un jurisconsulte distingué et épouse d'un receveur des finances, déplorant l'abandon des enfants, même dans les ménages régulièrement unis, constatait avec tristesse que cet abandon était de plus en plus fréquent. Elle conçut le projet de fonder une société, ayant pour objet de donner des secours aux mères de famille pauvres, au moment de la naissance de leur enfant à condition qu'elles veuillent bien s'engager à nourrir elles-mêmes leur nouveau-né. La pensée de M^{me} Fougeret fut approuvée par Louis XVI, qui ouvrit la liste des souscriptions. La reine devint la protectrice de l'œuvre, qui compta bientôt parmi ses membres, les femmes les plus riches et les mieux posées de Paris.

La société continua ses travaux, qu'elle n'interrompit même pas pendant la Révolution, jusqu'au moment où, dispersée par l'émigration, sa fondatrice incarcérée, elle dut suspendre son action.

L'œuvre fut réorganisée et la Société de la Charité maternelle fut reconstituée, par décret du 5 mars 1810, sous le patronage de l'empereur et de l'impératrice. Ce décret

1. Siège social chez le trésorier, 240, rue du Faubourg Saint-Honoré (viii^e).

lui assurait une allocation de 100.000 francs et elle fut reconnue d'utilité publique en 1811. De nombreuses filiales furent créées en province. En 1811, 1.100 femmes furent ainsi admises et touchèrent en moyenne un secours de 125 francs. Après l'Empire, la société perdit sa subvention et le secours fut réduit à 100 francs.

En 1814, une ordonnance royale accorda en bloc, aux sociétés de charité maternelle, une subvention de 120.000 francs, sur laquelle une part de 40.000 francs lui fut attribuée.

Après la révolution de 1848, qui avait supprimé les subsides de la famille royale et diminué sensiblement le nombre des souscripteurs et de ses bienfaiteurs, la société subit une nouvelle crise. Tout en réduisant le chiffre des secours, elle dut entamer son capital de réserve.

A partir de 1853, la prospérité revint ; elle fut placée à cette époque sous la protection de l'impératrice Eugénie, qui lui fit un premier don de 25.000 francs. D'autres dons furent accordés, la subvention d'État fut portée à 50.000 fr. et le Conseil municipal de Paris vota 9.000 francs.

Grâce à cette situation prospère, la Société ramena à 90 francs le chiffre des secours et progressivement le nombre des admissions, qui était de 892 en 1851, s'éleva en 1870 à 2.050.

Après la guerre de 1870, les libéralités disparurent, la subvention fut supprimée et rétablie seulement quelques années plus tard, avec une diminution de 10.000 francs.

Pendant dix ans, la société fut privée à nouveau de sa subvention, ainsi que de celle que lui accordait le Conseil

municipal, sous le prétexte qu'elle ne secourait pas les filles-mères.

Ce n'est que longtemps après, que le ministre de l'Intérieur rétablit une subvention de 3.000 francs, élevée à 8.000 et à 15.000 francs, puis réduite à 7.000 francs. Pendant ce temps, la société put vivre ; grâce à des kermesses, des loteries, des ventes de charité, des expositions. Malgré tous ces efforts, elle fut obligée d'établir de nouvelles conditions (1895).

La Société de la Charité maternelle admet à ses secours les femmes mariées, qui se trouvent dans les catégories suivantes (art. 2 du règlement) :

Première classe. — Les femmes qui, devenues veuves pendant leur grossesse, ont déjà un enfant vivant. Les femmes qui, pendant leur grossesse, ont été abandonnées par leur mari. Ces dernières auront à justifier de cet abandon par un certificat, délivré par le maire de leur arrondissement.

Deuxième classe. — Celles qui, ayant au moins un enfant vivant, ont un mari estropié ou atteint d'une maladie chronique.

Troisième classe. — Celles qui, étant infirmes elles-mêmes, ont deux enfants vivants à leur charge.

Quatrième classe. — Les femmes, dont les maris sont en état de travailler, ayant au moins trois enfants au-dessous de treize ans, y compris les différents lits. Si l'aîné des enfants, à la charge du père et de la mère, est âgé de moins de treize ans et qu'il soit infirme, il est compté comme enfant en bas âge.

Les femmes, pour être admises, doivent habiter depuis

cinq ans à Paris et être présentées par une dame visiteuse.

Les mères doivent prendre l'engagement, de nourrir leur bébé ou de l'élever elles-mêmes au biberon.

Les mères, admises après leur accouchement, doivent produire un certificat d'accouchement et sont visitées aussitôt.

Plusieurs dispositions prévoient des secours spéciaux, en cas d'accouchements doubles, ou de mort de l'enfant et de la mère.

Il est donné à chaque mère ; une layette du prix de 19 francs, un trousseau d'une valeur de 10 francs pour l'habillement de l'enfant à son quatrième mois et un secours mensuel de 5 francs pendant les dix mois d'allaitement, soit un secours total de 79 francs (somme réduite si le budget y oblige).

En 1805, 500 femmes ont touché des secours : en 1875, 1847 femmes ; en 1902, 2.842.

La société a secouru en 1907 2.655 femmes, dont 1.547 sont accouchées, pendant l'année même, de 1572 enfants. Ces nouveau-nés, ajoutés à ceux déjà protégés, portent le nombre des pupilles en 1907, à 2.695.

Quarante primes d'encouragement de 25 francs, ont été données aux femmes les plus méritantes. La société propage l'allaitement maternel, aussi les résultats donnés par ses consultations sont-ils excellents.

Les recettes de la Société, en 1907, se sont élevées à 126.741 francs, dont 40.000 francs proviennent d'arrérages, de legs ; les secours distribués se sont montés à 130.000 fr. dont 118.000 francs conformément au règlement.

En 1908 la société a étendu son action à 2.633 femmes, dont 1.614, accouchées, pendant l'année de 1.642 enfants ; 60 primes d'encouragement, ont été accordées aux mères les plus méritantes ; 120.000 francs ont été ainsi distribués. Enfin, l'État a porté sa subvention de 7.000 à 12.200 francs.

Depuis le commencement du siècle, jusqu'au 1^{er} janvier 1901, la société de la Charité maternelle a assisté 133.408 mères, 135.508 enfants et a pu distribuer 9.080.864 francs.

La société est administrée par un conseil de 20 membres, avec 100 dames administratrices, 5 par arrondissement ; et 86 filiales en province.

A la Société de Charité maternelle, est annexée une société de berceaux qui, depuis vingt ans, distribue les couchettes des nouveau-nés. En 1907, la société a distribué 420 berceaux qui ont entraîné une dépense de 2.500 francs ; en 1908, 474 berceaux, qui représentent une dépense de 3.000 francs.

Telles sont, très brièvement résumées, quelques notes sur une société qui, depuis plus d'un siècle, a toujours conservé sa tradition et a rendu d'immenses services.

Mais ce qu'on ne saurait trop admirer, c'est le dévouement, l'esprit de charité, des dames visiteuses. Les dames visitent en effet assidûment les mères, les adoptent ainsi que leurs enfants et s'en occupent avec une active et vigilante tendresse. La maternité fait naître, entre ces femmes, une égalité sublime, égalité de douleurs et de joies. Ainsi la Société de Charité maternelle, a su maintenir les caractères distinctifs qui ont fait en tout temps sa vitalité et sa

grandeur, persévérance de volonté, jeunesse d'âme et vaillance du cœur.

La Société de l'Allaitement maternel (1876), s'occupe également des femmes, accouchées chez elles. Elle fait visiter les mères de famille, auxquelles elle s'intéresse. par une dame patronesse, puis par un médecin, qui doit veiller sur le secours donné à la mère.

Si le malheur est réel, la société donne un secours plus ou moins élevé et une carte, pour revenir le mois suivant.

Si la position n'est pas tout à fait mauvaise, les soins sont procurés gratuitement, des vêtements usagés sont distribués et divers renseignements sont donnés, sur les œuvres charitables.

Lorsqu'une femme vient d'accoucher chez elle, quelques bons de pain et de viande, assurent la nourriture des premières semaines.

La Société accorde en outre des secours en nature, layettes, berceaux, draps, vêtements, bons de viande, de pain et de lait.

Elle a ainsi secouru en 1889, 1.305 enfants ; en 1894, 1225 ; en 1902, 1685 ; en 1908, 1203, représentant 5.506 secours d'alimentation et 8.925 secours en nature, avec une dépense d'environ 60.000 francs, sans compter les dons faits personnellement par les dames visiteuses ; depuis sa fondation elle a secouru 44.216 enfants.

Inutile de dire que, lorsque les pensionnaires sortent des refuges des secours, dits d'allaitement, leur sont distribués.

Une section a été organisée à Saint-Maur-des-Fossés. Elle a secouru en 1908, 105 enfants, distribué 7.800 kilos de pain, 1350 kilos de viande, 36 berceaux, 105 layettes et de nombreux objets divers.

Le comité de Joinville, a distribué 350 pièces de layette, 1.174 kilogs de pain et 225 bons de viande.

Après les couches, la société accorde des secours, prolongés pendant un an et davantage, permettant à la mère de nourrir elle-même son enfant jusqu'au sevrage, secours qui n'excluent pas, ceux donnés par l'Assistance publique.

Près des portes de la maison est organisé un réfectoire, où chaque jour, les mères nourrices viennent prendre leurs repas.

L'œuvre de la Crèche à domicile (8, Cité Hauteville), fondée en 1869 et dirigée par les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, assiste, après enquête, les femmes indigentes mariées et domiciliées dans la paroisse pour leur permettre de garder avec elles, en le nourrissant, leur enfant nouveau-né.

L'œuvre prête des berceaux garnis, fournit des layettes et, jusqu'à ce que l'enfant ait atteint dix-huit mois, donne des bons de pain, de viande, de bois et de charbon. En 1895, la société a assisté 50 mères de famille.

L'Association des mères de famille, (40, rue de Berlin) (1) vient en aide aux femmes indigentes mariées, à leur troi-

1. Renseignements communiqués par l'Association des mères de famille.

sième accouchement, qui ne sont pas secourues par la société de Charité maternelle; et aussi aux pauvresses honteuses.

Cette société fut fondée en 1836 et compte maintenant soixante-treize ans d'existence. Les secours sont distribués en nature et comprennent une layette complète, un berceau dont le prix est d'environ 20 francs et, selon les besoins, des bons de pain, de viande, de lait et des vêtements, suivant les ressources de l'œuvre, qui ont augmenté dans ces dernières années.

Pour avoir droit aux secours, les femmes indigentes doivent se faire inscrire, deux mois avant leur accouchement. Lorsqu'une femme est accouchée et qu'elle réclame les secours de l'Œuvre, dans les neuf jours qui suivent son accouchement, il peut lui être délivré une layette entière; si la demande est faite après les neuf jours et dans les six semaines suivantes, elle ne reçoit qu'une demi-layette; ce temps passé, elle n'a plus droit à aucune aide.

Des comités siègent dans les arrondissements et distribuent des secours.

En 1908, 1.048 familles ont été ainsi secourues; depuis l'origine, 68.257 familles ont reçu 1.050.915 francs.

L'Association des mères de famille, s'efforce aussi très justement, d'exercer une action morale sur les malheureuses, auxquelles elle vient en aide. C'est ainsi que, par son intermédiaire, 127 mariages ont été célébrés et 147 enfants ont été légitimés.

L'Œuvre des femmes en couches, fondée en 1898, dont le siège est à la Bienfaisance israélite, secourt les femmes enceintes israélites, habitant depuis deux ans à Paris. S'il en est

besoin, elle donne des layettes, des demi-layettes, berceaux, objets de literie ; et alloue des subsides de 10, 15 ou 20 francs, pendant chacun des six premiers mois. Si la mère, pour une cause quelconque, ne peut plus nourrir son enfant, ou est abandonnée par son mari, le secours mensuel peut s'élever à 25 francs.

En 1898, 318 femmes ont été ainsi secourues ; en 1900, 410 femmes, en 1902, 408 femmes ; en 1905, les dépenses se sont montées à 46.000 francs, dont 20.000 francs de secours distribués. La société possède des consultations de nourrissons, où les enfants sont surveillés. Des secours en nature, principalement des bons de lait, sont distribués aux mères.

La Société protectrice de l'enfance (5, rue de Suresnes), fondée en 1865, sur l'initiative de plusieurs médecins ; accorde, après enquête des dames patronesses, des layettes, berceaux, bons de viande et de lait.

La Société de la Charité maternelle, a de nombreuses filiales dans les départements. A Reims, la Société de la Charité maternelle, date de 1812. Elle fut reconnue d'utilité publique en 1850 ; elle est venue en aide, de 1870 à 1906, à 21.177 femmes ; leur accordant des secours dont le total s'élève à 1.500.000 francs. La ville est partagée en 35 quartiers, confiés chacun à une dame administratrice, secondée par une dame agréée, qui la remplace au besoin. La société, secourt les mères de familles indigentes, résidant à Reims depuis deux ans ; elles doivent présenter une quittance de loyer, de plus, un état civil régulier et une attes-

tation du mariage religieux. Toutefois, la société est animée d'un large esprit de conciliation ; elle fait preuve d'une grande tolérance et se départit parfois de la rigueur de son règlement.

Il y a deux sortes de secours :

Le petit secours de 36 fr., dont une layette de 18 francs.

Le grand secours de 39 francs, plus 6 francs par mois, pendant six mois, en tout 75 francs. De plus, un berceau de 12 francs est donné à la mère du cinquième enfant, au-dessous de quinze ans.

Actuellement, ces secours ont été diminués, par suite de la disparition d'une partie des recettes (subvention et loteries), le petit secours est de 32 francs et le grand secours de 37 francs, la mensualité de 6 francs est supprimée.

Le chiffre des admissions, a dû être également diminué et ramené à 650 environ. La Société préfère, donner un secours moins important et soulager un plus grand nombre de misères (1).

La Société de la Charité maternelle de Lille, accorde pendant quatre mois, des secours aux femmes mariées.

A Brest, les secours de la Société de Charité maternelle, varient suivant le nombre des enfants ; ils consistent en bons de pain, de viande, de lait, etc.

A Remiremont, l'Œuvre du Lait maternel, fondée en 1906, sous les auspices de la Ligue contre la mortalité infantile, a ouvert une cantine, où est reçue, sans enquête,

1. Voir le rapport de M^{me} Corneille, présidente au Congrès nationale d'assistance de Reims, avril 1908.

toute femme qui allaite son enfant. Du 1^{er} août 1906 au 1^{er} août 1907, l'œuvre a donné 9 661 repas, du prix moyen de 0 fr. 32 environ, prix minime dû à des dons en nature, et aux concessions des fournisseurs, 51 femmes l'ont fréquentée assidûment (1).

1. Voir Assemblée générale de la Ligue contre la mortalité infantile, 1908.

III

Mutualités maternelles

Sociétés de Secours mutuels. — La Mutualité maternelle de Paris. — Mutualités maternelles des provinces. — Quelques considérations sur les mutualités maternelles. — Sections militaires des mutualités maternelles.

Quelques sociétés de secours mutuels, distribuent elles-mêmes des secours au moment de l'accouchement.

C'est ainsi que la Couturière (1) (32, rue Tronchet, Paris) (Société de Secours mutuel et de Prévoyance), assure gratuitement à ses membres, (ouvrières de l'aiguille de Paris et du département de la Seine) les soins du médecin et de la sage-femme et les médicaments.

Elle verse, en outre, à toute sociétaire, une somme de 50 francs, avec obligation pour celle-ci de ne reprendre le travail qu'au bout de quatre semaines, et y adjoint une nouvelle somme de 50 francs, si la mère allaite son enfant jusqu'à la fin du second mois.

La cotisation mensuelle est de 2 francs. Les recettes de cette société, se sont montées, en 1907, à 84.717 francs dont 34.000 francs proviennent des cotisations des mem-

1. Approuvée par arrêté ministériel du 20 octobre 1881.

bres actifs, le reste représente les cotisations des membres honoraires et le produit d'un bal.

Les secours d'accouchement, se sont montés à 6.322 francs, sans compter les frais médicaux. La Société compte 1.470 membres actifs ; il y a lieu, toutefois, de faire remarquer, que les salaires de la plupart des membres sont relativement élevés, ceci pour expliquer la cotisation de 24 francs par an (1).

La plupart des sociétés ne peuvent exiger un tel versement et, par suite, venir en aide à leurs membres d'une façon aussi efficace.

L'Union du Commerce qui, en 1906, comptait 2.353 membres, prévoit seulement une indemnité de 40 francs. La Corsetière donne 50 francs.

D'autres sociétés de Secours mutuels féminines, garantissent à la fois les risques accouchement et les risques maladies ; ainsi dans les départements du Nord et du Doubs. Les statuts de l'Union des femmes du Nord, dont le siège social est à Douai, contiennent les deux articles suivants :

Art. 22. — Les membres malades ou blessées recevront une indemnité de 1 franc par jour.

Art. 26. — Les couches de la femme, donneront droit aux mêmes secours que la maladie, à condition que la sociétaire fasse partie de la société depuis plus d'un an. Ces secours seront payés pendant vingt et un jours.

En résumé, la moyenne des secours accordés par les

1. Renseignements communiqués par la Couturière, 1908.

sociétés mutuelles, est de 30 à 40 francs, avec, souvent, les soins médicaux et une layette.

Il est bon de rappeler, que les sociétés de secours mutuels de Seine-et-Oise, qui viennent en aide aux femmes en couches, reçoivent, à cet effet, une subvention du conseil général.

Les ressources provenant des sociétés de secours mutuels sont donc minimales ; l'assistance aux femmes enceintes nécessite, en effet, une dépense spéciale relativement élevée, et au dire de mutualistes compétents, grève trop lourdement le budget de ces sociétés. Les femmes n'entrent que pour une faible part dans le chiffre des mutualistes, 1/7 en 1903 ; le montant généralement peu élevé de leurs salaires, dont, souvent, elles ne peuvent distraire même une faible partie, en est la cause.

Les mutualités, d'ailleurs, ne les admettent pas très facilement, la plupart les refusent. Dans un rapport au Congrès national des sociétés de secours mutuels et de Prévoyance, tenu à Nice, il est dit : « La maternité est un risque important, l'assurance maternelle, coûteuse, ne peut être confondue avec l'assurance de la maladie ordinaire, sous peine de jeter la perturbation dans le fonctionnement des sociétés, qui voudraient, à la fois, organiser ces deux assurances, la maternité nécessite une protection plus étroite et plus complexe » (1).

La maternité est donc regardée comme une charge très onéreuse, peut-être parce que, la plupart du temps, le repos n'est pas obligatoire, après l'accouchement.

1. Rapport de la Mutualité maternelle de Vienne.

Il en résulte, en effet, bien souvent, de longues et cruelles affections ; et la mère, obligée de reprendre son travail avant son complet rétablissement, restera très longtemps dans un état de santé précaire, qui exigera de plus longs et de plus coûteux sacrifices ; d'où cette opinion, plus ou moins justifiée, que la femme (dans les sociétés mutuelles) coûte beaucoup plus cher que le mari.

« Ceci n'existe que parce que rien n'est prévu pour les maux à venir ; un chômage, obligatoire et surveillé, est donc absolument nécessaire » (1).

Si les sociétés de secours mutuels ont peu fait, par elles-mêmes, pour les femmes en couches, des organismes spéciaux, les mutualités maternelles, sont venues combler en partie cette lacune.

Le 15 août 1866, l'Association des femmes en couches de Mulhouse, fut fondée par Jean Dollfus et plusieurs industriels (2). Cette association exige de toute ouvrière, de dix-huit à quarante-cinq ans, un versement de 0 fr. 15 par quinzaine et un versement égal du patron. Toute femme qui devient mère reçoit, pendant six semaines, les soins de la sage-femme et du médecin et une indemnité qui vient s'ajouter, depuis la loi du 15 janvier 1883, à la somme

1. Poussineau.

2. *Histoire documentaire de l'Industrie à Mulhouse*, publiée par la Société industrielle de Mulhouse. (Berger-Levrault et C^{ie}, 1902.)

donnée par la Caisse des maladies, dont toute ouvrière est tenue de faire partie.

Cette association et la conférence de Berlin, ont inspiré nos mutualités maternelles françaises.

« La Mutualité maternelle est, à la fois, une œuvre de prévoyance et de bienveillance, ayant pour but de fournir à ses adhérentes, en échange des cotisations versées par elles et majorées par la participation de ses membres honoraires, les subventions de l'Etat, des départements et des communes, une aide pécuniaire suffisante, pour qu'elles puissent s'abstenir, à la fin de la grossesse, de tout travail reconnu préjudiciable à leur santé et à celle de leurs enfants ; se reposer pendant le mois consécutif à l'accouchement et donner à leurs enfants, jusqu'à l'âge de deux mois, les soins nécessaires.

« L'Assistance publique ou privée offre, aux femmes en couches, sans participation pécuniaire de leur part, les soins et les secours que leur état de fortune ne leur permet pas de se procurer.

« L'assurance maternelle leur procure les mêmes soins et secours, en retour de versements préalablement effectués en vue de ce risque (1). »

La Mutualité maternelle de Paris fut fondée en 1891.

« En sortant d'une conférence, où avaient pris tour à tour la parole, des orateurs compétents et distingués, tels que : Léon Say, le spirituel économiste; Jules Simon, à la fois tendre observateur et philosophe humanitaire; un

1. Définition de la Commission de la mutualité maternelle.

apôtre pour la défense de la femme et de l'enfant, M. Félix Poussineau, rencontra un ami, M. Brylinski.

« Encore tout ému des paroles qu'il venait d'entendre, des discours qui exaltaient la solidarité et vantaient l'action des syndicats, M. Félix Poussineau s'adressa à son ami dans les termes suivants : « Nous avons organisé récemment une fête de bienfaisance, au bénéfice de notre personnel ouvrier, nous avons réservé les bénéfices pour quelque « bonne œuvre. Jules Simon nous a exposé éloquentement ses « idées, sur la protection de la mère et de l'enfant dans les « jours qui suivent les couches. Que penseriez-vous de la « mise en œuvre immédiate de sa pensée, dans nos ateliers de « mode ? » M. Brylinski, entièrement gagné à cette cause, accepta le fardeau de l'entreprise. Quelques cœurs généreux firent le reste... (1). »

C'est ainsi que les trois chambres syndicales, couture et confection ; dentelle et broderie ; passementerie, boutons et mercerie, organisèrent en mai 1891 la Mutualité maternelle de Paris, sous le patronage de M^{me} Carnot. Les membres de ces chambres syndicales, frappés des conséquences terribles d'une reprise trop hâtive du travail, pour leurs ouvrières, fondèrent une association mutuelle des mères pauvres et riches, destinée à permettre aux sociétaires de se reposer pendant quatre semaines, au moment de leurs couches et d'élever leurs enfants (2). Au début, la société n'accepta que les femmes âgées d'au moins seize

1. Conte du Couturier philosophe, raconté par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, à l'Assemblée Générale de la Mutualité Maternelle, le 8 avril 1905.

2. Approuvée le 24 février 1898.

ans, dans certains métiers (confection et couture, dentelle et broderie, passementerie et boutons) ; depuis 1904, sa protection s'étend à toutes les ouvrières, ménagères, ou employées de Paris et du département de la Seine.

Pour assurer le fonctionnement de la société, une souscription fut ouverte au début ; elle réunit 63.000 francs ; les trois chambres syndicales versèrent chacune 10.000 fr.

Le cotisation fut fixée à 6 francs par an. Les fondateurs de cette mutualité ont tenu, en effet, à ce qu'elle ne pût être considérée comme une œuvre de bienfaisance, mais bien comme une œuvre de prévoyance. Ils ont voulu permettre, en quelque sorte, aux sociétaires, de réclamer un droit et leur épargner la douloureuse nécessité de demander une aumône. Les participantes ont donc à verser une cotisation annuelle, primitivement fixée à 6 francs, puis réduite à 3 francs depuis le 1^{er} janvier 1905.

« En fixant la cotisation à 6 francs ; on avait pensé pouvoir compter sur la participation des ouvrières, travaillant dans les grandes maisons de couture et qui gagnent en moyenne 5 francs par jour ; il en a été tout autrement. Les participantes sont, en grande majorité, de pauvres ouvrières confectionneuses, travaillant pour des entrepreneurs et dont le salaire varie de 0 fr. 75 à 4 fr. 25 par jour. Beaucoup, ont une nombreuse famille et n'arrivent que difficilement, à payer la modique somme de 3 francs.

Au début, la Société ne donna une indemnité à ses membres, que pendant les semaines qui suivent l'accouchement et une prime d'allaitement ; depuis lors, divers services ont été organisés.

C'est cette organisation actuelle que nous allons étudier (1).

Son but est de distribuer à ses sociétaires, une indemnité suffisante pour leur permettre de se reposer, pendant quatre semaines, après l'accouchement et de donner à leur enfant les soins nécessaires (art. 1).

Elle se compose de membres participants et de membres honoraires (art. 2, 3 et 4).

En 1907, il y avait 7.571 membres participants, en augmentation de 1.726 sur 1906. Les membres participants sont admis par l'Assemblée générale; ce sont des ouvrières, employées, ménagères ou domestiques; mais elles doivent être françaises, âgées de seize ans au moins et domiciliées dans le département de la Seine (art. 5 et 6).

Pour avoir droit à une indemnité, il faut que la participante soit inscrite depuis neuf mois au moins et qu'elle ait payé sa cotisation de l'année (art. 7).

Sans ce délai formel, bien des mères imprévoyantes s'empresseraient de verser 3 francs pour toucher, peu de temps après, 58 francs.

« Peuvent également bénéficier des avantages de la Mutualité maternelle, les femmes de sociétaires faisant partie de toute société de secours mutuels agréée par le conseil d'administration, à la condition que ces sociétés, s'engagent à verser, annuellement, à la Mutualité maternelle, 1 franc par sociétaire ou femme de sociétaire, quel que soit leur âge...

1. Premier trimestre 1909.

« Les mêmes avantages sont accordés aux grands industriels, financiers, ou aux administrations, en faveur de leurs ouvrières et des femmes de leurs ouvriers, moyennant les mêmes obligations, c'est-à-dire l'engagement de verser à la Mutualité maternelle, la subvention convenue de 1 franc et d'être agréée par le Conseil d'administration. » (Art. 10.)

Les sociétés de secours mutuels et les industriels peuvent ainsi venir en aide, d'une façon très efficace, aux femmes en couches ; et il est bien préférable pour elles, à de nombreux points de vue, de passer par l'intermédiaire des mutualités maternelles, que de distribuer directement des secours.

Il est certain que les sociétés de secours mutuels ordinaires, telles qu'elles sont organisées, ne peuvent pas s'astreindre à payer, semaine par semaine, l'indemnité due à la mère, s'assurer qu'elle n'a pas repris son travail et s'occuper de l'enfant. Il y a tout avantage et toute économie, pour elles, à s'affilier à des mutualités spéciales ayant un service régulièrement organisé et placées sous la surveillance de personnes compétentes.

En 1897, on compte dans cette catégorie, 13.045 adhésions nouvelles. Une quinzaine de sociétés de secours mutuels, se sont ainsi entendues avec la Mutualité maternelle et ont fait inscrire plus de 4.000 membres : l'Etoile avec 1.486 membres, la société de secours mutuels d'Ivry avec 310 membres, etc...

Le Groupe de la ville de Paris, créé en 1907, comprend 8.378 femmes d'ouvriers ou d'employés de Paris et du département de la Seine. Parmi les maisons qui assurent à

leurs employés les avantages de la Mutualité maternelle, il faut noter le Crédit Lyonnais (364), la Blanchisserie de Courcelles (386), etc...

La cotisation, exigée des sociétés de Secours mutuels, est seulement de 1 franc par membre, mais elle est payée par tous les sociétaires, mariés ou non, de tout âge; aussi les accouchements y sont relativement moins nombreux. Ainsi la Société des garçons de recettes, qui en 1905, a affilié à la Mutualité maternelle, les femmes de ses sociétaires, a versé 490 francs pour 490 sociétaires; les primes versées aux accouchées n'ont pas dépassé 482 francs, soit un boni de 8 francs pour la caisse de la Mutualité maternelle.

D'autres sociétés de secours mutuels ont traité en 1906 avec la Mutualité maternelle, pour une somme fixe, sans qu'il soit tenu compte du nombre des membres inscrits; en revanche, la Société s'engage à rembourser le supplément des indemnités versées par la Maternelle.

Ainsi l'Etoile, pour ses 1,364 sociétaires, a versé une indemnité de 500 francs. Les sommes payées par la Mutualité maternelle s'étant élevées à 514 francs, l'Etoile a remboursé ces 14 francs.

Les sociétés de Secours mutuels trouvent, on le voit, avantage à s'entendre ainsi avec les mutualités maternelles; l'action préventive de ces dernières, évite bien des maladies, qui auraient grevé considérablement leur budget.

Bien différent est l'élément fourni par l'industrie; cet élément est en effet plus jeune, pour lui, la cotisation de 1 franc est absolument insuffisante; il faudrait une cotisa-

tion de 2 fr. 90 pour permettre d'équilibrer les dépenses. Cependant les industriels ont tout intérêt à assurer ainsi leur personnel, et ce supplément de cotisations n'est pas une raison suffisante pour les empêcher de le faire.

Les fonds nécessaires au fonctionnement de la Mutualité maternelle, sont fournis par les cotisations des participantes, des membres honoraires (20 fr. par an, ou versement unique de 500 fr. — 53 membres en 1907) et des membres bienfaiteurs (versement de 1.000 fr.), les subventions des sociétés ou groupe adhérents, les allocations accordées par le Conseil municipal, le Conseil général et les Chambres syndicales, le produit des fêtes et loteries organisées au profit de l'œuvre, enfin les dons et les legs (art. 13).

Les cotisations des membres ne représentent que le 1/6 des ressources, le Conseil municipal alloue une subvention de 6.000 francs, le Conseil général 5.000 francs, le ministre du Travail 500 francs, la ville d'Asnières 300 fr. la ville de Vincennes 200 francs, etc...

En 1907, le montant des recettes s'est élevé à 107.384 fr. Le déficit a été comblé avec le produit d'une loterie.

Chaque accouchée reçoit, pendant quatre semaines, à dater du jour qui suivra son accouchement, une indemnité de 12 francs par semaine, à condition qu'elle s'abstienne de tout travail pendant ce temps.

Cette indemnité de 12 francs, sera élevée à 15 par semaine pour toute participante, mère de six enfants vivants, au moment de la naissance du dernier. L'indemnité sera payée, alors même que l'enfant viendrait à mourir avant l'expiration des quatre semaines (art. 16).

En cas d'accouchement double, l'indemnité sera élevée

de moitié. Si l'un des deux enfants vient à mourir, l'indemnité se continue pour le second (art. 17) (25 grossesses gémellaires en 1907).

En cas de décès de la mère, l'indemnité sera continuée pour l'enfant, à condition que les soins de l'enfant soient assurés et dûment surveillés (art. 18).

L'indemnité peut être prolongée, exceptionnellement, sur attestation du médecin, pendant deux semaines, mais ne peut pas dépasser six semaines.

Une prime de 20 francs est accordée, à toute sociétaire qui allaite elle-même son enfant (art. 20).

En 1907, 2.024 sociétaires ont touché des secours d'accouchement, dont 911 statutaires et 1.138 extra-statutaires.

Trente-deux mille trois cent trente trois francs ont été versés aux statutaires et 10.715 aux membres de groupes.

Grâce à la prime d'allaitement, 1.178 enfants sont nourris par leur mère (88 0/0).

Les trois premiers versements sont faits, au domicile de l'accouchée, par l'une des inspectrices de la société et le dernier paiement est fait à l'accouchée elle-même, au bureau de la société, contre quittance du total de l'indemnité (art. 21).

L'accouchée qui, sans motifs valables et acceptés par le Conseil d'administration, reprend son travail avant l'expiration des quatre semaines, est privée de toute indemnité, à partir du jour où le travail a recommencé (art. 22).

Dans la pratique, dès qu'une sociétaire est accouchée, le siège social doit en être averti; une inspectrice se rend chez elle et fait de la visite un rapport détaillé; les deuxième et troisième versements sont faits également à

domicile, pour permettre de vérifier que l'ouvrière n'est pas retournée travailler. L'inspectrice, dans sa première visite, examine également s'il n'y a pas lieu de donner des secours supplémentaires, une layette, un berceau, etc. ; de prêter du linge à la mère ; elle se rend compte aussi si le logement offre toutes les garanties d'hygiène nécessaires.

Il y a là deux conditions très importantes, aussi veille-t-on à leur stricte observation. C'est ainsi que, pratiquement, se trouve réalisé le repos forcé, nécessaire, aussi bien dans l'intérêt des ouvrières que dans celui des patrons.

Les indemnités de repos ne sont pas les seuls avantages, procurés par la Mutualité maternelle ; un dispensaire est ouvert au siège social, et 2.257 consultations ont été données en 1907. Toute mère, qui se présente trois fois au dispensaire, à partir du cinquième mois de sa grossesse, touche une prime de 5 francs ; des consultations obstétricales existent également dans les sections. Si le repos est jugé absolument nécessaire, une indemnité lui est accordée, dans la mesure du possible, cette indemnité n'est pas statuaire, c'est-à-dire obligatoire.

Aux mères abandonnées, seules au logis, la société procure parfois une garde expérimentée qui, quelques heures par jour, donne les soins indispensables, veille à la propreté du logis, remplace dans son intérieur la mère immobilisée par ses couches et lui permet ainsi de se reposer plus complètement.

Quarante-huit consultations de nourrissons sont ouvertes à Paris et dans la banlieue ; 20.000 bons de lait ont été distri-

bués l'an dernier, sans compter les secours divers : layettes, berceaux, prêts de linges et récompenses aux mères.

La Mutualité maternelle a encore fait plus, en admettant comme extra-statutaires, des femmes qui, par imprévoyance ou par manque de ressources, ne s'étaient pas fait inscrire assez longtemps avant le terme normal de leur accouchement.

A ces extra-statutaires, la société verse 15 francs pour les quatre semaines de repos et une prime d'allaitement de 10 francs.

La mutualité maternelle est dirigée par un conseil d'administration, dont font partie les délégués des chambres syndicales fondatrices, un certain nombre de membres actifs et de membres honoraires. Les derniers articles règlent l'administration de la société.

Depuis quelques années, la société a organisé, dans différents quartiers, pour la plupart populeux, des succursales ou sections qui réalisent une très grande économie et rendent plus facile le fonctionnement de la mutualité.

Ces sections ont un comité local et sont chargées, de recruter dans leur quartier les membres participants.

Dès que le siège social est avisé de l'accouchement, l'inspectrice porte la première indemnité au domicile de l'accouchée, les deuxième et troisième indemnités sont portées par les dames de la section. Ces dames visiteuses ont pour mission d'apporter, en même temps que les ressources matérielles, un peu de joie ou de consolation. Leur rôle ne doit pas se borner, en effet, à verser les indemnités et à procurer aux plus nécessiteuses, layettes, berceaux, linges, aliments ; elles ont le devoir plus délicat, de donner

aux mères, en même temps que des conseils d'hygiène, un réconfort, et surtout une aide morale, toujours utile, quelquefois même plus nécessaire, qu'un secours pécuniaire.

A chaque section est annexée une consultation de nourrissons. Cette consultation est installée, avec l'aide des dames visiteuses, dans un dispensaire, une mairie, voire même au domicile de l'une d'entre elles.

Tel est, rapidement esquissé, le fonctionnement de la Mutualité maternelle de Paris.

En 1892, cette société comptait 607 membres ; en 1900, 1335 ; en 1905, 6.362 ; en 1907, 20.606, en augmentation de 14.771 sur l'année précédente (1).

En 1892, des indemnités ont été accordées à 14 statutaires et 89 extra-statutaires ; de 1892 à 1897, 9.170 femmes, dont 3.764 statutaires et 5.346 extra-statutaires, ont touché des secours. En 1907, 2.024 mères ont reçu l'indemnité prévue, dont 911 statutaires et 1.138 extra statutaires.

De 1892 à 1897, 7.248 enfants ont été élevés au sein, 1.218 au biberon. En 1905, sur 1.445 enfants, 1.200 ont été élevés au sein, soit 85 0/0 ; en 1906, sur 2.596 enfants, 2.221 ont été élevés au sein (87 0/0) ; en 1907, 88 0/0.

Une remarque à faire, en terminant ce chapitre : la mortalité chez ces enfants, pendant leur première année, est seulement de 4 0/0.

L'une des premières mutualités maternelles instituées

1. Assemblée générale du 24 février 1908.

en province, fut organisée en 1894, à Vienne (Isère), par la Chambre syndicale patronale de l'industrie drapière (1).

Elle put fonctionner au début, grâce à un fonds de réserve de 30.000 francs recueillis parmi 130 membres bienfaiteurs ou donateurs, et 1.000 braves travailleurs, qui se sont fait inscrire comme membres honoraires (2).

La Société admit primitivement, comme participantes, les ouvrières de l'industrie textile.

Les secours, distribués au début, consistaient en une indemnité de 12 francs par semaine, pendant quatre semaines, avec repos obligatoire (20 francs en cas de grossesse gémellaire) et une prime de 20 francs à toute mère nourrissant son enfant les trois premiers mois ; de plus, un dispensaire médical était ouvert, avec consultations deux fois par semaine. En 1896, création d'une œuvre de layettes. En 1897, organisation d'un service de vaccination. En 1899, création d'une œuvre d'encouragement à l'épargne (livret de caisse d'épargne de 2 francs). En 1903, ouverture d'une consultation de nourrissons, tous les quinze jours, avec prime de 5 francs, au sixième mois, aux mères qui amènent régulièrement leurs enfants. En 1904, création d'une goutte de lait, avec vente à bon marché et distribution gratuite du lait. En 1905, extension du recrutement des sociétaires, tout d'abord limité aux ouvrières de l'industrie textile, à toutes les femmes, ouvrières ou employées, sans distinction de la profession. En 1906, création d'une crèche. En 1907, distribution de

1. Mémoire à l'Académie (1907).

2. Vienne est une ville industrielle où les fortunes sont rares.

bons de viande aux femmes qui suivent la consultation et dont le lait est insuffisant, enfin création de bains-douches.

Tels sont les différents services organisés, successivement, par la société de Vienne, qui peut être prise comme le type d'une mutualité maternelle, sérieusement constituée.

Bien entendu, là comme à Paris, les dames visiteuses inspectent régulièrement les nouvelles accouchées, leur donnent des conseils hygiéniques et leur apportent souvent une aide morale précieuse.

Grâce à cette mutualité, la mortalité infantile a diminué d'une façon remarquable à Vienne, de 18 0/0 à 9 0/0, c'est-à-dire de 50 0/0.

Le montant des divers secours accordés à une accouchée peut s'élever actuellement à 75 francs et ceci, pour une modique cotisation de 3 francs.

En 1907, la Mutualité maternelle de Vienne et de l'Isère comprend 719 sociétaires dont 99 nouvelles. Dans le courant de l'année 1907, il y a eu 84 accouchements 41. La mortalité infantile s'est élevée à 6 0/0 ; 51 enfants sur 78, soit 65 0/0, ont été nourris par la mère (1).

Le montant des indemnités d'accouchement s'est élevé à 4.032 francs ; les primes d'allaitement ont atteint 900 fr. ; 429 objets de layettes ont été distribués, etc.

En 1908, la société a indemnisé 87 accouchées, le montant des indemnités statutaires d'accouchement et les

1. *Journal de Vienne*, 6 juin 1908.

primes d'allaitement se sont élevés à 5.294 francs, celui des secours extra-statutaires, en espèces ou en nature, à 7.000 francs. La proportion des enfants élevés au sein est de 65 0/0 et la mortalité infantile de la naissance de 0 à 1 an, est seulement de 3,5 0/0.

Les recettes proviennent des cotisations des participantes et des sociétaires, d'autre part, de la subvention du gouvernement (fonds du pari mutuel) ; le conseil général alloue à cette œuvre une somme de 150 francs et la ville de Vienne une somme de 1.200 francs. Tout ouvrier peut être membre honoraire, en versant une cotisation de 1 franc par an (0 fr. 10 par semaine).

Les recettes se sont montées à 28.584 francs ; les dépenses à 49.135 francs ; le déficit a été comblé, par un prélèvement sur le capital social (1).

A noter, qu'à Vienne, l'officier de l'état civil remet, aux nouveaux conjoints, avec le livret de mariage, un exemplaire des statuts de la mutualité maternelle de Vienne et de l'Isère, accompagné d'une feuille d'adhésion.

A Lyon, la mutualité maternelle a été fondée par l'Union mutualiste du Rhône, le 23 mai 1903. L'indemnité est de 12 francs par semaine, pendant quatre semaines ; et une prime de 30 francs (pendant six mois) est allouée, aux femmes qui allaitent elles-mêmes leurs enfants.

La Mutualité maternelle de Lille, a été inspirée par la

1. Documents fournis par M. Mayen, secrétaire de la mutualité de Vienne.

Société de Charité maternelle. Les sociétaires, qui doivent verser 1 fr. 50 de droit d'entrée, sont divisées en trois catégories. Les premières, moyennant une cotisation de 0 fr 75 par mois, touchent une indemnité de 18 francs, pendant quatre semaines (3 francs par jour), une prime d'allaitement de 20 francs et, en cas d'accouchement gémellaire, une indemnité de 25 francs. Les secondes, versent une cotisation de 0 fr. 50 et reçoivent un secours de 45 francs, par semaine, et une prime d'allaitement de 40 fr. Les troisièmes, pour une cotisation de 0 fr. 25, touchent une indemnité hebdomadaire de 12 francs et une prime d'allaitement de 10 francs. En résumé, les sociétaires de la première catégorie, touchent au total 92 francs ; celles de la seconde, 77 francs et celles de la troisième, 64 francs. La Mutualité maternelle de Lille, a créé également une caisse de retraite, pour les mêmes mutualistes, qui ont atteint l'âge de cinquante ans et comptent au moins quinze ans de sociétariat (rente annuelle dont le montant est basé sur le nombre des enfants, 1908).

La Mutualité maternelle de Saint-Germain-en-Laye, fondée en 1904, accepte comme sociétaires, toutes les ouvrières âgées d'au moins seize ans. La société, accorde une indemnité hebdomadaire de 40 francs et une prime d'allaitement de 40 francs ; des layettes sont distribuées, aux plus nécessiteuses, et des consultations de nourrissons et d'obstétrique ont été ouvertes. Une prime d'assiduité est donnée, sous forme de livret de caisse d'épargne, au nom de l'enfant, à toute sociétaire qui se présente régulièrement à la consultation. La société, qui, en 1907, comptait

194 membres, a fondé deux filiales, au Pecq et à Poissy (1908).

A Dammarie-les-Lys, petit village de Seine-et-Marne, de 4.600 habitants (population moitié ouvrière, moitié agricole), une mutualité a été fondée en 1904, (117 membres) (1). Ici, non seulement la mutualité maternelle, a diminué la mortalité infantile, mais les naissances ont augmenté, dans une notable proportion : 24 0/0.

« Les femmes, ayant moins à redouter la crise de la maternité, rétablies chaque fois par un repos réparateur et suffisant, sans être obligées de recourir à une assistance humiliante, ne considèrent plus la venue d'un enfant, comme un surcroît de charge et une cause directe de la misère. »

La cotisation est de 1 franc par an. La mère reçoit, pendant les quatre semaines de repos obligatoire, une indemnité de 8 francs, pour chacune de ces semaines et une prime de 10 francs, si elle allaite son enfant, soit en tout 42 francs.

Cette mutualité maternelle, désireuse de faire participer un plus grand nombre de mères, aux bienfaits de la société, a décidé de fonder, dans toutes les communes environnantes, des succursales ou sections. C'est ainsi que six sections ont été organisées, dans une dizaine de petits villages, de 190 à 700 habitants. Ces sections, s'administrent elles-mêmes

1. Renseignements dus à l'obligeance de M. Félix Poussineau.

et possèdent chacune, une consultation de nourrissons. L'indemnité est versée par la dame inspectrice, désignée par la section, au domicile de l'accouchée, dans l'intervalle des trois premières semaines de l'accouchement, par fractions de 8 francs. Le quatrième versement et la prime d'allaitement, sont donnés à la mère, au bout des quatre semaines, à la consultation de nourrissons le plus proche, où la mère doit se rendre avec son enfant. Les fonds nécessaires à l'indemnité, sont pris sur la caisse de la section ; en cas d'insuffisance, la section fait une demande de fonds au siège social, à Dammarie-les-Lys. Il peut arriver, en effet, que dans une section il y ait peu d'accouchées et que dans une autre le contraire se produise, le tout se balance.

Il est à souhaiter, que les mutualités maternelles des petites et grandes villes, rayonnent ainsi sur les communes environnantes à l'exemple de la mutualité de Dammarie-les-Lys ; de petites communes, qui ne peuvent, par elles-mêmes, organiser une mutualité maternelle, bénéficient ainsi de tous les avantages que présentent ces mutualités.

A Bordeaux, une mutualité maternelle industrielle vient d'être organisée, pour les femmes travaillant dans les ateliers militaires. Moyennant 0 fr. 10 par semaine, les femmes touchent une indemnité de 40 francs, si elles se sont reposées un mois avant et un mois après l'accouchement ; et une prime de 10 francs, si elles allaitent leur enfant. Une garderie, où les mères peuvent venir allaiter leur enfant, est ouverte toute la journée, les mères reçoivent la soupe matin et soir.

Tels sont, quelques exemples de mutualités maternelles. Ces sociétés, sont aujourd'hui très nombreuses ; on peut citer entre autres : la Mutualité maternelle et infantile des Alpes-Maritimes, à Nice, avec 1.727 membres ; la société de Besançon, avec 143 membres ; la Mutualité maternelle d'Evreux, avec 112 membres ; la Mutualité maternelle d'Angers, avec 945 membres ; la Mutualité maternelle de Lille, avec 287 membres ; la Mutualité maternelle roubaisienne, avec 313 membres ; la Mutualité maternelle et féminine de Chalon-sur-Saône, avec 548 membres ; la Mutualité maternelle d'Annecy, avec 105 membres ; la Mutualité maternelle du Var, à Toulon, avec 1.347 membres ; la Mutualité maternelle limousine, à Limoges, avec 146 membres, etc.

Les mutualités maternelles, actuellement existantes en France, sont à la fois des œuvres de solidarité et des œuvres de bienfaisance.

« Pour le moment, elles ne peuvent vivre sans le secours de la bienfaisance, qui est leur principale ressource. C'est ainsi, par exemple, que les cotisations des participantes, ne représentent en effet que 1/6 environ des recettes, à la Mutualité maternelle de Paris (1). »

Comme le dit Mabileau (2), la conception de la mutua-

1. Trouette. *Les mutualités maternelles. Leur action sur la mortalité infantile.* Thèse de Paris, 1906.

2. Mabileau. *La mutualité française.*

lité, prise à la lettre, implique « égalité de charges et d'avantages ». Il ne s'agit donc pas, en l'espèce, de mutualités, proprement dites, mais de sociétés de secours mutuels, qui ont en même temps, un caractère de bienfaisance.

La formation des mutualités, au sens strict du mot, avec égalité de charges et d'avantages, pour tous les membres, ne semble pas actuellement possible ; car les ouvrières ne consentiraient pas, d'elles-mêmes, « à s'imposer un sacrifice pécunier assez important, pour s'assurer une période de repos suffisante, à l'époque d'une maternité future... » (1).

Et n'est-il pas permis d'ajouter, que la modicité du salaire de la plupart d'entre elles, ne leur permet pas ce sacrifice, quelle que soit leur bonne volonté ?

« Dans l'état actuel de nos mœurs, il serait sans doute impossible, de forcer l'ouvrière à verser, chaque année, la somme nécessaire (13 fr.) pour s'assurer contre les risques de la maternité (2). »

La clientèle des mutualités maternelles, n'en est pas moins une clientèle très intéressante ; ce sont, le plus souvent, des mères de famille trop courageuses et trop fières, pour demander un secours à l'Assistance publique ou privée. Beaucoup de femmes, en effet, préfèrent travailler jusqu'au dernier moment de leur grossesse, plutôt que d'avoir recours à l'assistance gratuite. Les membres des

1. Thèse Trouette.

2. Poussineau. Rapport à la Commission de la dépopulation.

mutualités maternelles tiennent à cœur, pour la plupart, à ne pas être confondues avec les abonnées de l'Assistance publique ; c'est là un sentiment d'amour-propre, très honorable, et qu'il faut encourager.

Toutes les fois qu'une famille, chargée d'enfants, bien que très malheureuse déjà, tente par elle-même un effort pour se relever, elle doit être aidée ; car pour elle, les secours seront efficaces et produiront un résultat. Il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit, au contraire, d'une famille qui a parfois plus de ressources, mais qui trouve plus naturel et, surtout, moins pénible de se lamenter, de se plaindre continuellement et de quémander à toutes les portes ; celle là n'a aucune chance de profiter véritablement d'une aide, qui doit cependant lui être apportée, parce qu'il faut l'empêcher de mourir, bien qu'il soit inutile de songer à la tirer de la misère.

« Nombre de sociétaires, se refuseraient à toucher un secours de l'Assistance publique et un des exemples les plus probants à citer est celui de Dammarie-les-Lys, où tout le monde se connaît, où la Mutualité maternelle a secouru les plus lamentables misères, les plus soigneusement cachées. La municipalité s'est elle-même maintes fois étonnée, de ne pas voir les victimes de ces misères intéressantes, s'adresser au bureau de bienfaisance, où on les aurait secourues cependant, avec empressement et discrétion, et force nous a été de constater que, surtout dans les populations rurales, la classe ouvrière assimile une de-

mande de secours officiels, à la mendicité humiliante, pénible et dégradante (1). »

Grâce à l'organisation de la mutualité maternelle, les secours donnés ne sont pas une aumône. « La Mutualité maternelle, garde jalousement l'ambition d'étendre son aide à toutes les infortunes, elle a voulu mutualiser, dans des conditions qui fussent à la portée du moindre effort. Elle l'a fait, en demandant à ses sociétaires, une cotisation infinie. En exigeant une cotisation plus élevée, elle eut amoindri la portée sociale de son effort. Elle a préféré garder sa belle devise d'œuvre supérieure : Toutes à toutes. »

Les mutualités maternelles, ainsi comprises, sont des œuvres éminemment sociales et morales.

Beaucoup de femmes, ne se soucient guère de la maternité. La grossesse survient, les idées changent, les charges apparaissent à l'horizon ; ces mères viennent alors frapper aux portes des Mutualités maternelles.

« Partagée entre son intérêt et son sentiment du devoir, la Mutualité maternelle n'écoute que celui-ci ; ayant foi dans la beauté de son œuvre et ne doutant pas, qu'au moment critique, l'aide ne saurait lui faire défaut. »

Aussi, la plupart des sociétés, admettent des membres extra-participants et leur viennent en aide.

Les rapports sont unanimes à reconnaître les bons effets de cette facile admission des participantes extra-statutaires ; ils nous montrent la surprise et la joie de ces fem-

1. Félix Poussineau. Rapport de la Mutualité maternelle, au VII^e Congrès de la Mutualité, tenu à Nantes, mai 1904.

mes si généreusement assistées et secourues, qu'elles ne savent pas comment exprimer leur reconnaissance.

Ces sociétaires, pour la plupart, deviennent dans la suite, d'excellentes mutualistes.

Dans toute mutualité maternelle, il est très important de constituer un comité de dames visiteuses. Dès le début, il faut s'occuper de rechercher une ou deux dames, de bonnes mères de famille, actives et dévouées. D'autres suivront et seront entraînées par l'exemple. Ces dames ne seront pas simplement les auxiliaires de la sage-femme et du médecin, elles constitueront la cheville ouvrière de la société ; et, grâce à leur bonne volonté et à leur dévouement, la Mutualité maternelle remplira véritablement son rôle. Il ne s'agit pas seulement, pour elles, d'offrir quelques secours pécuniaires et de sacrifier un peu de leur temps ; elles doivent, avant tout, donner un peu de leur cœur.

Il est mille façons, pour les dames visiteuses, de venir en aide aux sociétaires ; en leur donnant des conseils, les aidant dans leur ménage, et après avoir fait tomber la timidité et la défiance, en leur apportant enfin un secours moral, parfois plus utile encore qu'une aide pécuniaire. Peut-être trouvera-t-on, que la société maternelle demande trop ; mais vraiment est-il possible de mettre en parallèle, la perte de quelques heures de repos ou de plaisir, avec la joie de rendre une famille heureuse ; y a-t-il une satisfaction plus vive, que celle d'assister à un bonheur dont on est la cause ? Grâce aux mutualités maternelles, les mères, riches et pauvres, peuvent réellement s'entr'aider, se con-

naitre, se comprendre et fraterniser dans la plus belle acception du mot.

Les exemples sont nombreux, de mères qui, malgré la charge de plusieurs enfants, trouvent quelques heures par jour, pour aller porter aide et secours à leurs sœurs moins fortunées. Mais ce n'est pas simplement la mère, à laquelle on vient en aide, qui retire des avantages moraux de la Mutualité maternelle. Combien de jeunes femmes, en effet, entrent dans une société par snobisme, par genre ! Puis peu à peu, la société les prend, la vue du bonheur familial leur ouvre des horizons qu'elles ignoraient ; elles découvrent les véritables joies et souvent deviennent elles-mêmes, de meilleures femmes et de meilleures mères. Les mutualités maternelles sont donc bien véritablement des œuvres d'assistance mutuelle, entre femmes de toutes conditions, et nulle œuvre ne conduit, plus naturellement, à la réalisation de l'idéale fraternité.

Elles sont également très précieuses, au point de vue hygiénique. Avant l'accouchement, ce sont les consultations au dispensaire, avec prime au début, si cela est nécessaire, et les nombreux conseils donnés par les médecins, sages-femmes et dames visiteuses. Au moment de l'accouchement, beaucoup de sociétés envoient des infirmières qui, donnent des soins aux accouchées et suppléent la mère de famille dans son ménage. Dans plusieurs endroits, ce sont des dames visiteuses, qui remplissent elles-mêmes le rôle de ces infirmières. Ainsi les dames visiteuses doivent, dans leurs visites, s'assurer que la femme garde bien le repos et donner aux jeunes mères, souvent inexpérimentées, des conseils pour élever et soigner le nouveau-né,

et confectionner sa layette. Elles apportent, à l'une une layette, à l'autre un médicament, à celle-ci des vêtements pour un enfant plus grand, à celle-là des secours supplémentaires. En leur parlant avec bonté, elles sauront se faire écouter des plus déifiantes et, tout en écartant la sombre image de leurs misères, elles acquerront l'autorité nécessaire pour donner aux jeunes mamans de bons conseils, condamner des pratiques routinières, prêchées par les voisines et les remplacer par les saines méthodes de la puériculture moderne. Dans les consultations de nourrissons, où elles font les pesées et tiennent à jour les fiches médicales de chaque poupon, elles traduisent aux mères, en un langage que celles-ci comprennent mieux, le résultat de la visite. « Elles donnent ainsi, à la parole médicale, toute sa portée et, par leur surveillance discrète, la rendent pleinement efficace (1). »

Autant que possible, les dames visiteuses doivent être préparées sérieusement à leur rôle et recevoir une instruction pratique et intelligente, des choses de la maternité. L'éducation des jeunes mères est, en effet, chose très importante et grâce aux conseils intelligemment donnés par les dames visiteuses, des suites de couches pénibles, quelquefois de longues maladies et bien des causes de mortalité infantile, seront évitées.

Une question très importante et, pour ainsi dire, vitale pour les mutualités maternelles, est celle des ressources. Ces sociétés, doivent pouvoir compter sur l'appui effectif

1. Parès. *Les Mutualités maternelles. Leur lutte contre la mortalité infantile*. Thèse, Paris, 1908.

des membres honoraires et des subventions. Les dames visiteuses devront s'occuper, de recruter des membres honoraires et de recevoir les dons ; les ressources nécessaires seront relativement assez facilement recueillies, car il s'agit d'une œuvre, qui intéresse à la fois la mère et l'enfant ; d'autre part, il ne sera pas difficile de faire comprendre aux patrons, combien ils ont intérêt à subventionner de telles sociétés, dont le but est de sauvegarder la santé de leurs ouvrières ou des femmes de leurs ouvriers. Quant aux municipalités, aux départements, à l'Etat ; en subventionnant très largement les mutualités maternelles, ils feront plus qu'œuvre utile, car ils réaliseront du même coup une très grande économie. Bien des misères seront écartées et, par suite, bien des maladies, dont elles sont souvent la seule cause ; et le budget de l'assistance publique en sera notablement soulagé, sans compter le service rendu au point de vue national, la diminution de la mortalité infantile.

M. Waldeck-Rousseau, dans son rapport sur les mutualités, a insisté pour qu'il leur soit alloué d'importantes subventions par l'Etat, et M. Poussineau, dans une étude sur les mutualités maternelles en 1907, a indiqué sur quelles bases pourraient être réparties ces subventions.

L'Etat, d'ailleurs, accorde depuis plusieurs années, des subventions aux mutualités maternelles existant actuellement ; quelques conseils généraux sont intervenus en leur faveur et enfin de nombreuses municipalités leur allouent des subsides.

Au mois de novembre dernier, un Congrès des mutua-

lités maternelles, s'est réuni à Paris (1). La commission médicale a fait ressortir l'importance de la surveillance exercée par les médecins, au cours de la gestation et la nécessité du repos, dès le septième mois. La commission mutualiste technique a insisté sur les avantages, pour les sociétés de secours mutuels, à faire inscrire leurs membres aux mutualités maternelles.

Un vœu très important a été émis, relativement à l'organisation, dans chaque régiment, d'une section de la mutualité maternelle, pour les femmes des soldats mariés. Ces sections seraient constituées par les femmes des officiers et rattachées aux mutualités maternelles déjà existantes. D'autres vœux ont fait valoir la nécessité d'une subvention plus forte de l'Etat, subvention proportionnée au nombre de femmes enceintes et distribuée par une commission dont feraient partie les membres des mutualités maternelles. Enfin, parmi les vœux concernant la propagande, il a été demandé l'insertion dans les livrets de mariage, l'apposition dans les écoles, dans les mairies, et à l'intérieur des monuments publics, d'un imprimé indiquant les services rendus par les mutualités maternelles.

Des sections militaires de la Mutualité maternelle viennent de s'organiser à Paris (2).

La femme du jeune soldat a besoin en effet, plus que toute autre, d'être aidée alors que son mari accomplit ses deux années de service.

1. 27, 28, 29 novembre 1908.

2. Renseignements dus à l'obligeance de M. Félix Poussineau.

L'allocation journalière de 0 fr. 75, prévue par la nouvelle loi militaire pour les familles nécessiteuses, est par exemple absolument insuffisante, pour une mère de famille ayant un ou plusieurs enfants. De plus, cette allocation ne s'adresse qu'à une petite catégorie de privilégiés, 8 0/0 du contingent.

Pour ne citer qu'un exemple; trois régiments de Paris (31^e, 76^e et 104^e régiments d'infanterie) ont 423 hommes mariés dont 277 sont pères de famille, sur ce nombre 15 0/0 ne touchent pas d'indemnités de soutien de famille, 30 0/0 ont des ressources suffisantes, 30 0/0 sont dans la plus profonde misère, 45 0/0 des jeunes femmes sont près d'accoucher.

La mortalité infantile, dans ces milieux, est effrayante, l'an dernier 20 0/0 au 31^e, 26 0/0 au 76^e d'infanterie.

La misère est en effet très grande dans ces jeunes ménages; sans enfant, la femme peut à grand'peine par son travail, subvenir à ses besoins; la venue d'un enfant engendre la misère, la femme ne peut plus travailler et ce n'est pas la modique allocation de 0 fr. 75, par jour, (qui ne lui est pas toujours accordée) qui peut la faire vivre, elle et son enfant. S'il y a plusieurs enfants, les exemples en sont nombreux, la misère sera encore plus profonde.

On a prétendu, bien à tort, que ces jeunes ménages résultent, pour Paris, d'unions douteuses, contractées au hasard, dans le désir hâtif des jeunes gens de se marier pour bénéficier du séjour dans les régiments de Paris; mais rien de précis ne vient prouver cette allégation.

Au contraire une enquête a permis de constater la par-

faite honorabilité de presque toutes ces jeunes femmes, la plupart travaillent pour vivre, sauf celles qui sont chargées d'enfants. Presque tous les ménages, évidemment nécessaires et pauvres, appartiennent au milieu honnête et sain de la population ouvrière (1).

Quant aux hommes mariés, sauf exception, ce sont, au dire de plusieurs officiers, les meilleurs sujets, les plus sérieux, les plus dignes et les plus dévoués.

La Mutualité maternelle de Paris était tout indiquée, pour faciliter la création d'une organisation spéciale, afin de venir en aide aux femmes dont le mari est sous les drapeaux (2).

Aussi a-t-elle organisé, dans un certain nombre de régiments une section militaire de la Maternité, avec l'agrément du colonel et l'aide des femmes d'officiers.

Les dames du comité, au nombre d'une quinzaine, se rendent au domicile des mères de famille, pourvoient aux besoins les plus urgents, donnent des bons de nourriture, de vêtements, du lait, préparent une layette et un berceau et tâchent de faire obtenir à la jeune mère, des secours d'autres œuvres. C'est un rayon d'espérance, qui pénètre dans l'humble logis où la misère est le plus souvent effroyable.

Les sections militaires ne sont pas exposées à manquer de ressources, les soldats mariés sont encore peu nom-

1. Rapport du capitaine Monoury. Section de la Mutualité maternelle du 104^e régiment d'infanterie.

2. Renseignements dus à l'obligeance de M. Félix Poussineau.

breux et les femmes d'officiers, trouveront facilement les fonds nécessaires pour faire vivre une œuvre aussi bien-aisante.

La première section militaire fut organisée le 1^{er} avril 1908, au 31^e régiment d'infanterie, où existent 168 ménages de soldats. Grâce à l'appui de la mutualité maternelle, aux secours donnés par l'Œuvre du Bon Lait et de l'Abri, aux subsides du Foyer du Soldat du XX^e arrondissement et des coopératives du régiment, elle a pu soulager les misères les plus pressantes. La section comprend 59 mutualistes, venus à la Mutualité maternelle spontanément et sans aucune pression. Le Comité a distribué, en un an, aux ménages nécessiteux, 1.420 litres de lait, 320 fr. de secours de loyer, 200 francs environ de layettes, 108 fr. de secours divers ; de plus les coopératives ont donné 370 francs pour les ménages nécessiteux.

La section militaire du 104^e régiment d'infanterie, fonctionne depuis le 1^{er} février dernier. Au 15 mars, 97 femmes de militaires avaient adhéré comme membres participantes et de nombreux secours ont été déjà distribués.

Au 76^e d'infanterie, une troisième section vient d'être fondée, une quatrième au 107^e, à Saint-Cloud, où 25 0/0 des hommes sont mariés. Enfin, des sections doivent s'organiser à Argentan et à Meaux.

Il est pénible de voir, qu'à l'heure actuelle les jeunes ménages de militaires, de plus en plus nombreux, soient si peu protégés, si peu aidés. La mutualité maternelle militaire, leur sera très utile. Le soldat, plus tranquille sur le sort de la famille qu'il a laissée derrière lui, sera moins

tenté de considérer son séjour à la caserne, comme une nécessité douloureuse et deviendra par là, moins apte à accepter les doctrines funestes de l'antimilitarisme.

Les mutualités maternelles militaires, sont appelées à rendre de réels services, au point de vue matériel et moral, dans nos armées démocratiques ; aussi faut-il espérer que, grâce à la bienveillante initiative des chefs, des femmes d'officiers et des sociétés de secours aux blessés, des sections nouvelles s'organiseront, dans l'intérêt de l'armée et de la patrie.

En résumé, les mutualités maternelles protègent déjà d'une façon très efficace la maternité et il faut bien peu les connaître pour dire, qu'elles n'ont rien fait, comme l'a prétendu Perruc (1). Les industriels et les grandes compagnies, auront tout avantage à subventionner ces sociétés et à y faire inscrire leurs ouvrières et les femmes de leurs ouvriers, au lieu de donner directement des secours. Les sociétés de secours mutuels, sont également intéressées à s'entendre avec une mutualité maternelle ; elles éviteront souvent ainsi de grandes dépenses pour l'avenir. Les communes et les départements, en subventionnant ces œuvres, allègeront leur budget d'assistance (2).

1. Perruc. *Assistance aux femmes enceintes*. Thèse Paris, 1894.

2. Proposition de M. Lallemand, vice-président de la commission administrative du bureau de bienfaisance de Nancy, de distribuer les secours par l'intermédiaire des mutualités maternelles.

Quant à l'Etat, pour donner l'exemple, il devrait faire parvenir les secours maternels, qu'il distribue à ses fonctionnaires, par l'intermédiaire des mutualités maternelles (1).

Enfin, si une loi intervient, pour venir en aide aux femmes au moment de leurs couches, cette loi devra tenir grand compte de ces mutualités indépendantes, les contrôler, les subventionner largement et payer la cotisation des mères trop nécessiteuses.

Il est donc permis d'espérer que, grâce à ces mutualités, grâce à l'union de la prévoyance, de la bienfaisance et des pouvoirs publics, sera réalisée l'une des œuvres les plus fécondes tentées par les sociologues modernes : l'aide et l'assistance moralisatrices et honorables, assurées à la mère et à l'enfant.

La mère, sûre d'être aidée efficacement, n'aura plus d'appréhension à la venue d'un enfant ; elle pourra ainsi remplir son véritable rôle, goûter un peu de saine joie et de vrai bonheur, et c'est là, l'un des meilleurs moyens d'écarter un péril national, en favorisant l'augmentation de la natalité.

Ainsi, les mutualités maternelles ne sont pas seulement des sociétés de prévoyance et d'assistance, elles doivent être, et sont réellement, avant tout, des œuvres moralisatrices et sociales.

1. Vœu du Congrès des Mutualités maternelles.

IV

Législation

Législation étrangère et française

Sans aller jusqu'à dire, comme on l'a prétendu, que l'initiative privée n'a rien fait, que les œuvres sont absolument impuissantes et insuffisantes (1) ; nous croyons cependant que la nécessité de dispositions législatives, en faveur des nouvelles accouchées, venant soutenir et guider ces institutions, se fait de plus en plus sentir.

« Quand il s'agit des forces vives de la nation, c'est pour le législateur non seulement un droit, mais un devoir, d'intervenir et de prendre, s'il le faut, même aux dépens d'intérêts particuliers, les dispositions nécessaires (2). » Sans s'attarder à la discussion des objections tirées d'atteinte à une liberté, qui n'est réclamée, ni par les patrons ni par les ouvriers ; il paraît utile, pour la clarté de ce travail, d'examiner d'abord les dispositions législatives, prises par les nations étrangères, en faveur des jeunes accouchées, puis d'énumérer rapidement les divers projets français.

1. Thiroux. *La protection des femmes enceintes et accouchées dans la classe ouvrière*. Thèse de Paris, 1900.

2. Waddington.

Au début de cette étude, on nous permettra de rappeler, que les lois ne sont véritablement applicables et efficaces, que si elles répondent à des desiderata, résultant d'un courant d'opinion admis par tout le pays; aussi les mesures législatives, prises en faveur des nouvelles accouchées, doivent-elles aller de pair avec un mouvement général, en faveur de la protection de la maternité, pour vivre réellement dans l'âme de la nation.

Et d'abord, aucune distinction ne doit être faite, entre les différentes catégories de travailleuses; les dispositions législatives doivent protéger à la fois, les ouvrières des fabriques, les employées du commerce, les domestiques et les femmes occupées aux travaux de la campagne.

Le ministre du Travail, dans la séance du 30 octobre 1908, a établi une différence entre le travail de l'atelier, qui exige des heures de présence strictement réglées, et les occupations de la campagne, qui ne comportent pas la même assiduité et la même exactitude.

« Aucune comparaison, dit-il, ne peut être faite, entre la servante de ferme et l'ouvrière qui, au son d'une cloche, est obligée d'entrer, à heure fixe, à l'usine. » Cette doctrine semble prévaloir au Sénat, qui ne paraît pas vouloir, pour le moment, s'occuper des domestiques et des travailleuses rurales.

Il y a là une manière de voir, d'autant plus discutable que les travaux de la campagne, sont parfois très pénibles; le labeur en est absolument irrégulier; en été, par exemple, les journées sont dures et longues, et si l'ouvrière jouit d'un meilleur air, elle n'en est pas moins exposée, à des moments de surmenage intense. Mais la servante de

ferme, l'ouvrière agricole, est, dira-t-on, plus facilement aidée et moins isolée. Cela peut être vrai, jusqu'à un certain point, cependant il ne faut pas perdre de vue que, si l'on a l'intention de protéger la maternité, il est logique que cette protection s'adresse, tout spécialement, à cette partie de la population, qui a encore le courage de mettre au monde et d'élever des enfants. Sans doute, l'enfant, à la campagne, peut devenir plus tard un aide précieux pour ses parents, il n'en est pas moins vrai que, très souvent, sa naissance amène la gêne, quelquefois la misère, chez le journalier agricole et même chez le petit cultivateur; et bien fréquent est le cas, où la mère est contrainte de retourner à un travail pénible, quelques jours seulement après l'accouchement; il faut donc la protéger.

Il en est de même pour les domestiques, en faveur desquelles une intervention légale, leur assurant quelque temps de repos, au moment des couches, semble aussi nécessaire, qu'elle l'est aux ouvrières de l'atelier et de la campagne.

Un argument, pour écarter toute une catégorie de femmes du bénéfice de la loi, a été mis en avant par le Dr Fauquet, à l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, dans la séance du 23 janvier 1903. Le repos, prétend M. Fauquet, ne peut être rendu pratiquement obligatoire, que pour les femmes qui bénéficient déjà du contrôle exercé par l'inspection du travail que, seules il peut véritablement atteindre.

Il est certain que, des dispositions s'étendant à toutes les catégories de travailleuses, seront d'une application plus délicate et manifestement plus difficile; qu'elles nécessite-

ront, un effort pécuniaire beaucoup plus considérable ; mais sont-ce là des raisons suffisantes pour laisser de côté, sans essayer de lui apporter le concours d'une législation bienfaisante, une partie très intéressante de la population, à coup sûr la plus méritante, au point de vue de l'enfantement ? Evidemment, la loi qui, dans certaines conditions, imposera le repos à la femme, devra en même temps lui procurer le moyen de prendre ce repos.

Il ne peut, en effet, y avoir obligation au repos, et ce repos n'est équitablement possible, qu'avec une indemnité pécuniaire. « La prohibition pure et simple du travail industriel, est dépourvue de valeur, dénuée de sanctions ; elle ne revêt toute sa force légale, comme son autorité morale, qu'accompagnée de ressources de remplacement, destinées à compenser, en totalité ou en partie, le gain perdu par le chômage maternel (1). » « Aucune mesure légale ne sera efficace et ne sera suivie dans la pratique, à moins que les femmes, empêchées par la loi de travailler, après leurs couches, n'en soient dispensées par des secours spéciaux (2). » Telle est également l'opinion de M. Pic (3).

Le Dr Fauquet, dans son rapport à l'Association nationale française pour la protection des travailleurs (1903), dit également que, la privation de salaire imposée à la femme, doit être compensée par une juste indemnité ; la

1. Strauss. Congrès des assurances sociales à Rome, 1908.

2. Cheysson.

3. Congrès international de la législation du travail, à Bruxelles en 1897.

privation pure et simple du travail, serait injuste et illusoire. Cet avis fut adopté par la section française.

Dans ce cas, le chômage imposé à la femme, doit être mis à la charge de la société toute entière. Priver la femme de ressources, alors que ses dépenses ne peuvent qu'augmenter, serait absolument déraisonnable et ne saurait que l'encourager, à mettre tout en œuvre, pour tourner la loi.

Comme le dit Strauss : « Les seuls pays qui peuvent, en toute certitude, s'enorgueillir de leur protection légale de la maternité, sont ceux qui, en même temps, assurent l'indemnité compensatrice. »

Dans les contrées où le repos obligatoire existe sans chômage indemnisé, les inspecteurs se plaignent, que la loi n'est pas appliquée.

En Suisse, le Dr Schuler, dans son rapport de 1896-1897, montre que la plupart des ouvrières, font le possible pour se faire admettre dans des fabriques, où leur état n'est pas connu. La supercherie vient-elle à être découverte ? le patron n'est pas condamnable ; la même situation existe actuellement en Angleterre, en Belgique et en Hollande ; et en Allemagne il en a été ainsi, tant que les femmes n'ont pas été indemnisées.

Au contraire, la loi est efficace, là où l'accouchement est englobé dans le risque maladie (1 et 2).

Du reste, dans toutes ces dispositions législatives, il

1. Clapier. *La puériculture avant la naissance*. Thèse Paris, 1897.

2. Budin. *Manuel pratique d'allaitement*. Paris, 1905, p. 218.

s'agit bien moins, d'une injonction aux femmes, d'avoir à ne pas travailler, que d'une interdiction imposée aux employeurs, de les admettre au travail. Les sanctions pénales devront donc particulièrement viser les employeurs (1), à moins de dissimulation effective, de la part des ouvrières.

La législation statuant sur le repos des femmes, après leur accouchement, date réellement de la conférence de Berlin. En 1890, sur l'initiative du gouvernement suisse, l'empereur d'Allemagne Guillaume II, convoqua à Berlin un congrès, pour étudier l'application possible d'une législation internationale du travail. La conférence fut ouverte le 15 mars 1890 ; tous les Etats européens, sauf la Russie et la Turquie, avaient envoyé des délégués. Le congrès adopta, à l'unanimité, la proposition suivante de la troisième commission, présidée par un Français, Jules Simon : « Il est désirable, que les femmes accouchées ne soient admises au travail, que quatre semaines après leurs couches. »

Depuis, toutes les nations représentées à ce congrès, sauf la France, ont adopté le repos obligatoire ; quelques-unes ont même voté, une indemnité de chômage.

En Allemagne, la loi du 17 juillet 1878 (tit. VII, chap. IV) interdit d'employer les femmes, pendant les trois semaines

1. Voir rapport du D^r Fauquet. Association nationale pour la protection légale des travailleurs, 23 janvier 1903.

qui suivent leur accouchement. La loi du 1^{er} juin 1891 (§ 5, art. 137), complétée par la loi du 30 juin 1900, interdit le travail aux femmes, au moins pendant quatre semaines après leur délivrance, et porte ce délai à six semaines, s'il n'y a pas autorisation médicale. Les lois du 15 juin 1883, 28 mai 1885, 1892 et 1903, ont institué l'assurance obligatoire contre la maladie ; les femmes accouchées, sont assimilées aux malades. Les secours pécuniaires se montent à la moitié du salaire quotidien, qui ne doit pas dépasser 3 marks 5 ; les secours comprennent également les soins médicaux, les médicaments et les appareils nécessaires. Sur son désir, ou sur ordonnance du médecin, la malade peut se faire transporter dans un hôpital, la moitié de l'indemnité en argent est alors payée à sa famille. La durée du secours est de quatre semaines, mais peut être prolongée, comme pour les autres maladies. L'indemnité est payée, à la fin de chaque semaine. Les ouvrières agricoles, ne bénéficient des dispositions législatives ci-dessus que pour les accouchements compliqués.

Ces caisses d'assurances sont alimentées, un tiers par les patrons et deux tiers par les ouvrières. Toutes les ouvrières employées dans l'industrie, sont tenues de s'associer à l'une des caisses : communales, locales, de fabriques, libres, ou de métiers. En 1902, le montant des indemnités, ainsi allouées aux accouchées, a dépassé 3 millions de francs. En 1907, il y a eu 5493 secours d'accouchements et de grossesse ; en 1908, 5.061 (1).

1. D'après le rapport officiel : *Die Krankenversicherung im Jahre 1907*, Berlin 1908.

La législation autrichienne, est calquée sur la législation allemande. La loi du 8 mars 1885 (art. 94), interdit d'employer des femmes, à des travaux industriels, pendant les quatre semaines qui suivent l'accouchement. La question d'indemnité est réglée, par les lois du 30 mars 1888 et 4 avril 1889. Les femmes accouchées ont droit au secours de maladie, pendant quatre semaines au lieu de six semaines comme en Allemagne, mais l'indemnité au lieu de 50 0/0 est au moins égale à 60 ou 75 0/0 du salaire quotidien.

En Hongrie, la loi du 21 mai 1894 (art. 116) dispense les femmes de travail, pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement ; sans que le contrat qui règle ce travail puisse être rompu. Cette loi est complétée par celle du 9 avril 1881 (art. 8). Les accouchées ont droit au traitement médical gratuit, aux médicaments et à une indemnité égale à la moitié du salaire ; les frais sont supportés, un tiers par les patrons et deux tiers par les ouvrières.

Dans le Grand-Duché de Luxembourg, la loi du 31 juillet 1902 (art. 14, 16 et 26) sur les assurances obligatoires, accorde également la gratuité des soins médicaux et un secours, qui ne peut être inférieur au demi-salaire quotidien, aux femmes en couches, pendant les quatre semaines qui suivent leur délivrance. Les cotisations sont payées, deux tiers par les assurées et un tiers par les patrons. En 1907, il y a eu 74 secours d'accouchements (3, 26 0/0 des femmes

assurées) représentant une durée totale de 1.729 journées (1).

L'article 1, de la loi fédérale suisse sur les fabriques réserve, pendant et après les couches, une période de huit semaines, pendant lesquelles les femmes ne peuvent pas être admises au travail. Elles ne peuvent reprendre ce travail, qu'après avoir justifié qu'il s'est écoulé six semaines, au moins, depuis le moment de leurs couches. Le bénéfice de cette loi, a été étendu aux femmes employées dans les entreprises de transports et de communications (19 déc. 1902). En 1891, M. Fuster rédigea un projet de loi sur les maladies, et le 5 octobre 1899, le conseil fédéral adopta la loi qui organise l'assurance sur la maladie. Cette loi, s'applique à toutes les salariées, y compris les domestiques ; plus large en cela que les lois allemandes, autrichiennes et hongroises. Les assurées, ont droit au traitement gratuit, aux frais de transports et de voyages, et à une indemnité d'accouchement et de chômage, pendant six semaines. La caisse est alimentée, par les patrons, qui peuvent retenir la moitié de la somme à l'ouvrière. De nombreux cantons ont également introduit des dispositions particulières (Bâle, 23 avril 1888), Glaris (1892), Saint-Gall (26 juin 1893), Zurich (12 août 1892), Soleure (9 février 1899), Argovie.

En Angleterre, la loi industrielle du 27 mai 1878, modifiée

1. *Die Krankenversicherung in Grossherzogtum Luxemburg während des Geschäftsjahres 1907*. Ministère des Affaires étrangères, division de l'assurance ouvrière, Luxembourg, 1908.

par la loi du 5 août 1891 (art. 17), interdit au patron d'employer, en connaissance de cause, une femme dans les semaines qui suivent son accouchement. Mais ici, comme dans les pays dont il va maintenant être question, aucune indemnité de chômage n'est prévue.

La loi belge, sur le travail industriel, du 13 décembre 1899 (art. 5), interdit d'employer les femmes, pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement. Malgré le vœu émis en 1886 par M. de Roodenbecke, aucune aide n'est prévue.

La loi bulgare, du 13 mars 1905, interdit le travail, pendant quatre semaines après la délivrance.

En Danemark, depuis la loi du 11 avril 1901, aucune ouvrière ne peut être admise au travail, dans les diverses industries, que quatre semaines après ses couches ; à moins cependant qu'un certificat médical n'atteste, qu'elle peut travailler sans nuire à sa santé.

La loi espagnole, du 13 mars 1900, le décret du 13 novembre 1900, et la loi du 8 janvier 1907, ne permettent aux ouvrières de travailler, que quatre à six semaines après la délivrance et obligent les patrons à leur réserver la place, qu'elles occupaient auparavant.

Aux Pays-Bas, le travail en fabrique, usine ou atelier,

est interdit aux femmes, pendant quelque temps après leur accouchement. Un projet d'assurance obligatoire, a été déposé, le 17 novembre 1904.

Après avoir rejeté un projet, interdisant le travail six semaines avant et six semaines après l'accouchement; le parlement italien a introduit dans la loi du 19 juin 1902, sur le travail des enfants et des femmes dans l'industrie, un paragraphe, qui limite le repos obligatoire à un mois après l'accouchement, repos réduit à trois semaines, sur le vu d'un certificat médical. Un projet de loi a été déposé, par le ministère italien, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, pour créer des caisses de la maternité. La caisse, dont le siège est prévu à Rome, devra venir en aide aux ouvrières, pendant toute la durée du repos obligatoire ; les ressources en étant assurées par une cotisation annuelle, payée moitié par les patrons et moitié par les ouvrières de quinze à cinquante ans, par le produit des amendes et par des legs. Les ouvrières sont réparties en sept classes, suivant leur salaire, la cotisation variant suivant la classe. La caisse devra allouer à toute ouvrière en couches, un subside journalier dont le taux variera, suivant la classe, de 1 franc à 3 fr. 15.

En Norvège, aux termes de la loi du 27 juin 1892, la femme ne peut reprendre son travail dans les fabriques, que six semaines après son accouchement. Cette période d'interdiction est réduite à quatre semaines, si la femme pré-

sente un certificat médical constatant, qu'elle peut reprendre son travail, sans préjudice pour sa santé.

La loi portugaise, du 14 août 1891, interdit d'employer les femmes, dans l'industrie, pendant les quatre semaines qui suivent leurs couches.

En Roumanie, le règlement du 20 septembre 1894, fixe à quarante jours la durée du repos, que doit observer la femme, avant de retourner au travail.

En Suède, à la suite de la conférence de Berlin, un comité fut nommé et chargé d'élaborer un projet qui fut converti en loi, le 17 août 1900 ; loi d'après laquelle, les ouvrières ne doivent reprendre leur travail, que quatre semaines après leurs couches.

En 1887, M. de Mun déposa un projet de loi, ayant pour but l'interdiction du travail industriel de la femme, pendant quatre semaines après l'accouchement.

La question revint à la Chambre, le 13 décembre 1887. Dans le rapport de M. Waddington, sur la réglementation du travail des femmes et des enfants ; l'article 9 était ainsi conçu : « Les femmes en couches ne pourront être employées

dans les manufactures, chantiers, ateliers et magasins, pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement. Elles justifieront de ce délai, par la production d'un certificat, délivré par un médecin ou une sage-femme. »

Au moment de la discussion, le 18 juin 1888, M. Rondeleux présenta un amendement qui, tout en rendant la loi facultative, aboutissait à l'organisation de la fraude. L'article précité, fut à peine discuté et ne fut pas adopté.

Le 8 juillet 1890, l'année même de la conférence de Berlin, le projet revint une seconde fois à la Chambre. Le Dr Desprès intervint, pour demander à ce qu'il ne fût pas légiféré sur cette matière, suffisamment réglée par les mœurs. M. de Mun soutint le projet, parla des législations étrangères, appuyant sa thèse de nombreux exemples. Le Dr Ferroul proposa un amendement interdisant le travail, pendant quatre semaines, au moment de l'accouchement, huit jours avant et vingt jours après. L'amendement fut repoussé, mais grâce à l'intervention de M. Dron, qui insista sur les nécessités de l'allaitement maternel, l'article 9 fut adopté en première lecture.

La discussion du projet de loi, revint en délibération le 5 février 1891, et M. Brousse déposa l'amendement suivant : « Les femmes en couches, ne peuvent être admises au travail, que trois ou quatre semaines après l'accouchement, suivant le genre du travail. Pendant cette période, elles recevront une indemnité de 1 franc par jour.

« La même indemnité leur sera acquise, pour une semaine, si elles ont cessé le travail, avant l'accouchement.

« Ces indemnités seront fournies, par une caisse de la Maternité, établie dans chaque arrondissement, alimentée moitié par l'Etat, moitié par les départements. Cette caisse, aura la personnalité civile et pourra recevoir des dons et des legs, des particuliers. »

Cet amendement, qui posait pour la première fois la question de l'indemnité, fut un argument exploité dans la suite, par les adversaires de la loi.

Le Dr Desprès intervint de nouveau : « la femme, dit-il, aurait besoin de se reposer trois ou quatre jours au moment des règles, et il est inutile de faire des lois, pour lui assurer le repos après ses couches...

« Ne craignez-vous pas le ridicule, en conservant cet article de la loi, le bon sens et l'esprit français s'y opposent.

« Par la loi, vous imposez ainsi, à 80 0/0 des mères de famille, l'obligation de rester chez elles, alors qu'elles pourraient impunément travailler.

« Au surplus, il y a une considération primordiale ; de pareilles dispositions ne se règlent pas par une loi. On ne règle pas la vie domestique, par des lois.

« Les filles-mères se feront avorter, pour ne pas perdre quatre semaines de travail (1). »

M. François Deloncle combattit le projet, au nom de la liberté du travail. Finalement, M. Brousse, retira son amendement et MM. Waddington et de Mun abandonnèrent l'article 9 que la Chambre, d'ailleurs, repoussa.

Le 27 janvier, M. Paul Riche, essaya de reprendre la

1. *Journal officiel*, 5 février 1891.

question, en la rattachant à l'assurance sur la maladie ; le projet ne vint pas en discussion.

En 1892, à la troisième lecture du projet sur le travail des femmes et des enfants, M. Dron, rappelant la proposition de M. Brousse, déposa un nouveau texte ; puis proposa la combinaison suivante de sa motion, avec celle de M. Brousse.

« 1° Les femmes et employées dans les manufactures, usines, ateliers et chantiers, ne peuvent être admises au travail, que quatre semaines après l'accouchement.

« Elles auront droit à une indemnité, égale à la moitié du salaire journalier, sans que cette indemnité, puisse être inférieure à 0 fr. 75 et supérieure à 2 francs.

« 2° Le maire délivrera, aux accouchées indigentes, pendant le temps qui suivra leur accouchement, et pour une période qui ne pourra excéder quatre semaines, des secours variant entre 0 fr. 50 et 1 franc.

« 3° Les indemnités et secours, seront mandatés par le maire, sur le secours spécial voté à cet effet. Ils seront, parties égales à la charge de l'Etat, des départements et des communes. »

La première partie de l'article 1 fut adoptée, puis l'indemnité fixée à 1 franc. Lors de la discussion de l'article 3, deux amendements furent présentés : l'un de M. Lafarque : « les indemnités seront fournies, par une caisse de la maternité, établie dans l'arrondissement et alimentée par un impôt établi sur les commerçants et industriels, 30 francs par enfant, 60 francs par femme employée ;

l'Etat, le département, la commune, complétant par tiers, la somme supplémentaire nécessaire. »

Cet amendement fut renvoyé à la commission, ainsi qu'un amendement de M. de Mun, en faveur de caisses de maternité, alimentées par les subventions patronales et les cotisations ouvrières.

L'article 3 fut adopté, avec exonération des communes, l'ensemble de la loi fut voté, mais la deuxième délibération décidée ne revint pas et le projet fut enterré.

Le 14 mai 1896, un nouveau projet propose d'établir la caisse de la maternité, à l'aide d'un impôt spécial, prélevé sur les chasses gardées ; il ne fut pas pris en considération.

Le 7 mars 1899, M. Dulau, député, présenta un projet sur l'Assistance maternelle (1) inspiré par un rapport du Conseil supérieur de l'Assistance publique. En 1892, en effet, ce conseil élaborait un projet d'assistance maternelle, dû en grande partie au Dr Drouineau. M. Dulau a repris cette idée dans un travail d'ensemble. Dans chaque département, il prévoit l'organisation d'un service d'assistance maternelle, pour les femmes enceintes, sous l'autorité du préfet. Ce service doit comprendre, l'assistance à domicile et l'hospitalisation des femmes enceintes nécessiteuses, dans des asiles-ouvroirs et maternités secrètes. Dans les asiles ouvroirs, le travail est obligatoire, dans les limites indiquées par le médecin ; la moitié du produit du travail

1. Document parlementaire, n° 789, *J. off.*, p. 862.

est remise aux femmes, à leur sortie. M. Dulau prévoit également, l'organisation des maternités secrètes et la distribution des secours en argent et en nature ; les dépenses devant être supportées, moitié par l'Etat, moitié par les départements. Il s'agit surtout là d'un projet d'assistance, qui fut pris en considération le 12 mai 1899 (1).

C'est le 14 novembre 1899, que M. Paul Strauss déposa son premier projet de loi (2), interdisant le travail des femmes dans les usines, manufactures, chantiers et ateliers, pendant la dernière quinzaine de la grossesse, et les quatre semaines qui suivent l'accouchement. Ce projet contient les dispositions suivantes : « Pendant ce temps, à défaut de ressources personnelles ou de l'aide qui pourrait leur être donnée par des mutualités, les femmes devront être efficacement secourues, par les bureaux d'assistance médicale gratuite. Les dépenses comprennent : les secours de grossesse, les frais de séjour dans les refuges, asiles, ouvroirs, les maternités hospitalières, les maternités secrètes et les asiles de convalescence. Toute femme enceinte, privée de ressources, doit recevoir à domicile les secours que réclame son état, ou, si elle ne peut être utilement secourue à domicile, elle doit être hospitalisée dans un asile-ouvroir ou une maternité hospitalière. Toute femme en état de grossesse apparente, qui le réclame, peut être admise incognito et hospitalisée, dans une section secrète. »

1. Rapp. Dulau, 12 juin 1899. — Document parlementaire, 1834.

2. Doc. parl., n° 235. *J. off.*, p. 449.

Le projet fut pris en considération le 15 mars 1900 (1) et fut l'objet d'un nouveau rapport de M. Strauss le 17 janvier 1902 (2). Il fut l'objet de vives critiques, à la Ligue contre la Mortalité infantile et à la Société Internationale d'études, pour les questions d'assistance. Il y fut exprimé la crainte, que la liberté laissée aux conseils généraux, ne devienne une source d'abus ; que par exemple un département, trop favorable, n'attire toutes les filles-mères des départements voisins. C'est, en résumé, un projet d'assistance et qui ne s'applique qu'à une catégorie d'ouvrières. Ce projet fut voté le 3 décembre 1903, mais en deuxième lecture, le 21 mars 1907, M. Caillaux, invoquant les charges trop lourdes imposées au budget, le fit renvoyer à la commission.

En 1906, proposition de M. Engerand à la Chambre des députés (séance du 5 juillet 1906) (3).

Article premier. — En matière de louage de services, le contrat de travail ne peut être rompu :

1° Si une femme vient à cesser le travail, pendant les deux mois qui précéderont le terme présumé de sa grossesse et pendant le mois qui suivra l'accouchement ;

2° Si, habitant un appartement indépendant, elle garde et élève chez elle son enfant pendant un an, à partir du jour de la naissance.

Alors même que, pour une autre cause légitime, le contrat

1. Doc. parl., n° 52, *J. off.*, 1900.

2. Doc. parl., n° 4, p. 2, 1902.

3. Renvoi à la commission du Travail. Doc. parl., n° 499. *J. off.*, 1138.

serait dénoué par l'une des deux parties, la durée de cette période de trois mois, précédant et suivant l'accouchement, est exclue des délais prescrits par l'usage, pour la validité de la dénonciation ; sauf toutefois dans le cas où le contrat de louage a pour objet une entreprise temporaire, prenant fin pendant la dite période.

Toute stipulation, contraire aux dispositions du paragraphe 1^{er} de cet article, est nulle de plein droit.

En cas de violation des dites dispositions, la partie lésée aura droit à des dommages-intérêts, qui seront arbitrés par le juge, conformément aux indications de l'article 1780 du Code civil.

Le deuxième article, prévoyait des subventions aux œuvres d'assistance maternelle, aux sociétés de secours mutuels et des indemnités spéciales aux ouvrières de l'Etat. Cette proposition, reprise en partie par M. Arago, fut votée le 8 décembre 1907. Au lieu d'une subvention de 720.000 francs, le crédit fut réduit à 240.000 francs ; ce qui porta à une somme totale de 400.000 francs, la subvention, accordée par l'Etat, aux œuvres d'assistance maternelle.

Le Sénat, dans sa séance du 30 octobre 1908, reprit à nouveau la proposition de M. Strauss modifiée, sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons.

« Les occupations de M. le ministre des Finances, avaient retardé la discussion de cette loi d'ordre social depuis dix huit mois (1). »

Le premier article est ainsi rédigé :

1. Strauss. Séance du 20 octobre 1908.

Article premier. — Les femmes, en état de grossesse apparente, pourront quitter le travail sans délai congé et sans avoir à payer, de ce fait, une indemnité de rupture.

Pour appuyer le rapporteur, M. Strauss insista sur la nécessité de mesures législatives, avant et après l'accouchement, mesures qui ne sauraient en rien nuire aux mutualités maternelles, « la prévoyance et la bienfaisance s'harmonisant et se complétant ».

Cet article 1^{er} a une portée générale s'étendant à toutes les ouvrières, il n'en est pas de même de l'article 2.

Ce deuxième article stipule en effet, que dans tout établissement industriel ou commercial, quel qu'il soit, les femmes arrivées à la dernière période de leur grossesse, auront droit, sur la production d'un certificat médical constatant que le travail peut être dangereux pour la mère et pour l'enfant, à un secours dans les conditions indiquées à l'article 3, qui ne fut pas discuté.

« Le travail ne pourra être repris, que quatre semaines après l'accouchement, sur le vu d'un certificat médical. » Suivent les dispositions spéciales, chargeant les inspecteurs du travail de l'application de la loi et indiquant les pénalités.

Le ministre des Finances intervint à ce moment, pour signaler l'opposition qui, d'après lui, existait entre les conclusions du rapporteur et l'idée qui avait prévalu jusqu'alors au Sénat, de subventionner les mutualités maternelles. Il ajouta : que le système adopté présentait de grands avantages au point de vue financier et était plus efficace ; tandis que le projet en discussion, présentait au contraire deux grandes causes d'imprévision dans les dépenses :

1^o indemnité fixée par un conseil municipal, plus ou moins bien disposé, et durée du repos, laissée à la volonté seule du médecin. Sans tenir compte de l'aléa, la dépense totale pour 112.000 accouchées, serait de plus de 6.000.000 de francs, avec une indemnité de 1 franc et de plus de 9.000.000, avec une indemnité de 1 fr. 50. M. Strauss répondit, en montrant ; que les deux clientèles (mutualité et assistance) ne se confondent pas et que les chiffres indiqués par le ministre étaient exagérés ; et finalement, l'honorable rapporteur se montra à la fois favorable et à l'assurance et à l'assistance.

A la demande de M. Fortier, tendant à ce que les ouvrières des campagnes bénéficient également des dispositions de la loi, le rapporteur fit observer que, bien que partisan lui-même de la généralisation de la loi, il importait d'agir d'abord là où le péril était le plus grand ; le besoin d'une législation se faisant surtout sentir dans les centres industriels, mais que cela n'était à son avis qu'une première étape. M. Guillier, appuya alors les observations de M. Fortier et demanda également l'assistance, pour les ouvrières en chambre et les domestiques...

Enfin, après une nouvelle intervention du ministre, l'article fut renvoyé à la commission, pour un nouveau rapport.

Le Sénat, dans la même séance, a ensuite délibéré sur la proposition de loi de M. Engerand, garantissant leur travail et leur emploi aux femmes en couches, loi adoptée par la Chambre des députés, le 9 avril 1908. M. Paul Strauss appuya la proposition et M. Guillaume Poulle présenta un autre projet, condensant les quatre articles pro-

posés en un seul plus concis, plus précis, et plus juridique, ainsi libellé :

« La suspension du travail de la femme, soit pendant le mois qui précède le terme présumé de la grossesse, soit pendant le mois qui suit l'accouchement, ne peut être à elle seule, pour l'employeur, une cause de rupture du contrat de louage de services, et ce sous peine de dommages-intérêts, au profit de la partie lésée.

« L'assistance judiciaire, sera de droit pour la partie lésée, devant la juridiction du premier degré. »

Cet article unique, fut admis et transmis à la Chambre des députés ; cette dernière, l'adopta le 28 novembre. Il fut ensuite retourné au Sénat, pour une deuxième délibération (1).

1. Proposition de loi sur la protection et l'assistance des femmes avant et après l'accouchement, déposée par M. Engerand, député, le 5 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl., n° 199 ; *J. off.*, p. 1138). — Rapport Bonnevey, le 30 mars 1908 (doc. parl., n° 1561). — Séance du 9 avril déclaration de l'urgence ; adoption avec modification du titre ; nouvel intitulé : Proposition de loi garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches. — Transmission au Sénat, le 10 avril (doc. parl., n° 141 ; *J. off.*, p. 99) ; renvoi à la Commission relative à la protection des mères et des nourrissons. — Rapport Strauss, le 11 juin 1908 (doc. parl., n° 156) ; *J. off.*, p. 104). — Séance des 10 juillet et 20 octobre 1908 : ajournement de la discussion. — Séance du 30 octobre 1908 : 1^{re} délibération ; déclaration de l'urgence ; contre-projet Guillaume Poulle ; adoption. — Transmission à la Chambre des députés, le 5 novembre 1908 (doc. parl., n° 2088) ; renvoi à la Commission du travail. — Rapport Bonnevey, le 17 novembre 1908 (doc. parl., n° 2109). — Séance du 28 novembre 1908 : adoption. — Transmission au Sénat, le 30 novembre 1908 (doc. parl., n° 298) ; renvoi à la Commission.

Le 11 juin 1909, le Sénat a discuté à nouveau, la proposition de loi garantissant leur travail et leur emploi aux femmes en couches (1).

M. Julien Gougou intervint, pour montrer toutes les difficultés pratiques de l'application de cette nouvelle loi : pour lui le droit commun était suffisant.

M. Strauss insista en faveur de l'urgence de la loi, qui doit s'appliquer à toutes les mères, qu'elles appartiennent au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture.

La discussion générale fut close, mais la discussion de l'article unique, renvoyée à une séance ultérieure.

En attendant le vote des lois, sur la protection de la Maternité, il est bon de rappeler qu'un crédit (ch. 35) est ouvert au budget, depuis quelques années, pour subventionner les œuvres d'assistance maternelle et de protection du premier âge.

Cette subvention, de 160.000 francs en 1907, a été portée à 400.000 francs en 1908 et 500.000 francs en 1909. Elle s'étend aux sociétés de charité maternelle, mutualités maternelles, gouttes de lait, consultations de nourrissons, crèches, sociétés protectrices de l'enfance, associations des dames patronesses de l'enfance et dispensaires pour enfants du premier âge (2).

Après avoir examiné les diverses législations étrangè-

1. *J. off.*, p. 426, 12 juin 1909.

2. Voir circulaire du ministère de l'Intérieur, 12 juillet 1909.

res et les projets français, qu'il nous soit permis de rappeler les immenses services, rendus dans notre pays, par les mutualités maternelles.

Aussi, en attendant le vote de dispositions législatives, est-il à souhaiter que le Parlement, continue à subventionner très largement, ces bienfaisantes sociétés.

Il est, en tous cas, bien évident que, lorsqu'il s'agira de formuler des dispositions législatives, il y aura lieu de tenir compte de ces institutions ; et le mieux serait peut-être, de les rendre obligatoires et de leur donner une organisation raisonnée, indépendante, autonome, avec l'appui et sous le contrôle de la loi.

Ainsi, ces mutualités, en dehors des ressources provenant des versements effectués par leurs membres, devraient être dotées, d'une façon bien déterminée, de subventions fournies par les patrons, les communes, les départements et l'Etat.

« C'est évidemment par une organisation mutualiste, ou par un système d'assurance, que l'indemnité mutuelle, avant, pendant et après l'accouchement, sera le plus rationnellement assurée (1). »

En donnant le droit, à l'ouvrière française, d'avoir recours, en cette circonstance, à la protection d'une loi ; et en ne lui demandant, en retour, qu'une très modeste cotisation, qu'elle pourra considérer plutôt comme un acte volontaire de prévoyance que comme un sacrifice imposé, on trouvera sans aucun doute la vraie solution, qu'il ne faut pas chercher ailleurs que dans la mutualité maternelle, généralisée, protégée et légalisée.

1. Strauss.

Au lieu d'une malheureuse, secourue d'une façon humiliante ; méthode qui créa les pauvres honteux et la misère d'autant plus terrible et plus funeste qu'elle doit se cacher plus, il est facile de faire, de la femme nécessiteuse une mère prévoyante, pouvant recevoir, sans honte, l'allocation à laquelle elle aura contribué (1).

Bien entendu, cette protection légale, basée sur la mutualité, devra permettre, outre la distribution des divers secours, de donner une indemnité se rapprochant sensiblement du salaire.

S'il n'est pas possible de procéder à une semblable organisation, deux systèmes seulement nous semblent pratiques : l'assurance obligatoire contre la maladie, avec assimilation de la femme en couches à une malade, comme cela existe en Allemagne (2), ou la création de caisses de Maternité, comme cela est à l'état de projet en Italie.

1. Poussineau. Commission de la dépopulation.

2. Thiroux. *Protection légale des femmes enceintes et accouchées de la classe ouvrière*. Thèse Paris, 1900.

CHAPITRE IV

PENDANT L'ALLAITEMENT

I

Nécessité de l'allaitement maternel

L'allaitement maternel constitue, sans conteste, le mode d'alimentation le meilleur, en même temps que le plus naturel, des enfants du premier âge ; c'est un principe qui n'est ni discutable, ni discuté sérieusement par qui que ce soit.

Cet allaitement, est tout d'abord très profitable à la santé de la maman, car la femme qui nourrit son nouveau-né, est par là-même moins exposée aux affections utérines.

Ainsi que le fait observer le professeur Pinard, les trois quarts du temps, les hypertrophies de l'utérus sont causées, par la suppression prématurée et dès le début, de l'allaitement et par la stérilité.

En effet, la période de lactation est le plus souvent, pour la jeune mère, un laps de temps pendant lequel les organes génitaux se reposent, l'involution utérine se fait plus rapidement et de façon plus complète.

On peut donc affirmer que la mère qui allaite son enfant est en général plus vite rétablie (1).

Au point de vue moral, la mère sera ainsi préservée de bien des tentations, son foyer ne sera plus vide, aux heures d'abandon et de tristesse ; le petit être sera toujours là pour lui rappeler son devoir, en faire une bonne mère et souvent une honnête femme.

L'allaitement maternel n'est-il pas encore plus profitable à l'enfant ? n'est-il pas pour lui l'aliment rationnel par excellence ? Comme le fait remarquer, avec tant de raison, le professeur Pinard, le lait de la mère, pris au sein, sera toujours supérieur à tous les laits stérilisés, pasteurisés ou autres, qui ne seront jamais qu'un pis-aller (2).

C'est, du reste, un fait acquis, constaté partout et de tous temps, que les enfants allaités par leur mère, s'élèvent plus robustes et plus résistants aux maladies. Aucun lait, fut-il admirablement stérilisé ou maternisé, ne saurait remplacer avantageusement le lait maternel.

L'allaitement artificiel est la cause primordiale de la mortalité infantile, cet allaitement était, d'ailleurs, à peu près inconnu chez les anciens ; tous les médecins grecs sont d'accord, pour prescrire l'allaitement au sein et n'autorisent le sevrage qu'après la première année, ainsi que l'enseignait Gallien :

Chez les barbares, dit Tacite, l'allaitement maternel était en honneur (3).

1. Ribemont-Dessaignes et Lepage. *Précis d'obstétrique*, p. 500.

2. Société de médecine publique et d'hygiène professionnelle, 3 juin 1897.

3. Tacite. *De moribus Germanorum*.

Il s'ensuit que, dans l'intérêt de l'enfant, l'allaitement maternel doit être la règle; que toute mère est tenue, dans la mesure du possible, de donner le sein à son enfant, et que ce qu'il faut au nourrisson, c'est le propre lait de sa mère (1).

L'allaitement artificiel, outre ses inconvénients propres, est certainement plus difficile et plus délicat à diriger; il nécessite beaucoup plus de surveillance et de soins.

L'alimentation de la première enfance, au moyen du lait stérilisé, faite même dans les meilleures conditions, n'est pas sans danger et ne saurait remplacer l'allaitement maternel, ni lui être comparé (2).

Dans les pays agricoles, où les enfants sont le plus souvent nourris par leur mère, la mortalité infantile est moins élevée que dans les départements industriels, comme l'ont observé Balestre et Gilesta, dans leur étude sur la mortalité de la première enfance, parmi la population urbaine, de 1892 à 1897. Dans le cimetière de certaines villes industrielles, comme Roubaix et Tourcoing, sur trois tombes, il y a une tombe d'enfant de moins de un an (3).

Dans les cités manufacturières, la femme est très souvent obligée d'élever son enfant au biberon.

Cet enfant est confié à la grand'mère, à des parents ou à quelque voisine. La mère passe toute sa journée à l'ate-

1. Marfan.

2. Pinard. *Revue pratique d'Obstétrique et Pédiatrie*.

3. *La protection des femmes avant et après l'accouchement, — La protection des Travailleurs*. Paris, Alcan, 1904.

lier ou à l'usine, et pendant ce temps, le pauvre bébé absorbe, plus ou moins régulièrement, un lait, souvent douteux, rarement bouilli, qu'on lui fera boire à l'aide d'un verre, d'une bouteille plus ou moins propre, ou d'un de ces biberons (1) tant vantés par ceux qui les fabriquent, si commodes lorsqu'on ne veut pas avoir à s'occuper des enfants et, partant, si nuisibles à leur santé.

A moins que, suivant le conseil de quelque matrone et dans le but de fortifier l'enfant, de le faire grandir plus vite, le lait ne soit remplacé par le jus de pain, la soupe aux légumes ou au vin.

Et trop souvent, hélas ! à la suite d'un tel régime, le nourrisson dépérit et ne tarde pas à succomber.

Cependant, il faut reconnaître que depuis quelques années, grâce aux distributions de lait stérilisé, aux progrès réalisés par la vulgarisation de la puériculture, au moins dans les grandes villes, l'enfant dont la mère est occupée à l'atelier ou à la fabrique, reçoit une nourriture plus saine. Mais le plus souvent, enfermé dans une chambre mal aérée, privé de soins assidus, le nourrisson court encore de grands dangers.

Dans la plupart des cas, la mère ne garde pas près d'elle l'enfant qu'elle n'a pas l'intention de nourrir. Aussitôt après sa naissance, le bébé est expédié plus ou moins loin, quelquefois chez les grands-parents, plus souvent chez des nourriciers professionnels.

1. Dès le xvr^e siècle des voix nombreuses et autorisées s'élèverent contre le biberon. Simon de Vollambert à Poitiers en 1565. Ambroise Paré en 1575. Michel de l'Hôpital en 1585.

Le temps n'est plus, sans doute, où, comme vers 1850, d'après le récit qu'en a fait le Dr Brochard, on rencontrait sur les routes du Perche de longues files de voitures servant au transport des nourrissons, et auxquels on avait donné le nom caractéristique de *Purgatoires*, parce que, lorsque ces petits malheureux parvenaient jusqu'à leur destination, ils ne tardaient pas à y mourir ; et si parfois alors la cloche du village sonnait le glas funèbre, les paysans se contentaient de dire, comme oraison funèbre du pauvre bébé : « Ce n'est rien, c'est un petit Paris qui meurt. »

Actuellement, la situation de ces nourrissons, mieux surveillée, s'est heureusement améliorée, bien qu'il reste encore beaucoup à faire. Il n'en est pas moins vrai que pendant que la mère est à l'usine, que le foyer familial n'existe pour ainsi dire pas, il y a, dans quelque coin perdu de village, un petit être sur lequel des parents quelquefois, le plus souvent des mercenaires, veillent tant bien que mal et qui souffre de l'abandon dans lequel sa mère l'a laissé. Au lieu d'être le bébé chéri, dorloté par sa mère, cet enfant est souvent considéré comme une source de gains, une charge qui doit rapporter beaucoup et coûter le moins possible. Puis un jour, une lettre de la nourrice apprend à la mère, que le pauvre petit est mort, malgré les soins pressés et coûteux qui lui ont été prodigués.

Partout et toujours, comme le fait remarquer Petit, il y a parallélisme le plus complet, entre l'industrie nourricière et l'extrême mortalité infantile (1)

1. Petit. *Le droit de l'enfant à sa mère*. Thèse Paris, 1895.

Des lois destinées à protéger la vie de ces bébés envoyés en nourrice, loin de leurs parents, ont bien été promulguées ; malheureusement la surveillance est trop souvent illusoire, les règles qu'elles édictent sont mal comprises, mal observées, et leur application pratique est parfois difficile (1).

La situation est encore plus pénible, pour l'enfant de la fille-mère. Cette dernière, sera presque toujours forcée de retourner immédiatement à l'atelier ; seule, abandonnée la plupart du temps ; il lui faudra d'autant plus travailler qu'elle devra assurer l'existence du nouveau-né, devenu souvent son unique espoir, sa seule raison de vivre. Il est vrai qu'il reste à la fille-mère la ressource de se placer comme nourrice, ou de prendre un nourrisson, en confiant à d'autres son propre enfant (2).

Dans ce cas, il y a toujours au moins un des deux enfants qui en pâtit ; s'il s'agit d'une nourrice sur lieux, c'est l'enfant de la nourrice ; si, au contraire, elle emmène le nourrisson étranger chez elle, c'est celui-là qui forcément sera sacrifié.

Cette exploitation du lait maternel tend d'ailleurs à disparaître, tandis que, parallèlement, la mortalité infantile baisse dans de notables proportions.

Et si, pendant longtemps, la nourrice mercenaire a semblé un luxe tellement naturel, qu'on voit Rousseau lui-même, qui se montrait, dans ses écrits, partisan convaincu de l'allaitement maternel, prendre pour Emile « une nourrice nouvel-

1. Loi Roussel. Loi du 23 décembre 1874.

2. En Grèce, les femmes libres se plaçaient comme nourrices au moment des grandes calamités publiques. Voir Harangue de Démosthène contre Euboulidès.

lement accouchée » sans penser un instant à l'enfant de cette nourrice ; cette coutume, issue d'un sentiment profondément égoïste, est de moins en moins suivie. C'est que les mères riches comprennent de plus en plus leur devoir, et que, d'autre part, les mères pauvres se montrent plus soucieuses de la santé de leur enfant.

L'allaitement maternel, étant à la fois utile à la femme et à l'enfant, doit être considéré comme une loi naturelle qui s'impose d'elle-même. Et pour ne citer que quelques auteurs autorisés, qu'il nous soit permis de répéter ces paroles du professeur Pinard : « Le droit de l'enfant à la mère est sacré », d'affirmer avec Lagneau : « que dans une société bien organisée, toute mère doit être la nourrice payée de son enfant », de citer cette maxime de saint Grégoire : « La mère a l'obligation de nourrir son enfant ; » de rappeler enfin ce verset du Coran par lequel Mahomet prescrit aux mères d'allaiter leur enfant pendant deux ans.

C'est à la société à venir en aide à la mère, de façon à lui permettre de remplir sa mission naturelle. Depuis longtemps des efforts ont été tentés dans ce but ; c'est ainsi que Diot (1) cite des arrêtés pris dès le xiii^e siècle. En 1871, deux pétitions ont été même présentées au Sénat, en faveur de l'allaitement maternel obligatoire.

Et, d'ailleurs, il suffit de consulter les statistiques pour constater que, à la progression de l'allaitement maternel dans une région, correspond toujours la diminution de la mortalité infantile.

Les consultations de nourrissons, les mutualités marter-

1. Diot. A propos du règlement des nourrices mercenaires. Thèse Paris, 1903.

nelles (et les crèches industrielles), en favorisant cet allaitement, sont arrivées déjà à de remarquables résultats : A Lyon, par exemple, où la mortalité est de 12 0/0, de la naissance à un an, elle est descendue à 5 0/0 pour les enfants dont s'occupe la mutualité maternelle ; à Lille, dans la même société, la mortalité est de 6 0/0 au lieu de 28 0/0 ; à Dammarié, grâce à la mutualité maternelle, la mortalité a baissé de moitié ; à Vienne, elle est de 6 0/0 au lieu de 20 0/0 ; à Melun, de 6 0/0 au lieu de 24 0/0. Ces chiffres n'ont pas besoin de commentaires.

Le sein et le cœur d'une mère ne se remplacent pas, a dit le professeur Pinard, à la Société de Médecine et d'Hygiène professionnelles.

Si vous pouvez, à la rigueur, procurer l'égal du premier à prix d'argent, il ne vous est pas possible, comme l'écrit Rousseau, de suppléer la sollicitude maternelle.

Que fait l'Assistance publique, dès qu'il lui est remis un enfant abandonné ? Elle s'empresse de le confier à une nourrice qui, à prix d'argent, lui donnera le sein et les soins nécessaires. Il en est sans doute, parmi elles, qui sont consciencieuses et bonnes, mais combien peu. Il est, du reste, facile à comprendre que des étrangères, en admettant même qu'elles donnent à l'enfant les soins réglementaires, n'auront pas la sollicitude éclairée et dévouée que suscite l'amour maternel.

La mère doit veiller elle-même à la santé de son nourrisson et pour cela rester près de lui. L'ouvrière à la fabrique, ce sont (ainsi que le dit Bébél) les enfants qui s'élèvent comme ils peuvent, sevrés tout au moins de l'amour

et des caresses de leurs parents. L'épouse ne doit pas être ouvrière, elle doit avant tout être mère.

Bien souvent, la mère ne nourrit pas son enfant, parce que la misère et la faim l'obligent à retourner à l'atelier ; son instinct maternel ne peut soutenir longtemps la lutte contre la dure nécessité, qui lui impose sa loi.

Binet, qui a étudié l'allaitement maternel, au point de vue de ses difficultés sociales, conclut ainsi (1) : si l'ouvrier gagne un salaire suffisant, la mère pourra rester au logis et nourrir son bébé ; mais le plus souvent les conditions sociales sont telles, qu'elles forcent la mère à priver l'enfant de son sein, aliment rationnel.

Au Creusot, ainsi que nous l'a fait écrire M. Schneider, les salaires des ouvriers sont assez élevés, pour permettre à la femme de se consacrer librement à sa mission maternelle ; aussi 80 0/0 des mères allaitent leurs enfants et la mortalité infantile est très peu élevée.

Parfois, il est vrai, la femme retourne à l'usine et abandonne son enfant, pour des raisons sociales beaucoup moins sérieuses. Jeune, elle a pris l'habitude de vivre à l'atelier et son salaire servant à augmenter le bien-être du ménage, lui a créé de nouveaux besoins dont elle ne sait pas se passer. C'est, dans ces cas, qu'il appartient au médecin, à la sage-femme, à la dame visiteuse, de faire comprendre à cette femme son rôle de mère, de lui rappeler les droits de son enfant et son devoir de le nourrir. Parfois enfin, des influences pernicieuses, découragent la mère et la détournent du désir d'allaiter.

1. Binet. *L'allaitement maternel considéré spécialement au point de vue de ses difficultés sociales*. Thèse Paris, 1904.

Comme le fait observer le professeur Hagenback, de Bâle, il faudra combattre ces influences néfastes et répéter avec les Pères de l'Eglise : « Toute mère qui refuse de nourrir son enfant est une marâtre barbare. » La mère, comme l'a dit Ambroise Paré, ne doit pas être mère à moitié et la société doit tout faire, pour lui faciliter l'accomplissement de sa tâche.

L'assurance du lait maternel aux enfants, est aussi nécessaire, que l'assurance du pain quotidien aux vieillards.

C'est pourquoi les patrons, les sociétés de bienfaisance, les philanthropes, les mutualités maternelles, feront œuvre utile, en permettant à la mère de quitter pendant quelque temps son travail, pour se consacrer à son enfant.

L'Etat, de son côté, outre qu'il réalisera une sérieuse économie en subventionnant largement ces institutions, en protégeant et encourageant l'allaitement maternel par tous les moyens dont il dispose ; contribuera, ce qui est plus profitable encore, à assurer l'existence de nouveaux-nés, qui deviendront plus tard des citoyens robustes, sources d'énergies nouvelles, susceptibles de sauvegarder et d'accroître la puissance et la vitalité de la nation.

En résumé, et nous ne saurions trop le répéter, en principe, et sauf impossibilité absolue, la mère doit nourrir son enfant, l'enfant a un droit absolu au lait de sa mère.

Les contre-indications médicales à l'allaitement maternel sont exceptionnelles (1). C'est « un cliché banal et

1. Wallich. *Eléments d'obstétrique*. Paris, 1907, p. 151.

sans fondement de dire, que beaucoup de mères n'ont pas de lait... il est en effet admis et reconnu par tous les observateurs sérieux, que presque toutes les mères ont du lait » (1). La nourrice dont le lait n'est pas assez abondant, doit quand même allaiter son enfant (2), alors même qu'un seul sein pourrait être utilisé. La plupart des causes médicales invoquées, ne sont que des prétextes mis en avant par la mère ou par son entourage, pour éviter les devoirs et les soucis de l'allaitement maternel. Les seules véritables contre-indications formelles sont : la tuberculose pulmonaire et quelques états chroniques (3).

Il peut se faire que, par suite de certaines affections (abcès du sein ou états fébriles, par exemple), on soit obligé de suspendre l'allaitement maternel, mais il faut savoir que cet allaitement peut être repris, après une interruption même assez longue (4).

Toutefois, certaines intoxications ont une très grande importance, au point de vue de l'allaitement maternel ; c'est ainsi que l'intoxication lente et progressive du saturnisme, peut être transmise à l'enfant par sa nourrice.

D'autre part, Constantin Paul a constaté le passage du

1. Pinard. *Revue d'obstétrique et de pédiatrie*, juillet-août. Conférence à la Société des amis de l'Université de Lyon, 2 février 1908.

2. Pinard, *ibid.*

3. Briens. *Quelques considérations sur les causes invoquées pour supprimer l'allaitement maternel*. Thèse de Paris, 1902. — Ribemont-Dessaignes et Lepage. *Précis d'obstétrique*, p. 251.

4. Wallich. *Eléments d'obstétrique*. Paris, 1907, p. 152.

plomb dans le lait (1). Balland a retrouvé dans 115 grammes de lait environ 1/2 milligramme de plomb. Il est donc prudent, lorsque une mère atteinte de saturnisme allaite son enfant, et pour éviter les accidents pouvant résulter de doses toxiques emmagasinées dans certains tissus depuis longtemps, de surveiller cet enfant et, à la moindre alerte, de suspendre l'allaitement maternel (2).

Pour Ribemont-Dessaignes et Lepage, l'allaitement au sein doit être absolument proscrit chez les saturnines (3). La mère intoxiquée doit abandonner sa profession si elle veut nourrir son enfant.

L'influence du tabac sur l'allaitement a été diversement interprétée. Pour le Dr Etienne, de Nancy (4) (1897), la mortalité est plus élevée chez les enfants des ouvrières travaillant dans les manufactures de tabac, élevés au sein ; même constatation par le Dr Jacquemart (5). Pour le Dr Jaucent (6) il y a danger de mort, pour l'enfant, si la mère continue à allaiter après avoir repris son travail, parce que la nicotine passe dans le lait (Vinay). Bar pense que, dans

1. Champreland dans Bar. *Pratique de l'art des accouchements*, p. 32.

2. Balland. *Influence du saturnisme sur la marche de la grossesse, le produit de la conception et de l'allaitement*. Thèse de Paris, 1896.

3. Ribemont-Dessaignes et Lepage. *Précis d'obstétrique*, p. 270.

4. *Annales d'hygiène*, 1897, t. I, p. 256.

5. *Revue d'hygiène*, 1880, p. 90.

6. Thèse, 1900.

ces conditions, presque tous les enfants succombent à des troubles intestinaux et cérébraux. Si la mère ne peut abandonner son travail, elle doit recourir à l'allaitement artificiel (1).

Au contraire, les D^{rs} Lebail (Le Mans), Audrigé (Paris) (2), M^{lle} Grimpet (3), pensent que le tabac n'a aucune influence sur l'allaitement maternel. En tout cas, étant donné la divergence de ces opinions, une surveillance plus étroite de la santé de l'enfant semble s'imposer, lorsque la mère se trouve placée dans ces conditions particulières.

1. Bar. *Pratique de l'art des accouchements*, p. 36.

2. *Mémorial des manufactures de l'Etat*.

3. M^{me} Grimpet. *Influence du tabac sur la grossesse et la santé des nourrissons des ouvriers de la manufacture de tabac de Lille*. Thèse Lille, 1906.

II

Secours

Assistance publique et privée.

Les secours d'allaitement, distribués par l'Assistance, publique, sont en général peu élevés.

A Paris et dans la plupart des villes, ces secours sont distribués par les bureaux de bienfaisance.

A Paris, leur importance varie avec les quartiers, avec le nombre des demandes et le nombre des enfants composant la famille.

Ainsi, dans le xiv^e arrondissement, il est distribué seulement vingt-quatre secours de 20 francs par mois. Ces secours sont alloués, pendant la première année seulement, aux mères nourrissant leur enfant.

Telle qu'elle est, cette assistance est toutefois très utile et peu dispendieuse relativement aux services qu'elle rend.

En province, ces secours sont également très variables. Ainsi, Gasse (1) rapporte que le conseil général d'Indre-et-Loire a voté le 18 avril 1901, comme secours destinés à encourager l'allaitement maternel, 25 francs pendant les trois premiers mois, 20 francs du troisième au onzième mois.

1. Gasse. *L'école des mères*. Thèse Paris, 1906.

Le conseil général de Tarn-et-Garonne, a voté un crédit de 12.000 francs pour la distribution de secours d'allaitement, distincts des secours d'abandon.

Le bureau de bienfaisance, de Lisieux, accorde aux accouchées, allaitant leur enfant, des bons de portion délivrés à son fourneau économique.

A Paris, le service des Enfants secourus intervient, en principe, en faveur des mères, seules et sans soutien (filles-mères délaissées, femmes veuves, divorcées ou dont le mari est disparu, hospitalisé détenu, interné dans un asile d'aliénés ou présent sous les drapeaux, etc.). Des secours peuvent être alloués, au père d'un enfant dont la mère est décédée, disparue, hospitalisée, etc. ; enfin les ménages, dont la situation est reconnue tout à fait précaire, peuvent recevoir, pour envoyer en nourrice leur enfant nouveau-né, le secours de mise en nourrice, dont il est question par la suite. Pour les autres secours, il y a lieu de distinguer entre les ménages de Paris et ceux de la banlieue. Ces derniers seuls, lorsqu'ils sont chargés de famille, sont admis au bénéfice des secours départementaux. Quant aux ménages de Paris, ils sont secourus par les bureaux de bienfaisance (secours d'allaitement de 10, 15 et 20 francs, délivrés aux ménages réguliers ou irréguliers, dont le montant total s'élève à 217.600 francs).

Les secours, alloués par le service des Enfants secourus, sont également connus sous le nom de « secours pour prévenir ou faire cesser les abandons ». Dans l'esprit du législateur, ils ont pour but d'éviter l'admission des enfants à

l'hospice dépositaire et de faciliter aux mères, la tâche d'élever elles-mêmes leurs enfants.

Ces secours départementaux sont attribués, quelle que soit la résidence des parents ou recueillis de l'enfant, à cette seule condition que celui-ci soit né dans le département de la Seine. Ils sont alloués, en principe, pendant la période d'allaitement, aux enfants âgés de moins de deux ans. Au delà de cet âge, ne peuvent être secourus que les enfants orphelins.

Les secours préventifs d'abandons comprennent :

1° Des secours mensuels, (15 à 50 fr. selon le nombre d'enfants à charge) aux mères qui élèvent elles-mêmes leurs enfants, soit au sein, soit au biberon ;

2° Des secours mensuels, (15 à 30 fr.) aux mères ayant au moins deux enfants, dont le plus jeune est placé en nourrice ;

3° Des secours accidentels, (15 à 50 fr.) renouvelables, mais à des intervalles de plus d'un mois, aux mères dont la situation ne comporte pas l'allocation d'un secours périodique ;

4° Des secours dits de mise en nourrice, non renouvelables (35 fr. pour un enfant, 60 fr. pour deux jumeaux) payés à la mère, en présence de la nourrice munie du livret réglementaire ;

5° Des berceaux et des layettes ;

6° Du lait stérilisé, délivré sur prescription du médecin aux enfants âgés de moins de dix-huit mois, qui suivent les consultations de nourrissons organisées par l'adminis-

tration, dans certains quartiers de Paris et dans certaines communes de banlieue (1).

En province, les secours varient entre 5 et 15 francs par mois, réglés par la loi du 27 juin 1904 ; ils sont fixés chaque année par les conseils généraux.

Jusqu'à ces derniers temps, ils étaient exclusivement réservés aux enfants naturels ; ils sont maintenant étendus à tous les enfants. L'utilité des secours, destinés à favoriser l'allaitement maternel, est cependant contestée encore à l'heure qu'il est par quelques personnes, au moins en ce qui concerne les filles-mères.

Tout récemment, par exemple, dans la *Revue philanthropique*, un inspecteur de l'assistance publique, exprimant l'opinion de plusieurs de ses collègues, a prétendu que l'abandon était préférable au secours.

Le nouveau-né, dit-il, est pour la fille-mère un embarras, un obstacle ; ce n'est pas le désiré, mais plutôt l'incongru ; il ne trouvera évidemment pas, chez sa mère, le milieu familial si nécessaire à l'enfant. Les filles-mères, véritablement mères, sont l'exception ; heureux sont, dans ce cas, les nourrissons qui sont élevés par la grand'mère. C'est une erreur de croire, ajoute-t-il, que le secours d'allaitement est chose due à toute fille-mère, parce que fille mère ; très souvent, au contraire, l'abandon est le salut, pour l'enfant. Sauf de très rares exceptions, les filles-mères savent fort bien ce à quoi elles s'exposent, sans

1. Administration générale de l'Assistance publique de Paris.
Lettre du secrétaire général du 7 septembre 1909.

doute il peut y en avoir, parmi elles, qui sont dignes de pitié, mais, en général, la fille-mère est peu intéressante.

Nous ne croyons pas qu'il y ait lieu d'adopter, comme justifiées, les conclusions de ces fonctionnaires ; il nous semble, au contraire, que tout doit être tenté pour prévenir les abandons.

Il arrivera bien parfois, que les secours n'auront aucune efficacité ; sans doute, il y a des mères indignes de ce nom ; mais bien souvent aussi on se trouvera en présence, surtout à l'heure actuelle, de malheureuses créatures trompées, abandonnées, ayant un véritable désir d'élever leur enfant.

Il est malheureusement trop facile de nos jours, grâce surtout aux élucubrations malsaines de rhéteurs éhontés, de faire disparaître toute cause d'ennui. Aussi dans la plupart des cas, la femme qui met un enfant au monde doit être protégée, par cela même qu'elle a permis à sa grossesse d'évoluer normalement et, si elle désire élever son enfant, la société doit lui venir en aide.

N'est-ce pas, en effet, le plus souvent, comme nous l'avons déjà fait observer, à cette société, que doit incomber la plus grande part de responsabilité.

A part de rares exceptions, il est bien certain qu'il sera préférable de permettre à la fille-mère de garder son enfant, plutôt que de le confier à l'Assistance publique. Sans doute, l'assistance lui procurera les secours alimentaires et les soins indispensables, mais elle ne pourra pas, dans la plupart des cas, lui assurer le soutien moral, le lien familial que donne le sentiment maternel.

Non, la mère ne se remplace pas, et bien loin de sou-

haïr la disparition de ces secours spéciaux, nous pensons qu'il est très désirable qu'ils soient plus largement distribués et au moins égaux, la première année du moins, à la rémunération payée aux nourrices des abandonnés.

Il faut encore que le secours de premier besoin soit appliqué, comme le veut la loi (art. 9), dans tous les départements et soit distribué d'urgence. Il ne faut pas, par exemple, qu'après avoir décidé une mère à ne pas abandonner son enfant, on la force à courir de bureau en bureau et qu'on lui fasse attendre pendant un long temps son secours.

Il ne faut pas non plus, que la mère ignore jusqu'au dernier moment qu'elle peut obtenir ce secours, sans quoi il peut arriver que, lorsqu'elle en sera avisée, elle se soit déjà faite à l'idée de se séparer de son enfant et que son sentiment maternel ne puisse plus être réveillé.

L'affichage, dans les maternités, des conditions de secours préventifs d'abandon a produit, du reste, de bons résultats ; cet affichage devrait être généralisé.

Mieux encore, au lieu de laisser à l'administration, souvent mal renseignée, le soin de répartir directement ces secours, il y aurait réel avantage, au point de vue moral comme au point de vue économique, à confier cette tâche aux nombreuses sociétés de bienfaisance et d'assistance privée, largement subventionnées et centralisées, mieux placées pour venir en aide, à moins de frais, à ces pauvres femmes ; et surtout mieux à même de leur apporter les paroles réconfortantes, les conseils et l'appui moral qui, le plus souvent, leur fait totalement défaut.

La fille-mère doit être aidée et protégée, dans l'intérêt de son enfant et dans son propre intérêt.

Abandonnée, déshonorée, chassée peut-être par ses parents, délaissée par ses propres compagnes, la malheureuse, aigrie par le chagrin, sans ressources, seule au monde, ne peut que tomber plus bas ; qu'on lui permette, au contraire, de nourrir son enfant, de l'élever, elle reprendra peu à peu courage au contact de ce petit être qu'elle se prendra forcément à aimer, qui deviendra le but de sa vie, la préservera de tentations malsaines et lui permettra, dans bien des cas, de devenir une bonne mère.

Plusieurs sociétés de bienfaisance et d'assistance, favorisent l'allaitement maternel. Au chapitre précédent, un aperçu a été donné des tentatives faites par les mutualités maternelles ; ce sont ces organismes qui, pour nous, dans l'avenir, doivent devenir le rouage essentiel de la protection de la maternité. Ce sont ces mutualités qui, en distribuant des secours en argent et en nature, en prodiguant les conseils hygiéniques et moraux, doivent venir en aide à la mère et lui permettre d'allaiter son enfant.

Dans les paragraphes suivants, il sera question des consultations de nourrissons, des crèches d'usines ; nous rappellerons auparavant, quelques secours distribués par des sociétés d'assistance.

L'œuvre d'assistance maternelle et infantile gratuite de Plaisance, a établi tout un service de travail à domicile, pour permettre à la mère de gagner sa vie, tout en restant au logis. Des secours sont également distribués, des maisons sont

mises à la disposition des ménages chargés d'enfants et des journées de plein air sont organisées, pour les mères et leurs nourrissons.

Les mères ne peuvent profiter de ces avantages, qu'à la condition d'allaiter leur enfant et, sauf impossibilité absolue, de le ramener une fois par semaine.

La Société protectrice de l'enfance (19 rue Saint-Pétersbourg), fondée en 1869, accorde son aide matérielle et morale, aux mères nécessiteuses qui désirent élever elles-mêmes leur nouveau-né et particulièrement à celles qui ont déjà plusieurs enfants. Dès qu'un cas lui est signalé, la société délègue une de ses dames patronesses, qui fait une enquête sur place. La société donne aux mères qui nourrissent, 5 francs de bons de viande pendant trois mois, soit au total 15 francs de secours. Pour quelques-unes (femmes veuves ou abandonnées), la société donne des secours pendant un quatrième mois. Par exception, quand la femme ne peut pas nourrir, des bons de lait (6 francs par mois) lui sont accordés.

La mère touche également, si elle en a besoin, un berceau et une layette complète. De plus, si elle a nourri au moins huit enfants dont trois vivants, elle peut obtenir, au moment de l'assemblée générale, une récompense variant entre 25 et 100 francs.

En 1908, la société a reçu 3.454 demandes et n'a pu en accueillir que 1.320. Elle a distribué 13.668 bons de viande, 2.700 bons de lait, 694 berceaux et 871 layettes ; 60 prix de 25 à 100 francs, ont été accordés aux mères les plus méritantes.

Les recettes se sont montées, en 1908, à 52.633 francs. Il a été distribué 42.000 francs de secours (1).

La Pouponnière, dont il a été déjà question dans le chapitre précédent, permet à la mère d'élever son enfant, tout en en nourrissant un autre.

La Société de la Charité maternelle de Paris, dont le fonctionnement a été également étudié, favorise l'allaitement maternel parmi ses protégées ; elle exige en effet que les mères nourrissent leur enfant ou l'élèvent près d'elles, et leur accorde un secours de 5 francs par mois, pendant dix mois. L'Association des mères de famille, leur vient également en aide.

L'allaitement maternel, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, accorde des secours d'allaitement aux femmes qui sortent de ses dispensaires et aux femmes accouchées au dehors. Un dispensaire pour les enfants, est ouvert 9 *bis*, rue Jean-Baptiste-Dumas ; des consultations y sont données et des vêtements distribués aux enfants.

Nous rappellerons également les efforts faits par la Ligue contre la mortalité infantile (5, rue Saint-Philippe-du-Roule), dont l'action s'étend à tout le pays.

En dehors d'une propagande générale et d'une action constante près des pouvoirs publics, en faveur de la protection de la première enfance, la Ligue s'efforce de répandre dans le public, les notions de puériculture.

1. Renseignements communiqués par la Société protectrice de l'Enfance.

A Toulouse, la section a organisé une consultation de nourrissons, s'occupe de la stérilisation du lait, distribue des brochures et étudie en ce moment, un projet de logements sains pour les familles nombreuses.

A Montpellier, le syndicat des laitiers a accepté la surveillance permanente de la Ligue.

A Remiremont, l'Œuvre du lait maternel, créée en 1906 sous les auspices de la Ligue, a ouvert une cantine pour les femmes qui allaitent elles-mêmes leur enfant.

A Lille, elle a organisé des consultations de nourrissons.

L'Œuvre des layettes (9, place des Ternes), fondée en 1892, distribue gratuitement, chaque année, de nombreux vêtements aux mères nécessiteuses. Ces layettes sont confectionnées en grande partie, par des groupes de mères ou de jeunes filles, ou encore par des mères malheureuses. En 1892, 62 layettes ont été ainsi distribuées ; en 1898, 600 ; en 1900, 840 ; en 1905, 835 ; en 1907, 757. Pendant cette dernière année, les dépenses se sont élevées à 6,400 francs.

Plusieurs œuvres contribuent, d'autre part, à la protection de l'enfance, en surveillant le lait et en le fournissant à bon compte. Pour rendre véritablement service, ces œuvres doivent être tout à fait désintéressées et rattachées à des sociétés maternelles ou à des consultations de nourrissons ; et pour ne pas favoriser l'allaitement artificiel, ne procurer du lait qu'aux femmes qui sont dans l'impossibilité absolue de nourrir leur enfant, ou qui n'ont pas assez de lait.

L'Œuvre sociale du bon lait (17, rue de Valois), a distribué par l'intermédiaire de ses membres et de ses vingt consultations de nourrissons, pendant le premier trimestre de l'année 1904, 17.640 litres de lait à titre absolument gratuit, à des familles nécessiteuses et plus particulièrement aux mères ayant une nombreuse famille, ou se trouvant dans l'impossibilité absolue d'allaiter leur enfant.

Il y a lieu de faire remarquer, que cette œuvre ayant pour objet principal, d'assurer le contrôle du lait et de livrer du lait à bon marché, les distributions de lait gratuites ne sont pour elle qu'un accessoire. En conséquence, les livraisons de lait gratuit, sont proportionnées aux ressources dont l'œuvre dispose.

III

Consultations de nourrissons et gouttes de lait

Un enfant qui vient au monde, a moins de chances de vivre qu'un vieillard. De 1896 à 1900, il est mort chaque année en France 150.000 enfants, dont 80.000 ont succombé de gastro-entérite. En 1906, sur 770.000 décès, il y en a eu 110.000 d'enfants de la naissance à un an, soit $1/7$. Notons toutefois que depuis quelques années, grâce à la surveillance plus effective de la première enfance, et à l'enseignement de plus en plus répandu des notions de puériculture, la mortalité infantile s'est abaissée dans de très notables proportions. Sur 1.000 enfants, il en est mort dans la première année 178 en 1880, 172 en 1890, 162 en 1900 et 144 en 1906 : il meurt proportionnellement maintenant moins d'enfants en France que dans les autres pays, ce qui explique notre faible mortalité générale.

Il est à remarquer, du reste, que la moyenne de la mortalité infantile s'est abaissée progressivement pendant ces dernières années, à mesure que s'ouvraient de nouvelles consultations de nourrissons.

Ces consultations ont été organisées dans les locaux les

plus divers : mairies, écoles, dispensaires, appartements privés ; par des municipalités, des départements, des administrations, des œuvres d'assistance, enfin par les mutualités maternelles. C'est qu'en effet, leur installation nécessite peu de frais, une table, quelques chaises, un pèse bébé, si possible quelques meubles, le tout dans une salle convenablement chauffée, pour éviter tout refroidissement.

Maygrier, dans son ouvrage sur les consultations de nourrissons, a du reste indiqué comment ces installations devaient être comprises. La consultation doit y être faite par un médecin expérimenté, assisté de quelques dames de bonne volonté, susceptibles de montrer expérimentalement aux nouvelles accouchées, comment elles doivent soigner leurs bébés et de leur expliquer au besoin, dans un langage plus familier, les avis du docteur. A ces consultations, les enfants seront pesés et soigneusement examinés, des conseils seront donnés aux jeunes mamans, bien inexpérimentées à leur premier bébé et nullement préparées par leur éducation et leur vie antérieure, comme le constate M^{lle} Génouy (1), à la nouvelle fonction qu'elles ont le devoir de remplir.

Le médecin et les dames charitables qui l'assistent, leur donneront les conseils précieux qui leur permettront d'allaiter leur enfant dans les meilleures conditions d'hygiène, s'efforçant de combattre les préjugés et les coutumes souvent trop préjudiciables au bébé, qui leur sont indiqués

1. M^{lle} Génouy. *D'une nécessité d'une direction de l'allaitement maternel*. Thèse de Paris, 1906.

par des parentes, des amies ou des voisines malavisées.

Les enfants nourris au sein, s'élèvent sans doute plus facilement, mais réclament cependant des soins assidus et éclairés ; il faut savoir régulariser toutes leurs fonctions et les surveiller d'autant plus, qu'ils se trouvent malingres et débiles. Aussi, les brochures sur l'alimentation du nourrisson, distribuées par la ville de Paris, et la remise de carnets indiquant le nombre des tétées et leur durée, comme cela a lieu à la clinique de l'Hôtel-Dieu, de Toulouse (1), peuvent rendre de très grands services.

Sans avoir besoin d'insister sur les services rendus par ces consultations de nourrissons, il est bon de rappeler quelques objections qui leur ont été faites. Elles présentent, a-t-on dit, deux dangers principaux : d'abord, celui d'être un mode de propagation des maladies contagieuses, puis, en nécessitant, quelquefois par le froid et le mauvais temps, la sortie des bébés, de provoquer des affections pulmonaires plus ou moins graves.

Une question très discutée également, au sujet de ces consultations, est celle de l'obligation. Certains préfets, en effet, ont établi tout récemment des règlements qui imposent la présentation obligatoire, à ces consultations spéciales, des nourrissons soumis au contrôle de l'assistance. A notre avis, et en principe, tout enfant qui touche un secours doit être surveillé et il y a lieu d'encourager et de multiplier les consultations de nourrissons ; mais il ne semble pas que l'obligation doive être imposée d'une façon géné-

1. Armany. *Essai de puériculture locale*. Thèse Toulouse, 1907.

rale. En aucun cas, la consultation ne doit supprimer la visite à domicile. Il peut, d'autre part, être dangeureux d'amener les jeunes enfants de grandes distances, par le mauvais temps. Il faudra adapter la consultation de nourrissons au milieu et aux circonstances ; il est certain également que ces consultations doivent être exclusivement réservées aux mères pauvres ou membres des mutualités. Dans tous les cas, si l'enfant présente les symptômes d'une affection grave, il y aura lieu de dire à la mère, d'appeler le médecin de la famille.

Ces consultations, outre des conseils, doivent également pouvoir donner des secours en argent ou en nature, pour permettre aux jeunes mères d'élever leurs enfants. Ce sont les consultations ainsi organisées par les mutualités maternelles, qui semblent le mieux correspondre à tous les desiderata.

Les consultations de nourrissons favoriseront l'allaitement maternel ; tous les efforts y seront faits, pour faire comprendre aux jeunes mères les avantages évidents, même au point de vue pécunier, de ce mode naturel d'alimentation. Du lait stérilisé devra être cependant donné, après avis formel du médecin, aux mères dont le lait n'est pas suffisant.

A côté des consultations de nourrissons, grâce à l'initiative et sous l'impulsion donnée par le Dr Dufour (de Fécamp) et le Dr Variot, des gouttes de lait ont été créées depuis plusieurs années. Ces gouttes de lait s'occupent exclusivement de l'allaitement artificiel, donnent des conseils aux mères de famille et leur distribuent, ou plutôt

leur procurent du lait stérilisé, moyennant une légère rétribution. Elles ont été fortement critiquées ; on leur a reproché de n'être que de simples distributions de lait, des œuvres dangereuses favorisant l'allaitement artificiel, susceptibles, en conséquence, de nuire et souvent à leur insu, à l'allaitement maternel. Il est craindre, a-t-on dit, que la mère ne sèvre son enfant, dans le but d'obtenir ensuite les secours de la goutte de lait. Il est vrai qu'on a prétendu, d'autre part, qu'il n'y avait aucune raison de créer des œuvres, ne s'occupant exclusivement que de l'allaitement maternel. Les partisans des gouttes de lait répondent que l'allaitement artificiel, qui s'impose dans certains cas, nécessite tout particulièrement une surveillance effective, tandis que l'enfant élevé au sein a bien moins besoin de cette surveillance.

A notre avis, les gouttes de lait rendent de très grands services « faute de mieux », comme l'a dit le Dr Dufour, à la condition de ne donner le lait qu'aux mères qui, d'après l'avis formel du médecin, ne peuvent absolument pas allaiter.

Consultations de nourrissons et gouttes de lait doivent, à notre avis, marcher de concert et se compléter.

Les consultations s'efforceront de favoriser l'allaitement maternel, par de nombreux encouragements et, par l'intermédiaire des gouttes de lait, distribueront, ou mieux encore, procureront, moyennant une légère rétribution, du lait pur convenablement stérilisé, aux mères qui n'en ont pas suffisamment pour nourrir complètement au sein. Dans tous les cas, il y aura lieu de réserver, aux mères qui allaitent, des avantages auxquels ne pourront avoir

droit, celles qui élèvent artificiellement leur enfant ; cet état de choses existe, d'ailleurs, maintenant, dans beaucoup de consultations.

En 1892, Budin organisa une consultation de nourrissons à la Charité. Il obtint, après de nombreuses démarches, de faire revenir deux fois par semaine les enfants nés à la clinique.

Depuis, des consultations de nourrissons ont été installées à Paris, dans les différents services d'accouchements ; d'autres ont été organisées par les sociétés d'assistance et de bienfaisance, les mutualités maternelles. Ces consultations, nous ne saurions trop le répéter, doivent tout particulièrement encourager et protéger l'allaitement maternel, et il y aurait tout avantage à confier à leur contrôle, la distribution des divers secours qui permettent à la femme de rester chez elle pour se consacrer aux soins de ses enfants.

En province, de nombreuses consultations ont été organisées dans le même but (1). A Toulouse, une consultation est annexée au service de l'accouchement, avec prime aux mères qui nourrissent leur enfant et qui viennent au moins quatre fois à la consultation.

A Moissac, il est donné des bons de viande et des repas quotidiens aux mères qui allaitent.

A Saint-Etienne, des secours en argent ou en nature leur sont accordés.

A Béziers, l'allaitement maternel est encouragé par une

1. D^r Ausset, professeur à Lille. Voir les articles sur le « Bilan des consultations de nourrissons et gouttes de lait. » *Revue philanthropique*, février-mars 1909.

distribution, deux fois par semaine, de déjeuners composés de viande, légumes et dessert, servis aux mères indigentes, dans une pièce voisine de la consultation.

A Saumur, il est alloué une indemnité pour les enfants élevés au sein, tandis que du lait pur est fourni pour les enfants élevés au biberon, au prix de 3 francs par quinzaine, à la condition que ces enfants soient propres et bien soignés.

A Rouen, les mères nourrices touchent 1 kgr. 500 de pain par semaine et un secours variable.

A Nancy, la Société de Secours mutuels, dite des Familles, accorde à chaque visite mensuelle une indemnité de 3 francs, sur certificat du médecin constatant que l'enfant est effectivement nourri au sein, par sa mère.

Tels sont quelques exemples, de secours distribués par les consultations de nourrissons. Ces consultations, de plus en plus nombreuses, sont évidemment d'une utilité incontestable. Grâce à elle, la mortalité infantile a diminué dans de très notables proportions. Elles constituent donc un des rouages, absolument indispensables à la protection de la maternité.

Les consultations de nourrissons présentent, en effet, ce triple avantage : d'aider les mères par un encouragement pécunier qui ne ressemble en rien à une aumône, de leur indiquer, par des avis éclairés, les méthodes à suivre pour conserver la santé de leur enfant, enfin de leur apporter avec l'aide des douces visiteuses, les conseils hygiéniques et les secours moraux dont elles peuvent avoir besoin.

Qu'il nous soit permis de conclure en souhaitant que les

consultations de nourrissons soient rattachées à d'autres œuvres d'assistance et tout particulièrement aux mutualités maternelles. Ainsi, la bienfaisance et la mutualité réunies, viendraient en aide à la mère par des secours suffisants et appropriés et lui permettraient d'allaiter, en tout cas, d'élever elle-même son enfant.

IV

Cantines maternelles

Depuis quelques années déjà, des restaurants gratuits, dits cantines maternelles (1), ont été spécialement ouverts aux mères qui nourrissent leurs enfants. Dans ces cantines, deux fois par jour, le matin de 11 heures à 1 heure et le soir de 6 à 8 heures, les mères peuvent venir sans enquête, à la seule condition qu'elles aient du lait, prendre une nourriture appropriée à leur état. Au lieu de passer à la caisse, les mères doivent s'acquitter de leur dette en allaitant leur enfant ; la mère devient, en la circonstance, la nourrice payée de son enfant.

Plusieurs critiques ont été faites à ces cantines : la gratuité, le manque d'enquête et la désorganisation possible du foyer, par la facilité donnée aux mères de prendre le chemin de la cantine.

Des abus peuvent se produire, mais les professionnelles de la mendicité n'aiment pas beaucoup à recevoir des dons en nature sans secours en argent, de plus il existe chez presque toute femme un sentiment de fierté, qui l'empê-

1. *Les pages libres*. « Les Cantines maternelles », par Georges Cahen, 27 mars 1909.

chera de venir chercher un repas gratuit, si elle a chez elle le nécessaire. On a dit également, sans beaucoup de raison que ces cantines maternelles favoriseraient les filles mères ; qu'on se rassure, il n'y aura pas une fille-mère de plus, mais un certain nombre de mères et d'enfants, qui souffriront un peu moins de la faim.

Ces cantines ont en effet une clientèle assez restreinte, elles s'adressent à une catégorie spéciale d'ouvrières, ce qui explique leur utilité. Sans doute il serait à souhaiter que toute femme possède un foyer, où elle puisse élever ses enfants. Malheureusement il en est beaucoup qui n'ont aucun intérieur, aussi n'y a-t-il pas à craindre, pour celles-là du moins, la désorganisation de ce qui n'existe pas. Pour la plupart, réduites aux seules ressources que peut leur procurer leur travail, ouvrières de l'aiguille, confectionneuses travaillant à domicile, victimes du sweating-system, femmes de ménage, ouvrières dont le mari est alcoolique, malade ou débauché, ces malheureuses viennent prendre leur repas aux cantines maternelles. L'allaitement maternel se trouve ainsi encouragé et protégé, dans le milieu où il est le plus gravement compromis. Les mères qui nourrissent leurs enfants, se procurent ainsi une nourriture saine et copieuse, au lieu d'être réduites à absorber dans quelque coin d'un débit, une portion de charcuterie douteuse, arrosée d'un vin plus douteux encore.

L'assiduité des cantines varie d'ailleurs avec les chômages, les grèves et les intempéries. Le matin, les repas sont plus nombreux que le soir.

Les mères, sauf exception, ne viennent aux tables de la cantine que pressées par la nécessité. Jamais du reste un

repas n'a été refusé à une mère nourrissant son enfant et jamais les organisateurs n'ont été débordés.

Les repas reviennent de 0 fr. 20 à 0 fr. 40. Dans la plupart des cantines, le prix est même inférieur, par suite des dons en nature et de la suppression des frais généraux.

Aux cantines maternelles ont été annexées des consultations de nourrissons, excellent moyen de sélectionner les mères qui veulent réellement s'occuper de leurs enfants. Pendant que les mères prennent leur repas, les enfants sont examinés et pesés une à deux fois par semaine, des conseils donnés aux mamans dont le lait quelquefois insuffisant est complété par une bouteille de lait stérilisé, lorsque cela est nécessaire.

Déjà, à Rome, en 1879, l'Institut Sainte-Concorde offrait un repas aux mères nourrices (1). Les premières cantines maternelles furent fondées à Paris en 1905 (2).

Actuellement il en existe quatre, ayant chacune une organisation distincte.

La cantine maternelle de Montrouge (XVIII^e arr., 55, rue des Cloys), a été ouverte en 1905 (3). En 1908, cette cantine a donné 24.545 repas, à des femmes allaitant leurs enfants. Le prix moyen des repas a varié suivant les mois de 0 fr. 24 à 0 fr. 48, soit 0 fr. 35 pour l'ensemble de l'année. Les dépenses se sont élevées à 8.384 francs et les recettes à 11.252 francs, alimentées par une subvention du

1. Rapport du professeur Luigi Concetti. Congrès des goutes de lait de Paris, 1905.

2. Fondations Henry Colflet.

3. Compte rendu annuel (1908-1909).

ministère de l'Intérieur de 2.000 francs, 300 francs du conseil général et 2.000 francs du conseil municipal.

La cantine maternelle du XIII^e arrondissement (1) (8, rue Lahure), ouverte le 29 juin 1908, a distribué plus de 25.000 repas gratuits.

Une autre cantine fonctionne à Grenelle (51, rue Sébastien-Mercier).

Enfin une nouvelle cantine vient de se fonder à la Bastille (15, quai de l'Hôtel-de-Ville).

A côté de ces restaurants, l'œuvre Henry-Coufflet, du Lait maternel (117, rue Denfert-Rochereau), a servi depuis sa fondation le 31 octobre 1904, jusqu'au 4 septembre 1909, 144.403 repas gratuits aux mères nourrices, dans ses trois restaurants (rue Ramponneau, 49, XV^e, Belleville ; rue de l'Arbalète, 2 *bis*, VI^e, Mouffetard ; rue Niepce 3, XIV^e, Plaisance). A chaque repas il y a de la viande, de la soupe, des légumes et du pain à discrétion.

Des repas sont également donnés par les 95 fourneaux gratuits, dans les différents quartiers de Paris ; et avec rétribution de 10 centimes par les fourneaux de la Société philanthropique. Des soupes sont également distribuées dans la plupart des hôpitaux, aux pauvres venant du dehors.

Enfin, dans un certain nombre de restaurants d'ouvrières, les mères peuvent trouver une nourriture saine et copieuse moyennant une légère rétribution.

A Nice, l'œuvre du Lait maternel a institué des repas pour les mères qui nourrissent.

1. Fondation Stern.

A Remiremont, l'œuvre du Bon Lait a créé en 1906 une cantine pour les femmes qui allaitent elles-mêmes leur enfant.

De nombreuses sociétés viennent également en aide aux familles nombreuses et par suite à la Maternité. Telles sont à Paris les sociétés d'Habitations ouvrières, des Logements à bon marché, du Logement ouvrier, des Jardins ouvriers, de l'Abri, des Visiteurs et les différents comités de la Société Saint-Vincent de Paul, etc...

Dans quelques arrondissements déjà, ces sociétés s'entendent entre elles et, de concert avec l'Assistance publique, elles ont organisé des Unions d'œuvres par arrondissements (1). Les secours sont ainsi beaucoup mieux distribués et plus efficaces.

1. J. Mornet. Les Unions d'œuvres par arrondissements, Paris, mars 1909.

Crèches

Leur organisation. — Crèches d'usines. — Législation.

Il serait évidemment désirable que l'ouvrière, dans son intérêt et celui de son enfant, puisse rester dans son foyer, allaiter son nouveau-né, le soigner et s'occuper de son ménage. Malheureusement, les conditions de la vie économique actuelle, font que la mère retourne le plus tôt possible à l'atelier.

Il s'ensuit que l'enfant se trouve ainsi placé dans de très mauvaises conditions hygiéniques, aussi n'est-il pas étonnant que la mortalité infantile soit très élevée dans les centres industriels. L'enfant a, en effet, d'autant plus de chances de mourir, qu'il reste davantage privé des soins de sa mère. La mère part le matin à son travail et, si elle n'a pas envoyé son enfant à la campagne, « à la mort », dit Ducourneau (1), elle le confie pour toute la journée à une parente âgée, à une fillette, à une voisine, le plus souvent à une gardeuse de profession. Ces garderies d'enfants, souvent fort coûteuses pour la mère, donnent de déplora-
bles résultats ; la plupart du temps, le local est petit, mal

1. Ducourneau. Thèse Paris, 1899.

éclairé, mal aéré ; l'enfant plus ou moins soigné, nourri avec un lait quelconque, presque toujours sans aucune surveillance médicale, car il est bien facile dans ces conditions d'éviter le médecin et rien n'empêche une voisine de garder chez elle, sans contrôle possible, deux ou trois enfants.

C'est pour obvier à ces inconvénients, pour permettre aux bébés des ouvrières de recevoir des soins réguliers, d'être alimentés rationnellement, que les crèches ont été créées (1).

La première crèche fut fondée le 14 novembre 1844, par Marbeau (2). Frappé de voir qu'aucun asile n'existait pour les petits enfants de la naissance à deux ans, Marbeau organisa une crèche, la première, dans le quartier de Chailot, avec l'aide de la bienfaisance privée.

L'installation de cette crèche fut modeste, douze berceaux et quelques petits fauteuils ; les frais de ce premier établissement se montèrent à 360 francs. L'enfant y était reçu pendant les heures de travail de la mère. La rétribution journalière fut fixée à 0 fr. 20 par enfant.

Cette organisation très simple servit, par la suite, de modèle, l'institution se développa très rapidement et quelques années plus tard, en 1846, la Société des Crèches fut fondée, dans le but de multiplier et d'améliorer ces asiles spéciaux à la première enfance.

1. Voir *Manuel de la Crèche*. Société de Crèches, 15, avenue d'Iéna.

2. Marbeau. *Des crèches pour les petits enfants des ouvrières*.

On s'est rendu compte depuis, des services que pouvait rendre l'œuvre créée par Marbeau ; les crèches ont successivement reçu de très nombreux encouragements. Thiers, en 1850, à l'Assemblée législative, proclama leur nécessité, leur urgence.

Le 26 février 1862, un décret impérial réglementa les crèches. A la suite d'un rapport du Conseil supérieur de l'Assistance publique et du Comité consultatif d'hygiène, les mesures législatives prises en 1862 furent modifiées en 1897, par un décret du président de la République du 2 mai 1897, suivi d'un arrêté ministériel du 20 décembre 1897.

A l'heure actuelle, les crèches sont organisées par des sociétés de bienfaisance ; elles sont fondées ou entretenues, soit par un bienfaiteur, soit grâce à des subventions industrielles ou municipales.

En 1879, il existait en France 130 crèches, 90 en province et 40 dans le département de la Seine.

Au 1^{er} janvier 1909 on comptait, tant en France que dans les colonies, 445 crèches, dont 67 à Paris, 44 dans le département de la Seine, 323 dans les départements, 11 en Algérie et dans les colonies françaises.

La crèche a pour but de faciliter l'allaitement maternel, de conserver les liens de la famille dans les classes nécessiteuses, en offrant aux mères le moyen de garder leurs enfants auprès d'elles, même quand leur travail les oblige à quitter leur logis ; enfin de les aider à bien commencer leur éducation physique et morale (1).

1. Marbeau. *Manuel des Crèches*, p. 8.

La crèche permet à la mère de continuer à gagner sa vie ; elle est en même temps éducatrice et lui enseigne à soigner son enfant. Quant à l'enfant, il y est placé dans d'excellentes conditions matérielles ; il y trouve à la fois les soins les plus éclairés et les mieux suivis et une alimentation bien appropriée à son âge.

La crèche, à l'heure actuelle, comme le dit Frédéric Passy, n'est pas un idéal, c'est un remède à une situation fâcheuse... c'est une bonne chose puisqu'elle empêche ou atténue un mal, mais, il serait avant tout très désirable que les femmes puissent garder leurs enfants chez elles (1).

Les crèches sont cependant absolument indispensables dans les grands centres d'industrie et dans les manufactures, où sont employées des ouvrières.

Sans vouloir s'arrêter aux critiques, qui ont été formulées contre certains de ces asiles, relativement à l'insuffisance du nombre des berceaux, le manque de surveillance médicale, l'insalubrité ou l'étroitesse des locaux (2) (critiques toutes particulières qui s'adressent à des défauts d'organisation), il y a lieu de rappeler qu'on a fait à la crèche elle-même, en tant qu'institution, un certain nombre d'objections.

On lui a reproché de permettre l'éloignement assez prolongé de la mère, ce qui peut l'amener à se désintéresser peu à peu de son enfant, et de constituer en quelque

1. Congrès international des Œuvres et Institutions féminines. Paris, 1900.

2. Le rapport du ministère de l'Intérieur (2 août 1909) signale encore, sur de nombreux points, des insuffisances d'installation ou des vices de fonctionnement.

sorte une cause d'abandon de l'allaitement maternel et de disparition de l'esprit de la famille. Et, cependant, il est encore bien préférable que la mère mette son enfant à la crèche, au lieu de le confier à une voisine, quelquefois à une fillette sans expérience ou à la première venue ; elle en sera, d'une part, moins éloignée et, d'autre part, il y a toute chance pour que l'enfant soit mieux surveillé, plus sérieusement soigné.

Le transport de l'enfant, matin et soir, du domicile de sa mère à la crèche et vice versa, peut être pour lui une cause de refroidissement ; sans aucun doute, il eût mieux valu éviter à l'enfant le double danger de ce voyage, mais cet inconvénient subsistera toujours, du moment que la femme sera forcée de quitter son domicile.

Une objection beaucoup plus sérieuse a été faite, au sujet de la santé des enfants ; c'est celle qui est relative à la contamination. Il est certain que l'agglomération d'enfants dans un même local, augmente les chances de la contagion, mais c'est là un danger qui existe dans toutes les agglomérations et, relativement aussi, dans les habitations ouvrières. A la crèche, du moins, ce danger est atténué par une surveillance attentive et par une sérieuse organisation du service médical.

On a reproché également aux crèches, de pousser au sevrage de l'enfant, par la sécurité qu'elles offrent dans l'emploi de l'allaitement artificiel. Cette objection ne saurait s'appliquer aux enfants déjà soumis à l'allaitement artificiel, qui seront dans de meilleures conditions à la crèche, pour les raisons que nous avons déjà indiquées.

Quant aux enfants élevés au sein, par leur mère, il est

bien évident que des avantages tout spéciaux devront leur être réservés et que tout devra être mis en œuvre, pour encourager celles-ci à les nourrir, pendant tout le temps nécessaire.

Aussi émettons-nous le vœu, que les crèches soient réservées aux enfants allaités par leur mère, sauf indication certifiée par le médecin.

La crèche doit être placée le plus près possible des usines ou ateliers, de façon à éviter une perte de temps pour la mère et de longs parcours aux enfants ; l'accès doit en être facile.

Le local sera convenablement orienté et éclairé, largement aéré et présentera au moins un cube d'air de 9 mètres par enfant (arrêté du 20 décembre 1897). Il devra également être bien clos et facile à réchauffer en hiver. Le sol et les murs devront être très facilement lavables.

La crèche comprendra une cuisine, une lingerie, une chambre d'isolement, et si cela est possible, deux salles, pour les enfants, l'une servant de dortoir, l'autre de salle de jeux. Si l'on y admet des enfants d'âges différents, il y aura tout avantage à avoir plusieurs dortoirs.

Une salle spéciale devra être réservée à l'allaitement maternel.

Lorsqu'un enfant sera pris subitement de maladie, il importera de le faire passer aussitôt dans la chambre d'isolement, avant qu'il ne soit rendu à ses parents.

La crèche devra contenir peu d'enfants, quarante, au maximum. Au point de vue de la commodité pour la mère, comme au point de vue prophylactique, il y aura avan-

tage à créer plusieurs petites crèches, plutôt qu'à en organiser une grande.

Le mobilier sera très simple, facilement lavable ; il y aura autant de lits et berceaux, que d'enfants. Les lits seront en fer et leur garniture simple et facile à désinfecter. Les bancs ou chaises, de hauteur appropriée, seront établis de façon à éviter autant que possible des chutes, et des chaises basses seront mises à la disposition des mères, dans la salle réservée à l'allaitement.

Ne seront admis à la crèche, que les enfants dont la mère est obligée de travailler pour vivre ; son domicile et le lieu où elle travaille, devront être connus. L'enfant devra avoir plus de quinze jours et moins de trois ans et être vacciné. A l'entrée, chaque matin, la directrice examinera chaque enfant, et le renverra immédiatement s'il lui paraît malade.

A leur arrivée, les enfants seront lavés avec soin, leur toilette sera renouvelée à chaque repas. Il sera bon de marquer d'un numéro spécial, tous les objets personnels à chaque enfant, ils ne serviront qu'à lui seul.

Après le départ des enfants, les fenêtres seront ouvertes, la literie aérée et le ménage minutieusement fait. Personne ne passera la nuit dans une salle occupée le jour par les enfants. Dans la journée, la crèche sera maintenue à une température de 15 degrés centigrades et aérée toutes les fois que le temps le permettra.

Des désinfections immédiates seront faites, pour les objets exposés aux contaminations incessantes ; et des désinfections générales seront pratiquées, quand il y aura lieu.

L'alimentation sera réglée par le médecin et celui-ci devra exiger, autant que possible, l'allaitement maternel exclusif.

La directrice, sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration, assurera la marche du service et veillera à la bonne exécution du règlement intérieur. Après avoir assisté chaque matin à l'entrée des enfants, elle présidera à l'alimentation, au bain et à la toilette et surveillera les berceuses. Elle devra également donner des conseils aux mères, leur faire suivre les indications du médecin et enfin tenir les registres, prévus aux termes de l'arrêté municipal du 20 décembre 1898. Les qualités de cette directrice seront l'ordre, l'économie, la douceur et la fermeté.

Les berceuses ou gardiennes devront être robustes, bien portantes, intelligentes. Chaque berceuse sera affectée au poste qui semblera lui être le mieux approprié ; elle devra traiter les enfants avec douceur, et ne demander ou n'accepter quoi que ce soit des parents, sous aucun prétexte.

Le médecin s'occupera de l'hygiène générale prophylactique et alimentaire. Il visitera la crèche chaque jour et donnera des conseils aux gardiennes et aux mères.

Les dames patronesses ou inspectrices sont absolument indispensables ; elles viendront en aide à la directrice.

Chaque dame patronesse s'intéressera tout particulièrement à la crèche, mais il faudra veiller à ce qu'il n'y ait cependant dans l'œuvre qu'une seule direction. Les dames patronesses auront pour mission, de prononcer l'admission ou l'exclusion des enfants. Les enfants ne seront, en effet,

admis qu'après une enquête sérieuse, établissant que la mère est obligée de travailler au dehors. Au point de vue moral, comme au point de vue social, il est bon que la crèche soit payante. La famille ouvrière, vraiment intéressante, a conscience avant tout de sa dignité ; il lui coûte de recourir à l'humiliation du bureau de bienfaisance, elle préfère payer une rémunération, tant modeste soit-elle. La gratuité ne devra être prononcée qu'après une enquête justifiée et ne pas être la règle, exception faite, bien entendu, pour les crèches d'usines.

Les dames patronesses devront veiller à la régularité de la présence des enfants à la crèche ; elles surveilleront également les enfants chez leurs parents, surtout au point de vue de la nourriture et des soins. Elles seront pour le médecin, dont elles rappelleront les conseils, des auxiliaires vraiment précieuses.

La crèche a également un rôle moral à remplir ; c'est à la dame patronesse que reviendra la mission délicate, de veiller à la santé morale de la famille. Elle s'efforcera d'encourager, au besoin de faire naître chez les parents, des sentiments de délicatesse et d'honneur, qui conserveront ou amèneront au milieu familial, cette atmosphère de respect et de paix, si profitables à l'enfant. Grâce à leur bonté, à leur dévouement discret, elles pourront beaucoup ; leur cœur ne fera pas en vain appel au cœur des pauvres femmes, auxquelles elles donneront de sages conseils ; elles sauront ainsi acquérir peu à peu, une heureuse et saine influence, sur les familles dont elles surveilleront les enfants.

Les crèches, qui relèvent de l'assistance privée, peuvent

rendre de grands services, grâce aux organisations qu'elles possèdent et à leurs dames patronesses.

Il est à craindre cependant, qu'elles ne favorisent l'allaitement artificiel et l'abandon des enfants. Les statistiques prouvent en effet que, dans ces crèches, l'allaitement maternel est plutôt rare. Mais il serait facile d'éviter cet écueil en en réservant presque exclusivement l'entrée, comme nous l'avons indiqué plus haut, aux enfants nourris au sein.

Ces crèches peuvent être constituées sous formes d'associations libres, déclarées, ou d'utilité publique.

Depuis quelques années, les crèches municipales se sont multipliées dans la banlieue et en province. Malheureusement, ce ne sont pas des modèles ; le plus souvent dépourvues de dames patronesses, elles ne prennent aucun souci de la famille, manquent parfois de surveillance et ne répondent, dans bien des cas, qu'à des besoins électoraux. D'autre part, la crèche municipale coûte très cher à la commune, les donateurs étant peu nombreux, par peur de changement de municipalité. Le plus souvent gratuites, elles admettent indistinctement tous les enfants, n'offrent dès lors aucun caractère de moralité et peuvent inciter la mère à se désintéresser de son enfant. Dans ces crèches, chaque enfant, revenant à une somme assez élevée, 1 fr. 30 par jour, en moyenne, alors que le salaire journalier de la mère n'est souvent pas supérieur à 2 fr., ne semblerait-il pas plus logique de distribuer aux mères nécessiteuses des secours de chômage, qui ne grèveraient pas beaucoup plus le budget des communes et qui lui per-

mettraient d'allaiter elle-même l'enfant, tout en restant dans son intérieur.

La charité privée se prête mieux que l'action administrative, aux soins et aux détails minutieux qu'exigent la surveillance et la direction d'une crèche. L'intervention de l'autorité publique ne devrait consister, dans ce cas, qu'à encourager et à aider l'initiative privée, soit en fournissant un local, soit en accordant une aide pécuniaire. Lorsqu'une ville veut créer une crèche, elle a tout avantage à s'adresser à une société privée, qu'elle subventionnera largement.

Pour remplir son véritable but philanthropique et social, la crèche devra coûter peu et favoriser l'allaitement maternel ; tel est le rôle des crèches industrielles.

Une crèche municipale ou privée, située à proximité d'une usine, pourra permettre à la mère d'y aller allaiter son enfant.

Une salle spéciale peut être également réservée dans l'usine, où la mère aura la faculté de venir, à heures fixées, donner le sein à l'enfant qu'on lui amènera du dehors. Cependant cette solution présente bien des inconvénients et ne saurait être qu'un pis-aller.

Les crèches industrielles, installées à l'intérieur ou à proximité d'une usine qui emploie un certain nombre d'ouvrières, sont celles qui offrent les plus grands avantages.

La crèche Hayem (147, boulevard Voltaire), fondée en

1904, a été installée dans une grande pièce, au milieu de l'usine. Elle est bien éclairée, bien aérée, d'aspect gai, avec chauffage à la vapeur, l'aménagement est sobrement, mais proprement conçu. Chaque matin, l'enfant est amené à l'usine, déshabillé et emmaillotté avec les vêtements de la crèche ; toutes les trois heures, les mères viennent donner le sein à leurs bébés. L'installation complète de ces berceaux est revenue à 2.120 francs, et le montant de l'entretien mensuel est seulement de 180 francs.

Aux usines Thiriez, à Lille (102, rue de Béthune), la crèche a été fondée en 1870. Elle est située en face de l'usine, est gratuite, mais ne reçoit que les enfants des ouvriers de l'usine. La crèche comprend plusieurs salles installées d'une façon très hygiénique ; l'allaitement maternel y est la règle pendant la première année, exception faite pour les mères que le médecin déclare incapables de nourrir. Quarante enfants de zéro à un an y trouvent ainsi asile.

A la faïencerie de Choisy-le-Roi, trente berceaux sont réservés aux enfants de deux à trois mois, dont les mères travaillent à l'usine ; les enfants allaités au sein sont reçus gratuitement ; pour les autres, il est perçu une indemnité de 0 fr. 30 par jour.

Les trois usines des Papeteries La Roche-Joubert ont chacune une crèche. Les enfants allaités par la mère y sont seuls admis, moyennant une cotisation de 0 fr. 10 par jour.

Aux établissements Gevelot, à Issy-les-Moulineaux,

une crèche fonctionne depuis 1889; elle reçoit, moyennant 0 fr.20 par jour, les enfants de zéro à quatre ans.

Aux cristalleries de Baccarat, la crèche admet les enfants de six semaines à six mois; la rétribution est de 0 fr. 30 par jour.

La crèche Sainte-Suzanne à Trácý-le-Mont, garde les enfants des ouvrières de la manufacture de Loonen. L'accouchement de la mère est payé par l'usine, lorsque l'enfant vient à la crèche; la rétribution perçue par la crèche est de 0 fr.20 par jour, mais la mère de famille touche 10 0/0 de salaire supplémentaire.

Aux établissements Roger et Gallet (102, rue du Bac, Levallois), une crèche est organisée depuis 1892, dans un local entouré d'un jardin; elle peut recevoir gratuitement vingt-quatre enfants de un mois à trois ans.

A Elbeuf, les établissements Blins accordent une prime de 100 francs en livrets de caisse d'épargne, pris au nom de l'enfant, à toute mère qui aura allaité elle-même son bébé. La crèche municipale est à proximité de l'usine et toute facilité est donnée aux mères, pour aller y allaiter leur enfant.

Des crèches industrielles existent également à la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, aux établissements Seydoux, Sieber et C^{ie} au Cateau, aux établissements Vincent, Bonnier et C^{ie} à Senone, aux établissements Noiret, à Rethel, aux établissements Kieuer, à Eloyes, aux

parfumeries Pinaud, à Pantin, à la papeterie Dusouche à Anould, aux Familistères Godin, de Guise, etc...

Ces crèches d'usines, ont été de même organisées dans un certain nombre de manufactures de l'Etat. Dans les manufactures de tabac, à la suite d'une démarche de Budin, vice-président de la Ligue contre la mortalité infantile, le ministère des Finances prit, par une note du 10 mai 1904, toutes les dispositions nécessaires pour permettre aux ouvrières d'allaiter leurs enfants.

Dans certaines manufactures, (Châteauroux, Issy-les Moulineaux, Le Mans, Nantes, Orléans, Riom, Toulouse, etc...) des crèches sont organisées dans les locaux mêmes de l'administration. Celle-ci se charge des frais de premier établissement, d'entretien et de gardiennage, et se borne à exiger une légère rétribution.

Ailleurs, (Dijon, Bordeaux, Marseille, Morlaix, Pantin, Paris-Gros-Caillou) des subventions sont données aux crèches existantes. A Lyon, la crèche est mise à la disposition des ouvrières, par la Société protectrice de l'Enfance.

A Nancy, un directeur a organisé, près de la manufacture, une crèche où les enfants sont admis, moyennant une légère rétribution. Dans d'autres manufactures, il n'y a pas de crèche proprement dite, mais des salles spéciales sont mises à la disposition des mères (Nice, Marseille, Toulouse).

Des crèches sont également installées dans des manufactures d'allumettes (Aix et Bègles).

Il en existe encore dans d'autres administrations de l'Etat; ainsi l'administration de l'Assistance publique vient

d'organiser dans quelques hôpitaux, à Ivry et Saint-Antoine par exemple, des crèches pour ses infirmières. Pourrait-on croire, qu'à l'heure actuelle, il y a des infirmières, attachées à des services spéciaux d'accouchements, qui mettent leurs enfants en nourrice au biberon, dans un but d'économie, alors qu'elles ne peuvent ignorer les dangers de ce mode d'alimentation et qu'elles-mêmes sont appelées à donner les soins nécessaires aux enfants des accouchées du service.

Le ministère de la Marine a créé une garderie à Toulon et dans les ateliers d'artillerie de Brest et Cherbourg ; les femmes ayant des enfants de moins de quinze mois, peuvent disposer de deux demi-heures par jour, pour aller allaiter leurs enfants.

Par une circulaire en date du 4 juillet 1908, le ministère a décidé que des indemnités mensuelles de 10 francs seraient accordées aux ouvrières nourrissant elles-mêmes leurs enfants.

L'administration de la Guerre a ouvert deux crèches à Toulouse et la question des crèches, dans les établissements militaires, est actuellement à l'étude.

Les crèches d'usines doivent être situées dans l'usine ou à proximité immédiate, séparées du reste des bâtiments et, comme le demande Binet (1), n'admettre seulement que les enfants élevés au sein, avoir une surveillance régulière, enfin être soumises au règlement des crèches de

1. Binet. *Allaitement maternel au point de vue de ses difficultés sociales*. Thèse, Paris, 1905.

1897. Le nombre des berceaux nécessaires sera, en moyenne, de quatre à cinq pour cent ouvrières (1).

En favorisant l'allaitement maternel et en éloignant le moins possible l'enfant de sa mère, les crèches offrent le grand avantage de diminuer de beaucoup la morbidité et la mortalité infantiles.

Les crèches d'usines, contenant un petit nombre de berceaux, offrent, en outre, le très grand avantage de donner moins de prise à la contamination.

A Baccarat, la mortalité est de 2 0/0, à Senones de 2,5 0/0 au lieu de 16 0/0 avant l'ouverture de la crèche, et de nombreuses crèches n'accusent aucun décès.

Si l'on compare les statistiques de la mortalité, parmi les enfants dont les mères travaillent dans une usine, suivant que ces enfants sont ou non soignés dans une crèche on arrive, à Lille, à une moyenne de 10 0/0 au lieu de 27 0/0. Aussi, Deswarte a-t-il pu affirmer que, grâce à la crèche industrielle, l'enfant d'ouvrière court moins de chance de mort que l'enfant de la femme sans profession. Tandis que la crèche ordinaire, municipale ou privée, est le plus souvent considérée par la mère comme une garde-rie intermittente ; tout au contraire, dans les crèches d'usines, la mère s'habitue à venir chaque jour à l'usine avec son enfant et cet enfant n'échappe que peu à peu à la surveillance bienfaisante de la crèche. L'assiduité est la règle dans la crèche industrielle, aussi les résultats sont-ils très bons. Cette crèche est également précieuse au point

1. Deswarte. *Les crèches, leur passé, leur présent, leur avenir*. Thèse, Paris, 1903.

de vue moral, elle ne sépare, pour ainsi dire, pas la mère de son enfant, qui continue à vivre sous le même toit qu'elle, elle maintient par là l'attachement maternel.

D'ailleurs, la dépense de l'enfant à la crèche industrielle, est minime et le prix de revient de la journée est bien moins élevé que dans les autres crèches, ainsi que le constatent Binet et Deswarte.

A l'œuvre nouvelle des crèches parisiennes, le prix de revient journalier est de 2 fr. 47 (1904) ; à la crèche Bonne-Nouvelle, 1 fr. 90 ; aux crèches de Paris à 1 fr. 16 ; à Sedan, 0 fr. 92 ; à Belfort, 0 fr. 90 ; à l'Epeule, 1 fr. 36.

Ce prix de revient est beaucoup moins élevé pour la plupart des crèches d'usines : 1 fr. 05 à Tracy-le-Mont, 0 fr. 37 à Baccarat, 0 fr. 32 à Angoulême, 0 fr. 42 à Lille.

Il y a lieu cependant de faire remarquer que les locaux et les terrains appartiennent presque toujours à l'usine. Toutefois, même en tenant compte des frais généraux et de l'amortissement, la crèche industrielle coûte encore moins cher et rend plus de services.

On a reproché aux crèches d'usines de distraire l'ouvrière de son travail. Plusieurs patrons, interrogés à ce sujet, ont répondu que la crèche ne nuisait en rien à la bonne marche de l'usine... « Bien au contraire, disent-ils, les ouvrières, bonnes mères de famille, sont par là même nos meilleures ouvrières. »

Les industriels pourraient en même temps s'entendre avec les sociétés de charité maternelle et les mutualités maternelles, la protection de la mère n'en serait que plus efficace et la crèche mieux utilisée.

En résumé, la crèche industrielle, seule, rend véritable-

ment de grands services, ainsi que le dit le professeur Pinard (1), aussi les patrons auront-ils tout avantage, à créer dans leurs usines des crèches destinées à leurs ouvrières.

Les législations espagnoles, portugaises et italiennes, ont prévu des dispositions relatives à l'allaitement, pour les ouvrières.

La loi espagnole du 13 mars 1900 sur les conditions du travail des femmes et des enfants, porte que les mères nourrices auront une heure par jour pour l'allaitement, divisée en deux périodes de trente minutes, à prendre à leur convenance sur le temps du travail et sans retenue de salaire.

L'article 2 de la loi portugaise du 14 avril 1891, prévoit l'installation dans toute fabrique où travaillent journellement plus de cinquante femmes, d'une crèche organisée dans des conditions hygiéniques, déterminées par des règlements. La crèche sera située à moins de 300 mètres de l'usine. Plusieurs usines pourront s'entendre pour établir ou subventionner une crèche pour les enfants de leurs ouvrières, à condition toutefois que la crèche soit

1. Conférence à la Soc. des Amis de l'Université de Lyon, 2 fév. 1908. *Revue pratique d'Obstétrique et de Pédiatrie*, juillet-août 1908.

d'une capacité suffisante et distante de 300 mètres, au plus, de ces usines.

Le Parlement hongrois, par la loi XV du 25 avril 1891, a imposé aux communes l'établissement de crèches sur leur territoire.

La loi italienne de juin 1902 (art. 10 et 17), stipule que les fabriques qui emploient les femmes devront tolérer l'allaitement maternel, soit dans une chambre spéciale annexée à l'usine, soit au domicile de ces ouvrières. Dans ce dernier cas, on leur permettra de sortir de la fabrique.

La chambre spéciale d'allaitement, devra toujours exister dans les fabriques où travaillent au moins cinquante ouvrières.

Le temps à accorder pour l'allaitement, aura au moins la durée d'une heure, pour celles qui allaitent leur propre enfant en dehors de la fabrique ; cette durée minima sera d'une demi-heure, pour celles qui se servent des chambres d'allaitement.

Deswarte combat ce principe de l'obligation, contrairement à l'opinion de Mézie (1) qui se montre partisan, au contraire, d'une proposition de loi, en faveur de ces crèches. Pour nous, en attendant une loi, facilitant pour les

1. Mézie. *Les garderies d'enfants annexées aux usines*. Thèse Paris, 1905.

ouvrières l'allaitement maternel, nous nous croyons autorisé à penser, que l'Etat devrait encourager par tous les moyens en son pouvoir, les industriels qui créent des crèches pour leur personnel. Il serait désirable qu'il donne lui-même l'exemple, en établissant de nombreuses crèches dans ses diverses administrations et manufactures (2).

Sans doute, l'Etat se réservera la surveillance de toutes ces œuvres de protection de la mère et de l'enfant ; mais si l'inspection est nécessaire, elle doit se montrer particulièrement bienveillante et ne jamais devenir policière et vexatoire.

1. V. Circul. Ministère de la Guerre, 1904. Tolérance pour l'heure d'arrivée des femmes qui confient leurs enfants aux crèches. Question actuellement à l'étude dans les différents ministères.

CONCLUSIONS

Nous avons examiné successivement, en les commentant, les secours sur lesquels peut actuellement compter la femme ouvrière, avant, pendant et après ses couches.

Nous résumerons brièvement cette étude, forcément un peu longue, et nous essaierons d'en faire découler les vérités, qu'elle nous paraît mettre en évidence.

L'organisme de la femme subit, du fait de la grossesse, des modifications importantes. La femme de la classe ouvrière a besoin plus que tout autre d'être protégée, dès le début de sa grossesse ; devenue moins alerte, moins apte à supporter la fatigue, ou devra lui demander moins d'efforts et ne l'employer qu'à des travaux peu pénibles, dans son intérêt et dans l'intérêt de son enfant.

Plusieurs occupations, qui agissent directement sur les organes de la gestation, devront même être interdites à la femme, d'une façon absolue.

Certaines intoxications, exercent également une influence néfaste sur la parturition et sont cause de nombreux avortements et d'accouchements prématurés.

Ainsi, le plomb et le mercure ont été incriminés à juste titre. Le travail des femmes est interdit déjà, dans la plupart des métiers où sont employés ces métaux. Il est à souhaiter que cette prohibition, devienne absolue.

En ce qui concerne le tabac, la question est encore controversée ; pour les uns, et cette opinion semble prévaloir ; le tabac a une fâcheuse influence sur la grossesse ; pour les autres, son action serait nulle.

La cessation du travail est nécessaire, pendant les trois derniers mois de la grossesse ; cette règle doit être absolue, pendant les dernières semaines, pour que la femme puisse mettre au monde des enfants vigoureux, venant à terme et d'un poids normal.

Pour permettre à la femme enceinte d'observer ce repos, il faut lui venir en aide ; déjà plusieurs œuvres distribuent des secours, mais ces secours sont la plupart du temps absolument insuffisants.

Certaines administrations, des industries privées et quelques grandes compagnies, accordent des congés payés à leurs ouvrières et à leurs employées ; il est à souhaiter que cette mesure se généralise.

Les filles-mères, les veuves, les abandonnées, qui ont la volonté de mener à bien leur grossesse et le courage de mettre au monde et d'élever leurs enfants, doivent être tout particulièrement protégées. Aussi des asiles-ouvroirs, placés sous le contrôle permanent d'une surveillance médicale nécessaire, ont-ils été créés pour les recevoir. Ils doivent assurer le secret à ces malheureuses et leur procu-

rer, tout à la fois, une aide matérielle et un réconfort moral. Tels sont les asiles Michelet, les asiles de la Société d'Alaitement maternel, de la Société philanthropique, du Foyer maternel, de la Samaritaine, de la maternité Boucicaut, etc...

Enfin, des services spéciaux devraient être créés, là où ils n'existent pas encore, pour permettre aux femmes dont la grossesse offre quelque état physiologique, de se reposer et d'être hospitalisées.

Pour remédier à l'insuffisance des divers secours, pour les compléter, leur donner une sanction et protéger plus efficacement la vie de la mère et de l'enfant, des mesures législatives s'imposent.

Le repos légal nécessaire, pour devenir efficace, doit être rendu obligatoire, pendant les derniers temps de la grossesse ; s'étendre à toutes les femmes employées, ouvrières ou domestiques et, comme conséquence, être indemnisé et strictement surveillé.

Nous avons vu que plusieurs législations voisines : Suisse, Danemark, Espagne, protègent déjà la femme enceinte. En France, nous en sommes encore aux projets de loi. La dernière proposition, dont l'adoption n'a pu encore être complètement réalisée, est celle de M. Engerand, modifiée par M. Poulle, qui garantit leur travail aux accouchées.

Il faut espérer que ce projet sera bientôt définitivement voté et qu'ensuite une législation, basée sur la mutualité ou sur un système d'assurance viendra, en quelque sorte, imposer un repos obligatoire, à la femme, durant les trois derniers mois de sa grossesse.

Enfin, nous avons vu, qu'il est de toute utilité de sur-

veiller la femme au point de vue de l'évolution de sa grossesse, d'où la nécessité de consultations spéciales largement ouvertes, rattachées à des mutualités maternelles, à des hôpitaux ou à des œuvres diverses.

Le service des transferts, au moment de l'accouchement, laisse beaucoup à désirer ; il y aurait lieu de l'organiser de façon à ce que les femmes, puissent être amenées plus rapidement dans les services et dans des voitures mieux appropriées à leur état.

A l'heure actuelle, grâce à l'application des progrès scientifiques, les maternités sont, pour la plupart, installées dans des conditions d'hygiène présentant toutes garanties. Elles sont pourvues de salles spacieuses, contenant un petit nombre de lits et possèdent des services d'isolements complètement distincts.

Malheureusement, ces maternités n'existent pas partout et ne peuvent disposer d'un assez grand nombre de lits, pour que toutes les femmes puissent profiter de leurs excellentes installations.

Il est un grand nombre de femmes de la classe ouvrière, dont l'accouchement semble devoir s'effectuer normalement, qui désirent avant tout ne pas quitter leur ménage et ne veulent pas aller à l'hôpital. Ces femmes doivent évidemment être assistées à domicile. Les soins médicaux sont assurés dans ce cas, par des médecins et des sages-femmes désignés par l'Assistance publique et c'est tout

ce qui, jusqu'à présent, a été légalement prévu pour leur venir en aide.

Heureusement, de nombreuses sociétés privées d'assistance et de mutualité, suppléent autant qu'il est en leur pouvoir, à la pénurie des secours officiels distribués à domicile par l'assistance ; elles s'efforcent de secourir pécuniairement les nécessiteuses et leur procurent des gardes qui donnent aux accouchées les soins nécessaires et, au besoin même, les remplacent dans leur ménage.

Comme nous croyons l'avoir démontré, ces sociétés sont susceptibles de faire beaucoup de bien, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral ; elles rendent de très grands services.

Le repos, après l'accouchement, est absolument nécessaire pendant un certain laps de temps. Normalement, la femme ouvrière ne devrait reprendre son travail que quatre semaines après ses couches ; sa santé et celle de son enfant dépendent de l'observation de ce repos.

En attendant qu'une loi intervienne, la juridiction actuelle semble vouloir protéger, à ce moment, la femme ouvrière ou employée, et les chômages nécessités par les couches, ne sont plus considérés comme cause valable de rupture du contrat de travail.

Les femmes sortent généralement de l'hôpital le neuvième jour qui suit l'accouchement ; elles peuvent, à Paris, séjourner ensuite une quinzaine de jours à l'asile Ledru-Rollin ou au Vésinet.

Les secours accordés, après leur sortie, par l'Assistance

publique, sont minimales et trop souvent mal distribués. Ces secours n'existent, du reste, que dans les grandes villes.

Certaines administrations viennent en aide, à ce moment, à leurs employées ou aux femmes de leurs employés. Il en est de même dans un certain nombre de grandes compagnies et plusieurs grands magasins. Ces secours sont très utiles ; ils tendent, d'ailleurs, à se généraliser et cela aussi bien dans l'intérêt des employeurs que dans celui de leurs employées. Ils doivent être le complément indispensable d'un repos obligatoire et strictement surveillé.

Des asiles privés, encore trop peu nombreux, recueillent, d'autre part, les filles-mères et parviennent souvent ainsi à sauver deux existences. Tels sont ceux organisés par la Société philanthropique, l'Asile-Ouvroir de Gérando, le Foyer Maternel, la Pouponnière, etc...

Ces asiles rendent des services très appréciables ; ils font œuvre doublement utile lorsqu'ils ne se contentent pas de distribuer des secours matériels, mais qu'ils s'attachent à soigner et à guérir la misère morale, souvent plus profonde encore chez ces malheureuses que la misère physique.

Plusieurs autres œuvres d'assistance, viennent également en aide aux femmes enceintes, après leur accouchement. Ce sont notamment : la Société de la Charité maternelle, fondée depuis plus d'un siècle, la Société de l'Allaitement maternel, l'Association des Mères de Famille, l'Œuvre des Femmes en couches, les diverses cantines maternelles, etc.

Quelques sociétés de secours mutuels, accordent à leurs membres des secours d'accouchement. Enfin, les mutualités maternelles ont été spécialement créées, pour aider la femme au moment de la maternité.

Ce sont là, à la fois, des œuvres de prévoyance et d'assistance. La première fut fondée à Paris, il en existe maintenant beaucoup en province.

Les mutualités maternelles, sont des œuvres d'économie sociale d'une très haute portée morale. Elles permettent aux mères de la classe riche, de se rapprocher de leurs sœurs moins fortunées et de leur venir discrètement en aide.

Les secours, apportés par ces mutualités, sont très efficaces ; ils sont distribués à bon escient ; le repos est en effet obligatoire, il est surveillé, grâce à l'institution des dames visiteuses, dont l'influence n'est pas moins précieuse au point de vue moral.

Déjà, plusieurs mutualités maternelles ont ouvert des consultations et distribuent des secours, avant l'accouchement ; elles assurent à leurs membres les soins et les médicaments et leur procurent des gardes dévouées, au moment de leur accouchement ; enfin, elles donnent des indemnités et des primes, après l'accouchement et continuent à s'occuper de la santé des enfants, par les consultations de nourrissons.

Peu à peu, ces mutualités tendent à grouper les divers secours de la maternité. C'est à elles que vont toutes nos préférences ; aussi demandons-nous à l'Etat de subventionner largement ces sociétés.

Les grandes compagnies, les industriels, les commerçants, les sociétés de secours mutuels, auront tout avantage à affilier leurs ouvrières, leurs employées, leurs sociétaires, à ces organismes spéciaux qui rendent déjà de si grands services.

Quant à l'Etat et aux communes, au lieu de distribuer directement et bien aveuglément parfois, les secours qu'ils allouent aux femmes en couches, il serait évidemment préférable et moins onéreux, qu'ils fassent parvenir ces subsides, par l'intermédiaire et sous le contrôle des mutualités maternelles.

Une loi devra intervenir, pour garantir à la femme accouchée un repos de quatre à six semaines, ce repos sera obligatoire ; il sera assuré par une indemnité suffisante et étendu à toutes les catégories d'ouvrières et d'employées.

Plusieurs législations étrangères, (Angleterre, Belgique, Bulgarie, Danemark, Italie, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Suède) prescrivent déjà ce repos et une indemnité est prévue dans quelques Etats (Allemagne, Autriche, Luxembourg, Suisse, Hongrie).

En France, de nombreux projets ont été élaborés, mais ils ont toujours été ajournés. La proposition Engerand, modifiée par M. Poulle, a été adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, mais elle doit revenir en deuxième lecture. Cette loi garantit le travail aux femmes, pendant le chômage nécessité par la grossesse. Nous croyons que l'Etat devra, pour l'application de cette loi, subventionner largement, d'une façon officielle, les œuvres maternelles et en particulier les mutualités maternelles.

Toute femme française, obligée de travailler pour vivre, doit être protégée par la loi, au moment où elle est appelée à remplir son rôle de mère ; il est à souhaiter que bientôt, des mesures législatives soient prises dans ce but.

Nous pensons donc que la loi, qui interviendra pour protéger les femmes en couches, devra tenir compte des œuvres existantes et distinguer particulièrement parmi celles qui rendent les plus grands services, les mutualités maternelles.

Le repos pourra être assuré par ces mutualités, rendues pour ainsi dire autonomes, obligatoires et indépendantes, convenablement subventionnées et placées au point de vue de la surveillance seulement, sous le contrôle de l'Etat.

S'il n'est pas possible de procéder à une semblable organisation, deux systèmes seulement nous semblent pratiques ; l'assurance obligatoire contre la maladie, comme en Allemagne, ou la création des caisses de la maternité, comme cela est à l'état de projet en Italie.

Dans son intérêt et dans l'intérêt de son enfant, la femme, en principe, doit nourrir son nouveau-né.

Les secours d'allaitement, distribués par l'Assistance publique, sont minimes et en général insuffisants.

Il n'y a pas lieu de diminuer les secours affectés aux filles-mères ; il est à souhaiter, tout au contraire, que ces secours soient assez élevés pour que l'abandon, si funeste à la mère et à l'enfant, soit évité dans la mesure du possible.

En tout cas, nous sommes persuadé que, là encore,

ces secours seraient distribués, avec plus de fruit, s'ils passaient par l'intermédiaire d'œuvres privées, qui ont fait leur preuve.

Les consultations de nourrissons et les gouttes de lait sont aptes à rendre de réels services, mais devront être sérieusement organisées et rattachées à des œuvres de maternité et surtout à des mutualités maternelles.

L'idéal serait que, les ouvrières et employées puissent rester chez elles, nourrir leurs enfants et s'occuper de leur ménage. Malheureusement, beaucoup sont forcées de retourner dès que possible à l'usine, à l'atelier ou au magasin ; dans ce cas, des crèches doivent permettre à ces femmes, de continuer à allaiter leurs enfants. Les seules crèches vraiment utiles, jusqu'à présent, sont les crèches d'usines ; à la condition qu'elles soient installées d'une façon très salubre, qu'elles contiennent un petit nombre d'enfants et qu'elles soient soumises à une surveillance médicale sérieuse.

Telles sont, très rapidement résumées, quelques considérations sur la protection de la maternité en France.

La femme, en tant que génératrice, est encore bien imparfaitement protégée, moralement et matériellement ; et cependant, puisque, légalement comme en réalité, elle reste toujours mineure, il lui est dû par là même, aide et protection, comme à tout être faible et cela surtout au moment où elle peut être considérée comme une blessée, une invalide,

rendue, par le fait de l'homme; incapable de subvenir à ses besoins.

Nous n'avons pas la prétention d'affirmer, que les œuvres que nous voudrions voir se développer, que les mesures que nous indiquons et que nous désirerions voir prendre, puissent à elles seules avoir une grande influence, augmenter notablement et, pour ainsi dire du jour au lendemain, la natalité française ; bien que nous soyons cependant persuadé, qu'elles contribueraient, et cela dans une large mesure, à diminuer la mortalité infantile.

Les causes de l'abaissement de la natalité en France, ne sont pas seulement d'ordre économique ; les raisons en sont plus profondes et plus graves et nous ne saurions aborder cette vaste question, sans qu'il soit besoin de rappeler tout le mal causé par la libre diffusion des doctrines pernicieuses du néomalthusianisme, cyniquement discutées et librement propagées, par des pseudo-philosophes, demi-savants, flagorneurs du peuple. Nous nous bornerons à constater, que le principal facteur de notre faible natalité est essentiellement moral et que des mesures législatives, quelles qu'elles soient, ne sauraient modifier efficacement et rapidement cet état de choses.

Ce que nous voudrions, c'est d'abord que la société vienne en aide aux femmes de la classe ouvrière, qui ont encore le courage de procréer des enfants, de les mettre au monde et de les élever. Les familles ouvrières, ayant de nombreux enfants, constituent évidemment une élite. Toutes les espérances de la nation reposent sur cette élite, que la société doit admirer, encourager et protéger.

Il est vrai que ces familles honorables et laborieuses, ne

sont pas celles qui réclament bruyamment ; elles n'en sont pas moins intéressantes et le Parlement, en s'occupant de la mère et de l'enfant, comme le dit Victor Margueritte fera beaucoup plus pour le prolétariat et pour la France, qu'en s'attardant à des questions purement politiques.

Discuter des impôts peut être fort utile, en notre temps, mais étudier des lois dont peut dépendre la santé et l'avenir de la race serait, à notre avis, infiniment préférable.

Notre désir est de voir la famille, efficacement protégée, reposer sur des bases solides, de faire pénétrer dans les masses cette vérité, si bien mise en avant par Tolstoï, quand il dit : « De nombreux enfants et une bonne ménagère, voilà tout le vrai bonheur. »

Keufer (1) fait remarquer avec raison, que dans toute institution qui fonctionne régulièrement, les divers organes doivent remplir leurs fonctions spéciales... la même théorie peut s'appliquer à la société en général et à la famille en particulier. Dans un ménage, l'homme et la femme ont des attributions définies ; l'homme doit assurer l'existence de la famille, la protéger, la défendre, garantir en un mot son évolution ; la femme, outre son rôle de ménagère, a la noble mission de donner naissance aux enfants, de les nourrir de son lait, puis de former leur intelligence et leur cœur, de façon à en faire des êtres sains et biens constitués, moralement et physiquement ; et il ajoute : la famille est la cellule dans laquelle se forme la société et la femme y joue un rôle capital : elle y possède une influence considérable.

1. *Libres entretiens sur le travail féminin et masculin*, 10 janvier 1909, p. 134.

La place de la mère de famille est à son foyer ; aussi toutes les mesures que nous réclamons, toutes les œuvres que nous préconisons, ont pour but essentiel, de lui permettre de remplir librement et complètement, dans toutes ses attributions, son rôle d'épouse et de mère.

L'intérêt primordial et absolument vital de notre pays, est de voir se constituer des familles nombreuses, établies sur des bases solides et inébranlables. Le fondement de la famille, ainsi comprise, est évidemment le mariage qui doit être un acte réfléchi, en quelque sorte sacré, apportant aux époux toutes ses joies, à la condition d'y joindre l'esprit de dévouement et de sacrifice. C'est en respectant ces principes, que la famille pourra véritablement se constituer et devenir l'élément social par excellence, la forme indispensable pour relier entre elles les générations successives ; la condition du progrès, c'est-à-dire de l'avancement dans la culture du beau, la connaissance du vrai et la pratique du bien.

Tout ce qui tend à détruire, altérer ou même affaiblir la famille, tend en même temps à ramener l'homme à la brute, à faire rétrograder la société. C'est, à notre avis, commettre un crime contre l'individu, que de chercher à le détourner de ses devoirs de père de famille ; c'est attenter à l'existence même de l'humanité, que d'essayer de détruire les principes moraux dont dépend la vie même des nations.

Toutes les réformes, a dit Jules Simon, tiennent en un seul mot, la vie de famille. L'école de la volonté, c'est le foyer domestique. C'est de là, c'est de ce centre béni, que sortent les grandes affections, les caractères fortement trempés pour la lutte et le travail.

Y a-t-il un spectacle aussi touchant, aussi respectable que celui de la mère de famille entourée de ses enfants... procurant à son mari une vie heureuse et gouvernant sagement sa maison (1).

Plus la famille est nombreuse, plus les membres qui la composent sont unis. L'union entre les membres de la famille est un état naturel, quand cette union règne effectivement par l'observance de la loi morale, la solidarité qu'elle crée entre les bénéficiaires, encourage l'esprit d'initiative, d'entreprise, l'inclination au mariage et à la fécondité. La famille, élargissant le cadre des aspirations, diminue l'importance des heurts inévitables, amplifie les joies et atténue les douleurs ressenties en commun.

On a remarqué, depuis longtemps, que là où les croyances faiblissent, l'esprit de famille tend à disparaître et la fécondité diminue. Aussi, est-ce une véritable faute, que de chercher à combattre, dans la famille, le sentiment religieux. Si, au contraire, on l'encourage, en tout cas si on lui laisse son entière liberté, si on lui permet de manifester toute sa vitalité, ce sentiment essentiellement généreux fera disparaître l'esprit d'égoïsme, ramènera rapidement la fécondité dans les familles et, par conséquent, la prospérité dans la nation.

Lorsque leur foyer est peuplé de nombreux habitants, le père et la mère de famille ont, sans doute, beaucoup plus de labeur et de tracas ; mais outre le mérite et la satisfaction morale d'avoir fait tout leur devoir, ils ont réellement plus de consolation et de vraie joie. Le sourire

1. Rousseau. *Lettre à d'Alembert*.

de l'enfant, est comme le rayon de soleil dans la maison. Les berceaux sont les trésors des familles.

Dans une famille nombreuse, si la mort vient à passer, elle laisse, après la fleur trop tôt moissonnée, d'autres fleurs qui embellissent et consolent le foyer.

Telles sont les réflexions, que nous a suggérées l'examen de la protection de la maternité en France.

Ce que nous demandons, ce que nous croyons essentiellement favorable au bonheur de l'individu, à l'intérêt de la société et à l'avenir de notre pays, c'est une protection matérielle et morale, plus efficace et plus grande, de cette maternité.

Nous voudrions voir la famille, telle que nous la concevons, fortement constituée, respectable et respectée, rayonner dans toute sa beauté féconde, grâce à l'épuration des mœurs, à la protection des lois, à l'appui des œuvres de bienfaisance et de mutualité.

Nous pensons, que s'il est un moment où la société doit tout particulièrement venir en aide à la classe ouvrière, c'est alors que la femme n'est plus apte à gagner sa vie, ou à contribuer pour sa part aux ressources du ménage, alors que sa famille s'accroît, que ses charges augmentent.

Nous estimons que la société a le devoir d'assurer le repos à cette femme, sur le point de devenir mère ; que l'intérêt même de cette société est de ne rien épargner pour

que la mère puisse rester à son foyer et y accomplir sa mission naturelle, qui est de mettre au monde des enfants vigoureux, de les y nourrir de son lait, puis de leur prodiguer les soins matériels et les enseignements moraux, susceptibles d'en faire plus tard des êtres robustes et à l'âme bien trempée.

Nous sommes convaincu, que cette aide apportée à la maternité, est un des moyens de rendre les unions plus fécondes ; de diminuer, de faire disparaître même, le danger terrible de la dépopulation, qui menace l'avenir de la France.

Il y a là une mission vraiment noble et belle, au succès de laquelle nous voudrions contribuer de toutes nos forces. La protection de la femme ouvrière, au moment de sa maternité, est une œuvre éminemment fraternelle et démocratique ; elle est susceptible de doter notre pays d'une génération forte, par ses aptitudes physiques et ses qualités morales.

Bourges, 8 septembre 1909

Vu : le Président de la thèse
PINARD

Vu : le Doyen,
LANDOUZY

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Administration générale de l'Assistance publique à Paris. L'Assistance publique en 1900.

Allée. — Puériculture et loi Roussel, thèse Paris 1908.

Annales de gynécologie et d'obstétrique. 1897 à 1909.

Annales d'hygiène publique et médecine légale. 1905 à 1909.

Armaing. — Essai de puériculture locale, thèse Toulouse, 1907.

Auvard. — Traité pratique d'accouchements, 4^e éd. Paris, 1898.

Auvard. — Le nouveau-né, 6^e éd. Paris 1909.

Bachemont. — Documents pour servir à l'histoire de la puériculture intra-utérine, thèse Paris, 1898.

Baffet. — De la dépopulation spécialement envisagée au point de vue obstétrical, thèse Paris, 1903.

Balland. — Les mutualités maternelles. Leur rôle contre la mortalité infantile, thèse Paris, 1896.

Bar, Brindeau et Chambrelent. — La pratique de l'art des accouchements, Paris 1907.

Bar. — Fonctionnement de la Maternité de Saint-Antoine, 1897 à 1900.

M^{me} Bernson. — Nécessité d'une loi protectrice pour la femme ouvrière avant et après ses couches, thèse Lille, 1899.

Billaudet. — Encombrement dans les hôpitaux de Paris, thèse Paris, 1908.

Binet. — L'allaitement maternel considéré spécialement, au point de vue de ses difficultés sociales, thèse Paris, 1904.

- Bertin.* — De la protection légale des femmes ouvrières pendant la grossesse et après leur accouchements, thèse Paris, 1906.
- Bertrand.* — Puériculture pratique, thèse Paris, 1897.
- Blain.* — Surveillance et assistance des femmes enceintes dans les villes et villages, thèse Paris, 1906.
- Blairon.* — Prophylaxie des gastro-entérites des nourrissons, thèse Paris, 1906.
- Bonnaire.* — Presse Médicale, 1905.
- Bouchacourt.* — La grossesse. Paris, 1906.
- Hygiène de la grossesse et puériculture intra-utérine, 2^e éd. Paris, 1905.
- Briens.* — Allaitement maternel. Causes invoquées pour supprimer, thèse Paris, 1902.
- Budin.* — Le nourrisson. L'allaitement au sein par les ouvrières d'usines de fabriques et de manufactures. (Académie de médecine, 1904).
- Manuel pratique d'allaitement. Hygiène du nourrisson. 2^e éd. Paris, 1907.
- Femmes en couches et nouveau-nés. Paris, 1897.
- Budin et Demelin.* — Manuel pratique d'accouchement et d'allaitement. Paris 1904.
- Caire.* — Législation sur le travail industriel. Paris, 1906.
- Chantemesse et Mosny.* — Traité d'hygiène. T. VII. Hygiène industriel.
- Clappier.* — La puériculture intra-utérine, thèse Paris, 1907.
- La Clinique infantile.* — 1906 à 1909.
- Congrès d'hygiène ouvrière.* — Lyon, 1894.
- Congrès national d'assistance de Reims.* — Reims, 1908.
- Congrès d'assurance et de prévoyance sociale.* — Rome, 1908.
- Congrès international des œuvres et institutions féminines.* Paris, 1900.

- Congrès des mutualités maternelles.* — Paris, 1908,
Couvelaire. — Puériculture intra-utérine. Annales de gynécologie et d'obstétrique, mai 1903.
Cornu. — L'hôpital il y a deux siècles, l'Hôtel-Dieu, thèse. Paris, 1898.
Curry. — Hygiène sociale dans la grossesse chez les femmes de la classe ouvrière. thèse Paris, 1898.
Delaunay. — La maternité de Paris. Paris 1909.
Des Cilleuls. — La population. Paris, 1902.
Devé. — Essai de puériculture, thèse Paris, 1902.
Diot. — A propos du règlement des nourrices mercenaires, thèse Paris, 1903.
Dreyfus (Ferdinand). — L'Assistance à Paris sous la seconde République. Paris, 1900.
Dubrissay et Jeannin. — Précis d'accouchements, 3^e éd., Paris, 1907.
Etienne. — Maternité et misère. Assistance par les refuges ouvriers, thèse Paris, 1904.
Eustache. — La puériculture. Hygiène et assistance. Paris, 1903.
Ferré. — Fonctionnement de la Maternité de Paris.
Fillion-Roux. — La maternité devant la société. Thèse Bordeaux, 1906.
Flour. — Les consultations de nourrissons et l'allaitement maternel, thèse Paris, 1905.
Flambard. — La femme enceinte dans la société moderne. Thèse Paris, 1903.
Garaud. — De la protection et de l'assistance et des femmes salariées avant et après l'accouchement. Paris, 1906.
Gasse. — L'assistance aux femmes enceintes. Thèse Paris, 1905.
Gazette des hôpitaux. — 1900 à 1909.

- Genouy* (M^{lle}). — Nécessité d'une direction de l'allaitement au sein. Thèse Paris, 1906.
- Gilbert*. — Alimentation des femmes enceintes pendant la grossesse. Thèse Paris, 1906.
- Grimpet* (M^{me}). — Influence du tabac sur la grossesse et la santé des nourrissons des ouvrières de la manufacture de tabac de Lille. Thèse Lille, 1906.
- Gonnard*. — La femme dans l'industrie. Paris, 1906.
- Gy*. — Le tabagisme. Thèse Paris, 1909.
- Journal de médecine et chirurgie*. — 1869.
- Jullemier* (M^{me}). — Mémoires d'une sage-femme. Paris, 1830.
- Lallemand* (L.). — L'assistance médicale du XVIII^e siècle. Paris, 1895.
- Organisation de la bienfaisance publique et privée dans les campagnes au XVIII^e siècle. Chalons-sur-Marne, 1895.
- Lancry*. — Les communes de Fort-Mardick près Dunkerque. Etude démographique et médicale. Thèse Paris, 1890.
- Langlois*. — Précis d'hygiène publique et privée, 4^e éd. Paris, 1904.
- Legrand*. — Considération sur l'allaitement maternel. Thèse Paris, 1906.
- Lepage*. — Fonctionnement de la Clinique Baudelocque.
- Letourneur*. — De l'influence de la profession de la mère sur le poids de l'enfant. Thèse Paris, 1897.
- Leyboff*. — Hygiène de la grossesse. Thèse Paris, 1905.
- Maillard-Brune*. — Refuges, maternités. Bureaux d'admission secrets comme moyens préservatifs des infanticides. Thèse Paris, 1908.
- Maygrier*. — Les consultations de nourrissons. Paris, 1903.
- Maternité de l'Hôtel-Dieu*. — Rapports sur ce service du Dr Champetier de Ribes de 1897 à 1905.

- Mezie*. — Les garderies d'enfants annexées aux usines. Thèse de Paris, 1905.
- Milhaud* (M^{me}). — L'ouvrière en France. 1907.
- Monory*. — Essai sur la mortalité infantile. 1905.
- Morache*. — Grossesse et accouchement. Paris, 1903.
- Notice sur le groupe d'Assistance de Méry-sur-Seine*. — Paris, 1908.
- Office du travail*. — Poisons industriels. Paris, 1901.
- Maladies professionnelles. Paris, 1903.
- Bulletin, 1905 à 1909.
- Office central des œuvres de bienfaisance*. — Paris charitable.
- Pares*. — Les mutualités maternelles. Leur rôle contre la mortalité infantile. Thèse de Paris, 1908.
- Pechin*. — Contribution à l'étude de la puériculture intra-utérine. Thèse de Paris 1908.
- Pelleport-Borete (de)*. — L'assistance aux femmes enceintes. Paris, 1897.
- Perruc*. — L'assistance aux femmes enceintes. Thèse de Paris, 1904.
- Pic*. — Législation industrielle. Paris, 1903.
- Pinard*. — Rapport sur la puériculture dans ses périodes initiales. Annales de gynécologie et d'obstétrique, février 1903.
- Puériculture intra-utérine. Communication à l'Académie de médecine, 1905.
- La puériculture du premier âge. Paris, 1904.
- Pinard et Richet*. — Rapport sur les causes physiologiques de la diminution de la natalité en France. Annales de gynécologie et obstétrique, janvier 1903.
- Poincaré*. — Traité d'hygiène industrielle. Paris, 1886.

- Porak.* — Du passage des substances étrangères à l'organisme à travers le placenta. Archives de médecine expérimentale et d'anatomie pathologique, 1894.
- Pozzi.* — Manuel pratique et théorique d'accouchements. Paris, 1902.
- Presse médicale.* — 1900 à 1909.
- Proust.* — Traité d'hygiène, 3^e éd. Paris, 1903.
- Rapports de la commission de la dépopulation.*
- Renardet.* — Maternité de l'hôpital de Saint-Denis, thèse, Paris, 1905.
- Revue médicale de Normandie.* — Mortalité puerpérale à Rouen, février 1908.
- Revue pratique d'obstétrique et pédiatrie,* 1903 à 1908.
- Revue hebdomadaire,* enquêtes sur la diminution de la natalité, mai 1909.
- Revue d'hygiène et de police sanitaire,* 1909.
- Ribemont-Dessaignes et Lepage.* — Précis d'obstétrique, 6^e éd. Paris 1904.
- Roger.* — Protection de la mère dans l'industrie, thèse. Paris, 1903.
- Sarraute-Lourie (M^{me}).* — De l'influence du repos sur la durée de la gestation, thèse. Paris 1899.
- Séropian.* — Fréquence comparée des causes de l'accouchement prématuré.
- Simon (Jules).* — L'ouvrière. Paris, 1899.
- Tarnier.* — De l'asepsie et de l'antisepsie en obstétrique. Leçons recueillies par le Dr Potocki. Paris, 1895.
- Tarnier, Chantreuil et Budin.* — Traité de l'art des accouchements, 1881 à 1901.
- Teissier.* — La grossesse et la loi française, thèse. Toulouse, 1907.

- Thiroux*. — Protection légale des femmes enceintes, thèse. Paris, 1900.
- Triboulet et Delobel*. — Les œuvres de l'enfance. Paris, 1906.
- Trouette*. — Les mutualités maternelles, thèse. Paris 1906.
- Société pour la protection légale des travailleurs*, compte rendu des travaux, 1903.
- Varnier*. — La pratique des accouchements. Obstétrique journalière. Paris, 1900.
- Wallich*. — Eléments d'obstétrique. Paris, 1907.
- Weyhfe*. — Réglementation du travail des femmes dans l'industrie. Paris, 1898.

P RE F ACE	5
La Crise de la Natalité en France.....	5
Le néo-malthusianisme.....	13
Ses causes économiques et sociales.....	14
Ses causes morales.....	19
La Commission de la dépopulation.....	26
Nécessité d'une protection de la maternité.	27
H ISTORIQUE	34
Historique de la protection de la maternité en France avant 1840.....	34
CH APITRE I. — A AVANT L' ACC O UCHEMENT	45
I. — <i>Repos avant l'accouchement</i>	45
Nécessité du repos.....	45
Influence du repos durant les derniers mois sur le poids de l'enfant et la durée de la gestation..	53
Durée du repos.....	55
II. — <i>Quelques intoxications nuisibles à la grossesse</i>	59
Plomb.....	60
Mercure.....	64
Tabac.....	65
III. — <i>Consultations pour femmes enceintes</i>	72
IV. — <i>Asiles et refuges ouvroirs</i>	78
Assistance publique et assistance privée.....	84
V. — <i>Secours</i>	94
Assistance publique et assistance privée.....	96

VI. — <i>Législation</i>	100
Législation étrangère et française.....	101
CHAPITRE II. — AU MOMENT DE L'ACCOUCHEMENT....	104
I. — <i>Maternités</i> . — Les transports dans les hôpitaux.	104
Maternités de l'Assistance publique.....	108
Maternités privées.....	110
II. — <i>Accouchements à domicile</i>	120
CHAPITRE III. — APRÈS L'ACCOUCHEMENT.....	130
I. — <i>Repos</i> . — Nécessité et durée.....	130
II. — <i>Secours</i> . — Asiles de l'Assistance publique...	140
Secours des grandes administrations de l'Etat, des	
grandes compagnies, des grands magasins et	
des industriels.....	144
Asiles de l'Assistance privée.....	153
Œuvres d'assistance.....	160
III. — <i>Mutualités maternelles</i> . — Sociétés de Secours	
Mutuels.....	171
La Mutualité maternelle de Paris.....	175
Mutualités maternelles de Province.....	185
Quelques considérations sur les mutualités mater-	
nelles.....	192
Sections militaires de la mutualité maternelle....	200
IV. — <i>Législation</i>	206
Législation étrangère et française.....	211
CHAPITRE IV. — PENDANT L'ALLAITEMENT.....	231
I. — <i>Nécessité de l'allaitement maternel</i>	231
II. — <i>Secours</i> . — Assistance publique et privée....	244
III. — <i>Consultations de nourrissons et gouttes de lait</i> .	255
IV. — <i>Cantines maternelles</i>	263

V. — <i>Crèches</i> . — Leur organisation.....	268
Crèches industrielles.....	278
Législation.....	285
CONCLUSIONS.....	289

